

# LA SEMAINE JURIDIQUE

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ISSN 1637-5114

## Tables annuelles

# 2019

Président directeur général,  
Directeur de la publication :  
PHILIPPE CARILLON

Directrice éditoriale :  
CLÉMENTINE KLEITZ  
(clementine.kleitz@lexisnexis.fr)

Directeurs scientifiques :  
DIDIER JEAN-PIERRE,  
FLORIAN LINDITCH, PHILIPPE BILLET,  
HÉLÈNE PAULIAT,  
MICHAËL KARPENSCHIF

Directrice de rédaction :  
KATIA CHASSAGNE  
(katia.chassagne@lexisnexis.fr)

Rédacteur en chef :  
ANNE PELCRAN (01.71.72.47.74)  
(anne.pelcran@lexisnexis.fr)

Maquette couverture :  
PHILIPPE BLANC

Direction Marketing Opérationnel / Publicité :  
CAROLINE SPIRE  
Responsable clientèle publicité  
caroline.spire@lexisnexis.fr – 01 45 58 94 69

CATHERINE THEVIN  
Responsable du marketing opérationnel  
catherine.thevin@lexisnexis.fr – 01 45 58 93 05

Correspondance :  
LEXISNEXIS SA  
LA SEMAINE JURIDIQUE  
(ÉD. ADMINISTRATIONS  
ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)  
141, RUE DE JAVEL  
75747 PARIS CEDEX 15  
jcpa@lexisnexis.fr

Relations clients :  
TÉL. : 01 71 72 47 70  
relation.client@lexisnexis.fr  
**www.lexisnexis.fr**

Abonnement annuel 2020 :  
• FRANCE (MÉTROPOLE) :  
791,28 EUROS TTC (775 € HT)  
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :  
855,00 EUROS HT

Prix de vente au numéro :  
• FRANCE (MÉTROPOLE) :  
35,74 EUROS TTC (35 € HT)  
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :  
39,00 EUROS HT

Offre spéciale étudiants :  
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>

LEXISNEXIS SA  
SA AU CAPITAL DE 1.584.800 EUROS  
552 029 431 RCS PARIS

Principal associé :  
REED ELSEVIER FRANCE SA

Siège social :  
141, RUE DE JAVEL  
75747 PARIS CEDEX 15  
EVOLUPRINT  
PARC INDUSTRIEL EURONORD  
10, RUE DU PARC  
31150 BRUGUIÈRES

Dépôt légal : à parution  
Commission paritaire : N° 1024 T 82236

Origine du papier : Allemagne  
Taux de fibres recyclées : 6 %  
Certification : 100 %  
Impact sur l'eau : P<sub>TOT</sub> = 0,01 kg / tonne

# Sommaire

Table des auteurs page 1

Table alphabétique générale page 51

Table chronologique  
de jurisprudence page 99

Table chronologique de doctrine  
administrative page 113

Table chronologique des textes page 117



# Table des auteurs



**Mohammed ABDOUNE**, Secrétaire général de sous-préfecture

- La gestion des contractuels en ressources humaines dans la fonction publique d'État - L'expérience d'un secrétaire général de sous-préfecture, *étude*..... 2227 (29)

**Alexandra ADERNO**, avocate à la cour

- Le concours d'agents publics à la campagne électorale, *essentiel sur*..... 2218 (28)

**Benoît APOLLIS**, docteur en droit, chargé d'enseignement à l'université de Montpellier I

- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril à septembre 2018, *chronique*..... 2053 (8)
- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2018 à mars 2019, *chronique*..... 2199 (27)

**Didier ARTUS**, vice-président et référent médiation du tribunal administratif de Poitiers

- L'An II de la médiation administrative - État des lieux au tribunal administratif de Poitiers, *étude*..... 2061 (9)

**Stéphane AUTIN**, DGS

- La gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique territoriale - L'expérience d'un directeur général des services, *étude*..... 2228 (29)

**François BARLOY**, maître de conférences à l'université de Montpellier

- La restriction des moyens de légalité invocables : la mort programmée du vice de procédure et de l'exception d'illégalité, *étude*..... 2187 (25)

**Emmanuelle BARON**, avocate

- Focus sur l'évolution des conditions de régularisation des autorisations d'urbanisme (C. urb., art. L. 600-5-1), *étude*..... 2018 (3)

**Gabriel BAULIEU**, membre du conseil d'administration de l'AdCF, vice-président de la Communauté d'agglomération du Grand Besançon

- Pacte fiscal et financier et gestion mutualisée des ressources humaines : quelles bonnes pratiques dans un cadre budgétaire contraint ?, *entretien*..... 2069 (10-11)

**Eloïse BEAUVIRONNET**, docteur en droit public, université Paris 5 Descartes

- Indemnité de sujétion géographique et égalité de traitement entre fonctionnaires, *TA Guyane*, 15 oct. 2018, n° 1700330, *commentaire*..... 2219 (28)

**Clément BENELBAZ**, docteur en droit public, ATER à l'université Montesqui-Bordeaux IV, CERDARÉ

- La Vierge, La Séparation, et le domaine public affecté au culte, *TA Grenoble*, 3 oct. 2019, n° 1603908 : *Juris-Data* n° 2019-017381, *commentaire*..... 2322 (46)

**Alain BENSACKOUN**, adjoint au maire de la ville d'Alès, ancien DGS

- Réseaux sociaux et déontologie du fonctionnaire territorial en période électorale, *entretien*..... 2330 (47)

**Dominique BERLIN**, professeur émérite, université Panthéon-Assas

- Une aide illégale, même compatible, peut fonder un recours en dommages et intérêts, *CJUE*, 23 janv. 2019, n° C-387/17 : *Juris-Data* n° 2019-001626..... act. 132 (8)

**Sébastien BERNARD**, professeur à l'université Pierre Mendès France - Grenoble II (Groupe de recherches en droit public économique), doyen de la faculté de droit de Grenoble

- Droit public économique 1/2, *chronique*..... 2127 (18-19)

**François BÉROUJON**, premier conseiller au tribunal administratif de Bordeaux, habilité à diriger des recherches en droit public

- Quand la mésestimation entre la commune et le délégataire du service public de ramassage et de traitement des ordures ménagères profite... à l'usager, *TA Bordeaux*, 15 févr. 2019, n° 1700379, *commentaire*..... 2173 (23)
- Refus d'homologation d'une transaction par le juge administratif, *TA Bordeaux*, 15 juill. 2019, n° 1902219, *commentaire*..... 2268 (40)

**Philippe BLUTEAU**, avocat au barreau de Paris

- État des lieux et perspectives, *entretien*..... 2067 (10-11)
- Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, *entretien*..... 2328 (47)

**Jean-Marie BOCKEL**, Maire de Mulhouse, président de l'Association des maires des grandes villes de France, président de « Gauche Moderne »

- Allocution d'ouverture, *étude*..... 2066 (10-11)

**Jean-Sébastien BODA**, docteur en droit public, avocat au barreau de Paris, chargé d'enseignement - universités Paris Ouest Nanterre La Défense et Picardie Jules Vernes

- Les pouvoirs d'injonction du juge des référés pour ordonner au cocontractant de l'administration les mesures nécessaires à la continuité du service public, *CE*, 25 juin 2018, n° 418493 : *Juris-Data* n° 2018-011310, *commentaire*..... 2045 (6)

- L'encadrement de la faculté reconnue aux préfets de déroger à titre expérimental aux normes réglementaires, *CE*, 17 juin 2019, n° 421871, *commentaire*..... 2348 (49)

**Jean-Luc de BOISSIEU**, président du conseil d'administration de SMACL Assurances

- Mot d'accueil aux entretiens de l'Observatoire SMACL de la vie territoriale, *étude*..... 2065 (10-11)
- Ouverture par Jean-Luc de Boissieu, président du Conseil d'administration de SMACL Assurances, *étude*..... 2326 (47)

**Romain BONY-CISTERNES**, chercheur à l'Institut Léon Duguit, université de Bordeaux (E.A 7439)

- L'avenir de la collectivité de Nouvelle-Calédonie après le référendum, *libres propos*..... 118 (8)

- Des effets anticoncurrentiels de la procédure de négociation des offres dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Le point de vue des praticiens, *étude*..... 2073 (12)

**Laurent BORDEREAUX**, professeur à l'université de La Rochelle (CEJEP)

- Les espaces remarquables du littoral doivent faire l'objet d'un zonage protecteur adapté dans le PLU, *CAA Nantes*, 7 juin 2019, n° 18NT02340, *commentaire*..... 2258 (37)

<b>Fabien BOTTINI</b> , maître de conférences à l'université du Havre	
• Du service (pour le) public aux services par le public ? - Les enseignements des tiers-lieux dans l'apparition d'un crowdsourcing « à la française », étude.....	2358 (50)
<b>Jean-François BOUDET</b> , maître de conférences en droit public à l'université de Paris Descartes	
• Quelle(s) gestion(s) des contractuels en ressources humaines dans la fonction publique ?, commentaire.....	2225 (29)
<b>Henri BOUILLON</b> , maître de conférences à l'université de Bourgogne Franche-Comté	
• Premier bilan pour les préfectures nouvelle génération, étude.....	2101 (15)
<b>Naïla BOUKHELOUA</b> , rapporteur public	
• Le recours du tiers contre une mesure de résiliation désormais devant le juge du contrat, TA Versailles, 7 déc. 2018, n° 1504770 : Juris-Data n° 2018-024307, commentaire.....	2143 (21)
<b>Maxime BOUL</b> , doctorant contractuel en droit public. IMH, université Toulouse 1 Capitole	
• Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC, CE, 20 déc. 2018, n° 418637.....	act. 13 (1)
• L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ?, étude.....	2188 (25)
<b>Floriane BOULAY</b> , responsable des affaires juridiques et institutionnelles de l'Assemblée des communautés de France	
• Une Agence nationale de la cohésion des territoires au service de l'ingénierie et de la simplification ?, commentaire.....	2234 (30-34)
• Quelques précisions sur le fonctionnement de la future Agence nationale de cohésion des territoires, aperçu rapide.....	776 (50)
<b>Romain BOURREL</b> , docteur en droit public de l'université de Toulouse 1 Capitole (IRDEIC-CERFF)	
• Droit public économique 2/2, chronique.....	2133 (20)
<b>Erwan BOUTIGNY</b> , maître de conférences au Pôle international de management de l'université du Havre Normandie	
• Crowdsourcing des communes françaises : contours, cas emblématiques et enjeux, étude.....	2355 (50)
<b>Sébastien BRAMERET</b> , maître de conférences - université Grenoble Alpes, CRJ, F-38000 Grenoble, membre du Groupe de recherche en droit public économique (GRDPE)	
• Le naming (mal) saisi par les personnes publiques, aperçu rapide.....	1 (1)
• Le concurrent seulement potentiel d'une société publique locale a un intérêt à agir suffisant pour contester la légalité de sa création, CE, 21 nov. 2018, n° 405702 : Juris-Data n° 2018-020737, commentaire.....	2022 (4)
• Droit public économique 1/2, chronique.....	2127 (18-19)
• Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?, aperçu rapide.....	369 (22)
<b>François-Xavier BRÉCHOT</b> , rapporteur public	
• Clause antispéculative et compétence juridictionnelle, CAA Nantes, 16 mars 2018, commentaire.....	2008 (2)
• Une réserve au décompte doit être précise pour être valable, CAA Nantes, 8 juin 2018, n° 17NT00091, commentaire.....	2023 (4)
• Appel ou pourvoi en référé-provision : gare au jugement au fond !, essentiel sur.....	2057 (8)
• La motivation obligatoire de l'habilitation d'accès aux zones de sûreté des aéroports, CAA Nantes, 21 sept. 2018, n° 17NT02761 : Juris-Data n° 2018-016293, commentaire.....	2145 (21)
<b>Vincent de BRIANT</b> , premier conseiller à la chambre régionale des comptes d'Île-de-France, en détachement du corps des maîtres de conférences en droit public	
• Transfert de compétences, transfert de personnel, transfert de contrats : transferts de responsabilités ?, entretien.....	2068 (10-11)
<b>Maud BRIÈRE</b> , avocat, Claisse & Associés	
• Projet de loi relatif à la transformation de la fonction publique : état des lieux après son adoption en Commission des lois et les premiers débats à l'Assemblée nationale, aperçu rapide.....	315 (20)
• Le projet de loi de transformation de la fonction publique voté par l'Assemblée nationale - Le Gouvernement et la majorité gardent le cap d'un changement profond sans révolution, aperçu rapide.....	371 (22)
• La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (1 <sup>re</sup> partie), aperçu rapide.....	531 (35)
• La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (2 <sup>e</sup> partie), aperçu rapide.....	566 (36)
• Le dialogue social redessiné par la loi de transformation de la fonction publique, étude.....	2273 (41)
<b>Jean-Marie BRIGANT</b> , maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, Le Mans université	
• Favoritisme : pas de tentative punissable sans un acte contraire aux dispositions garantissant la liberté et l'égalité des candidats, Cass. crim., 5 déc. 2018, n° 17-86.798 : Juris-Data n° 2018-022147.....	act. 49 (3)
• Cumul de sanctions d'inéligibilité : l'échec annoncé de non bis in idem.....	act. 675 (43-44)
<b>Luc BRUNET</b> , responsable de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale	
• Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, entretien.....	2328 (47)
<b>Marc BURG</b> , préfet, co-directeur du DU de sécurité intérieure	
• Autorité environnementale : le préfet de région ne peut être à la fois autorité décisionnelle et environnementale pour le même dossier d'ICPE, CE, 25 sept. 2019, n° 427145 : Juris-Data n° 2019-016526, commentaire.....	2363 (51-52)
<b>Olivier CACHARD</b> , agrégé de droit privé et sciences criminelles, doyen de la faculté de droit, sciences économiques et gestion de Nancy	
• De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, étude.....	2316 (45)
<b>Vincent CADOUX</b> , avocat au Cabinet Seban & Associés	
• Le concours d'agents publics à la campagne électorale, essentiel sur.....	2218 (28)
• La fin de détachement, essentiel sur.....	2263 (38-39)

- Laurence CALANDRI**, maître de conférences en droit public-HDR, directrice du master 2 Droit des médias et de la communication, codirectrice du master 1 Droit du numérique, UT 1 Capitole, membre de l'IDETCOM (EA 785)
- Droit public économique 2/2, chronique..... 2133 (20)
- Grégoire CALLEY**, maître de conférences de droit public à l'université de Savoie, CDPPPOC
- Expulsion coutumière et responsabilité administrative - Le Conseil d'État face à l'application de la coutume kanake, CE, 18 juin 2018, n° 406496, commentaire..... 2124 (17)
- Jean-François CALMETTE**, maître de conférences HDR en droit public à l'université de Perpignan via Domitia, membre du centre de recherche sur les transformations de l'action publique (CERTAP)
- Droit public économique 1/2, chronique..... 2127 (18-19)
- Jean-Alexandre CANO**, avocat associé
- État des lieux du stationnement payant - Un cadre législatif redessiné par une nouvelle juridiction administrative, la CCSP, étude..... 2366 (51-52)
- Robert CARIN**, ATER en droit public à l'université Bretagne Sud
- L'avenant interprétatif, pis-aller de la détermination des conséquences indemnitaires de la résiliation précoce des concessions ?, CE, 26 avr. 2018, n° 394398 : Juris-Data n° 2018-024965, commentaire..... 2168 (23)
- Antoine CARPENTIER**, avocat à la cour - cabinet Herbert Smitt LLP
- Autorité environnementale : quand la double compétence « autorité environnementale » et « autorité décisionnaire » des préfets de région n'encourt pas la critique - À propos des arrêts CAA Nantes, 26 déc. 2018, n° 17NT01268 et CAA Nantes, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 17NT00932, CAA Nantes, n° 17NT00932, aperçu rapide..... 143 (9)
  - CAA Nantes, 26 déc. 2018, n° 17NT01268, aperçu rapide..... 143 (9)
- Anne-Laure CASTAGNINO**, avocate au barreau de Montpellier et médiatrice
- Le préjudice né du recouvrement de la créance poursuivi sur le fondement d'un titre exécutoire annulé est-il indemnisable ?, CE, 26 mars 2018, n° 401476 : Juris-Data n° 2018-004522, commentaire..... 2170 (23)
- Clotilde CAZAMAJOUR**, avocat à la Cour
- Le permis de faire est enfin opérationnel !, conseil..... 2126 (17)
- Caroline CHAMARD-HEIM**, professeur de droit public, équipe de droit public de Lyon, université Jean-Moulin - Lyon 3
- Domanialité publique du Muséum d'histoire naturelle et servitude d'alignement : un siècle après, À noter également..... 2032 (4)
  - Un maire peut-il s'opposer à la constitution d'un fonds de commerce sur le domaine public communal ?, TA Nice, 26 juin 2018, n° 1601897, À noter également..... 2033 (4)
  - Loi de finances 2019 et droit des propriétés publiques, À noter également..... 2034 (4)
  - Location pérenne d'un bien du domaine privé communal à une association culturelle ou le piège de l'analyse domaniale, CE, 7 mars 2019, n° 417629 : Juris-Data n° 2019-003344, commentaire..... 2108 (16)
  - Le déclassement portant par lui-même désaffectation : plaider pour un retour à l'orthodoxie domaniale, CE, 19 déc. 2018, n° 407707 : Juris-Data n° 2018-024120, commentaire..... 2178 (24)
  - Utilisation privative du domaine public scolaire : le conseil d'école doit être saisi, TA Châlons-en-Champagne, 23 avr. 2019, n° 1800665, À noter également..... 2215 (28)
- Ludovic CHAN-TUNG**
- Les relations entre droit interne et droit international : harmonie ou divergence ?, CE, 12 oct. 2018, n° 408567 : Juris-Data n° 2018-017511, commentaire..... 2141 (21)
- David CHARBONNEL**, doctorant en droit public (OMIJ-Limoges)
- Aperçu de quelques annonces présidentielles à l'issue du grand débat national : démocratie et territoires, aperçu rapide..... 300 (18-19)
  - La fin des « sorties sèches » de l'aide sociale à l'enfance ?..... act. 339 (20)
  - Vers la consécration d'un rôle d'alerte du maire dans la lutte contre la propagation du frelon asiatique..... act. 340 (20)
  - Le Sénat et le projet de loi pour une école de la confiance..... act. 366 (21)
  - L'amélioration de la lutte contre l'habitat indigne..... act. 386 (22)
  - Un cadre juridique pour les médiateurs territoriaux..... act. 436 (25)
  - Les services publics face au(x) phénomène(s) de radicalisation : état des lieux et propositions..... act. 483 (27)
  - Premier bilan (partiel) d'une stratégie de contournement du problème d'inflation normative : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes..... act. 499 (28)
  - Pour une gestion plus active de l'affectation et de la mobilité des fonctionnaires de l'État..... act. 510 (29)
  - Quelques propositions d'amélioration de la politique publique de protection de l'enfance..... act. 511 (29)
  - Plus de souplesse pour les communes nouvelles..... act. 532 (35)
  - Préfiguration alsacienne du principe de différenciation des compétences des collectivités territoriales : la loi est promulguée..... act. 533 (35)
  - Actualisation de la procédure d'agrément d'emplacements provisoires pour les gens du voyage..... act. 534 (35)
  - Réforme du système de santé et enjeux de territoires..... act. 535 (35)
  - École de la confiance : un dispositif prêt pour la rentrée..... act. 536 (35)
  - Trotinettes : « Pas sur le trottoir ! » Sauf si le maire y consent..... act. 688 (45)
  - De quelques perspectives de réforme (rassurantes) pour l'intercommunalité..... act. 704 (45)
  - Légiférer pour (essayer de) répondre à la crise du logement, aperçu rapide..... 728 (47)
- Katia CHASSAGNE**
- Un Grand Monsieur - À la mémoire du professeur Jacques Moreau, aperçu rapide..... 439 (26)
- Damien CHRISTIANY**, consultant, chargé d'enseignement à l'université de Paris XII et d'Orléans
- Faut-il rétrocéder aux communes membres la compétence communautaire en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ?, étude..... 2142 (21)
  - Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires - Quels enjeux autour de la proposition de loi sénatoriale du 9 mai 2019 ?, aperçu rapide..... 368 (22)

• Du bon usage de l'entente intercommunautaire, <i>pratique</i> .....	2200 (27)	<b>Stéphanie DAMAREY</b> , maître de conférences-MCF-HDR, directrice scientifique IRDP, université Lille 2	
• Projet de loi Engagement et Proximité : de nouvelles avancées en matière d'intercommunalité ?.....	act. 509 (29)	• Observations des chambres régionales des comptes et droit à rectification, <i>CE</i> , 24 avr. 2019, n° 409270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-006522, <i>commentaire</i> .....	2267 (40)
• L'affectation partielle des équipements communaux gérés par l'intercommunalité : une autre forme de libéralisation des relations contractuelles au sein du bloc local, <i>étude</i> .....	2260 (38-39)	<b>Solenne DAUCÉ</b> , avocate, cabinet Seban & Associés	
<b>Guylain CLAMOUR</b> , professeur à l'université de Montpellier, directeur du CREAM (EA 2038)		• Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité - Juillet 2017 - Juillet 2018, <i>commentaire</i> .....	2038 (5)
• Commande publique : impact de la loi PACTE, <i>aperçu rapide</i> .....	370 (22)	• Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, <i>commentaire</i> .....	2201 (27)
• Codification de la facturation électronique dans la commande publique.....	act. 517 (30-34)	<b>Vincent DAUMAS</b> , rapporteur public	
<b>Lucie CLUZEL-MÉTAYER</b> , maître de conférences à l'université Panthéon-Assas Paris II, CNRS-CERSAP-UMR 7106		• Agents contractuels : un changement d'affectation pour des raisons médicales ne constitue pas nécessairement un reclassement, <i>CE</i> , 7 déc. 2018, n° 401812 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-022093, <i>commentaire</i> .....	2119 (16)
• Les leviers numériques du crowdsourcing des services publics, <i>étude</i> .....	2356 (50)	<b>Odile de DAVID BEAUREGARD-BERTHIER</b> , Maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne	
<b>Lucie COCHET</b> , avocat CMS Bureau Francis Lefebvre, Lyon		• Choisir un mode de gestion du service public après l'adoption du Code de la commande publique, <i>étude</i> .....	2192 (26)
• Un nouvel Elan pour le logement social, <i>étude</i> .....	2013 (3)	<b>Guillaume DELARUE</b> , avocat au barreau de Paris, membre du Conseil national des barreaux	
<b>Bruno COLLIGNON</b> , président de la FA-FP et de la FA-FPT		• Le Conseil d'État étend la protection fonctionnelle aux « recrutés locaux », <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001493, <i>commentaire</i> .....	2088 (14)
• « L'élargissement du recours au contrat sur l'ensemble des emplois permanents de la fonction publique représente pour la FA-FP une remise en cause sans précédent de la fonction publique de carrière », <i>entretien</i> .....	2272 (41)	• Le libre-choix de l'avocat dans les marchés publics de prestations juridiques, <i>CJUE</i> , 6 juin 2019, n° C-264/18, <i>commentaire</i> .....	2349 (49)
<b>Émilie COLLIN</b> , docteur en droit public		<b>Agathe DELESCLUSE</b> , avocate, Seban & Associés	
• Instances médicales de la fonction publique territoriale : spécificité de la composition de la commission de réforme, <i>essentiel sur</i> .....	2165 (22)	• Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité - Juillet 2017 - Juillet 2018, <i>commentaire</i> .....	2038 (5)
<b>Maxime CORNILLE</b> , abogado aux barreaux de Paris et de Barcelone		• Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, <i>commentaire</i> .....	2201 (27)
• La cristallisation des moyens intervenue en première instance perd ses effets en cause d'appel - La fin du romantisme en contentieux administratif, <i>CE</i> , 13 févr. 2019, n° 425568 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001992, <i>commentaire</i> .....	2131 (18-19)	<b>Samuel DELIANCOURT</b> , rapporteur public, cour administrative d'appel de Marseille	
• Limitation de la cristallisation des moyens et effets de la régularisation d'un permis de construire, <i>CE</i> , 24 avr. 2019, n° 417175 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-006519, <i>commentaire</i> .....	2239 (30-34)	• Dégradations du domaine public : quelle(s) action(s) pour la commune ?, <i>aperçu rapide</i> .....	25 (2)
<b>Emmanuelle CORTOT-BOUCHER</b> , rapporteur public		• La police domaniale pour assurer la continuité des services publics, <i>TA Grenoble</i> , 3 oct. 2018, n° 1806181 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-018197, <i>À noter également</i> .....	2027 (4)
• Le Conseil d'État précise les garanties dont bénéficie une personne physique lorsqu'elle souscrit un engagement de caution au bénéfice d'une personne publique qui a octroyé un prêt, <i>CE</i> , 25 mai 2018, n° 406332 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-008467, <i>commentaire</i> .....	2012 (2)	• Un député peut-il disposer de locaux dans une mairie pour l'exercice de son mandat ?, <i>TA Melun</i> , 25 oct. 2018, n° 1705691 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024620, <i>À noter également</i> .....	2028 (4)
• Restauration dans les collèges : une compétence facultative pour les départements, <i>CE</i> , 24 juin 2019, n° 409659 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-011020, <i>commentaire</i> .....	2251 (36)	• La définition unique de la notion de l'accessoire du domaine public, avant comme après le CGPPP, <i>CE</i> , 26 janv. 2018, n° 409618 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-000579, <i>commentaire</i> .....	2089 (15)
<b>Vincent CRESSIN</b> , juriste, attaché principal d'administration		• Chute d'un arbre sur une voie publique : qui est responsable ?, <i>TA Bordeaux</i> , 20 mars 2019, n° 1800539, <i>À noter également</i> .....	2113 (16)
• Sur la valorisation du programme de travaux dans le droit domanial de la concurrence, <i>étude</i> .....	2241 (35)	• Avis de France Domaine : il peut porter sur un projet non sensiblement différent de celui finalement adopté, <i>TA Toulon</i> , 21 févr. 2019, n° 1700400 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005113, <i>À noter également</i> .....	2114 (16)
<b>Brice CROTTET</b> , avocat		• Un contrat d'occupation d'une église est un document administratif communicable, <i>TA Bastia</i> , 21 mars 2019, n° 1700678 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005090, <i>À noter également</i> .....	2115 (16)
• L'intérêt à agir d'un concurrent contre une autorisation d'exploitation commerciale en cas de recoupement de zones de chalandise, <i>CE</i> , 26 sept. 2018, n° 402275 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-016316, <i>commentaire</i> .....	2078 (13)	• Trotinettes électriques, droits de LOM et Marabout, <i>À noter également</i> .....	2116 (16)

• Prescription quinquennale : l'interruption par une action en justice, <i>TA Rouen, 11 avr. 2019, n° 1702019, À noter également</i> .....	2212 (28)
• Expulsion d'un pavillon du Bois de Vincennes : la promenade désenchantée, <i>TA Paris, 11 avr. 2019, n° 1807316, À noter également</i> .....	2213 (28)
• La tenue d'un salon sur le Champs-de-Mars est compatible avec son affectation, <i>TA Paris, 11 avr. 2019, n° 1716256, À noter également</i> .....	2214 (28)
• Cession entre personnes publiques : des contreparties significatives exigées, <i>CAA Lyon, 9 juill. 2019, n° 17LY00882, commentaire</i> .....	2282 (42)
• Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, <i>commentaire</i> .....	2307 (43-44)
• La fermeture illégale des services publics locaux à fin de contestation politique, <i>CAA Lyon, 20 déc. 2018, n° 17LY01016, commentaire</i> .....	2318 (45)
<b>Arthur DENIZOT, doctorant contractuel à l'université de Franche-Comté, membre du CRJFC</b>	
• Le maire, le conseil municipal et les cirques : de l'art de prendre position sans faire grief..., <i>TA Nancy, 22 janv. 2019, n° 1802270, commentaire</i> .....	2055 (8)
<b>Emmanuel DERIEUX, professeur à l'université Paris II - Panthéon-Assas</b>	
• Conformité à la Constitution de l'interdiction de capter ou de transmettre la parole ou l'image dans les salles d'audience, <i>Cons. const., 6 déc. 2019, n° 2019-817</i> .....	act. 778 (50)
<b>Jean-Philippe DEROSIER, professeur, université de Rouen, directeur de la revue <i>Jurisdoctoria</i></b>	
• La déontologie politique : base du fonctionnement de la démocratie, <i>libres propos</i> .....	314 (20)
• « La déontologie politique favorise la confiance, indispensable à la démocratie », <i>entretien</i> .....	2195 (26)
• Une primeur, une gageure : le défi démocratique du « RIP Aéroports de Paris », <i>libres propos</i> .....	514 (30-34)
<b>Claude DEVÈS, professeur émérite de droit public à l'université Clermont Auvergne (UCA)</b>	
• Les sociétés publiques locales (SPL) au pied du mur des compétences, <i>étude</i> .....	2020 (4)
• Sociétés publiques locales et sociétés d'économie mixte : va-t-on rejouer « En attendant Godot » ?, <i>aperçu rapide</i> .....	264 (16)
• In Memoriam Jacques Moreau (1931-2019), <i>aperçu rapide</i> .....	438 (26)
• Le livre blanc sur l'économie mixte locale : des progrès mais peut mieux faire, <i>commentaire</i> .....	2320 (46)
<b>Hugo DEVILLERS, maître de conférences en droit public à l'université Paris 13</b>	
• La résiliation du contrat administratif par le cocontractant privé - 5 ans de jurisprudence Grenke Location, <i>étude</i> .....	2107 (16)
<b>Dominique DHUMEAUX, maire de Fercé-sur-Sarthe, vice-président de l'Association des maires ruraux de France</b>	
• État des lieux et perspectives, <i>entretien</i> .....	2067 (10-11)
<b>Aïda DIALLO-LE CAMUS, stagiaire - UGGC Avocats</b>	
• Les restitutions du patrimoine culturel africain à l'aune du droit de la propriété des personnes publiques, <i>commentaire</i> .....	2164 (22)
<b>Marie-Odile DIEMER</b>	
• Tascom et maîtrise du temps contentieux par le juge administratif - Orthodoxie juridique ou opportunisme stratégique ?, <i>étude</i> .....	2136 (20)
<b>Frédéric DIEU, maître des requêtes au Conseil d'État</b>	
• Application dans le temps du nouveau délai de recours de deux mois courant contre les décisions implicites relevant du plein contentieux, <i>CE, 30 janv. 2019, n° 420797 : Juris-Data n° 2019-001489, commentaire</i> .....	2071 (12)
• Traitements algorithmiques utilisés par les universités dans le cadre de « Parcoursup » : un droit d'accès limité et réservé aux seuls candidats, <i>CE, 12 juin 2019, n° 427916 : Juris-Data n° 2019-009860, commentaire</i> .....	2238 (30-34)
• Principe d'impartialité et présence dans le comité de sélection du directeur de thèse d'un candidat, <i>CE, 12 juin 2019, n° 409394 : Juris-Data n° 2019-009929, commentaire</i> .....	2351 (49)
<b>Laurent DOMINGO, conseiller au tribunal administratif de Montreuil, rapporteur public</b>	
• Le contentieux des contractuels : point de vue du juge, <i>commentaire</i> .....	2231 (29)
<b>Catherine DONOU, chargée de mission Intercommunalités communes nouvelles à Territoire Conseils, service du groupe de la Caisse des dépôts et consignations</b>	
• Transfert de compétences, transfert de personnel, transfert de contrats : transferts de responsabilités ?, <i>entretien</i> .....	2068 (10-11)
<b>Christophe DOUBOVETZKY, docteur en droit public</b>	
• La complémentarité réglementation/régulation en matière environnementale : l'exemple du droit de la nuit, <i>étude</i> .....	2344 (48)
<b>Guillaume DRAGO, professeur à l'université Paris II, Panthéon-Assas</b>	
• L'ambition renouvelée du Master 2 Droit public approfondi de Paris II Panthéon-Assas, <i>entretien</i> .....	263 (16)
<b>Laure DUFAUD, avocat à la Cour</b>	
• Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, <i>essentiel sur</i> .....	2293 (43-44)
<b>Louis DUTHEILLET DE LAMOTHE, rapporteur public auprès du Conseil d'État</b>	
• Précisions sur le délai de recours contre les décisions implicites, <i>CE, 17 juin 2019, n° 413797 : Juris-Data n° 2019-010508, commentaire</i> .....	2346 (49)
<b>Thomas EISINGER, directeur adjoint des finances et du contrôle de gestion</b>	
• Services publics urbains : la prochaine tragédie des communs ?, <i>libres propos</i> .....	56 (4)
• Fiscalité comportementale et fiscalité affectée : vers un mariage de raison ?, <i>libres propos</i> .....	343 (21)
• Le « fardeau administratif » : fatalité de l'action publique ou arbitrage politique et budgétaire qui ne dit pas son nom ?, <i>libres propos</i> .....	565 (36)
<b>Cyrille EMERY, avocat au barreau de Versailles</b>	
• Domaine privé et mise en concurrence : quand le ministre se trompe, <i>commentaire</i> .....	2081 (13)
<b>Denis ENJOLRAS, président de l'Association nationale des juristes territoriaux</b>	
• Réseaux sociaux et déontologie du fonctionnaire territorial en période électorale, <i>entretien</i> .....	2330 (47)

**Lucienne ERSTEIN**, conseiller d'État, président de la CAA de Marseille

- Limites à la possibilité de recruter un contractuel, *CE*, 19 déc. 2018, n° 401813 : *Juris-Data* n° 2018-023398 ..... **act. 10** (1)
- Qualité d'agent public des architectes en chef des monuments historiques, *CE*, 19 déc. 2018, n° 408504 : *Juris-Data* n° 2018-023289 ..... **act. 11** (1)
- Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires, *CE*, 28 déc. 2018, n° 417015 : *Juris-Data* n° 2018-023712 ..... **act. 12** (1)
- Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC, *CE*, 20 déc. 2018, n° 418637 ..... **act. 13** (1)
- L'immunité d'exécution à l'épreuve du recours en cassation, *CE*, 28 déc. 2018, n° 418889 ..... **act. 14** (1)
- Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM, *CE*, 20 déc. 2018, n° 415991 : *Juris-Data* n° 2018-023430 ..... **act. 15** (1)
- Incompétence du juge administratif pour l'habilitation des sacrificateurs rituels, *CE*, 19 déc. 2018, n° 419773 : *Juris-Data* n° 2018-023403 ..... **act. 16** (1)
- Dualité fonctionnelle du maire en matière de scolarisation, *CE*, 19 déc. 2018, n° 408710 : *Juris-Data* n° 2018-023400 ..... **act. 17** (1)
- Inégalité dans l'allocation de rentrée scolaire, *CE*, 26 déc. 2018, n° 420104 ..... **act. 18** (1)
- Dialogue compétitif et précision du besoin, *CAA Bordeaux*, 19 déc. 2018, n° 16BX00178 ..... **act. 19** (1)
- De l'articulation entre les différents modes de gestion des bois communaux, *CE*, 21 déc. 2018, n° 404912 : *Juris-Data* n° 2018-023408 ..... **act. 27** (2)
- Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs, *CE*, 28 déc. 2018, n° 410113 : *Juris-Data* n° 2018-024211 ..... **act. 28** (2)
- Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile, *CE*, 28 déc. 2018, n° 410347 : *Juris-Data* n° 2018-024004 ..... **act. 29** (2)
- Missions confiées par le CNFPT à un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé, *CE*, 28 déc. 2018, n° 411695 : *Juris-Data* n° 2018-024005 ..... **act. 30** (2)
- Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes, *CE*, 21 déc. 2018, n° 409678 : *Juris-Data* n° 2018-023424 ..... **act. 31** (2)
- Référé-suspension en matière de prolongation de l'ASE pour jeunes majeurs, *CE*, 21 déc. 2018, n° 421323 ..... **act. 32** (2)
- ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité, *CE*, 21 déc. 2018, n° 420393 ..... **act. 33** (2)
- Revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du RSA, *CE*, 28 déc. 2018, n° 412401 : *Juris-Data* n° 2018-024049 ..... **act. 34** (2)
- Immeuble sans destination et permis de construire, *CE*, 28 déc. 2018, n° 408743 : *Juris-Data* n° 2018-024209 ..... **act. 35** (2)
- L'annulation du refus du permis de construire ne vaut autorisation tacite, *CE*, 28 déc. 2018, n° 402321 : *Juris-Data* n° 2018-024208 ..... **act. 36** (2)
- Le lien fonctionnel du permis de construire unique, *CE*, 28 déc. 2018, n° 413955 : *Juris-Data* n° 2018-024213 ..... **act. 37** (2)
- Modification du périmètre d'un EPCI et orientations du schéma départemental de coopération intercommunale, *CAA Bordeaux*, 20 déc. 2018, n° 18BX03674 : *Juris-Data* n° 2018-023926 ..... **act. 38** (2)
- Péril grave et imminent : le maire ne peut ordonner d'office l'euthanasie d'un animal errant, *CAA Nantes*, 4 janv. 2019, n° 18NT00069 ..... **act. 48** (3)
- Du caractère préparatoire de mesures préalables à l'aménagement d'une ZAC, *CAA Nantes*, 11 janv. 2019, n° 17NT03556 : *Juris-Data* n° 2019-000406 ..... **act. 60** (4)
- Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle, *CAA Nantes*, 4 janv. 2019, n° 17NT02468 : *Juris-Data* n° 2019-000407 ..... **act. 61** (4)
- L'assistant constructeur, *CAA Nantes*, 4 janv. 2019, n° 17NT03878 : *Juris-Data* n° 2019-000404 ..... **act. 62** (4)
- Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local, *CAA Nantes*, 11 janv. 2019, n° 17NT00748 : *Juris-Data* n° 2019-000405 ..... **act. 63** (4)
- Injonction aux « gilets jaunes » bretons de quitter (notamment) leurs ronds-points !, *TA Nantes*, 10 janv. 2019, n° 1900069 : *Juris-Data* n° 2019-000403 ..... **act. 64** (4)
- Pas de responsabilité pénale sans DSP, *Cass. crim.*, 19 déc. 2018, n° 18-81.328 : *Juris-Data* n° 2018-023771 ..... **act. 66** (4)
- L'heure de l'interdiction de soumissionner, *CE*, 25 janv. 2019, n° 421844 : *Juris-Data* n° 2019-000855 ..... **act. 75** (5)
- Décompte général tacite plus fort que l'avenant, *CE*, 25 janv. 2019, n° 423331 : *Juris-Data* n° 2019-000812 ..... **act. 76** (5)
- Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation, *CE*, 25 janv. 2019, n° 424846 : *Juris-Data* n° 2019-000854 ..... **act. 77** (5)
- Identification de la clause d'assurance de protection juridique, *CE*, 25 janv. 2019, n° 423159 : *Juris-Data* n° 2019-000856 ..... **act. 78** (5)
- PACS et pension de réversion, *CE*, 28 janv. 2019, n° 414756 : *Juris-Data* n° 2019-000816 ..... **act. 79** (5)
- *CE*, 28 janv. 2019, n° 414805 ..... **act. 79** (5)
- Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université, *CE*, 18 janv. 2019, n° 426884 : *Juris-Data* n° 2019-000447 ..... **act. 80** (5)
- Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension, *CE*, 25 janv. 2019, n° 424258 : *Juris-Data* n° 2019-000857 ..... **act. 81** (5)
- Office du juge des référés face à une décision d'interrompre un traitement, *CE*, 17 janv. 2019, n° 424042 : *Juris-Data* n° 2019-000448 ..... **act. 82** (5)
- Un magistrat administratif ne peut assurer des formations dans un cabinet d'avocats ..... **act. 84** (5)
- Application dans le temps des dispositions relatives aux délais de recours, *CE*, 30 janv. 2019, n° 420797 ..... **act. 93** (6)
- La nationalité par mariage peut être mise en échec notamment en cas d'indignité (C. civ., art. 21-4), *CE*, 30 janv. 2019, n° 417548 ..... **act. 94** (6)
- De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPRA présente une fiche « S », *CE*, 30 janv. 2019, n° 416013 ..... **act. 95** (6)
- Ouverture de la protection fonctionnelle aux agents recrutés à l'étranger sous droit local, *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694 ..... **act. 96** (6)
- Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires et consultation de la commission administrative paritaire, *CE*, 30 janv. 2019, n° 409384 ..... **act. 97** (6)
- Lanceur de balles de défense, le bien nommé, *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 427386 ..... **act. 98** (6)
- L'obstination thérapeutique déraisonnable, *TA Châlons-en-Champagne*, 31 janv. 2019, n° 1800820 ..... **act. 99** (6)
- La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution peut être le français exclusivement, *CE*, 8 févr. 2019, n° 420296 ..... **act. 105** (7)
- Mutation et motivation de la délibération du conseil académique, *CE*, 30 janv. 2019, n° 412159 : *Juris-Data* n° 2019-001467 ..... **act. 106** (7)

- Publicité de la création ou de la vacance de poste, CE, 6 févr. 2019, n° 414066 : *Juris-Data* n° 2019-001651..... **act. 107 (7)**
- Identification d'un accident de service, CE, 6 févr. 2019, n° 415975 : *Juris-Data* n° 2019-001646..... **act. 108 (7)**
- Du retrait implicite d'une sanction en matière disciplinaire, CE, 8 févr. 2019, n° 409669 : *Juris-Data* n° 2019-001658..... **act. 109 (7)**
- De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue, CE, 4 févr. 2019, n° 417047 : *Juris-Data* n° 2019-001514..... **act. 110 (7)**
- L'État est seul compétent pour agir en justice à propos des décisions rendues en matière d'APL, CE, 4 févr. 2019, n° 415561 : *Juris-Data* n° 2019-001625..... **act. 111 (7)**
- Attaque du constructeur par la victime après réception sans réserve des travaux, CE, 6 févr. 2019, n° 414064 : *Juris-Data* n° 2019-001655..... **act. 112 (7)**
- Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane, *Cons. const.*, 15 févr. 2019, n° 2018-764 QPC..... **act. 119 (8)**
- Des conventions de prêt aux partis politiques comme documents administratifs communicables sous conditions, CE, 13 févr. 2019, n° 420467 : *Juris-Data* n° 2019-001979..... **act. 120 (8)**
- La prohibition des moyens nouveaux, échue un certain délai, est propre à chaque instance, CE, 13 févr. 2019, n° 425568 : *Juris-Data* n° 2019-001992..... **act. 121 (8)**
- La légalité du décret « JADE » examinée par son concepteur, CE, 13 févr. 2019, n° 406606..... **act. 122 (8)**
- Transmission des requêtes et pièces par voie électronique : attention à l'intitulé des signets, CE, 6 févr. 2019, n° 415582 : *Juris-Data* n° 2019-001648..... **act. 123 (8)**
- Précisions sur la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État, CE, 15 févr. 2019, n° 416590 : *Juris-Data* n° 2019-001983..... **act. 124 (8)**
- Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie, CE, 13 févr. 2019, n° 422283 : *Juris-Data* n° 2019-001990..... **act. 125 (8)**
- L'illégalité contagieuse du document d'urbanisme, CE, 18 févr. 2019, n° 414233..... **act. 126 (8)**
- Un marché de partenariat, à quoi bon ?, *TA Marseille*, 12 févr. 2019, n° 1709848 : *Juris-Data* n° 2019-001661..... **act. 127 (8)**
- Déchets dangereux à collecter et non-respect des règles de la commande publique..... **act. 131 (8)**
- Électricité : l'ordre judiciaire l'emporte si le contrat litigieux n'est pas l'accessoire du contrat d'achat de l'électricité, *T. confl.*, 11 févr. 2019, n° C4148 : *Juris-Data* n° 2019-002053..... **act. 147 (9)**
- Autorisation d'exploiter une installation de production électrique par contrat : l'association lésée, CE, 25 févr. 2019, n° 412493 : *Juris-Data* n° 2019-002640..... **act. 148 (9)**
- Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement, CE, 18 févr. 2019, n° 417021 : *Juris-Data* n° 2019-002512..... **act. 149 (9)**
- Le principe de précaution étendue aux activités d'extraction de sable marin, CE, 25 févr. 2019, n° 410170 : *Juris-Data* n° 2019-002641..... **act. 150 (9)**
- Appel contre les jugements relatifs aux décisions octroyant le concours de la force publique, CE, 20 févr. 2019, n° 423024 : *Juris-Data* n° 2019-002509..... **act. 151 (9)**
- Procédure en matière de contentieux sociaux et communication de l'ensemble du dossier, CE, 18 févr. 2019, n° 414022 : *Juris-Data* n° 2019-002510..... **act. 152 (9)**
- Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant, CE, 20 févr. 2019, n° 422499 : *Juris-Data* n° 2019-002508..... **act. 153 (9)**
- Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout, CE, 18 févr. 2019, n° 416043 : *Juris-Data* n° 2019-002511..... **act. 154 (9)**
- Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment, CE, 25 févr. 2019, n° 416610 : *Juris-Data* n° 2019-002639..... **act. 155 (9)**
- Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant, CE, 27 févr. 2019, n° 410537 : *Juris-Data* n° 2019-002864..... **act. 163 (10-11)**
- Le terme du contrat trouble le contentieux de la résiliation, CE, 27 févr. 2019, n° 414114 : *Juris-Data* n° 2019-002860..... **act. 164 (10-11)**
- Le doute pénal ne profite pas au candidat à l'asile, CE, 28 févr. 2019, n° 414821 : *Juris-Data* n° 2019-002908..... **act. 165 (10-11)**
- Jurisprudence Czabaj et contestation par voie d'exception d'un acte administratif individuel, CE, 27 févr. 2019, n° 418950 : *Juris-Data* n° 2019-002912..... **act. 166 (10-11)**
- La réaffirmation du caractère subsidiaire du référé conservatoire, CE, 28 févr. 2019, n° 424005 : *Juris-Data* n° 2019-002911..... **act. 167 (10-11)**
- Avocat absent, requérant oui, CE, 27 févr. 2019, n° 404966 : *Juris-Data* n° 2019-002870..... **act. 168 (10-11)**
- Compétence de la section disciplinaire pour des faits commis en dehors de l'établissement, CE, 27 févr. 2019, n° 410644 : *Juris-Data* n° 2019-002863..... **act. 169 (10-11)**
- Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg, CE, 13 mars 2019, n° 418994 : *Juris-Data* n° 2019-003687..... **act. 175 (12)**
- La loi du pays promulguée n'est plus illégale, CE, 13 mars 2019, n° 426435 : *Juris-Data* n° 2019-003723..... **act. 176 (12)**
- Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences, CE, 15 mars 2019, n° 413584 : *Juris-Data* n° 2019-003863..... **act. 177 (12)**
- Pas d'édifice cultuel dans un local communal, CE, 7 mars 2019, n° 417629 : *Juris-Data* n° 2019-003344..... **act. 178 (12)**
- Invocabilité des directives de 2001 et 2011 sur l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement : pas au stade de la concertation préalable !, CE, 13 mars 2019, n° 414930 : *Juris-Data* n° 2019-003659..... **act. 179 (12)**
- Contrôle de l'étude d'impact d'une demande d'autorisation pour une installation classée, CE, 13 mars 2019, n° 418949 : *Juris-Data* n° 2019-003665..... **act. 180 (12)**
- Précisions sur l'imputabilité d'une maladie au service, CE, 13 mars 2019, n° 407795 : *Juris-Data* n° 2019-003656..... **act. 181 (12)**
- Appréciation de l'utilité de la mesure dans le cadre du référé constat, CE, 13 mars 2019, n° 418101 : *Juris-Data* n° 2019-003660..... **act. 182 (12)**
- Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement, CE, 15 mars 2019, n° 414751 : *Juris-Data* n° 2019-003721..... **act. 183 (12)**
- Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension, CE, 13 mars 2019, n° 420514 : *Juris-Data* n° 2019-003693..... **act. 184 (12)**
- Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés, CE, 13 mars 2019, n° 406867 : *Juris-Data* n° 2019-003657..... **act. 185 (12)**
- Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État, CE, 13 mars 2019, n° 418469 : *Juris-Data* n° 2019-003663..... **act. 186 (12)**
- Irrégularité de l'enquête publique, à qui la faute ?, CE, 13 mars 2019, n° 418170 : *Juris-Data* n° 2019-003662..... **act. 187 (12)**

• La démolition n'est jamais une fatalité, <i>CE</i> , 13 mars 2019, n° 408123 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003655.....	act. 188 (12)	• Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 416542 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005220.....	act. 247 (15)
• Communication du protocole transactionnel : oui, mais, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 403465 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-020137.....	act. 205 (13)	• Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée, <i>CE</i> , 4 avr. 2019, n° 429370 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004920.....	act. 248 (15)
• Contrôle des décisions du comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 410628.....	act. 206 (13)	• Les marchés globaux hors du champ de l'allotissement, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 426096.....	act. 249 (15)
• Caractère réglementaire d'une mesure favorable, <i>CE</i> , 20 mars 2019, n° 404405 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004121.....	act. 207 (13)	• Une délégation négociée en commission, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 425373.....	act. 250 (15)
• La publication d'une circulaire sur un support dématérialisé peut être suffisante, <i>CE</i> , 20 mars 2019, n° 401774 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004122.....	act. 208 (13)	• Majoration d'office d'une astreinte provisoire prononcée contre l'administration, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 405532 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004999.....	act. 251 (15)
• Du droit d'opposition à la collecte des données à caractère personnel, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 406313 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004085.....	act. 209 (13)	• Le juge annulé reste impartial, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 426830.....	act. 252 (15)
• Cahiers des clauses, le juge du fond souverain, <i>CE</i> , 15 mars 2019, n° 416571 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003730.....	act. 210 (13)	• Choix entre la déduction forfaitaire ou les frais réels pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 421160 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005213.....	act. 253 (15)
• L'offre - globalement - anormalement basse, <i>CE</i> , 13 mars 2019, n° 425191 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003860.....	act. 211 (13)	• L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 427729.....	act. 254 (15)
• Renouvellement de la prolongation d'activité d'un praticien hospitalier, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 414219 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004082.....	act. 212 (13)	• Une association de contribuables locaux à l'assaut du contrat, <i>TA Lyon</i> , 4 avr. 2019, n° 1708840 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004976.....	act. 255 (15)
• Les décisions implicites czabajisées, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 417270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004138.....	act. 213 (13)	• Locaux techniques des IGH, hauteur négligée, <i>TA Cergy-Pontoise</i> , 5 avr. 2019, n° 1707510 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004978.....	act. 256 (15)
• Faute, cause exclusive du dommage et réparation intégrale du préjudice, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 417635 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004080.....	act. 214 (13)	• Expropriation : le réalisme de l'indemnisation, <i>Cass. 3<sup>e</sup> civ.</i> , 4 avr. 2019, n° 18-10.989 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005066.....	act. 257 (15)
• Responsabilité des services de santé, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 418985 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004078.....	act. 215 (13)	• La péréquation garantie des communes nouvelles, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 412701 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005531.....	act. 271 (16)
• Faculté encadrée du pouvoir d'injonction en matière de responsabilité sans faute, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 411462.....	act. 216 (13)	• Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et le déféré préfectoral, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 418906 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005605.....	act. 272 (16)
• Prise en charge d'un jeune étranger en situation irrégulière, <i>CE</i> , 15 mars 2019, n° 422488 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003736.....	act. 217 (13)	• Conditions de maintien de l'autorisation de création d'une installation nucléaire, <i>CE</i> , 11 avr. 2019, n° 413548 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005586.....	act. 273 (16)
• Nouvelle précision sur l'intérêt à agir d'un voisin contre une autorisation d'urbanisme, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 422460 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004077.....	act. 218 (13)	• Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation, <i>CE</i> , 11 avr. 2019, n° 411903 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005666.....	act. 274 (16)
• Compétences interactives des sociétés publiques locales, <i>CAA Lyon</i> , 7 mars 2019, n° 18LY04059.....	act. 220 (13)	• Délai de recours et maladie contractée en service : les fonctions publiques se distinguent, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 426281 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005217.....	act. 275 (16)
• Emploi supérieur à la décision du Gouvernement et nomination au poste de consul, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 424394 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004567.....	act. 231 (14)	• Compétences ministérielles et décharge syndicale de service, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 410956 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005228.....	act. 276 (16)
• Droit au recours contre les valeurs locatives, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 427758.....	act. 232 (14)	• Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1), <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 420608 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005221.....	act. 277 (16)
• Qualification d'enseigne, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 416919.....	act. 233 (14)	• Prise en compte (ou non !) des droits d'ancienneté militaire, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 413252 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005599.....	act. 278 (16)
• Liaison du contentieux : le Conseil d'État défait partiellement son décret JADE, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 426472 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004524.....	act. 234 (14)	• Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2), <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 413712 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005215.....	act. 279 (16)
• La chronologie de l'instruction, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 422807.....	act. 235 (14)	• L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 411961 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005602.....	act. 280 (16)
• « Satisfaction totale ou partielle » : des conclusions au sens indéterminé, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 415103 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004560.....	act. 236 (14)	• Conditions de l'octroi de la pension de réversion pour l'enfant de plus de 21 ans atteint d'une infirmité, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 412651 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005601.....	act. 281 (16)
• Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction, <i>CE</i> , 26 mars 2019, n° 428371 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004535.....	act. 237 (14)		
• Le contentieux du droit au logement et les recours indemnitaires afférents, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 414709 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004568.....	act. 238 (14)		
• Compétence du préfet en cas de saisie d'armes, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 421468 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004558.....	act. 239 (14)		

- L'office du juge de l'urbanisme commercial, *CE*, 15 avr. 2019, n° 425854 ..... **act. 282 (16)**
- Nature de la convention de collecte de déchets ménagers entre un organisme agréé et un EPCI, *Cass. 1<sup>re</sup> civ.*, 10 avr. 2019, n° 18-16.514 : *Juris-Data* n° 2019-005538 ..... **act. 284 (16)**
- Constitutionnalité de la validation des conventions relatives à l'accès aux réseaux conclus entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs d'électricité, *Cons. const.*, 19 avr. 2019, n° 2019-776 QPC ..... **act. 288 (17)**
- Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement, *Cons. const.*, 19 avr. 2019, n° 2019-777 QPC ..... **act. 289 (17)**
- Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique, *CE*, 17 avr. 2019, n° 422575 : *Juris-Data* n° 2019-006128 ..... **act. 290 (17)**
- La contestation du titre exécutoire n'est toujours pas éternelle, *CE*, 16 avr. 2019, n° 422004 : *Juris-Data* n° 2019-006179 ..... **act. 291 (17)**
- Non applicabilité des voies d'exécution judiciaire hors domaine public mais en présence du service public, *CE*, 16 avr. 2019, n° 426074 : *Juris-Data* n° 2019-006132 ..... **act. 292 (17)**
- Privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac : annulation de la décision de cession au consortium irrégulièrement modifié, *CAA Paris*, 16 avr. 2019, n° 17PA01605 ..... **act. 293 (17)**
- L'incompatibilité indemnisée du droit de délaissement et du droit de rétrocession, *Cass. 3<sup>e</sup> civ.*, 18 avr. 2019, n° 18-11.414 : *Juris-Data* n° 2019-006164 ..... **act. 294 (17)**
- Contrôle des décisions d'attribution des aides au cinéma, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419910 : *Juris-Data* n° 2019-006517 ..... **act. 302 (18-19)**
- Taxe d'aménagement, un taux éternel, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417980 : *Juris-Data* n° 2019-006374 ..... **act. 303 (18-19)**
- L'amortissement d'usage d'un bien singulier, *CE*, 24 avr. 2019, n° 411242 : *Juris-Data* n° 2019-006419 ..... **act. 304 (18-19)**
- Procédure consultative en cas de retrait d'une communauté de communes, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419842 : *Juris-Data* n° 2019-006518 ..... **act. 305 (18-19)**
- Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire, *CE*, 24 avr. 2019, n° 409270 : *Juris-Data* n° 2019-006522 ..... **act. 306 (18-19)**
- Conditions de la perte du droit d'eau, *CE*, 24 avr. 2019, n° 420764 : *Juris-Data* n° 2019-006515 ..... **act. 307 (18-19)**
- Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417175 : *Juris-Data* n° 2019-006519 ..... **act. 308 (18-19)**
- La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur, *CE*, 30 avr. 2019, n° 426698 : *Juris-Data* n° 2019-006915 ..... **act. 321 (20)**
- Le barrage du décompte général et définitif, *CE*, 6 mai 2019, n° 420765 : *Juris-Data* n° 2019-007363 ..... **act. 322 (20)**
- Non rétroactivité des décisions d'admission à la retraite, *CE*, 6 mai 2019, n° 418482 : *Juris-Data* n° 2019-007304 ..... **act. 323 (20)**
- Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU, *CE*, 6 mai 2019, n° 408531 : *Juris-Data* n° 2019-007323 ..... **act. 324 (20)**
- Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt, *CE*, 6 mai 2019, n° 413615 : *Juris-Data* n° 2019-007313 ..... **act. 325 (20)**
- L'ONIAM face à ses créances, *CE*, 9 mai 2019, n° 426321 : *Juris-Data* n° 2019-007535 ..... **act. 326 (20)**
- L'ONIAM face à ses créances... de sang, *CE*, 9 mai 2019, n° 426365 ..... **act. 327 (20)**
- Il faut consentir aux soins... sauf s'ils sont obligatoires à l'instar des 11 vaccinations nouvelles, *CE*, 6 mai 2019, n° 419242 : *Juris-Data* n° 2019-007299 ..... **act. 328 (20)**
- Les 11 vaccins obligatoires peuvent, en l'état des connaissances scientifiques, utiliser des adjuvants aluminiques, *CE*, 6 mai 2019, n° 415694 : *Juris-Data* n° 2019-007301 ..... **act. 329 (20)**
- La demande gracieuse n'entame pas le délai raisonnable de recours, *TA Cergy-Pontoise*, 9 mai 2019, n° 1700610 : *Juris-Data* n° 2019-007169 ..... **act. 333 (20)**
- Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond, *CE*, 15 mai 2019, n° 428478 : *Juris-Data* n° 2019-007711 ..... **act. 346 (21)**
- Plein contrôle des juges du fond sur la bonne foi d'un demandeur de logement prioritaire, *CE*, 13 mai 2019, n° 417190 : *Juris-Data* n° 2019-007844 ..... **act. 347 (21)**
- Le formalisme allégé du décompte général, *TA Marseille*, 14 mai 2019, n° 1708445 : *Juris-Data* n° 2019-007878 ..... **act. 349 (21)**
- Un immeuble de bureaux n'est pas un équipement touristique, *TA Paris*, 6 mai 2019, n° 1715536 : *Juris-Data* n° 2019-007319 ..... **act. 354 (21)**
- Un récolement clandestin des travaux, *TA Paris*, 17 mai 2019, n° 1709925 ..... **act. 355 (21)**
- Démolition par la commune d'une construction irrégulière : une procédure « autonome », *Cass. 3<sup>e</sup> civ.*, 16 mai 2019, n° 17-31.757 : *Juris-Data* n° 2019-007943 ..... **act. 358 (21)**
- Les recommandations du Défenseur des droits placées en dehors du champ contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 414410 : *Juris-Data* n° 2019-008469 ..... **act. 372 (22)**
- RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 423273 : *Juris-Data* n° 2019-008460 ..... **act. 373 (22)**
- La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence, *CE*, 22 mai 2019, n° 423230 : *Juris-Data* n° 2019-008464 ..... **act. 374 (22)**
- Raccordement au réseau trop long pour être propre à la construction, *TA Nîmes*, 21 mai 2019, n° 1802305 : *Juris-Data* n° 2019-008255 ..... **act. 375 (22)**
- Le « chantier masqué » se dévoile, *TA Marseille*, 21 mai 2019, n° 1803190 : *Juris-Data* n° 2019-008257 ..... **act. 376 (22)**
- Le fondement illégal de la clause contractuelle, *Cass. 1<sup>re</sup> civ.*, 22 mai 2019, n° 18-15.356 : *Juris-Data* n° 2019-008435 ..... **act. 377 (22)**
- L'ONIAM face aux assureurs, *Cass. 1<sup>re</sup> civ.*, 22 mai 2019, n° 18-13.934 : *Juris-Data* n° 2019-008480 ..... **act. 378 (22)**
- Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne, *CE*, 29 mai 2019, n° 428040 : *Juris-Data* n° 2019-008912 ..... **act. 388 (23)**
- Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social, *CE*, 3 juin 2019, n° 415040 ..... **act. 389 (23)**
- Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social, *CE*, 29 mai 2019, n° 419424 : *Juris-Data* n° 2019-008937 ..... **act. 390 (23)**
- Contrôle du refus d'une allocation, *CE*, 29 mai 2019, n° 417467 : *Juris-Data* n° 2019-008938 ..... **act. 391 (23)**
- Aide sociale à l'enfance : l'examen individuel ne peut être sacrifié par l'édition de critères du département, *CE*, 29 mai 2019, n° 417406 : *Juris-Data* n° 2019-008939 ..... **act. 392 (23)**
- La seconde chance de l'avis soumis au public, *CE*, 27 mai 2019, n° 420554 : *Juris-Data* n° 2019-008914 ..... **act. 393 (23)**
- Un moyen doit être suffisamment précis, *TA Lyon*, 28 mai 2019, n° 1802506 : *Juris-Data* n° 2019-008925 ..... **act. 395 (23)**

- L'amiante, un document de communication, *CE*, 7 juin 2019, n° 422569 : *Juris-Data* n° 2019-009678..... **act. 406** (24)
- Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales, *CE*, 7 juin 2019, n° 414426 : *Juris-Data* n° 2019-009680..... **act. 407** (24)
- Examen d'une QPC par le Conseil d'État nonobstant son incompétence interne, *CE*, 3 juin 2019, n° 424377..... **act. 408** (24)
- Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints, *CE*, 3 juin 2019, n° 414098 : *Juris-Data* n° 2019-009517..... **act. 409** (24)
- Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation, *CE*, 5 juin 2019, n° 424886 : *Juris-Data* n° 2019-009772..... **act. 410** (24)
- Même sans permis l'exploitation continue, *TA Montpellier*, n° 1705417 : *Juris-Data* n° 2019-009559..... **act. 413** (24)
- Précisions sur l'expérimentation mise en place par le pouvoir réglementaire autonome, *CE*, 17 juin 2019, n° 421871..... **act. 420** (25)
- Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement, *CE*, 14 juin 2019, n° 411444 : *Juris-Data* n° 2019-009982..... **act. 421** (25)
- Dans le jury de concours académique : l'ancien amant ? Oui ! L'ancien directeur de thèse ? Non !, *CE*, 12 juin 2019, n° 409394 : *Juris-Data* n° 2019-009929..... **act. 422** (25)
- La responsabilité ignore le délai raisonnable de recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413097..... **act. 423** (25)
- Contrôle en cassation sur une ordonnance relative au maintien des conclusions, *CE*, 17 juin 2019, n° 419770..... **act. 424** (25)
- Précisions sur la présentation des pièces jointes en série transmises via Télérecours, *CE*, 14 juin 2019, n° 420861 : *Juris-Data* n° 2019-009981..... **act. 425** (25)
- Contrôle sur la nomination du président de Polytechnique, *CE*, 17 juin 2019, n° 424326 : *Juris-Data* n° 2019-009984..... **act. 426** (25)
- Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction, *CE*, 17 juin 2019, n° 427921..... **act. 427** (25)
- Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ?, *CE*, 17 juin 2019, n° 410876..... **act. 428** (25)
- Compétence et décision administrative portant atteinte à la propriété privée, *CE*, 14 juin 2019, n° 414458 : *Juris-Data* n° 2019-009986..... **act. 429** (25)
- Expropriation : précisions sur les formalités d'envoi du dossier au propriétaire exproprié, *Cass. 3<sup>e</sup> civ.*, 13 juin 2019, n° 17-27.868 : *Juris-Data* n° 2019-010206..... **act. 431** (25)
- Expropriation : précision sur la date de référence pour le calcul de la valeur du bien exproprié, *Cass. 3<sup>e</sup> civ.*, 13 juin 2019, n° 18-18.445 : *Juris-Data* n° 2019-010207..... **act. 432** (25)
- La prise en compte des manquements actuels et passés du candidat, *CE*, 24 juin 2019, n° 428866..... **act. 446** (26)
- De la rémunération d'un fonctionnaire déchargé pour motif syndical, *CE*, 4 juin 2019, n° 426404 : *Juris-Data* n° 2019-010218..... **act. 447** (26)
- Délai et comportement de l'administration relatif aux conditions d'exercice du droit au recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413797 : *Juris-Data* n° 2019-010508..... **act. 448** (26)
- Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur, *CE*, 24 juin 2019, n° 407059..... **act. 449** (26)
- Non appréciation préfectorale de la validité du commandement de quitter les lieux, *CE*, 17 juin 2019, n° 414002 : *Juris-Data* n° 2019-010507..... **act. 450** (26)
- Restauration en collège : le service public qu'on croyait facultatif !, *CE*, 24 juin 2019, n° 409659..... **act. 451** (26)
- Toute la taxe d'aménagement pour un débiteur, *CE*, 19 juin 2019, n° 413967 : *Juris-Data* n° 2019-010438..... **act. 452** (26)
- La voiture gâche le paysage des voies sur berges, *CAA Paris*, 21 juin 2019, n° 18PA03774..... **act. 455** (26)
- Le permis tacite ignore le changement d'adresse, *TA Nîmes*, 18 juin 2019, n° 1703921 : *Juris-Data* n° 2019-010659..... **act. 456** (26)
- Loi ESSOC : l'expérimentation du rescrit juridictionnel est conforme à la Constitution, *Cons. const.*, 28 juin 2019, n° 2019-794 QPC..... **act. 464** (27)
- Contrôle de deux lois organique et ordinaire relatives à la Polynésie française, *Cons. const.*, 27 juin 2019, n° 2019-784 DC..... **act. 465** (27)
- Transparence et compétence administratives pour constater la non-communication des relevés de comptes d'IRFM : l'acte de Gouvernement bien vivant, *CE*, 27 juin 2019, n° 427725 : *Juris-Data* n° 2019-011057..... **act. 466** (27)
- Notion de recettes publiques quand la perception en est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ?, *CE*, 26 juin 2019, n° 417386 : *Juris-Data* n° 2019-011016..... **act. 467** (27)
- Intrusion d'une commune dans les compétences transférées à un EPCI (à propos du compteur Linky), *CE*, 28 juin 2019, n° 425975 : *Juris-Data* n° 2019-011062..... **act. 468** (27)
- Le vice du consentement ne se cache pas dans la méthode de notation, *CE*, 28 juin 2019, n° 420776 : *Juris-Data* n° 2019-011066..... **act. 469** (27)
- Une évaluation environnementale pour toutes les unités touristiques nouvelles, *CE*, 26 juin 2019, n° 414931 : *Juris-Data* n° 2019-011018..... **act. 470** (27)
- ICPE et pouvoir du préfet, *CE*, 26 juin 2019, n° 413898 : *Juris-Data* n° 2019-011030..... **act. 471** (27)
- Application dans le temps de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, *CE*, 26 juin 2019, n° 416924 : *Juris-Data* n° 2019-011029..... **act. 472** (27)
- Cumul de responsabilité en cas de harcèlement moral, *CE*, 28 juin 2019, n° 415863 : *Juris-Data* n° 2019-011296..... **act. 473** (27)
- Appréciation des conditions du bénéfice d'un CDI, *CE*, 28 juin 2019, n° 421458 : *Juris-Data* n° 2019-011065..... **act. 474** (27)
- Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État, *CE*, 28 juin 2019, n° 422920 : *Juris-Data* n° 2019-011064..... **act. 475** (27)
- Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention, *CE*, 28 juin 2019, n° 416735 : *Juris-Data* n° 2019-011067..... **act. 476** (27)
- Refus de permis de construire et atteinte nécessairement insurmontable à la sécurité, *CE*, 26 juin 2019, n° 412429 : *Juris-Data* n° 2019-011019..... **act. 477** (27)
- L'illégalité du taux de l'impôt local, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 427067 : *Juris-Data* n° 2019-011515..... **act. 485** (28)
- La volonté du propriétaire détermine le classement de la parcelle en terrain à bâtir, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 423609 : *Juris-Data* n° 2019-011513..... **act. 486** (28)
- Recours contre la validité du contrat (Béziers I) : action ouverte pendant toute sa durée d'exécution, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 412243 : *Juris-Data* n° 2018-011826..... **act. 487** (28)
- Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 421403 : *Juris-Data* n° 2019-011585..... **act. 488** (28)
- L'acquéreur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 420200 : *Juris-Data* n° 2019-011587..... **act. 489** (28)
- Application de la jurisprudence Guisset aux arrérages d'une pension de retraite, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 413995 : *Juris-Data* n° 2019-011824..... **act. 490** (28)

- L'avantage du quartier urbain à problèmes pour les fonctionnaires de l'État, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 424794 : Juris-Data n° 2019-011584*..... **act. 491 (28)**
- Discipline et recevabilité des pourvois en cassation, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 411263 : Juris-Data n° 2019-011827*..... **act. 492 (28)**
- Du contrôle par le juge des enquêtes conduites sur les bénéficiaires du RSA, *CE, 8 juill. 2019, n° 422162*..... **act. 493 (28)**
- Motivation et droit de la défense en matière de répétition de l'indu du RSA, *CE, 8 juill. 2019, n° 420732*..... **act. 494 (28)**
- Du calcul de la distance minimum entre un débit de boissons et un établissement protégé, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 419287 : Juris-Data n° 2019-011588*..... **act. 495 (28)**
- Permis de construire modificatif : l'avis des pompiers rouvre l'instruction, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418110 : Juris-Data n° 2019-011588*..... **act. 496 (28)**
- L'exemption facultative de logements sociaux, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418568 : Juris-Data n° 2019-011589*..... **act. 497 (28)**
- Convention entre une collectivité et un éco-organisme en charge des DDS : des relations contractuelles sous un régime exorbitant, *T. confl., 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 4162*..... **act. 501 (29)**
- Une majoration illégale de redevances, *CE, 11 juill. 2019, n° 422577*..... **act. 502 (29)**
- Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation, *CE, 11 juill. 2019, n° 417168 : Juris-Data n° 2019-012265*..... **act. 503 (29)**
- Précisions sur ce que recouvrent les litiges en matière de pension, *CE, 10 juill. 2019, n° 416754 : Juris-Data n° 2019-012204*..... **act. 504 (29)**
- L'affectation non exclusive à une activité agricole, *CE, 12 juill. 2019, n° 422542 : Juris-Data n° 2019-012267*..... **act. 505 (29)**
- L'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, *aperçu rapide*..... **515 (30-34)**
- Le Conseil d'État rejette le recours de M<sup>me</sup> Le Pen contre l'appréciation de la HATVP sur sa déclaration de patrimoine, *CE, 19 juill. 2019, n° 426389*..... **act. 518 (30-34)**
- Compétence et procédure pour le contentieux relatif à l'admission à l'aide sociale, *CE, 18 juill. 2019, n° 419964 : Juris-Data n° 2018-022731*..... **act. 519 (30-34)**
- Biens indivis des habitants de plusieurs communes exclus du FCTVA, *TA Nantes, 17 juill. 2019, n° 1710388 : Juris-Data n° 2019-012756*..... **act. 520 (30-34)**
- La labellisation des candidats prépare le marché, *TA Paris, 4 juill. 2019, n° 1712217 : Juris-Data n° 2019-012846*..... **act. 521 (30-34)**
- L'investissement significatif du candidat, *TA Versailles, 15 juill. 2019, n° 1707597 : Juris-Data n° 2019-012755*..... **act. 522 (30-34)**
- Le parent hors la loi de la GPA, mais pas l'enfant, *CE, 31 juill. 2019, n° 411984*..... **act. 542 (35)**
- Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées), *CE, 24 juill. 2019, n° 427638*..... **act. 543 (35)**
- Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle, *CE, 24 juill. 2019, n° 427192*..... **act. 544 (35)**
- Majorations après plafonds des indemnités des conseillers municipaux, *CE, 24 juill. 2019, n° 411004*..... **act. 545 (35)**
- Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc, *CE, 24 juill. 2019*..... **act. 546 (35)**
- *CE, 24 juill. 2019, n° 416862*..... **act. 546 (35)**
- Légalité du décret prolongeant la durée de validité des autorisations de défrichement, *CE, 24 juill. 2019, n° 425973*..... **act. 547 (35)**
- Protection fonctionnelle appréciée in concreto et par droit de réponse médiatique, *CE, 24 juill. 2019*..... **act. 548 (35)**
- Fonctionnaire privé, dans l'étude de sa situation, de « garanties » au sens de la jurisprudence Danthony, *CE, 24 juill. 2019, n° 417902*..... **act. 549 (35)**
- Utilité et légalité d'une liste complémentaire de lauréats d'un concours d'emploi public, *CE, 24 juill. 2019, n° 408358*..... **act. 550 (35)**
- Une demande abusive de mémoire récapitulatif, *CE, 24 juill. 2019, n° 423177*..... **act. 551 (35)**
- La clôture d'instruction n'efface pas le débat, *CE, 24 juill. 2019, n° 419598*..... **act. 552 (35)**
- Une copie de la décision contestée dans le dossier de première instance suffit, *CE, 24 juill. 2019, n° 420423*..... **act. 553 (35)**
- Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'État, *CE, 31 juill. 2019, n° 417109*..... **act. 554 (35)**
- *CE, 31 juill. 2019, n° 420460*..... **act. 554 (35)**
- La perte de revenus de la jeune victime, *CE, 24 juill. 2019, n° 408624*..... **act. 555 (35)**
- Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO, *CE, 24 juill. 2019, n° 421189*..... **act. 556 (35)**
- Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle, *CE, 24 juill. 2019, n° 426527*..... **act. 557 (35)**
- Des concubins peuvent être débiteurs solidaires d'un indu versé au titre du RMI, *CE, 24 juill. 2019, n° 417399*..... **act. 558 (35)**
- Légalité sans inégalité du « nouveau » baccalauréat même dans les établissements hors contrat, *CE, 24 juill. 2019, n° 424260*..... **act. 559 (35)**
- Incidences de la nature réglementaire des clauses du cahier des charges d'un lotissement, *CE, 24 juill. 2019, n° 430362*..... **act. 560 (35)**
- Suspension de l'exécution d'une décision de préemption, *CE, 24 juill. 2019, n° 428552*..... **act. 561 (35)**
- La police spéciale des pesticides échappe au maire, *TA Rennes, 27 août 2019, n° 1904033*..... **act. 562 (35)**
- Organisation danthonysée (sic) du service public judiciaire, *CE, 24 juill. 2019, n° 418061*..... **act. 568 (36)**
- La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?, *CE, 24 juill. 2019, n° 414353 : Juris-Data n° 2019-013610*..... **act. 569 (36)**
- Légalité - presque obsolète - de la limitation de vitesse à 80 km/h ou la mise en avant de trois phénomènes bidirectionnels (les routes, la décision politique et le Conseil d'État), *CE, 24 juill. 2019, n° 421603 : Juris-Data n° 2019-013427*..... **act. 570 (36)**
- Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel, *CE, 24 juill. 2019, n° 417915 : Juris-Data n° 2019-013451*..... **act. 571 (36)**
- Une résidence autonomie échappe à la taxe foncière, *TA Rouen, 12 août 2019, n° 173454*..... **act. 572 (36)**
- Délégation de service public : le feuilleton de la desserte maritime de la Corse se poursuit, *TA Bastia, 25 juill. 2019, n° 1900870 : Juris-Data n° 2019-014701*..... **act. 573 (36)**
- La succession d'événements fait l'accident de service, *TA Caen, 22 août 2019, n° 1702257 : Juris-Data n° 2019-014696*..... **act. 574 (36)**
- Les parents intervenants dans les classes assimilés à des enseignants, *CAA Lyon, 23 juill. 2019 : Juris-Data n° 2019-014830*..... **act. 575 (36)**
- Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale », *CE, 3 sept. 2019, n° 434072 : Juris-Data n° 2019-015064*..... **act. 579 (37)**
- La médiation sous léger contrôle, *TA Lille, 23 juill. 2019, n° 1901341 : Juris-Data n° 2019-015070*..... **act. 580 (37)**

• Le CCAG et la dure loi de la réclamation, <i>TA Lille</i> , 23 juill. 2019, n° 1600265 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015072.....	act. 581 (37)	• Responsabilité publique, potentiellement engagée à double titre, lors du blocage continu d'un domaine public portuaire.....	act. 625 (41)
• Responsabilité décennale des constructeurs : un moyen pour tous les constructeurs, <i>TA Lille</i> , 23 juill. 2019, n° 1601795 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015073.....	act. 582 (37)	• Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement.....	act. 626 (41)
• La preuve des comptes en fin de concession, <i>TA Poitiers</i> , 11 sept. 2019, n° 1702196 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015437.....	act. 592 (38-39)	• Critères supplémentaires en matière de mutation.....	act. 627 (41)
• Le contournement des obligations fiscales et sociales, <i>TA Bastia</i> , 11 sept. 2019, n° 1901137 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015439.....	act. 593 (38-39)	• Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden.....	act. 628 (41)
• La contrepartie de la procédure de révision simplifiée du PLU, <i>CAA Marseille</i> , 12 sept. 2019, n° 18MA04244 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015665.....	act. 594 (38-39)	• Précisions contentieuses sur le contentieux des chèques énergie.....	act. 629 (41)
• Police en matière d'aires d'accueil des gens du voyage : censure « en tant que ne pas », <i>Cons. const.</i> , 27 sept. 2019, n° 2019-805 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016540.....	act. 601 (40)	• Malgré la « phobie administrative », pour bénéficier d'aides sociales, il convient a minima de les solliciter !.....	act. 630 (41)
• Le sous-traitant et le mandataire du maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 425716 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015772.....	act. 602 (40)	• La protection relative des autorisations de lotir.....	act. 631 (41)
• Règlement de consultation : l'utilité de l'information n'emporte pas forcément la nécessité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 421075 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016014.....	act. 603 (40)	• L'indifférence de la source d'illégalité du document d'urbanisme.....	act. 632 (41)
• La conciliation n'exclut pas les prérogatives de l'acheteur public, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419381 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015991.....	act. 604 (40)	• Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble.....	act. 633 (41)
• Autorité compétente en matière d'évaluation environnementale, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 427145 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016526.....	act. 605 (40)	• Le juge autorise l'exploitation de l'installation de stockage de déchets.....	act. 634 (41)
• Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 418658 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016530.....	act. 606 (40)	• Pas de discrimination quand la différence de traitement bénéficie à ceux qui la contestent, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 418521 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017431.....	act. 640 (42)
• Congé de longue maladie et décision de maintien en activité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 423639 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016016.....	act. 607 (40)	• Soins psychiatriques sans consentement sous traitement informatique, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 421329 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017174.....	act. 641 (42)
• Pas de pouvoir du président d'université de ne pas donner suite à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 422962 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015767.....	act. 608 (40)	• Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 422992.....	act. 642 (42)
• Pensions, remariage, indu et prescription, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420489 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016009.....	act. 609 (40)	• Le juge de l'intérêt général sauve une privatisation ruineuse, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 430538 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017522.....	act. 643 (42)
• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420406 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016003.....	act. 609 (40)	• L'évaluation environnementale du PLU couvre le projet, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 420804 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017386.....	act. 644 (42)
• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419659 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015996.....	act. 609 (40)	• Exploitation des installations éoliennes : plénitude de juridiction des CAA, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 432722 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017373.....	act. 645 (42)
• Pour la mise en oeuvre du RIFSEEP, l'ENM est une administration déconcentrée !, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 422437 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016469.....	act. 610 (40)	• Contrariété au principe d'égalité de l'article R. 35 du Code des pensions, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 416771 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017521.....	act. 646 (42)
• Obligation de faire naître une décision administrative préalable et référé-provision, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 427923 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016211.....	act. 611 (40)	• Faisceau d'indices pour obtenir la transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 422874 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017379.....	act. 647 (42)
• Les travaux continuent malgré le PLU méconnu, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 424270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016206.....	act. 612 (40)	• Faisceau d'indices et durée nécessaire de services publics effectifs auprès d'un employeur unique, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 422866 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017380.....	act. 648 (42)
• Les câbles des éoliennes ne sont pas une construction, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 417870 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016531.....	act. 613 (40)	• Différence de traitement et bénéfice d'un départ anticipé à la retraite, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 428634 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017375.....	act. 649 (42)
• Article L. 600-3 du Code de l'urbanisme : le nouveau délai du référé suspension, pour maintenant, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 429680 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016440.....	act. 614 (40)	• Le Conseil d'État au secours de la bonification de dépaysement, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 416334 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017387.....	act. 650 (42)
• Un critère prix nuancé, <i>TA Caen</i> , 16 sept. 2019, n° 1901957.....	act. 615 (40)	• Clôture d'inscription par Télérecours et non prise en compte conséquente d'un mémoire arrivé à tort 45 minutes plus tard, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 422712 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017382.....	act. 651 (42)
• Enfin gaulois le coq.....	act. 620 (40)	• Descartes au Conseil d'État, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 423647 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017074.....	act. 652 (42)
• Reconstitution non obligatoire d'archives publiques.....	act. 623 (41)	• Sanction au coeur du service public footballistique néo-calédonien, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 421367 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017385.....	act. 653 (42)
• La prescription d'assiette des créances publiques.....	act. 624 (41)	• Les archives au secours de la sainte statue, <i>TA Grenoble</i> , 3 oct. 2019, n° 1603908 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017381.....	act. 654 (42)

- Évaluation de l'accès aux services publics, *aperçu rapide*..... **act. 662 (43-44)**
- Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom..... **act. 664 (43-44)**
- Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif »..... **act. 665 (43-44)**
- Recouvrement affouagiste d'office..... **act. 666 (43-44)**
- DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667 (43-44)**
- Exigences liées à Télérecours et contentieux sociaux..... **act. 668 (43-44)**
- L'affichage indifférent à la légalité du projet..... **act. 669 (43-44)**
- La disparition implicite de l'interruption de travaux..... **act. 670 (43-44)**
- Désaffectation de biens mis à disposition, une mesure préparatoire..... **act. 671 (43-44)**
- Désaffectation de biens mis à disposition, accord préalable de l'affectataire..... **act. 672 (43-44)**
- Précisions sur la notion d'achèvement d'une construction..... **act. 673 (43-44)**
- La démocratie administrative en suspicision, *CE, 24 oct. 2019, n° 427204 : Juris-Data n° 2019-018476*..... **act. 690 (45)**
- Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne..., *CE, 4 oct. 2019, n° 421991 : Juris-Data n° 2019-016902*..... **act. 691 (45)**
- L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation, *CE, 21 oct. 2019, n° 419155 : Juris-Data n° 2019-018542*..... **act. 692 (45)**
- Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat, *CE, 21 oct. 2019, n° 420086 : Juris-Data n° 2019-018540*..... **act. 693 (45)**
- Conséquences du retrait de la décision admettant un agent à la retraite, *CE, 21 oct. 2019, n° 422299 : Juris-Data n° 2019-018497*..... **act. 694 (45)**
- Pouvoirs du juge de cassation et droit de communication, *CE, 24 oct. 2019, n° 425546 : Juris-Data n° 2019-018477*..... **act. 695 (45)**
- Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière, *CE, 24 oct. 2019, n° 407932 : Juris-Data n° 2019-018475*..... **act. 696 (45)**
- Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO, *CE, 23 oct. 2019, n° 422023 : Juris-Data n° 2019-018479*..... **act. 697 (45)**
- La faute lourde écrase la clause de responsabilité, *TA Rennes, 17 oct. 2019, n° 1801938 : Juris-Data n° 2019-018615*..... **act. 699 (45)**
- Validation des dispositions expérimentales relatives aux demandes d'asile en Guyane, *CE, 6 nov. 2019, n° 422207 : Juris-Data n° 2019-019540*..... **act. 709 (46)**
- Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII, *CE, 6 nov. 2019, n° 434376 : Juris-Data n° 2019-019520*..... **act. 710 (46)**
- Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'ÉPCI, *CE, 7 nov. 2019, n° 431146 : Juris-Data n° 2019-019584*..... **act. 711 (46)**
- Sursis à exécution et autorisation environnementale, *CE, 6 nov. 2019, n° 430352 : Juris-Data n° 2019-019535*..... **act. 712 (46)**
- Différence de traitement justifiée entre les agents d'un même corps, *CE, 6 nov. 2019, n° 424391 : Juris-Data n° 2019-019539*..... **act. 713 (46)**
- Ne se pourvoit pas en cassation qui veut : le cas particulier des parties assimilées, *CE, 8 nov. 2019, n° 425177 : Juris-Data n° 2019-019683*..... **act. 714 (46)**
- Rémunération des formations Pôle emploi, qui juge ?, *CE, 21 oct. 2019, n° 421250 : Juris-Data n° 2019-018539*..... **act. 715 (46)**
- Contrôle de cassation sur l'existence d'intérêts concordants, *CE, 21 oct. 2019, n° 419153 : Juris-Data n° 2019-018544*..... **act. 716 (46)**
- Rappel sur les garanties procédurales assortissant une expertise, *CE, 23 oct. 2019, n° 419274 : Juris-Data n° 2019-018474*..... **act. 717 (46)**
- *CE, 23 oct. 2019, n° 423630 : Juris-Data n° 2019-018478*..... **act. 717 (46)**
- Harmonisation du contrôle exercé sur les suspensions de permis de conduire, *CE, 23 oct. 2019, n° 427431 : Juris-Data n° 2019-018472*..... **act. 718 (46)**
- Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade, *CE, 7 nov. 2019, n° 409330*..... **act. 719 (46)**
- Clarification sur les responsabilités en matière d'orientation des personnes handicapées, *CE, 8 nov. 2019, n° 412440 : Juris-Data n° 2019-019668*..... **act. 720 (46)**
- Droit à provision dans le cadre de responsabilité(s) médicale(s), *CE, 23 oct. 2019, n° 420485 : Juris-Data n° 2019-018481*..... **act. 721 (46)**
- L'ouverture d'un établissement privé mobilise les libertés fondamentales, *CE, 31 oct. 2019, n° 435435 : Juris-Data n° 2019-019670*..... **act. 722 (46)**
- L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement, *CE, 8 nov. 2019, n° 420324 : Juris-Data n° 2019-019671*..... **act. 723 (46)**
- Le concessionnaire remplace des « biens de retour », *TA Marseille, 5 nov. 2019, n° 1706236 : Juris-Data n° 2019-019390*..... **act. 724 (46)**
- Pas de glyphosate dans la commune, *TA Cergy-Pontoise, 8 nov. 2019, n° 1912597 : Juris-Data n° 2019-019586*..... **act. 725 (46)**
- La garantie procédurale doit être utile (à propos de l'omission d'information du médecin de prévention), *TA Marseille, 4 nov. 2019, n° 1705915 : Juris-Data n° 2019-019389*..... **act. 726 (46)**
- Vérification des charges grevant un don en faveur de la « Paysanne bretonne », *CE, 8 nov. 2019, n° 421867 : Juris-Data n° 2019-019674*..... **act. 731 (47)**
- Mise aux normes de certains établissements recevant du public : annulation des nouveaux formulaires de demande d'autorisation, *CE, 13 nov. 2019, n° 425543*..... **act. 732 (47)**
- Pas de « balle neuve » pour l'association du tennis seynois qui doit quitter le domaine public, *CE, 8 nov. 2019, n° 421491 : Juris-Data n° 2019-019672*..... **act. 733 (47)**
- Refus de CDI et agent involontairement privé d'emploi, *CE, 8 nov. 2019, n° 408514*..... **act. 734 (47)**
- Actes de procédure, mandataire et requérant, *CE, 13 nov. 2019, n° 417855*..... **act. 735 (47)**
- Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE, *CE, 13 nov. 2019, n° 416860*..... **act. 736 (47)**
- Versement d'une prime indue, la responsabilité du comptable, *CE, 13 nov. 2019, n° 421299*..... **act. 737 (47)**
- La pièce indue face au refus d'autorisation d'urbanisme, *CE, 13 nov. 2019, n° 419067*..... **act. 738 (47)**
- Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer, *CE, 22 nov. 2019, n° 418460 : Juris-Data n° 2019-020724*..... **act. 748 (48)**
- L'administration doit prouver que la notification d'une décision a été régulièrement adressée, *CE, 15 nov. 2019, n° 420509*..... **act. 749 (48)**
- Désistement d'office d'un requérant et contrôle du juge d'appel, *CE, 22 nov. 2019, n° 420067*..... **act. 750 (48)**
- Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs, *CE, 22 nov. 2019, n° 422655 : Juris-Data n° 2019-020624*..... **act. 751 (48)**

• L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417631 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020630.....	act. 752 (48)		
• L'information précoce du public permet une modification du permis de construire, <i>CE</i> , 20 nov. 2019, n° 419776.....	act. 753 (48)		
• Rappel du caractère facultatif du téléservice, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422516 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021117.....	act. 765 (49)		
• La notion de « différend » dans les CCAG, précisée, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417752 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021112.....	act. 766 (49)		
• <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422600 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021116.....	act. 766 (49)		
• Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 432996.....	act. 767 (49)		
• Le bruit des circuits automobiles sous une garde abondante, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 423847 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021173.....	act. 768 (49)		
• Attaquer le refus de démolir ou demander au juge d'enjoindre la démolition ?, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 410689 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021157.....	act. 769 (49)		
• Délai raisonnable et décret de libération des liens d'allégeance, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 426372 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021152.....	act. 770 (49)		
• <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 411145.....	act. 770 (49)		
• L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 425542.....	act. 779 (50)		
• <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 418741.....	act. 779 (50)		
• Contribution au budget du SDIS, le plafonnement inclut le volontariat, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 418026 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021459.....	act. 780 (50)		
• Entreprise évincée : l'éventualité de la reconduction tacite freine l'indemnisation, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423936.....	act. 781 (50)		
• Fin des rapports contractuels entre le maître d'oeuvre et le maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423544.....	act. 782 (50)		
• Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422307.....	act. 783 (50)		
• Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 425204.....	act. 784 (50)		
• Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422615.....	act. 785 (50)		
• Reprise en régie et continuité contractuelle des conditions de rémunération, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 421715.....	act. 786 (50)		
• Actes déterminés multiples répondant à un besoin permanent de l'administration et qualité d'agent non titulaire, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 412941.....	act. 787 (50)		
• L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 417167.....	act. 788 (50)		
• Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération, <i>CE</i> , 11 déc. 2019, n° 410760.....	act. 799 (51-52)		
• L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj, <i>CE</i> , 16 déc. 2019, n° 419220.....	act. 800 (51-52)		
• La révocation du maire.....	act. 801 (51-52)		
• Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie, <i>CE</i> , n° 427522.....	act. 802 (51-52)		
<b>Alexandre ESTÈVE, docteur en droit public OMIJ</b>			
• La protection des établissements d'enseignement supérieur, <i>étude</i> .....	2058 (8)		
		<b>Florence FABERON, maître de conférences de droit public, HDR</b>	
		• Le juge administratif : gardien de la liberté d'aller et de venir : un marqueur d'efficacité, <i>étude</i> .....	2083 (13)
		<b>Christophe FARDET, maître de conférences à l'université de Reims Champagne Ardennes</b>	
		• De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, <i>étude</i> .....	2316 (45)
		<b>Valérie FARRUGIA, avocat à la cour</b>	
		• Portée juridique des parties grisées séparant les différentes zones définies par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport, <i>CE</i> , 11 avr. 2019, n° 411903 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005666, <i>commentaire</i> .....	2202 (27)
		• Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, <i>essentiel sur</i> .....	2217 (28)
		<b>Marine FASSI DE MAGALHAES, doctorante en droit public à l'université Toulouse 1 Capitole</b>	
		• Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 422992.....	act. 642 (42)
		<b>Sébastien FERRARI, maître de conférences en droit public, université Paris Descartes PRES Sorbonne Paris Cité</b>	
		• Le jugement et ses suites : quelles conséquences pour une décision d'annulation ?, <i>étude</i> .....	2189 (25)
		<b>Nicolas FERRÉ, avocat à la Cour - UGGC Avocats</b>	
		• Conflit de compétences et modalités de passation d'un marché de mobilier urbain, <i>CE</i> , 30 nov. 2018, n° 414377 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-021345, <i>commentaire</i> .....	2163 (22)
		<b>Jean-Marc FÉVRIER, avocat associé, Pech de Laclaux, Bathmanabane et associés</b>	
		• Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme, <i>étude</i> .....	2182 (25)
		<b>Jean-François FINON, juriste territorial</b>	
		• Dégradations du domaine public : quelle(s) action(s) pour la commune ?, <i>aperçu rapide</i> .....	25 (2)
		<b>Frédéric FORTIN</b>	
		• Un Grand Monsieur - À la mémoire du professeur Jacques Moreau, <i>aperçu rapide</i> .....	439 (26)
		<b>Louis de FOURNOUX, doctorant contractuel en droit public, université de Strasbourg, membre de l'Institut de recherches Carré de Malbert, chargé d'enseignement</b>	
		• D'une avancée inquiétante de la transaction en matière administrative, <i>CE</i> , 5 juin 2019, n° 412732 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-009773, <i>commentaire</i> .....	2243 (35)
		<b>Stanislas FRANÇOIS, avocat à la cour de Paris</b>	
		• Le jeu de l'oie au Conseil d'État - À propos de l'ordonnance <i>CE</i> , ord., 6 févr. 2019, n° 427504, 427520, 427544, 427549, LPO et a., <i>aperçu rapide</i> .....	142 (9)
		<b>Laurie FREGER, avocate au barreau de Valenciennes</b>	
		• Le contentieux des agents contractuels - point de vue de l'avocat, <i>commentaire</i> .....	2230 (29)
		<b>Pierre FRESSOZ, maître de Conférences en droit public</b>	
		• Traitements algorithmiques utilisés par les universités dans le cadre de « Parcoursup » : un droit d'accès limité	

et réservé aux seuls candidats, CE, 12 juin 2019, n° 427916 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-009860, commentaire.....	2238 (30-34)
<b>Clemmy FRIEDRICH, docteur en droit public</b>	
• Limites à la possibilité de recruter un contractuel, CE, 19 déc. 2018, n° 401813 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023398.....	act. 10 (1)
• Qualité d'agent public des architectes en chef des monuments historiques, CE, 19 déc. 2018, n° 408504 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023289.....	act. 11 (1)
• Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires, CE, 28 déc. 2018, n° 417015 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023712.....	act. 12 (1)
• Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC, CE, 20 déc. 2018, n° 418637.....	act. 13 (1)
• L'immunité d'exécution à l'épreuve du recours en cassation, CE, 28 déc. 2018, n° 418889.....	act. 14 (1)
• Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM, CE, 20 déc. 2018, n° 415991 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023430.....	act. 15 (1)
• Incompétence du juge administratif pour l'habilitation des sacrificateurs rituels, CE, 19 déc. 2018, n° 419773 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023403.....	act. 16 (1)
• Dualité fonctionnelle du maire en matière de scolarisation, CE, 19 déc. 2018, n° 408710 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023400.....	act. 17 (1)
• Inégalité dans l'allocation de rentrée scolaire, CE, 26 déc. 2018, n° 420104.....	act. 18 (1)
• De l'articulation entre les différents modes de gestion des bois communaux, CE, 21 déc. 2018, n° 404912 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023408.....	act. 27 (2)
• Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs, CE, 28 déc. 2018, n° 410113 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024211.....	act. 28 (2)
• Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile, CE, 28 déc. 2018, n° 410347 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024004.....	act. 29 (2)
• Missions confiées par le CNFPT à un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé, CE, 28 déc. 2018, n° 411695 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024005.....	act. 30 (2)
• Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes, CE, 21 déc. 2018, n° 409678 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023424.....	act. 31 (2)
• Référé-suspension en matière de prolongation de l'ASE pour jeunes majeurs, CE, 21 déc. 2018, n° 421323.....	act. 32 (2)
• ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité, CE, 21 déc. 2018, n° 420393.....	act. 33 (2)
• Revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du RSA, CE, 28 déc. 2018, n° 412401 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024049.....	act. 34 (2)
• Immeuble sans destination et permis de construire, CE, 28 déc. 2018, n° 408743 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024209.....	act. 35 (2)
• L'annulation du refus du permis de construire ne vaut autorisation tacite, CE, 28 déc. 2018, n° 402321 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024208.....	act. 36 (2)
• Le lien fonctionnel du permis de construire unique, CE, 28 déc. 2018, n° 413955 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024213.....	act. 37 (2)
• Réparation du préjudice moral résultant d'une rupture d'égalité devant le service public, TA Cergy-Pontoise, 10 janv. 2019, n° 1412602 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000081.....	act. 47 (3)
• Du caractère préparatoire de mesures préalables à l'aménagement d'une ZAC, CAA Nantes, 4 janv. 2019, n° 17NT03556 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000406.....	act. 60 (4)
• Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle, CAA Nantes, 4 janv. 2019, n° 17NT02468 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000407.....	act. 61 (4)
• L'assistant constructeur, CAA Nantes, 4 janv. 2019, n° 17NT03878 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000404.....	act. 62 (4)
• Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local, CAA Nantes, 11 janv. 2019, n° 17NT00748 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000405.....	act. 63 (4)
• Injonction aux « gilets jaunes » bretons de quitter (notamment) leurs ronds-points !, TA Nantes, 10 janv. 2019, n° 1900069 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000403.....	act. 64 (4)
• L'heure de l'interdiction de soumissionner, CE, 25 janv. 2019, n° 421844 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000855.....	act. 75 (5)
• Décompte général tacite plus fort que l'avenant, CE, 25 janv. 2019, n° 423331 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000812.....	act. 76 (5)
• Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation, CE, 25 janv. 2019, n° 424846 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000854.....	act. 77 (5)
• Identification de la clause d'assurance de protection juridique, CE, 25 janv. 2019, n° 423159 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000856.....	act. 78 (5)
• PACS et pension de réversion, CE, 28 janv. 2019, n° 414805.....	act. 79 (5)
• CE, 28 janv. 2019, n° 414756 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000816.....	act. 79 (5)
• Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université, CE, 18 janv. 2019, n° 426884 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000447.....	act. 80 (5)
• Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension, CE, 25 janv. 2019, n° 424258 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000857.....	act. 81 (5)
• Office du juge des référés face à une décision d'interrompre un traitement, CE, 17 janv. 2019, n° 424042 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000448.....	act. 82 (5)
• De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPA présente une fiche « S », CE, 30 janv. 2019, n° 416013.....	act. 95 (6)
• Ouverture de la protection fonctionnelle aux agents recrutés à l'étranger sous droit local, CE, 1 <sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694.....	act. 96 (6)
• La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution peut être le français exclusivement, CE, 8 févr. 2019, n° 420296.....	act. 105 (7)
• Mutation et motivation de la délibération du conseil académique, CE, 30 janv. 2019, n° 412159 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001467.....	act. 106 (7)
• Publicité de la création ou de la vacance de poste, CE, 6 févr. 2019, n° 414066 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001651.....	act. 107 (7)
• Identification d'un accident de service, CE, 6 févr. 2019, n° 415975 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001646.....	act. 108 (7)
• Du retrait implicite d'une sanction en matière disciplinaire, CE, 8 févr. 2019, n° 409669 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001658.....	act. 109 (7)
• De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue, CE, 4 févr. 2019, n° 417047 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001514.....	act. 110 (7)
• L'État est seul compétent pour agir en justice à propos des décisions rendues en matière d'APL, CE, 4 févr. 2019, n° 415561 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001625.....	act. 111 (7)
• Attaque du constructeur par la victime après réception sans réserve des travaux, CE, 6 févr. 2019, n° 414064 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001655.....	act. 112 (7)
• Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane, Cons. const., 15 févr. 2019, n° 2018-764 QPC.....	act. 119 (8)
• Des conventions de prêt aux partis politiques comme documents administratifs communicables sous conditions, CE, 13 févr. 2019, n° 420467 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001979.....	act. 120 (8)

- La prohibition des moyens nouveaux, échu un certain délai, est propre à chaque instance, *CE, 13 févr. 2019, n° 425568 : Juris-Data n° 2019-001992*..... **act. 121 (8)**
- La légalité du décret « JADE » examinée par son concepteur, *CE, 13 févr. 2019, n° 406606*..... **act. 122 (8)**
- Transmission des requêtes et pièces par voie électronique : attention à l'intitulé des signets, *CE, 6 févr. 2019, n° 415582 : Juris-Data n° 2019-001648*..... **act. 123 (8)**
- Précisions sur la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État, *CE, 15 févr. 2019, n° 416590 : Juris-Data n° 2019-001983*..... **act. 124 (8)**
- Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie, *CE, 13 févr. 2019, n° 422283 : Juris-Data n° 2019-001990*..... **act. 125 (8)**
- L'illégalité contagieuse du document d'urbanisme, *CE, 18 févr. 2019, n° 414233*..... **act. 126 (8)**
- Électricité : l'ordre judiciaire l'emporte si le contrat litigieux n'est pas l'accessoire du contrat d'achat de l'électricité, *T. confl., 11 févr. 2019, n° C4148 : Juris-Data n° 2019-002053*..... **act. 147 (9)**
- Autorisation d'exploiter une installation de production électrique par contrat : l'association lésée, *CE, 25 févr. 2019, n° 412493 : Juris-Data n° 2019-002640*..... **act. 148 (9)**
- Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement, *CE, 18 févr. 2019, n° 417021 : Juris-Data n° 2019-002512*..... **act. 149 (9)**
- Le principe de précaution étendue aux activités d'extraction de sable marin, *CE, 25 févr. 2019, n° 410170 : Juris-Data n° 2019-002641*..... **act. 150 (9)**
- Appel contre les jugements relatifs aux décisions octroyant le concours de la force publique, *CE, 20 févr. 2019, n° 423024 : Juris-Data n° 2019-002509*..... **act. 151 (9)**
- Procédure en matière de contentieux sociaux et communication de l'ensemble du dossier, *CE, 18 févr. 2019, n° 414022 : Juris-Data n° 2019-002510*..... **act. 152 (9)**
- Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant, *CE, 20 févr. 2019, n° 422499 : Juris-Data n° 2019-002508*..... **act. 153 (9)**
- Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout, *CE, 18 févr. 2019, n° 416043 : Juris-Data n° 2019-002511*..... **act. 154 (9)**
- Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment, *CE, 25 févr. 2019, n° 416610 : Juris-Data n° 2019-002639*..... **act. 155 (9)**
- Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant, *CE, 27 févr. 2019, n° 410537 : Juris-Data n° 2019-002864*..... **act. 163 (10-11)**
- Le terme du contrat trouble le contentieux de la résiliation, *CE, 27 févr. 2019, n° 414114 : Juris-Data n° 2019-002860*..... **act. 164 (10-11)**
- Le doute pénal ne profite pas au candidat à l'asile, *CE, 28 févr. 2019, n° 414821 : Juris-Data n° 2019-002908*..... **act. 165 (10-11)**
- Jurisprudence Czabaj et contestation par voie d'exception d'un acte administratif individuel, *CE, 27 févr. 2019, n° 418950 : Juris-Data n° 2019-002912*..... **act. 166 (10-11)**
- La réaffirmation du caractère subsidiaire du référé conservatoire, *CE, 28 févr. 2019, n° 424005 : Juris-Data n° 2019-002911*..... **act. 167 (10-11)**
- Avocat absent, requérant oui, *CE, 27 févr. 2019, n° 404966 : Juris-Data n° 2019-002870*..... **act. 168 (10-11)**
- Compétence de la section disciplinaire pour des faits commis en dehors de l'établissement, *CE, 27 févr. 2019, n° 410644 : Juris-Data n° 2019-002863*..... **act. 169 (10-11)**
- Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg, *CE, 13 mars 2019, n° 418994 : Juris-Data n° 2019-003687*..... **act. 175 (12)**
- La loi du pays promulguée n'est plus illégale, *CE, 13 mars 2019, n° 426435 : Juris-Data n° 2019-003723*..... **act. 176 (12)**
- Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences, *CE, 15 mars 2019, n° 413584 : Juris-Data n° 2019-003863*..... **act. 177 (12)**
- Pas d'édifice cultuel dans un local communal, *CE, 7 mars 2019, n° 417629 : Juris-Data n° 2019-003344*..... **act. 178 (12)**
- Invocabilité des directives de 2001 et 2011 sur l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement : pas au stade de la concertation préalable !, *CE, 13 mars 2019, n° 414930 : Juris-Data n° 2019-003659*..... **act. 179 (12)**
- Contrôle de l'étude d'impact d'une demande d'autorisation pour une installation classée, *CE, 13 mars 2019, n° 418949 : Juris-Data n° 2019-003665*..... **act. 180 (12)**
- Précisions sur l'imputabilité d'une maladie au service, *CE, 13 mars 2019, n° 407795 : Juris-Data n° 2019-003656*..... **act. 181 (12)**
- Appréciation de l'utilité de la mesure dans le cadre du référé constat, *CE, 13 mars 2019, n° 418101 : Juris-Data n° 2019-003660*..... **act. 182 (12)**
- Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement, *CE, 15 mars 2019, n° 414751 : Juris-Data n° 2019-003721*..... **act. 183 (12)**
- Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension, *CE, 13 mars 2019, n° 420514 : Juris-Data n° 2019-003693*..... **act. 184 (12)**
- Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés, *CE, 13 mars 2019, n° 406867 : Juris-Data n° 2019-003657*..... **act. 185 (12)**
- Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État, *CE, 13 mars 2019, n° 418469 : Juris-Data n° 2019-003663*..... **act. 186 (12)**
- Irrégularité de l'enquête publique, à qui la faute ?, *CE, 13 mars 2019, n° 418170 : Juris-Data n° 2019-003662*..... **act. 187 (12)**
- La démolition n'est jamais une fatalité, *CE, 13 mars 2019, n° 408123 : Juris-Data n° 2019-003655*..... **act. 188 (12)**
- Pas de Béziers I pour les contrats privés des personnes publiques, *Cass. com., 6 mars 2019, n° 16-25.117 : Juris-Data n° 2019-003278*..... **act. 193 (12)**
- Communication du protocole transactionnel : oui, mais, *CE, 18 mars 2019, n° 403465 : Juris-Data n° 2018-020137*..... **act. 205 (13)**
- Contrôle des décisions du comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE, *CE, 18 mars 2019, n° 410628*..... **act. 206 (13)**
- Caractère réglementaire d'une mesure favorable, *CE, 20 mars 2019, n° 404405 : Juris-Data n° 2019-004121*..... **act. 207 (13)**
- La publication d'une circulaire sur un support dématérialisé peut être suffisante, *CE, 20 mars 2019, n° 401774 : Juris-Data n° 2019-004122*..... **act. 208 (13)**
- Du droit d'opposition à la collecte des données à caractère personnel, *CE, 18 mars 2019, n° 406313 : Juris-Data n° 2019-004085*..... **act. 209 (13)**
- Cahiers des clauses, le juge du fond souverain, *CE, 15 mars 2019, n° 416571 : Juris-Data n° 2019-003730*..... **act. 210 (13)**
- L'offre - globalement - anormalement basse, *CE, 13 mars 2019, n° 425191 : Juris-Data n° 2019-003860*..... **act. 211 (13)**
- Renouvellement de la prolongation d'activité d'un praticien hospitalier, *CE, 18 mars 2019, n° 414219 : Juris-Data n° 2019-004082*..... **act. 212 (13)**
- Les décisions implicites czabajisées, *CE, 18 mars 2019, n° 417270 : Juris-Data n° 2019-004138*..... **act. 213 (13)**

- Faute, cause exclusive du dommage et réparation intégrale du préjudice, *CE, 18 mars 2019, n° 417635 : Juris-Data n° 2019-004080*..... **act. 214 (13)**
- Responsabilité des services de santé, *CE, 18 mars 2019, n° 418985 : Juris-Data n° 2019-004078*..... **act. 215 (13)**
- Faculté encadrée du pouvoir d'injonction en matière de responsabilité sans faute, *CE, 18 mars 2019, n° 411462*..... **act. 216 (13)**
- Prise en charge d'un jeune étranger en situation irrégulière, *CE, 15 mars 2019, n° 422488 : Juris-Data n° 2019-003736*..... **act. 217 (13)**
- Nouvelle précision sur l'intérêt à agir d'un voisin contre une autorisation d'urbanisme, *CE, 18 mars 2019, n° 422460 : Juris-Data n° 2019-004077*..... **act. 218 (13)**
- Emploi supérieur à la décision du Gouvernement et nomination au poste de consul, *CE, 27 mars 2019, n° 424394 : Juris-Data n° 2019-004567*..... **act. 231 (14)**
- Droit au recours contre les valeurs locatives, *CE, 27 mars 2019, n° 427758*..... **act. 232 (14)**
- Qualification d'enseigne, *CE, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 416919*..... **act. 233 (14)**
- Liaison du contentieux : le Conseil d'État défait partiellement son décret JADE, *CE, 27 mars 2019, n° 426472 : Juris-Data n° 2019-004524*..... **act. 234 (14)**
- La chronologie de l'instruction, *CE, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 422807*..... **act. 235 (14)**
- « Satisfaction totale ou partielle » : des conclusions au sens indéterminé, *CE, 28 mars 2019, n° 415103 : Juris-Data n° 2019-004560*..... **act. 236 (14)**
- Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction, *CE, 26 mars 2019, n° 428371 : Juris-Data n° 2019-004535*..... **act. 237 (14)**
- Le contentieux du droit au logement et les recours indemnitaires afférents, *CE, 28 mars 2019, n° 414709 : Juris-Data n° 2019-004568*..... **act. 238 (14)**
- Compétence du préfet en cas de saisie d'armes, *CE, 28 mars 2019, n° 421468 : Juris-Data n° 2019-004558*..... **act. 239 (14)**
- Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer, *CE, 5 avr. 2019, n° 416542 : Juris-Data n° 2019-005220*..... **act. 247 (15)**
- Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée, *CE, 4 avr. 2019, n° 429370 : Juris-Data n° 2019-004920*..... **act. 248 (15)**
- Les marchés globaux hors du champ de l'allotissement, *CE, 8 avr. 2019, n° 426096*..... **act. 249 (15)**
- Une délégation négociée en commission, *CE, 8 avr. 2019, n° 425373*..... **act. 250 (15)**
- Majoration d'office d'une astreinte provisoire prononcée contre l'administration, *CE, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 405532 : Juris-Data n° 2019-004999*..... **act. 251 (15)**
- Le juge annulé reste impartial, *CE, 8 avr. 2019, n° 426830*..... **act. 252 (15)**
- Choix entre la déduction forfaitaire ou les frais réels pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, *CE, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 421160 : Juris-Data n° 2019-005213*..... **act. 253 (15)**
- L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation, *CE, 8 avr. 2019, n° 427729*..... **act. 254 (15)**
- La péréquation garantie des communes nouvelles, *CE, 5 avr. 2019, n° 412701 : Juris-Data n° 2019-005531*..... **act. 271 (16)**
- Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et le déféré préfectoral, *CE, 5 avr. 2019, n° 418906 : Juris-Data n° 2019-005605*..... **act. 272 (16)**
- Conditions de maintien de l'autorisation de création d'une installation nucléaire, *CE, 11 avr. 2019, n° 413548 : Juris-Data n° 2019-005586*..... **act. 273 (16)**
- Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation, *CE, 11 avr. 2019, n° 411903 : Juris-Data n° 2019-005666*..... **act. 274 (16)**
- Délai de recours et maladie contractée en service : les fonctions publiques se distinguent, *CE, 5 avr. 2019, n° 426281 : Juris-Data n° 2019-005217*..... **act. 275 (16)**
- Compétences ministérielles et décharge syndicale de service, *CE, 5 avr. 2019, n° 410956 : Juris-Data n° 2019-005228*..... **act. 276 (16)**
- Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1), *CE, 5 avr. 2019, n° 420608 : Juris-Data n° 2019-005221*..... **act. 277 (16)**
- Prise en compte (ou non !) des droits d'ancienneté militaire, *CE, 10 avr. 2019, n° 413252 : Juris-Data n° 2019-005599*..... **act. 278 (16)**
- Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2), *CE, 5 avr. 2019, n° 413712 : Juris-Data n° 2019-005215*..... **act. 279 (16)**
- L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public, *CE, 10 avr. 2019, n° 411961 : Juris-Data n° 2019-005602*..... **act. 280 (16)**
- Conditions de l'octroi de la pension de réversion pour l'enfant de plus de 21 ans atteint d'une infirmité, *CE, 10 avr. 2019, n° 412651 : Juris-Data n° 2019-005601*..... **act. 281 (16)**
- L'office du juge de l'urbanisme commercial, *CE, 15 avr. 2019, n° 425854*..... **act. 282 (16)**
- Constitutionnalité de la validation des conventions relatives à l'accès aux réseaux conclues entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs d'électricité, *Cons. const., 19 avr. 2019, n° 2019-776 QPC*..... **act. 288 (17)**
- Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement, *Cons. const., 19 avr. 2019, n° 2019-777 QPC*..... **act. 289 (17)**
- Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique, *CE, 17 avr. 2019, n° 422575 : Juris-Data n° 2019-006128*..... **act. 290 (17)**
- La contestation du titre exécutoire n'est toujours pas éternelle, *CE, 16 avr. 2019, n° 422004 : Juris-Data n° 2019-006179*..... **act. 291 (17)**
- Non applicabilité des voies d'exécution judiciaire hors domaine public mais en présence du service public, *CE, 16 avr. 2019, n° 426074 : Juris-Data n° 2019-006132*..... **act. 292 (17)**
- Contrôle des décisions d'attribution des aides au cinéma, *CE, 24 avr. 2019, n° 419910 : Juris-Data n° 2019-006517*..... **act. 302 (18-19)**
- Taxe d'aménagement, un taux éternel, *CE, 24 avr. 2019, n° 417980 : Juris-Data n° 2019-006374*..... **act. 303 (18-19)**
- L'amortissement d'usage d'un bien singulier, *CE, 24 avr. 2019, n° 411242 : Juris-Data n° 2019-006419*..... **act. 304 (18-19)**
- Procédure consultative en cas de retrait d'une communauté de communes, *CE, 24 avr. 2019, n° 419842 : Juris-Data n° 2019-006518*..... **act. 305 (18-19)**
- Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire, *CE, 24 avr. 2019, n° 409270 : Juris-Data n° 2019-006522*..... **act. 306 (18-19)**
- Conditions de la perte du droit d'eau, *CE, 24 avr. 2019, n° 420764 : Juris-Data n° 2019-006515*..... **act. 307 (18-19)**
- Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens, *CE, 24 avr. 2019, n° 417175 : Juris-Data n° 2019-006519*..... **act. 308 (18-19)**

- La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur, *CE*, 30 avr. 2019, n° 426698 : *Juris-Data* n° 2019-006915 ..... **act. 321** (20)
- Le barrage du décompte général et définitif, *CE*, 6 mai 2019, n° 420765, : *Juris-Data* n° 2019-007363 ..... **act. 322** (20)
- Non rétroactivité des décisions d'admission à la retraite, *CE*, 6 mai 2019, n° 418482 : *Juris-Data* n° 2019-007304 ..... **act. 323** (20)
- Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU, *CE*, 6 mai 2019, n° 408531 : *Juris-Data* n° 2019-007323 ..... **act. 324** (20)
- Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt, *CE*, 6 mai 2019, n° 413615 : *Juris-Data* n° 2019-007313 ..... **act. 325** (20)
- L'ONIAM face à ses créances, *CE*, 9 mai 2019, n° 426321 : *Juris-Data* n° 2019-007535 ..... **act. 326** (20)
- L'ONIAM face à ses créances... de sang, *CE*, 9 mai 2019, n° 426365 ..... **act. 327** (20)
- Il faut consentir aux soins... sauf s'ils sont obligatoires à l'instar des 11 vaccinations nouvelles, *CE*, 6 mai 2019, n° 419242 : *Juris-Data* n° 2019-007299 ..... **act. 328** (20)
- Les 11 vaccins obligatoires peuvent, en l'état des connaissances scientifiques, utiliser des adjuvants aluminiques, *CE*, 6 mai 2019, n° 415694 : *Juris-Data* n° 2019-007301 ..... **act. 329** (20)
- Lanceur d'alerte : illustration d'un signalement hors de toute saisine préalable en interne, *TA Bordeaux*, 30 avr. 2019, n° 1704873 : *Juris-Data* n° 2019-007109 ..... **act. 331** (20)
- Limite d'âge des instituteurs et non-discrimination en fonction de l'âge, *TA Amiens*, 26 mars 2019, n° 1700500 : *Juris-Data* n° 2019-007117 ..... **act. 332** (20)
- Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond, *CE*, 15 mai 2019, n° 428478 : *Juris-Data* n° 2019-007711 ..... **act. 346** (21)
- Plein contrôle des juges du fond sur la bonne foi d'un demandeur de logement prioritaire, *CE*, 13 mai 2019, n° 417190 : *Juris-Data* n° 2019-007844 ..... **act. 347** (21)
- Pas d'obligation de reclassement des sapeurs-pompier volontaires inaptes physiquement, *CAA Nancy*, 14 mai 2019, n° 18NC02042 ..... **act. 352** (21)
- La mise en fourrière dans un conflit de stationnement entre particuliers, *TA Paris*, 6 mai 2019, n° 1702787/3-1 ..... **act. 353** (21)
- Les recommandations du Défenseur des droits placées en dehors du champ contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 414410 : *Juris-Data* n° 2019-008469 ..... **act. 372** (22)
- RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 423273 : *Juris-Data* n° 2019-008460 ..... **act. 373** (22)
- La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence, *CE*, 22 mai 2019, n° 423230 : *Juris-Data* n° 2019-008464 ..... **act. 374** (22)
- Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne, *CE*, 29 mai 2019, n° 428040 : *Juris-Data* n° 2019-008912 ..... **act. 388** (23)
- Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social, *CE*, 3 juin 2019, n° 415040 ..... **act. 389** (23)
- Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social, *CE*, 29 mai 2019, n° 419424 : *Juris-Data* n° 2019-008937 ..... **act. 390** (23)
- Contrôle du refus d'une allocation, *CE*, 29 mai 2019, n° 417467 : *Juris-Data* n° 2019-008938 ..... **act. 391** (23)
- Aide sociale à l'enfance : l'examen individuel ne peut être sacrifié par l'édition de critères du département, *CE*, 29 mai 2019, n° 417406 : *Juris-Data* n° 2019-008939 ..... **act. 392** (23)
- La seconde chance de l'avis soumis au public, *CE*, 27 mai 2019, n° 420554 : *Juris-Data* n° 2019-008914 ..... **act. 393** (23)
- L'amiante, un document de communication, *CE*, 7 juin 2019, n° 422569 : *Juris-Data* n° 2019-009678 ..... **act. 406** (24)
- Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales, *CE*, 7 juin 2019, n° 414426 : *Juris-Data* n° 2019-009680 ..... **act. 407** (24)
- Examen d'une QPC par le Conseil d'État nonobstant son incompétence interne, *CE*, 3 juin 2019, n° 424377 ..... **act. 408** (24)
- Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints, *CE*, 3 juin 2019, n° 414098 : *Juris-Data* n° 2019-009517 ..... **act. 409** (24)
- Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation, *CE*, 5 juin 2019, n° 424886 : *Juris-Data* n° 2019-009772 ..... **act. 410** (24)
- Illustration d'une activité accessoire dont le cumul est interdit aux agents publics, *TA Lyon*, 29 mai 2019, n° 1806639 : *Juris-Data* n° 2019-009557 ..... **act. 412** (24)
- Respect du droit à la vie privée et droit à la communication des données de connexion, *Cons. const.*, 14 juin 2019, n° 2019-789 QPC ..... **act. 419** (25)
- Précisions sur l'expérimentation mise en place par le pouvoir réglementaire autonome, *CE*, 17 juin 2019, n° 421871 ..... **act. 420** (25)
- Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement, *CE*, 14 juin 2019, n° 411444 : *Juris-Data* n° 2019-009982 ..... **act. 421** (25)
- Dans le jury de concours académique : l'ancien amant ? Oui ! L'ancien directeur de thèse ? Non !, *CE*, 12 juin 2019, n° 409394 : *Juris-Data* n° 2019-009929 ..... **act. 422** (25)
- La responsabilité ignore le délai raisonnable de recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413097 ..... **act. 423** (25)
- Contrôle en cassation sur une ordonnance relative au maintien des conclusions, *CE*, 17 juin 2019, n° 419770 ..... **act. 424** (25)
- Précisions sur la présentation des pièces jointes en série transmises via Télérecours, *CE*, 14 juin 2019, n° 420861 : *Juris-Data* n° 2019-009981 ..... **act. 425** (25)
- Contrôle sur la nomination du président de Polytechnique, *CE*, 17 juin 2019, n° 424326 : *Juris-Data* n° 2019-009984 ..... **act. 426** (25)
- Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction, *CE*, 17 juin 2019, n° 427921 ..... **act. 427** (25)
- Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ?, *CE*, 17 juin 2019, n° 410876 ..... **act. 428** (25)
- Compétence et décision administrative portant atteinte à la propriété privée, *CE*, 14 juin 2019, n° 414458 : *Juris-Data* n° 2019-009986 ..... **act. 429** (25)
- Remplacement d'un élu démissionnaire au conseil municipal d'une commune nouvelle, *TA Caen*, 12 juin 2019, n° 1900762 : *Juris-Data* n° 2019-009964 ..... **act. 430** (25)
- La prise en compte des manquements actuels et passés du candidat, *CE*, 24 juin 2019, n° 428866 ..... **act. 446** (26)
- De la rémunération d'un fonctionnaire déchargé pour motif syndical, *CE*, 4 juin 2019, n° 426404 : *Juris-Data* n° 2019-010218 ..... **act. 447** (26)
- Délai et comportement de l'administration relatif aux conditions d'exercice du droit au recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413797 : *Juris-Data* n° 2019-010508 ..... **act. 448** (26)
- Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur, *CE*, 24 juin 2019, n° 407059 ..... **act. 449** (26)

- Non appréciation préfectorale de la validité du commandement de quitter les lieux, *CE*, 17 juin 2019, n° 414002 : *Juris-Data* n° 2019-010507 ..... **act. 450** (26)
- Restauration en collège : le service public qu'on croyait facultatif !, *CE*, 24 juin 2019, n° 409659 ..... **act. 451** (26)
- Toute la taxe d'aménagement pour un débiteur, *CE*, 19 juin 2019, n° 413967 : *Juris-Data* n° 2019-010438 ..... **act. 452** (26)
- Pollution atmosphérique en région francilienne : responsable mais pas coupable, *TA Montreuil*, 25 juin 2019, n° 1802202 ..... **act. 453** (26)
- Inopérance en matière disciplinaire d'une clause obligeant à une conciliation préalable, *TA Poitiers*, 20 juin 2019, n° 1701260 : *Juris-Data* n° 2019-010661 ..... **act. 454** (26)
- Loi ESSOC : l'expérimentation du rescrit juridictionnel est conforme à la Constitution, *Cons. const.*, 28 juin 2019, n° 2019-794 QPC ..... **act. 464** (27)
- Contrôle de deux lois organique et ordinaire relatives à la Polynésie française, *Cons. const.*, 27 juin 2019, n° 2019-784 DC ..... **act. 465** (27)
- Transparence et compétence administratives pour constater la non-communication des relevés de comptes d'IRFM : l'acte de Gouvernement bien vivant, *CE*, 27 juin 2019, n° 427725 : *Juris-Data* n° 2019-011057 ..... **act. 466** (27)
- Notion de recettes publiques quand la perception en est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ?, *CE*, 26 juin 2019, n° 417386 : *Juris-Data* n° 2019-011016 ..... **act. 467** (27)
- Intrusion d'une commune dans les compétences transférées à un EPCI (à propos du compteur Linky), *CE*, 28 juin 2019, n° 425975 : *Juris-Data* n° 2019-011062 ..... **act. 468** (27)
- Le vice du consentement ne se cache pas dans la méthode de notation, *CE*, 28 juin 2019, n° 420776 : *Juris-Data* n° 2019-011066 ..... **act. 469** (27)
- Une évaluation environnementale pour toutes les unités touristiques nouvelles, *CE*, 26 juin 2019, n° 414931 : *Juris-Data* n° 2019-011018 ..... **act. 470** (27)
- ICPE et pouvoir du préfet, *CE*, 26 juin 2019, n° 413898 : *Juris-Data* n° 2019-011030 ..... **act. 471** (27)
- Application dans le temps de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, *CE*, 26 juin 2019, n° 416924 : *Juris-Data* n° 2019-011029 ..... **act. 472** (27)
- Cumul de responsabilité en cas de harcèlement moral, *CE*, 28 juin 2019, n° 415863 : *Juris-Data* n° 2019-011296 ..... **act. 473** (27)
- Appréciation des conditions du bénéfice d'un CDI, *CE*, 28 juin 2019, n° 421458 : *Juris-Data* n° 2019-011065 ..... **act. 474** (27)
- Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État, *CE*, 28 juin 2019, n° 422920 : *Juris-Data* n° 2019-011064 ..... **act. 475** (27)
- Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention, *CE*, 28 juin 2019, n° 416735 : *Juris-Data* n° 2019-011067 ..... **act. 476** (27)
- Refus de permis de construire et atteinte nécessairement insurmontable à la sécurité, *CE*, 26 juin 2019, n° 412429 : *Juris-Data* n° 2019-011019 ..... **act. 477** (27)
- Pas de prime de fin de contrat pour les praticiens hospitaliers retraités, *TA Grenoble*, 20 juin 2019, n° 1702998 : *Juris-Data* n° 2019-010865 ..... **act. 478** (27)
- De l'obligation de réexamen d'une demande d'autorisation d'urbanisme lorsque l'autorité compétente a changé, *TA Limoges*, 20 juin 2019, n° 1900491 : *Juris-Data* n° 2019-010866 ..... **act. 479** (27)
- Compétence judiciaire en cas de diffamation commise par un maire depuis Facebook ..... **act. 481** (27)
- L'illégalité du taux de l'impôt local, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 427067 : *Juris-Data* n° 2019-011515 ..... **act. 485** (28)
- La volonté du propriétaire détermine le classement de la parcelle en terrain à bâtir, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 423609 : *Juris-Data* n° 2019-011513 ..... **act. 486** (28)
- Recours contre la validité du contrat (Béziers I) : action ouverte pendant toute sa durée d'exécution, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 412243 : *Juris-Data* n° 2018-011826 ..... **act. 487** (28)
- Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 421403 : *Juris-Data* n° 2019-011585 ..... **act. 488** (28)
- L'acquéreur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 420200 : *Juris-Data* n° 2019-011587 ..... **act. 489** (28)
- Application de la jurisprudence Guisset aux arrérages d'une pension de retraite, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 413995 : *Juris-Data* n° 2019-011824 ..... **act. 490** (28)
- L'avantage du quartier urbain à problèmes pour les fonctionnaires de l'État, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 424794 : *Juris-Data* n° 2019-011584 ..... **act. 491** (28)
- Discipline et recevabilité des pourvois en cassation, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 411263 : *Juris-Data* n° 2019-011827 ..... **act. 492** (28)
- Du contrôle par le juge des enquêtes conduites sur les bénéficiaires du RSA, *CE*, 8 juill. 2019, n° 422162 ..... **act. 493** (28)
- Motivation et droit de la défense en matière de répétition de l'indu du RSA, *CE*, 8 juill. 2019, n° 420732 ..... **act. 494** (28)
- Du calcul de la distance minimum entre un débit de boissons et un établissement protégé, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 419287 : *Juris-Data* n° 2019-011588 ..... **act. 495** (28)
- Permis de construire modificatif : l'avis des pompiers ouvre l'instruction, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418110 : *Juris-Data* n° 2019-011588 ..... **act. 496** (28)
- L'exemption facultative de logements sociaux, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418568 : *Juris-Data* n° 2019-011589 ..... **act. 497** (28)
- Convention entre une collectivité et un éco-organisme en charge des DDS : des relations contractuelles sous un régime exorbitant, *T. confl.*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 4162 ..... **act. 501** (29)
- Une majoration illégale de redevances, *CE*, 11 juill. 2019, n° 422577 ..... **act. 502** (29)
- Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation, *CE*, 11 juill. 2019, n° 417168 : *Juris-Data* n° 2019-012265 ..... **act. 503** (29)
- Précisions sur ce que recouvrent les litiges en matière de pension, *CE*, 10 juill. 2019, n° 416754 : *Juris-Data* n° 2019-012204 ..... **act. 504** (29)
- L'affectation non exclusive à une activité agricole, *CE*, 12 juill. 2019, n° 422542 : *Juris-Data* n° 2019-012267 ..... **act. 505** (29)
- Le Conseil d'État rejette le recours de M<sup>me</sup> Le Pen contre l'appréciation de la HATVP sur sa déclaration de patrimoine, *CE*, 19 juill. 2019, n° 426389 ..... **act. 518** (30-34)
- Compétence et procédure pour le contentieux relatif à l'admission à l'aide sociale, *CE*, 18 juill. 2019, n° 419964 : *Juris-Data* n° 2018-022731 ..... **act. 519** (30-34)
- Le parent hors la loi de la GPA, mais pas l'enfant, *CE*, 31 juill. 2019, n° 411984 ..... **act. 542** (35)
- Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées), *CE*, 24 juill. 2019, n° 427638 ..... **act. 543** (35)
- Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle, *CE*, 24 juill. 2019, n° 427192 ..... **act. 544** (35)
- Majorations après plafonds des indemnités des conseillers municipaux, *CE*, 24 juill. 2019, n° 411004 ..... **act. 545** (35)
- Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc, *CE*, 24 juill. 2019, n° 416862 ..... **act. 546** (35)
- *CE*, 24 juill. 2019 ..... **act. 546** (35)

• Légalité du décret prolongeant la durée de validité des autorisations de défrichement, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 425973.....	act. 547 (35)	• La conciliation n'exclut pas les prérogatives de l'acheteur public, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419381 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015991.....	act. 604 (40)
• Protection fonctionnelle appréciée in concreto et par droit de réponse médiatique, <i>CE</i> , 24 juill. 2019.....	act. 548 (35)	• Autorité compétente en matière d'évaluation environnementale, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 427145 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016526.....	act. 605 (40)
• Fonctionnaire privé, dans l'étude de sa situation, de « garanties » au sens de la jurisprudence Danthony, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417902.....	act. 549 (35)	• Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 418658 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016530.....	act. 606 (40)
• Utilité et légalité d'une liste complémentaire de lauréats d'un concours d'emploi public, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 408358.....	act. 550 (35)	• Congé de longue maladie et décision de maintien en activité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 423639 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016016.....	act. 607 (40)
• Une demande abusive de mémoire récapitulatif, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 423177.....	act. 551 (35)	• Pas de pouvoir du président d'université de ne pas donner suite à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 422962 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015767.....	act. 608 (40)
• La clôture d'instruction n'efface pas le débat, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 419598.....	act. 552 (35)	• Pensions, remariage, indu et prescription, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419659 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015996.....	act. 609 (40)
• Une copie de la décision contestée dans le dossier de première instance suffit, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 420423.....	act. 553 (35)	• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420406 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016003.....	act. 609 (40)
• Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'État, <i>CE</i> , 31 juill. 2019, n° 417109.....	act. 554 (35)	• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420489 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016009.....	act. 609 (40)
• <i>CE</i> , 31 juill. 2019, n° 420460.....	act. 554 (35)	• Pour la mise en oeuvre du RIFSEEP, l'ENM est une administration déconcentrée !, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 422437 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016469.....	act. 610 (40)
• La perte de revenus de la jeune victime, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 408624.....	act. 555 (35)	• Obligation de faire naître une décision administrative préalable et référé-provision, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 427923 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016211.....	act. 611 (40)
• Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 421189.....	act. 556 (35)	• Les travaux continuent malgré le PLU méconnu, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 424270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016206.....	act. 612 (40)
• Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 426527.....	act. 557 (35)	• Les câbles des éoliennes ne sont pas une construction, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 417870 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016531.....	act. 613 (40)
• Des concubins peuvent être débiteurs solidaires d'un indu versé au titre du RMI, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417399.....	act. 558 (35)	• Article L. 600-3 du Code de l'urbanisme : le nouveau délai du référé suspension, pour maintenant, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 429680 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016440.....	act. 614 (40)
• Légalité sans inégalité du « nouveau » baccalauréat même dans les établissements hors contrat, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 424260.....	act. 559 (35)	• Reconstitution non obligatoire d'archives publiques.....	act. 623 (41)
• Incidences de la nature réglementaire des clauses du cahier des charges d'un lotissement, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 430362.....	act. 560 (35)	• La prescription d'assiette des créances publiques.....	act. 624 (41)
• Suspension de l'exécution d'une décision de préemption, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 428552.....	act. 561 (35)	• Responsabilité publique, potentiellement engagée à double titre, lors du blocage continu d'un domaine public portuaire.....	act. 625 (41)
• Organisation danthonysée (sic) du service public judiciaire, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 418061.....	act. 568 (36)	• Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement.....	act. 626 (41)
• La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 414353 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013610.....	act. 569 (36)	• Critères supplémentaires en matière de mutation.....	act. 627 (41)
• Légalité - presque obsolète - de la limitation de vitesse à 80 km/h ou la mise en avant de trois phénomènes bidirectionnels (les routes, la décision politique et le Conseil d'État), <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 421603 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013427.....	act. 570 (36)	• Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden.....	act. 628 (41)
• Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417915 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013451.....	act. 571 (36)	• Précisions contentieuses sur le contentieux des chèques énergie.....	act. 629 (41)
• Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale », <i>CE</i> , 3 sept. 2019, n° 434072 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015064.....	act. 579 (37)	• Malgré la « phobie administrative », pour bénéficier d'aides sociales, il convient a minima de les solliciter !.....	act. 630 (41)
• L'avis du Conseil d'État sur la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, <i>CE</i> , 5 sept. 2019, n° 398312, <i>aperçu rapide</i> .....	589 (38-39)	• La protection relative des autorisations de lotir.....	act. 631 (41)
• Police en matière d'aires d'accueil des gens du voyage : censure « en tant que ne pas », <i>Cons. const.</i> , 27 sept. 2019, n° 2019-805 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016540.....	act. 601 (40)	• L'indifférence de la source d'illégalité du document d'urbanisme.....	act. 632 (41)
• Le sous-traitant et le mandataire du maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 425716 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015772.....	act. 602 (40)	• Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble.....	act. 633 (41)
• Règlement de consultation : l'utilité de l'information n'emporte pas forcément la nécessité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 421075 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016014.....	act. 603 (40)	• Pas de discrimination quand la différence de traitement bénéficie à ceux qui la contestent, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 418521 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017431.....	act. 640 (42)
		• Soins psychiatriques sans consentement sous traitement informatique, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 421329 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017174.....	act. 641 (42)
		• Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 422992.....	act. 642 (42)

- Le juge de l'intérêt général sauve une privatisation ruineuse, *CE*, 9 oct. 2019, n° 430538 : *Juris-Data* n° 2019-017522..... **act. 643** (42)
- L'évaluation environnementale du PLU couvre le projet, *CE*, 9 oct. 2019, n° 420804 : *Juris-Data* n° 2019-017386..... **act. 644** (42)
- Exploitation des installations éoliennes : plénitude de juridiction des CAA, *CE*, 9 oct. 2019, n° 432722 : *Juris-Data* n° 2019-017373..... **act. 645** (42)
- Contrariété au principe d'égalité de l'article R. 35 du Code des pensions, *CE*, 9 oct. 2019, n° 416771 : *Juris-Data* n° 2019-017521..... **act. 646** (42)
- Faisceau d'indices pour obtenir la transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422874 : *Juris-Data* n° 2019-017379..... **act. 647** (42)
- Faisceau d'indices et durée nécessaire de services publics effectifs auprès d'un employeur unique, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422866 : *Juris-Data* n° 2019-017380..... **act. 648** (42)
- Différence de traitement et bénéfice d'un départ anticipé à la retraite, *CE*, 9 oct. 2019, n° 428634 : *Juris-Data* n° 2019-017375..... **act. 649** (42)
- Le Conseil d'État au secours de la bonification de dépaysement, *CE*, 9 oct. 2019, n° 416334 : *Juris-Data* n° 2019-017387..... **act. 650** (42)
- Clôture d'inscription par Télérecours et non prise en compte conséquente d'un mémoire arrivé à tort 45 minutes plus tard, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422712 : *Juris-Data* n° 2019-017382..... **act. 651** (42)
- Descartes au Conseil d'État, *CE*, 4 oct. 2019, n° 423647 : *Juris-Data* n° 2019-017074..... **act. 652** (42)
- Sanction au coeur du service public footballistique néo-calédonien, *CE*, 9 oct. 2019, n° 421367 : *Juris-Data* n° 2019-017385..... **act. 653** (42)
- Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom..... **act. 664** (43-44)
- Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif »..... **act. 665** (43-44)
- Recouvrement affouagiste d'office..... **act. 666** (43-44)
- DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667** (43-44)
- Exigences liées à Télérecours et contentieux sociaux..... **act. 668** (43-44)
- L'affichage indifférent à la légalité du projet..... **act. 669** (43-44)
- La disparition implicite de l'interruption de travaux..... **act. 670** (43-44)
- La démocratie administrative en suspicion, *CE*, 24 oct. 2019, n° 427204 : *Juris-Data* n° 2019-018476..... **act. 690** (45)
- Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne..., *CE*, 4 oct. 2019, n° 421991 : *Juris-Data* n° 2019-016902..... **act. 691** (45)
- L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation, *CE*, 21 oct. 2019, n° 419155 : *Juris-Data* n° 2019-018542..... **act. 692** (45)
- Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat, *CE*, 21 oct. 2019, n° 420086 : *Juris-Data* n° 2019-018540..... **act. 693** (45)
- Conséquences du retrait de la décision admettant un agent à la retraite, *CE*, 21 oct. 2019, n° 422299 : *Juris-Data* n° 2019-018497..... **act. 694** (45)
- Pouvoirs du juge de cassation et droit de communication, *CE*, 24 oct. 2019, n° 425546 : *Juris-Data* n° 2019-018477..... **act. 695** (45)
- Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière, *CE*, 24 oct. 2019, n° 407932 : *Juris-Data* n° 2019-018475..... **act. 696** (45)
- Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO, *CE*, 23 oct. 2019, n° 422023 : *Juris-Data* n° 2019-018479..... **act. 697** (45)
- Validation des dispositions expérimentales relatives aux demandes d'asile en Guyane, *CE*, 6 nov. 2019, n° 422207 : *Juris-Data* n° 2019-019540..... **act. 709** (46)
- Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII, *CE*, 6 nov. 2019, n° 434376 : *Juris-Data* n° 2019-019520..... **act. 710** (46)
- Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'EPIC, *CE*, 7 nov. 2019, n° 431146 : *Juris-Data* n° 2019-019584..... **act. 711** (46)
- Sursis à exécution et autorisation environnementale, *CE*, 6 nov. 2019, n° 430352 : *Juris-Data* n° 2019-019535..... **act. 712** (46)
- Différence de traitement justifiée entre les agents d'un même corps, *CE*, 6 nov. 2019, n° 424391 : *Juris-Data* n° 2019-019539..... **act. 713** (46)
- Ne se pourvoit pas en cassation qui veut : le cas particulier des parties assimilées, *CE*, 8 nov. 2019, n° 425177 : *Juris-Data* n° 2019-019683..... **act. 714** (46)
- Rémunération des formations Pôle emploi, qui juge ?, *CE*, 21 oct. 2019, n° 421250 : *Juris-Data* n° 2019-018539..... **act. 715** (46)
- Contrôle de cassation sur l'existence d'intérêts concordants, *CE*, 21 oct. 2019, n° 419153 : *Juris-Data* n° 2019-018544..... **act. 716** (46)
- Rappel sur les garanties procédurales assortissant une expertise, *CE*, 23 oct. 2019, n° 419274 : *Juris-Data* n° 2019-018474..... **act. 717** (46)
- *CE*, 23 oct. 2019, n° 423630 : *Juris-Data* n° 2019-018478..... **act. 717** (46)
- Harmonisation du contrôle exercé sur les suspensions de permis de conduire, *CE*, 23 oct. 2019, n° 427431 : *Juris-Data* n° 2019-018472..... **act. 718** (46)
- Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade, *CE*, 7 nov. 2019, n° 409330..... **act. 719** (46)
- Clarification sur les responsabilités en matière d'orientation des personnes handicapées, *CE*, 8 nov. 2019, n° 412440 : *Juris-Data* n° 2019-019668..... **act. 720** (46)
- Droit à provision dans le cadre de responsabilité(s) médicale(s), *CE*, 23 oct. 2019, n° 420485 : *Juris-Data* n° 2019-018481..... **act. 721** (46)
- L'ouverture d'un établissement privé mobilise les libertés fondamentales, *CE*, 31 oct. 2019, n° 435435 : *Juris-Data* n° 2019-019670..... **act. 722** (46)
- L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement, *CE*, 8 nov. 2019, n° 420324 : *Juris-Data* n° 2019-019671..... **act. 723** (46)
- Vérification des charges grevant un don en faveur de la « Paysanne bretonne », *CE*, 8 nov. 2019, n° 421867 : *Juris-Data* n° 2019-019674..... **act. 731** (47)
- Mise aux normes de certains établissements recevant du public : annulation des nouveaux formulaires de demande d'autorisation, *CE*, 13 nov. 2019, n° 425543..... **act. 732** (47)
- Pas de « balle neuve » pour l'association du tennis seynois qui doit quitter le domaine public, *CE*, 8 nov. 2019, n° 421491 : *Juris-Data* n° 2019-019672..... **act. 733** (47)
- Refus de CDI et agent involontairement privé d'emploi, *CE*, 8 nov. 2019, n° 408514..... **act. 734** (47)
- Actes de procédure, mandataire et requérant, *CE*, 13 nov. 2019, n° 417855..... **act. 735** (47)
- Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE, *CE*, 13 nov. 2019, n° 416860..... **act. 736** (47)
- Versement d'une prime indue, la responsabilité du comptable, *CE*, 13 nov. 2019, n° 421299..... **act. 737** (47)

• La pièce indue face au refus d'autorisation d'urbanisme, <i>CE</i> , 13 nov. 2019, n° 419067.....	act. 738 (47)	• L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 417167.....	act. 788 (50)
• Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 418460 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020724.....	act. 748 (48)	• Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération, <i>CE</i> , 11 déc. 2019, n° 410760.....	act. 799 (51-52)
• L'administration doit prouver que la notification d'une décision a été régulièrement adressée, <i>CE</i> , 15 nov. 2019, n° 420509.....	act. 749 (48)	• L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj, <i>CE</i> , 16 déc. 2019, n° 419220.....	act. 800 (51-52)
• Désistement d'office d'un requérant et contrôle du juge d'appel, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 420067.....	act. 750 (48)	• La révocation du maire.....	act. 801 (51-52)
• Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 422655 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020624.....	act. 751 (48)	• Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie, <i>CE</i> , n° 427522.....	act. 802 (51-52)
• L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417631 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020630.....	act. 752 (48)		
• L'information précoce du public permet une modification du permis de construire, <i>CE</i> , 20 nov. 2019, n° 419776.....	act. 753 (48)	<b>François GAGNAIRE</b> , docteur en droit public, directeur du cabinet Aides d'État Conseil	
• L'écoulement rétroactif du délai de recours contentieux à propos d'une mise en disponibilité d'office, <i>TA Marseille</i> , 18 nov. 2019, n° 1703613 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020719.....	act. 754 (48)	• Poussée de fièvre libérale sur l'assurance santé obligatoire : retour sur l'arrêt SZP, <i>étude</i> .....	2021 (16)
• Rappel du caractère facultatif du téléservice, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422516 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021117.....	act. 765 (49)	<b>Anne GARDÈRE</b> , avocat au barreau de Lyon	
• La notion de « différend » dans les CCAG, précisée, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422600 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021116.....	act. 766 (49)	• Communes nouvelles : un nouvel encouragement législatif !, <i>aperçu rapide</i> .....	44 (3)
• <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417752 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021112.....	act. 766 (49)	• Composition des conseils communautaires et métropolitains : le compte à rebours a commencé !, <i>aperçu rapide</i> .....	174 (12)
• Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 432996.....	act. 767 (49)	• Communes et communautés, un divorce pas toujours amiable..., <i>conseil</i> .....	2129 (18-19)
• Le bruit des circuits automobiles sous une garde abondante, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 423847 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021173.....	act. 768 (49)	• La métropole de Lyon, un modèle difficilement transposable..., <i>aperçu rapide</i> .....	440 (26)
• Attaquer le refus de démolir ou demander au juge d'enjoindre la démolition ?, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 410689 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021157.....	act. 769 (49)	• Communes nouvelles : vers un nouvel essor ?, <i>aperçu rapide</i> .....	578 (37)
• Délai raisonnable et décret de libération des liens d'allégeance, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 411145.....	act. 770 (49)	• Intercommunalité : vers un retour en force des communes ?, <i>aperçu rapide</i> .....	599 (40)
• <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 426372 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021152.....	act. 770 (49)	• Fusion d'EPCI suivant la procédure dérogatoire, attention à la motivation..., <i>TA Limoges</i> , 12 juill. 2019, n° 1601509 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017213, <i>commentaire</i> .....	2361 (51-52)
• L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 425542.....	act. 779 (50)		
• <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 418741.....	act. 779 (50)	<b>Hervé de GAUDEMAR</b> , maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II)	
• Contribution au budget du SDIS, le plafonnement inclut le volontariat, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 418026 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021459.....	act. 780 (50)	• L'accord sur le prix ne peut valoir vente parfaite que dans le respect des compétences des organes des collectivités territoriales, <i>TA Guyane</i> , 22 nov. 2018, n° 1600538 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-022861, <i>commentaire</i> .....	2024 (4)
• Entreprise évincée : l'éventualité de la reconduction tacite freine l'indemnisation, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423936.....	act. 781 (50)	• Vade-Mecum jurisprudentiel de la vente d'un bien communal, <i>CAA Nancy</i> , 28 mars 2019, n° 18NC01280 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005210, <i>À noter également</i> .....	2118 (16)
• Fin des rapports contractuels entre le maître d'oeuvre et le maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423544.....	act. 782 (50)	• Distinction du domaine public et du domaine privé sur une même parcelle cadastrale entre des biens ne formant pas un ensemble immobilier et n'ayant pas de lien fonctionnel, <i>CE</i> , 29 mai 2019, n° 417012 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-008992, <i>À noter également</i> .....	2216 (28)
• Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422307.....	act. 783 (50)		
• Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 425204.....	act. 784 (50)	<b>Arthur GAYET</b> , avocat, Seban & Associés	
• Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422615.....	act. 785 (50)	• Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, <i>étude</i> .....	2017 (3)
• Reprise en régie et continuité contractuelle des conditions de rémunération, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 421715.....	act. 786 (50)	• Le rôle partagé des collectivités locales et de l'ABF aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux, <i>aperçu rapide</i> .....	516 (30-34)
• Actes déterminés multiples répondant à un besoin permanent de l'administration et qualité d'agent non titulaire, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 412941.....	act. 787 (50)	• Les dispositions du projet de loi « Engagement et proximité » relatives à l'urbanisme et à l'aménagement, <i>aperçu rapide</i> .....	706 (46)
		<b>Thomas GILLIOCQ</b> , avocat	
		• La loi Elan et l'opportunité d'une refonte globale de la loi Littoral, <i>étude</i> .....	2015 (3)
		<b>Laetitia GIRARD</b> , avocate directrice du pôle Droit et contentieux administratif général	
		• État des lieux du stationnement payant - Un cadre législatif redessiné par une nouvelle juridiction administrative, la CCSP, <i>étude</i> .....	2366 (51-52)

**Camille GIRAUD**, docteur de l'université de Tours

- Pour en finir avec le principe de prohibition des libéralités publiques, *étude*..... 2128 (18-19)

**Philippe GONZAGUE**, avocat collaborateur, cabinet d'avocats GB2A

- La reconnaissance de la résiliation tacite des contrats administratifs, *CE*, 27 févr. 2019, n° 414114 : *Juris-Data* n° 2019-002860, *commentaire*..... 2193 (26)

**Léonard GOURBIER**, doctorant à l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale

- Le « fardeau administratif » : fatalité de l'action publique ou arbitrage politique et budgétaire qui ne dit pas son nom ?, *libres propos*..... 565 (36)

**Aurore GRANERO**, maître de conférences à l'université de Bourgogne

- Communication électorale et réseaux sociaux, *entretien*..... 2329 (47)

**Olivier GUIARD**, rapporteur public près la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal administratif de Poitiers

- Archéologie préventive, soupçons de subventions croisées et libre concurrence, *TA Poitiers*, 17 oct. 2018, n° 1602442, *commentaire*..... 2086 (14)
- Récupération des provisions pour travaux de renouvellement : le juge au secours des collectivités territoriales déléguées, *commentaire*..... 2294 (43-44)

**Olivier GUILLAUMONT**, conseiller juridique région Provence-Alpes-Côte d'Azur, chargé d'enseignement au CNFPT

- Réseaux sociaux et déontologie du fonctionnaire territorial en période électorale, *entretien*..... 2330 (47)

**Emmanuel-Pie GUISELIN**, doyen de la faculté de droit, des sciences économiques et de gestion de Vannes

- Le quinquennat du président Macron et la décentralisation : inflexions ou « Révolution » ?, *étude*..... 2223 (29)

**Hadi HABCHI**, rapporteur public au tribunal administratif de Lyon

- Prise en charge de la dépendance : précisions sur la détermination du département responsable, *CE*, 18 juill. 2018, n° 412206 : *Juris-Data* n° 2018-012902, *commentaire*..... 2064 (9)
- Le Conseil constitutionnel valide les tests osseux sur les mineurs, sous réserve des garanties nécessaires, *aperçu rapide*..... 203 (13)
- Pour le Conseil d'État, la présomption de minorité impose d'agir !, *CE*, 25 janv. 2019, n° 426949, *commentaire*..... 2132 (18-19)
- *CE*, 25 janv. 2019, n° 427169, *commentaire*..... 2132 (18-19)
- Règlement d'aide sociale : quelle marge de manoeuvre pour le département ?, *CE*, 29 mai 2019, n° 417406 : *Juris-Data* n° 2019-008939, *aperçu rapide*..... 459 (27)
- *CE*, 29 mai 2019, n° 417467 : *Juris-Data* n° 2019-008938, *aperçu rapide*..... 459 (27)
- Contentieux sociaux : l'inexorable essor du juge de plein contentieux..., *CE*, 3 juin 2019, n° 415020 : *Juris-Data* n° 2019-009515, *commentaire*..... 2264 (38-39)
- *CE*, 3 juin 2019, n° 423001 : *Juris-Data* n° 2019-009510, *commentaire*..... 2264 (38-39)
- *CE*, 3 juin 2019, n° 419903 : *Juris-Data* n° 2019-009514, *commentaire*..... 2264 (38-39)
- *CE*, 3 juin 2019, n° 422873 : *Juris-Data* n° 2019-009513, *commentaire*..... 2264 (38-39)

- Contentieux de l'aide sociale : une subtile répartition des compétences, *CE*, 18 juill. 2019, n° 419964 : *Juris-Data* n° 2018-022731, *commentaire*..... 2365 (51-52)
- *T. confl.*, 8 avr. 2019, n° 4154 : *Juris-Data* n° 2019-006054, *commentaire*..... 2365 (51-52)

**Xavier HAÏLI**, premier conseiller au tribunal administratif de Marseille, magistrat rapporteur à la 8<sup>e</sup> chambre

- De l'interdiction par le maire de l'utilisation d'un équipement sportif dont la nue-propriété est détenue par la commune et l'usufruit détenu par le club de sport, *étude*..... 2306 (43-44)

**Anne-Margaux HALPERN**, avocat à la Cour

- Les droits d'eau fondés en titre sur les cours d'eau non domaniaux : un vestige de l'Ancien Régime qui perdure, *CE*, 24 avr. 2019 : *Juris-Data* n° 2019-006515, *commentaire*..... 2242 (35)

**Olivier HENRARD**, rapporteur public

- Le Conseil d'État étend la protection fonctionnelle aux « recrutés locaux », *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694 : *Juris-Data* n° 2019-001493, *commentaire*..... 2088 (14)

**Baptiste HENRY**

- Les vices de forme et de procédure dont serait entachée une décision d'espèce peuvent toujours être utilement invoqués par voie d'exception, *TA Poitiers*, 14 mars 2019, n° 1702490 : *Juris-Data* n° 2019-003994, *commentaire*..... 2169 (23)
- Le transport scolaire doit toujours se faire assis - Réformation d'une clause réglementaire illégale : une solution inédite, *TA Poitiers*, 23 mai 2019, n° 1800785 : *Juris-Data* n° 2019-008527, *commentaire*..... 2197 (26)

**René HOSTIOU**, agrégé des facultés de droit, professeur émérite de l'université de Nantes

- La commune est seule responsable des fautes commises par le commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique préalable à l'adoption de son PLU, *CE*, 13 mars 2019, n° 418170 : *Juris-Data* n° 2019-003662, *commentaire*..... 2172 (23)

**Stéphane HOYNCK**, rapporteur public près du Conseil d'Etat

- Principe de non-régression : quand l'évaluation environnementale en amont commande l'aval, *CE*, 9 oct. 2019, n° 420804 : *Juris-Data* n° 2019-017386, *commentaire*..... 2324 (46)

**Sylvain HUL**, Juriste en droit public

- Contrôle en cassation des conditions de tenue d'une audience en cas d'indisponibilité du dispositif de visioconférence, *CE*, 24 oct. 2018, n° 419417 : *Juris-Data* n° 2018-018564, *commentaire*..... 2004 (1)
- Variations autour de l'intérêt général dans le référé Béziers II, *CE*, 25 janv. 2019, n° 424846 : *Juris-Data* n° 2019-000854, *commentaire*..... 2080 (13)
- Recours en contestation de la validité d'un contrat : Le Conseil d'État joue le gendarme à Saint-Tropez, *CE*, 15 mars 2019, n° 413584 : *Juris-Data* n° 2019-003863, *commentaire*..... 2175 (24)
- Règlement de la consultation : « À l'inutile, nul n'est tenu », *CE*, 22 mai 2019, n° 426763 : *Juris-Data* n° 2019-008908, *commentaire*..... 2235 (30-34)
- Accords-cadres : variations autour de l'expression de l'étendue des besoins, *CE*, 12 juin 2019, n° 427397 : *Juris-Data* n° 2019-009991, *commentaire*..... 2246 (36)
- Déréféré « Tarn-et-Garonne » : une irrégularité ayant influé sur le choix de l'attributaire ne constitue pas un vice du consentement, *CE*, 28 juin 2019, n° 420776 : *Juris-Data* n° 2019-011066, *commentaire*..... 2261 (38-39)

• Exclusions « facultatives » : la présomption d'innocence à l'épreuve du juge du référé précontractuel, <i>commentaire</i> .....	2295 (43-44)	• Droit des aides d'État - Décisions du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 30 avril 2019, <i>chronique</i> .....	2233 (30-34)
<b>Sylvie JANSOLIN</b> , chargée de mission Finances & fiscalité à Territoire Conseils, service du groupe de la Caisse des dépôts et consignations		• Droit des aides d'État - Mai à juillet 2019, <i>chronique</i> .....	2332 (48)
• Pacte fiscal et financier et gestion mutualisée des ressources humaines : quelles bonnes pratiques dans un cadre budgétaire contraint ?, <i>entretien</i> .....	2069 (10-11)	<b>Jean-François KERLÉO</b> , maître de conférences en droit public à l'université Lyon 3	
<b>Didier JEAN-PIERRE</b> , agrégé des facultés de droit, professeur de droit public à l'université Jean Moulin Lyon III		• La modification du règlement de l'Assemblée nationale, de petites innovations sur la déontologie, <i>commentaire</i> .....	2196 (26)
• Bilan 2018 du contentieux du droit de la fonction publique et des ressources humaines, <i>chronique</i> .....	2122 (17)	<b>Mathilde KERNÉIS-CARDINET</b> , docteur en droit public, chercheur associé au CUREJ, université de Rouen	
• Pantouflage et déontologie dans la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, <i>étude</i> .....	2275 (41)	• La régularisation en cours d'instance du défaut de décision préalable, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 426472 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004524, <i>commentaire</i> .....	2179 (24)
• Recrutement des agents contractuels : un acte d'engagement soumis à publicité et mise en concurrence préalable (projet de décret).....	act. 684 (45)	<b>Mathilde KERNEIS-CARDINET</b> , docteur en droit public, chercheur associé au CUREJ, université de Rouen	
• Transformation de la fonction publique et flexicurité - La déconstruction du droit statutaire, <i>étude</i> .....	2364 (51-52)	• Le comptable public et le contrôle de la compétence de l'auteur d'un acte administratif, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 410113 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024211, <i>commentaire</i> .....	2083 (14)
<b>Fleur JOURDAN</b> , avocat au barreau de Paris – cabinet AyacheSalama		<b>Mathilde KERNÉIS-CARDINET</b> , docteur en droit public, chercheur associé au CUREJ, université de Rouen	
• Compliance dans les collectivités : l'Agence française anticorruption pointe l'insuffisance des dispositifs mis en place, <i>étude</i> .....	2042 (6)	• Conditions de la portée des réserves émises par le comptable entrant sur la gestion de son prédécesseur, <i>CE</i> , 17 juin 2019, n° 410876 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-010369, <i>commentaire</i> .....	2280 (42)
• « Gilets jaunes » : l'État est-il responsable ?, <i>étude</i> .....	2051 (7)	<b>Geneviève KOUBI</b> , professeuse à l'université de Paris 8, CERSA-CNRS	
• Le nouveau Code de la commande publique : mode d'emploi, <i>essentiel sur</i> .....	2079 (13)	• Les textes publiés au Journal officiel le sont sans « écriture inclusive », <i>CE</i> , 28 févr. 2019, n° 417128 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003195, <i>commentaire</i> .....	2072 (12)
• Les sociétés publiques locales sauvées.....	act. 338 (20)	• Crowdsourcing : interconnexions participatives ou externalisation des activités administratives, <i>étude</i> .....	2359 (50)
• Relèvement des seuils : une bouffée d'air pour les marchés publics ?, <i>libres propos</i> .....	577 (37)	<b>Florent LACARRÈRE</b> , doctorant en droit public, université de Pau et des Pays de l'Adour	
• Marché public : le nouveau seuil de 40 000 euros entre en vigueur.....	act. 796 (51-52)	• Contrôle des motifs d'exclusion par l'acheteur public et candidature des entreprises en redressement judiciaire à des marchés publics, <i>CE</i> , 25 janv. 2019, n° 421844 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000855, <i>commentaire</i> .....	2123 (17)
<b>Denis JOUVE</b> , docteur en droit public (CRJ - université Grenoble-Alpes), enseignant contractuel à la faculté de droit et de science politique de Rennes		<b>Morgan LAFFINEUR</b> , juriste en droit public	
• Droit public économique 2/2, <i>chronique</i> .....	2133 (20)	• Biens sans maître : oser l'acquisition par les communes de propriétés oubliées, <i>étude</i> .....	2270 (40)
<b>Jean-François JOYE</b> , professeur de droit public, université Savoie Mont Blanc, CDPPOC		<b>Mehdi LAHOVAZI</b> , doctorant en droit public	
• Quand le Conseil constitutionnel bat la campagne : l'application singulière du principe d'égalité au fonctionnement des sections de commune, <i>étude</i> .....	2205 (28)	• De l'intérêt d'une rédaction précise et non équivoque des clauses de règlement amiable dans les contrats administratifs, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419381 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015991, <i>commentaire</i> .....	2342 (48)
<b>Philippe JUEN</b> , maître de conférences en droit public, université de Bourgogne		<b>André LAIGNEL</b> , président du Comité des finances locales (CFL) et premier vice-président de l'Association des maires de France	
• Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application, <i>CAA Lyon</i> , 25 oct. 2018, n° 17LY00416, <i>commentaire</i> .....	2076 (12)	• État des lieux et perspectives, <i>entretien</i> .....	2067 (10-11)
<b>Grégory KALFLÈCHE</b> , professeur à l'université de la Réunion, agrégé des facultés de droit		<b>Denis LAMBERT</b> , directeur général du CROUS de Paris	
• Pour l'instauration de référés spéciaux en droit de l'urbanisme, <i>étude</i> .....	2186 (25)	• La prise en compte des nécessités du service public du logement étudiant : bis repetita placent, <i>CE</i> , 16 avr. 2019, n° 426074 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-006132, <i>commentaire</i> .....	2232 (29)
<b>Michaël KARPENSCHIF</b> , professeur de droit public à l'université Lyon III, avocat associé CMS Bureau Francis Lefebvre Lyon		<b>Éric LANDOT</b> , avocat, cabinet Landot & associés	
• Un nouvel Elan pour le logement social, <i>étude</i> .....	2013 (3)	• Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, <i>entretien</i> .....	2328 (47)
• Les nouveaux maux du in house à la française, <i>étude</i> .....	2021 (4)		
• Droit des aides d'État - 1 <sup>er</sup> septembre - 31 décembre 2018, <i>chronique</i> .....	2059 (9)		

**Jean-Simon LAVAL**, rapporteur public au tribunal administratif de Lyon

- L'imputabilité au service d'un accident suppose la démonstration d'un fait accidentel, CAA Lyon, 22 oct. 2018, n° 16LY01680, commentaire..... 2011 (2)

**Olivier LE BOT**, agrégé des facultés de droit, professeur à Aix-Marseille université

- Chronique de contentieux administratif - Décisions de janvier à mars 2019, chronique..... 2222 (29)

**Céline LHERMINIER**, avocat à la Cour

- Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, étude..... 2017 (3)

**François LICHÈRE**, professeur de droit public, université Aix-Marseille III

- Juge compétent et recours applicable pour la passation d'un contrat d'occupation du domaine public entre deux personnes privées, CE, 30 avr. 2019, n° 426698 : Juris-Data n° 2019-006915, commentaire..... 2206 (28)

**Sophie-Justine LIEBER**, rapporteur public

- En matière de permis de construire un magasin, le juge se fie aux apparences, CE, 14 nov. 2018, n° 413246 : Juris-Data n° 2018-020273, commentaire..... 2037 (5)

**Florian LINDITCH**, professeur à Aix-Marseille-Université, avocat au barreau de Marseille

- Défense et illustration du critère de la pénalité pour dépassement du délai fixé dans l'acte d'engagement, CE, 9 nov. 2018, n° 413533 : Juris-Data n° 2018-019732, commentaire..... 2147 (22)
- Offre économiquement la plus avantageuse : critère de la formation et la qualité des intervenants, CAA Lyon, 15 nov. 2018, n° 15LY02742 : Juris-Data n° 2018-023564, À noter également..... 2148 (22)
- Critère tiré du personnel dédié : le contrat de travail signé n'est pas nécessaire lorsque l'entreprise dispose du CV et a achevé la procédure de recrutement terminée, CAA Lyon, 15 nov. 2018, n° 15LY02742 : Juris-Data n° 2018-023564, À noter également..... 2149 (22)
- Nouveau critère - Notion de « prise en charge du contrat », CAA Lyon, 15 nov. 2018, n° 15LY02742 : Juris-Data n° 2018-023564, À noter également..... 2150 (22)
- Valeur d'usage et critère valeur technique ?, CAA Marseille, 22 oct. 2018, n° 17MA02640 : Juris-Data n° 2018-025332, À noter également..... 2151 (22)
- Marché d'élagage (travaux, autres ?) - Critère du « barrièrage », CAA Marseille, 22 oct. 2018, n° 17MA02640 : Juris-Data n° 2018-025332, À noter également..... 2152 (22)
- Mesures de prophylaxie élément d'appréciation du critère « méthodologie d'exécution des chantiers d'élagage et d'abattage », CAA Marseille, 22 oct. 2018, n° 17MA02640 : Juris-Data n° 2018-025332, À noter également..... 2153 (22)
- Réserve du candidat... conforme à ce que prévoyait le projet de marché, CAA Bordeaux, 16 nov. 2018, n° 16BX01383 : Juris-Data n° 2018-022539, À noter également..... 2154 (22)
- Contentieux de la notation - Informations insuffisantes ou incomplètes justifiant la note de 7/10, CAA Lyon, 15 nov. 2018, n° 15LY02742 : Juris-Data n° 2018-023564, À noter également..... 2155 (22)
- L'erreur sur TVA ne constitue pas un vice du consentement, CE, 9 nov. 2018, n° 420654 : Juris-Data n° 2018-019676, À noter également..... 2156 (22)
- Caractère non communicable du mémoire technique des autres candidats, CAA Marseille, 22 oct. 2018,

n° 17MA02640 : Juris-Data n° 2018-025332, À noter également..... 2157 (22)

• Tarn et Garonne - Contrôle de la mise en oeuvre des critères, CAA Marseille, 22 oct. 2018, n° 17MA02640 : Juris-Data n° 2018-025332, À noter également..... 2158 (22)

• Marge bénéficiaire nette - Marché de travaux, CAA Bordeaux, 16 nov. 2018, n° 16BX01383 : Juris-Data n° 2018-022539, À noter également..... 2159 (22)

• Tarn-et-Garonne - Conclusions limitées à une demande d'indemnisation, CAA Bordeaux, 16 nov. 2018, n° 16BX01383 : Juris-Data n° 2018-022539, À noter également..... 2160 (22)

• Recours Tarn et Garonne - Refus d'annulation en cas d'atteinte excessive à l'intérêt général tiré de la santé publique, CE, 9 nov. 2018, n° 420654 : Juris-Data n° 2018-019676, À noter également..... 2161 (22)

• Recours Tarn et Garonne - Contenu illicite du contrat (définition), CE, 9 nov. 2018, n° 420654 : Juris-Data n° 2018-019676, À noter également..... 2162 (22)

• Offre incomplète et validation de la note « 0 », le Conseil d'État pose ses conditions, CE, 20 sept. 2019, n° 421075 : Juris-Data n° 2019-016014, commentaire..... 2309 (45)

• Contrat - Critère de l'initiative - Inexistence, CAA Douai, 22 août 2019, n° 17DA01020 : Juris-Data n° 2019-017539, À noter également..... 2310 (45)

• Candidature d'une personne publique - Prix justifié par l'amortissement des installations - conditions, CAA Bordeaux, 25 juill. 2019, n° 17BX03405 : Juris-Data n° 2019-017512, À noter également..... 2311 (45)

• Mise en concurrence volontaire - Notion de « pourparlers », CAA Marseille, 17 juin 2019, n° 19MA00412, À noter également..... 2312 (45)

• Offre incomplète ou inexistante - Impossibilité de régularisation dans le second cas, CAA Marseille, 10 juill. 2019, n° 18MA05507, À noter également..... 2313 (45)

• Mise au point - Irrégularité en cas de modification substantielle de l'offre - Caractère substantiel apprécié au regard du règlement de consultation, CAA Douai, 22 août 2019, n° 18DA02437 : Juris-Data n° 2019-014386, À noter également..... 2314 (45)

• Quand le détail quantitatif estimatif doit être également « représentatif », CE, 12 juill. 2019, n° 429782 : Juris-Data n° 2019-012425, commentaire..... 2333 (48)

• Discussion de la pertinence des critères, CAA Douai, 3 juill. 2019, n° 17DA00090, À noter également..... 2334 (48)

• Contrôle de l'adéquation de la notation pratiquée au critère annoncé, CAA Douai, 3 juill. 2019, n° 17DA00090, À noter également..... 2335 (48)

• Déréféré préfectoral - Limitation des moyens dans le cadre du recours Tarn et Garonne - Notion de vice d'une particulière gravité, CE, 28 juin 2019, n° 420776 : Juris-Data n° 2019-011066, À noter également..... 2336 (48)

• Tarn et Garonne - Action indemnitaire - Absence de délai de deux mois - Délai d'un an non déraisonnable, CAA Bordeaux, 25 juill. 2019, n° 17BX03405 : Juris-Data n° 2019-017512, À noter également..... 2337 (48)

• Candidat évincé - Indemnisation de la marge nette multiplié par les reconductions possibles (première reconduction seulement), CAA Bordeaux, 25 juill. 2019, n° 17BX03405 : Juris-Data n° 2019-017512, À noter également..... 2338 (48)

• Publicité Tropic-Tarn et Garonne - Impossibilité de la remplacer par une notification, CAA Marseille, 10 juill. 2019, n° 18MA05507, À noter également..... 2339 (48)

• Indemnisation du candidat évincé - Perte d'une chance - Rejet, CAA Douai, 26 juin 2019, n° 17DA00636, À noter également..... 2340 (48)

• Enrichissement sans cause - Condition tenant à l'absence d'opposition de la commune aux travaux réalisés - Dépenses utiles, CAA Douai, 22 août 2019, n° 17DA01020, : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017539, À noter également.....	2341 (48)		
• Tarn-et-Garonne, trou noir du droit administratif ? - À propos d'une application récente du contentieux de la légalité administrative des contrats, CE, 28 juin 2019, n° 420776 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-011066, commentaire.....	2362 (51-52)		
<b>Guillaume LLORENS</b> , avocat au barreau de Strasbourg			
• Application de la jurisprudence Tarn-et-Garonne aux conventions de projet urbain partenarial (PUP), CAA Nantes, 23 juill. 2018, n° 17NT00930 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-013225, commentaire.....	2003 (1)		
<b>Catherine LOGÉAT</b> , docteur en droit public, laboratoire d'étude de droit public, université de Rennes 1			
• Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2018 à mars 2019, chronique.....	2199 (27)		
<b>Caroline LOPEZ</b> , avocat au barreau de Lyon			
• Le renforcement de l'action disciplinaire par la loi du 6 août 2019, étude.....	2274 (41)		
<b>Melina MAC DONALD</b> , stagiaire - UGGC Avocats			
• Les restitutions du patrimoine culturel africain à l'aune du droit de la propriété des personnes publiques, commentaire.....	2164 (22)		
<b>Olivier MAETZ</b> , avocat			
• L'intérêt à agir des collectivités territoriales et leurs groupements contre un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, CAA Nantes, 11 janv. 2019, n° 17NT03849, commentaire.....	2255 (37)		
<b>Olivier MAGNAVAL</b> , ancien élève de l'ENA, avocat à la Cour, SELARL Claisse et associés			
• Projet de loi relatif à la transformation de la fonction publique : état des lieux après son adoption en Commission des lois et les premiers débats à l'Assemblée nationale, <i>aperçu rapide</i> .....	315 (20)		
• Le projet de loi de transformation de la fonction publique voté par l'Assemblée nationale - Le Gouvernement et la majorité gardent le cap d'un changement profond sans révolution, <i>aperçu rapide</i> .....	371 (22)		
• La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (1 <sup>re</sup> partie), <i>aperçu rapide</i> .....	531 (35)		
• La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (2 <sup>e</sup> partie), <i>aperçu rapide</i> .....	566 (36)		
• Le dialogue social redessiné par la loi de transformation de la fonction publique, étude.....	2273 (41)		
• Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur.....	2293 (43-44)		
<b>Jules MARGOT</b> , docteur en droit			
• De l'urgence de réviser le régime juridique d'emploi de la force en situation insurrectionnelle ou le petit matin après le Grand Soir, étude.....	2052 (7)		
<b>Gaëlle MARTI</b> , professeur de droit public			
• La condamnation de la France pour violation de l'article 3 de la Convention EDH oblige l'administration à octroyer la protection subsidiaire, CE, 3 oct. 2018, n° 406222 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-016856, commentaire.....	2090 (15)		
• Délivrance d'une carte de séjour au conjoint de français entré irrégulièrement sur le territoire, CE, 26 juill. 2018, n° 412558 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-013204, À noter également.....	2092 (15)		
• L'illégalité de l'assignation à résidence des « dublinés » excédant le délai de transfert de 6 mois, CE, 26 juill. 2018, n° 417441 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-013274, À noter également.....	2093 (15)		
• Nouveau calcul du délai de transfert en cas de recours juridictionnel dirigé contre la décision de transfert, CE, 24 sept. 2018, n° 420708 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-016310, À noter également.....	2094 (15)		
• Absence de délivrance automatique d'un droit de séjour de plus de trois mois au partenaire enregistré d'un citoyen de l'Union, CE, 22 oct. 2018, n° 407687 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-018512, À noter également.....	2096 (15)		
• Assignation à résidence des personnes dublinées : unification de la compétence du juge des 72 heures, CE, 24 oct. 2018, n° 419229 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-018509, À noter également.....	2097 (15)		
• Maintien en rétention en cas de demande d'asile à des fins dilatoires : le droit français conforme à la directive Accueil, commentaire.....	2296 (43-44)		
• Insuffisance du montant de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), À noter également.....	2297 (43-44)		
• Refus d'entrée en France et OQTF de l'étranger non ressortissant UE en transit, À noter également.....	2298 (43-44)		
• Régime contentieux des OQTF, À noter également.....	2299 (43-44)		
• Fichage « S » et retrait du statut de réfugié, À noter également.....	2304 (43-44)		
<b>Julien MARTIN</b> , agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux			
• Absence d'exclusion automatique en cas de sous-traitance occulte dans un précédent marché, CJUE, 3 oct. 2019, n° C 267/18.....	act. 674 (43-44)		
• Le droit interne peut subordonner la conclusion de contrats « in house » à des conditions supplémentaires, CJUE, 3 oct. 2019, n° C-285/18.....	act. 700 (45)		
<b>Franck MASURELLE</b> , directeur EHPAS			
• La gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique hospitalière - L'expérience d'un directeur, étude.....	2229 (29)		
<b>Fabrice MATTATIA</b> , ingénieur général des mines, docteur en droit, chercheur associé à l'université Paris 1			
• L'ordonnance du 12 décembre 2018 et la nouvelle loi Informatique et libertés, commentaire.....	2047 (7)		
• Traitement de données personnelles : détermination de la base de licéité et conséquences, étude.....	2048 (7)		
• Google sanctionné par la CNIL : les leçons pour les autorités publiques, commentaire.....	2049 (7)		
• Le nouveau décret d'application de la loi Informatique et Libertés, <i>aperçu rapide</i> .....	387 (23)		
• Données personnelles : la responsabilité d'un utilisateur des services proposés par Facebook, CJUE, 5 juin 2018, n° C-210/16 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-011039, commentaire.....	2256 (37)		
• CJUE, 29 juill. 2019, n° C-40/17 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-014340, commentaire.....	2256 (37)		
• RGPD : un guide CNIL pour les collectivités territoriales, <i>aperçu rapide</i> .....	598 (40)		
• RGPD : de l'importance du processus de détermination de la base de licéité, <i>aperçu rapide</i> .....	681 (45)		

- Le Conseil d'État précise le mode d'emploi du droit au déréfèrement, *CE*, 6 déc. 2019, n° 391000, *aperçu rapide*..... 795 (51-52)
  - La CJUE précise l'étendue et les modalités du droit au déréfèrement sur les moteurs de recherche, *CJUE*, 24 sept. 2019, n° C-507/17, *commentaire*..... 2360 (51-52)
  - *CJUE*, 24 sept. 2019, n° C-136/17, *commentaire*..... 2360 (51-52)
- Julia MERY**, consultante en ressources humaines et en transformation publique
- Pacte fiscal et financier et gestion mutualisée des ressources humaines : quelles bonnes pratiques dans un cadre budgétaire contraint ?, *entretien*..... 2069 (10-11)
- Rodolphe MÉSA**, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, université Lille-Nord de France
- Substitution de travaux en connaissance de cause et caractérisation du délit de détournement de biens publics, *Cass. crim.*, 24 oct. 2018, n° 17-87.077 : *Juris-Data* n° 2018-018636, *commentaire*..... 2019 (4)
  - Détournement par un sénateur de fonds publics destinés à rémunérer les collaborateurs de son groupe parlementaire, *Cass. crim.*, 27 juin 2018, n° 18-80.069 : *Juris-Data* n° 2018-011202, *commentaire*..... 2082 (13)
  - *Cass. crim.*, 27 juin 2018, n° 18-80.086 : *Juris-Data* n° 2018-011270, *commentaire*..... 2082 (13)
  - Les fausses procurations de vote et le délit de faux commis dans un document délivré par une administration publique de l'article 441-2 du Code pénal, *Cass. crim.*, 24 oct. 2018, n° 17-86.883 : *Juris-Data* n° 2018-018639, *commentaire*..... 2135 (20)
  - Travaux excessifs de rénovation du logement de fonction d'un directeur d'hôpital et fractionnement artificiel des contrats : condamnation pour favoritisme et abus de confiance, *Cass. crim.*, 12 sept. 2018, n° 17-83.793 : *Juris-Data* n° 2018-015446, *commentaire*..... 2176 (24)
  - Le lien d'affaires, la prise illégale d'intérêt et le favoritisme, *Cass. crim.*, 20 mars 2019, n° 17-81.975 : *Juris-Data* n° 2019-004097, *commentaire*..... 2350 (49)
- Cédric MEURANT**, docteur en droit
- Toujours pas de coup de chaud sur l'incompatibilité entre le domaine public et la copropriété, *CAA Paris*, 5 juill. 2019, n° 17PA20496 : *Juris-Data* n° 2019-015177, *À noter également*..... 2285 (42)
- Maxime MEYER**, doctorant à l'université Toulouse 1 Capitole
- Validation des dispositions expérimentales relatives aux demandes d'asile en Guyane, *CE*, 6 nov. 2019, n° 422207 : *Juris-Data* n° 2019-019540..... act. 709 (46)
  - Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII, *CE*, 6 nov. 2019, n° 434376 : *Juris-Data* n° 2019-019520..... act. 710 (46)
- Caroline MIGAZZI**, docteure en droit
- Voies de recours ouvertes aux tiers à un contrat administratif : le recours du sous-traitant à l'encontre de la décision du maître d'ouvrage visant à abroger son agrément, *CAA Lyon*, 14 janv. 2019, n° 16LY04384, *commentaire*..... 2262 (38-39)
- Jérôme MILLET**, officier de gendarmerie
- La loi du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, *étude*..... 2006 (1)
  - L'accès des maires aux fiches S : des évolutions maîtrisées, une révolution évitée, *aperçu rapide*..... 57 (4)
  - Les caméras individuelles des policiers municipaux : suite et fin de la définition du cadre juridique après le décret du 27 février 2019, *étude*..... 2104 (15)
- La loi du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations : une loi « anti-casseurs » ?, *aperçu rapide*..... 265 (16)
- Laurence MOLINERO**, maître de conférences de droit public, université Bretagne Sud, Laboratoire Lab-LEX (EA 7480)
- Autorisation tacite d'urbanisme et contrôle de légalité : précisions sur la substance de la transmission au préfet, *CE*, 22 oct. 2018, n° 400779 : *Juris-Data* n° 2018-018510, *commentaire*..... 2043 (6)
  - La publicité des actes réglementaires des collectivités territoriales : de complexes subtilités en subtiles complexités, *CE*, 3 déc. 2018, n° 409667 : *Juris-Data* n° 2018-022177, *commentaire*..... 2106 (16)
- Marie-Laure MOQUET-ANGER**, professeur de droit public Rennes I
- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril à septembre 2018, *chronique*..... 2053 (8)
  - Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2018 à mars 2019, *chronique*..... 2199 (27)
- Martin MORALES**
- Restriction des droits d'accès au juge : les droits conventionnels et constitutionnels au recours en renfort ?, *étude*..... 2185 (25)
  - La privatisation d'aéroport de Paris en zone de turbulences, *étude*..... 2248 (36)
- Pierre MOREAU**, Avocat au barreau de Paris, SCP Saïdji et Moreau
- La prise en compte des nécessités du service public du logement étudiant : bis repetita placent, *CE*, 16 avr. 2019, n° 426074 : *Juris-Data* n° 2019-006132, *commentaire*..... 2232 (29)
- Julien MOREL**, Rédacteur en chef adjoint
- « Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat - À propos de la déclaration de politique générale du Premier ministre devant l'Assemblée nationale le 12 juin et devant le Sénat le 13 juin 2019, *aperçu rapide*..... 404 (24)
  - Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire - À propos du rapport public thématique « L'école et le sport » de la Cour des comptes, *aperçu rapide*..... 590 (38-39)
- Camille MOROT**, ATER à l'université Toulouse 1 Capitole
- L'altération du recours pour excès de pouvoir en urbanisme : quelles limites ?, *étude*..... 2190 (25)
- Patrick MOZOL**, maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours
- Le conseil de développement à la lumière des récentes lois de décentralisation : le renouveau dans la continuité, *étude*..... 2007 (2)
  - Délibération portant approbation de la révision allégée d'un PLU et contrôle du juge administratif, *CAA Nantes*, 21 mai 2019, n° 18NT00564, *commentaire*..... 2291 (42)
- Isabelle MULLER-QUOY**, maître de conférences HDR à l'université de Picardie Jules Verne
- L'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites - À propos de la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018, *étude*..... 2054 (8)

**Hélène MUSCAT**, maître de conférences - HDR,  
Laboratoire d'études de droit public, faculté de droit  
et de science politique, université Rennes I

- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril à septembre 2018, *chronique*..... 2053 (8)
- Le préjudice d'anxiété dans la jurisprudence administrative, *étude*..... 2171 (23)
- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2018 à mars 2019, *chronique*..... 2199 (27)

**Pierre NOUAL**, doctorant en droit (IDP, université  
Toulouse Capitole et IDAC, université Jean Moulin  
Lyon 3), chargé d'enseignement, historien de l'art

- Première application de la jurisprudence Danthony à la procédure de classement des trésors nationaux : illustration d'un caravagisme juridique, *CAA Paris*, 26 juin 2018, n° 17PA02775, *commentaire*..... 2010 (2)
- Notre-Dame du Droit - Brèves considérations sur l'État et le patrimoine, *libres propos*..... 285 (17)
- Documents administratifs et définition du caractère abusif de la demande : quel sort pour l'accès aux certificats d'exportation ?, *CE*, 14 nov. 2018, n° 420055 : *Juris-Data* n° 2018-020274, *commentaire*..... 2174 (24)
- Notre-Dame du Droit (2). Loi d'exception pour patrimoine d'exception, *aperçu rapide*..... 530 (35)

**Stéphane NOURISSON**, rapporteur public au  
tribunal administratif de Melun

- L'appréciation de la légalité d'une autorisation d'urbanisme se fait-elle à l'aune des dispositions applicables au projet réalisé ?, *CAA Paris*, 19 févr. 2019, n° 18PA00677, *commentaire*..... 2244 (35)

**Bertrand NURET**, avocat spécialiste en droit public

- La médiation en droit public : d'une chimère à une obligation ?, *étude*..... 2060 (9)
- Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves, *TA Lyon*, 27 mars 2019, n° 1704535 : *Juris-Data* n° 2019-015117, *commentaire*..... 2266 (40)

**Christophe OTERO**, enseignant-contractuel en droit  
public à l'université de Rouen

- Interdiction d'un film documentaire aux mineurs : la diffusion de connaissances l'emporte sur celle de violences, *CE*, 5 avr. 2019, n° 417343 : *Juris-Data* n° 2019-005219, *commentaire*..... 2250 (36)

**Christine PAILLARD**, maître de conférences,  
université Rennes I

- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'avril à septembre 2018, *chronique*..... 2053 (8)
- Le préjudice d'anxiété dans la jurisprudence administrative, *étude*..... 2171 (23)
- Droit de la santé - Responsabilité médicale et hospitalière - Décisions d'octobre 2018 à mars 2019, *chronique*..... 2199 (27)

**Hélène PAULIAT**, professeur de droit public (OMIJ),  
présidente honoraire de l'Université de Limoges,  
Faculté de droit et des sciences économiques

- Refus de concours de la force publique : des précisions sur la détermination de la période de responsabilité de l'État, *CE*, 9 nov. 2018, n° 412696 : *Juris-Data* n° 2018-019693, *commentaire*..... 2005 (1)
- Prothèses PIP : une carence fautive de l'État, mais limitée, *libres propos*..... 92 (6)

- Communication à un tiers des procédés algorithmiques utilisés par Parcoursup : pas d'atteinte au secret des délibérations pédagogiques, *aperçu rapide*..... 103 (7)
- Conditions d'accueil des harkis : la responsabilité de l'État (enfin) partiellement reconnue, *CE*, 3 oct. 2018, n° 410611 : *Juris-Data* n° 2018-016855, *commentaire*..... 2074 (12)
- Loi de programmation et de réforme de la justice : une ambition limitée pour la justice administrative, *commentaire*..... 2102 (15)
- Dérogations aux 35 heures dans la fonction publique de l'État : des pratiques pas toujours justifiées !, *aperçu rapide*..... 286 (17)
- Légalité d'une redevance pour service rendu : à quelles conditions ?, *CE*, 28 nov. 2018, n° 413839 : *Juris-Data* n° 2018-021171, *commentaire*..... 2125 (17)
- Moins de structures et de nouvelles méthodes de travail au sein de l'Administration centrale ?..... act. 361 (21)
- La réforme de l'organisation territoriale de l'État et le nouvel acte de décentralisation se précisent..... act. 362 (21)
- Le transport scolaire doit toujours se faire assis - Réformation d'une clause règlementaire illégale : une solution inédite, *TA Poitiers*, 23 mai 2019, n° 1800785 : *Juris-Data* n° 2019-008527, *commentaire*..... 2197 (26)
- Carence fautive : responsabilité pour faute de la ville de Paris, *CE*, 9 nov. 2018, n° 411626 : *Juris-Data* n° 2018-019688, *commentaire*..... 2220 (28)
- Compteurs Linky : le maire n'est décidément pas compétent !, *CE*, 11 juill. 2019, n° 426060, *aperçu rapide*..... 500 (29)
- Régime juridique des subventions : l'exclusion du recours Département Tarn et Garonne, *CE*, 29 mai 2019, n° 428040 : *Juris-Data* n° 2019-008912, *commentaire*..... 2236 (30-34)
- Restauration dans les collèges : une compétence facultative pour les départements, *CE*, 24 juin 2019, n° 409659 : *Juris-Data* n° 2019-011020, *commentaire*..... 2251 (36)
- Compteurs électriques : le transfert de compétence entraîne le transfert de propriété, *CE*, 28 juin 2019, n° 425975 : *Juris-Data* n° 2019-011062, *commentaire*..... 2254 (37)
- Réforme régionale : un bilan critique de la Cour des comptes face à des impératifs contradictoires, *aperçu rapide*..... 600 (40)
- Pour une méthodologie des expérimentations au service de l'innovation des politiques publiques, *aperçu rapide*..... 621 (41)
- Gratuité dans les transports : une décision politique aux effets nuancés, *aperçu rapide*..... 638 (42)
- Harcèlement moral : l'administration doit réparer les préjudices même en l'absence de faute de sa part, *CE*, 28 juin 2019, n° 415863 : *Juris-Data* n° 2019-011296, *commentaire*..... 2345 (48)

**Jean-Louis PERU**, avocat à la cour, GATA

- Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, *essentiel sur*..... 2217 (28)

**Mathilde PHILIP-GAY**, maître de conférences, HDR,  
en droit public à l'université Lyon 3

- Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, *commentaire*..... 2307 (43-44)

**Ghislain POISSONNIER**, magistrat

- Les conseils municipaux à l'heure du boycott des produits des colonies israéliennes : l'exemple de Clermont-Ferrand, *TA Clermont-Ferrand*, 18 oct. 2018, n° 1700337, *commentaire*..... 2002 (1)

<b>Nicolas POLGE, rapporteur public</b>	
• Poursuite des inhumations dans les cimetières fermés, CE, 9 nov. 2018, n° 416683 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-019736, <i>commentaire</i> .....	2001 (1)
<b>Francis POLIZZI, vice-président du TA de Cergy-Pontoise</b>	
• Le délai raisonnable est opposable aux recours des tiers contre une autorisation d'urbanisme, CE, 9 nov. 2018, n° 409872 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-019686, <i>commentaire</i> .....	2040 (5)
• Quelles sont les conséquences d'une non-remise en cause dans les délais de la conformité d'une construction ?, CE, 26 nov. 2018, n° 411991 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-021336, <i>commentaire</i> .....	2075 (12)
• Dans quelles circonstances l'usage d'une construction se perd-il du fait de son abandon ?, CE, 28 déc. 2018, n° 408743 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024209, <i>commentaire</i> .....	2137 (20)
• L'annulation d'un refus de permis ou d'un sursis à statuer ne déclenche pas à elle seule un nouveau délai de nature à faire naître une autorisation tacite, CE, 28 déc. 2018, n° 402321 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024208, <i>commentaire</i> .....	2138 (20)
• Le Conseil d'État confirme l'interprétation stricte qu'il fait du lien fonctionnel entre deux constructions distinctes caractérisant un ensemble immobilier unique, CE, 28 déc. 2018, n° 413955 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024213, <i>commentaire</i> .....	2139 (20)
• Va-t-on vers une restriction de l'intérêt à agir des voisins contre les autorisations d'urbanisme ?, CE, 18 mars 2019, n° 422460 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004077, <i>commentaire</i> .....	2167 (22)
• Entre prescription et refus de permis, l'autorité compétente peut-elle choisir ?, CE, 26 juin 2019, n° 412429 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-011019, <i>commentaire</i> .....	2252 (36)
• Dans quelles conditions l'illégalité d'un document d'urbanisme peut-elle entacher d'illégalité le permis de construire ?, <i>commentaire</i> .....	2367 (51-52)
<b>Matieu PONS, cofondateur de la société Dataack</b>	
• Communication électorale et réseaux sociaux, <i>entretien</i> .....	2329 (47)
<b>Vincent POTIER, Administrateur territorial</b>	
• Conclusion, <i>étude</i> .....	2070 (10-11)
<b>Laurent QUESSETTE, docteur en droit, attaché principal d'administration</b>	
• Sur la valorisation du programme de travaux dans le droit domanial de la concurrence, <i>étude</i> .....	2241 (35)
<b>Rémi RADIGUET, doctorant/enseignant vacataire à l'université de La Réunion</b>	
• Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, <i>étude</i> .....	2183 (25)
<b>Hicham RASSAFI-GUIBAL, docteur en droit public, chercheur, université du Luxembourg</b>	
• Une pierre nouvelle à la construction du régime juridique de l'administration indirecte de l'Union européenne - Sanctions administratives, accès au dossier et secrets protégés, CJUE, 13 sept. 2018, n° C-594/16 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-018221, <i>commentaire</i> .....	2146 (22)
• CJUE, 13 sept. 2018, n° C-358/16 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-017850, <i>commentaire</i> .....	2146 (22)
<b>Olivier RENAUDIE, professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (ISJPS)</b>	
• La création d'une police municipale à Paris - Une perspective juridique, <i>libres propos</i> .....	91 (6)
• Trotinettes électriques en libre-service : une délibération et des questions, <i>libres propos</i> .....	245 (15)
<b>Sophie RENAULT, maître de conférences à l'Institut d'administration des entreprises d'Orléans</b>	
• Crowdsourcing des communes françaises : contours, cas emblématiques et enjeux, <i>étude</i> .....	2355 (50)
<b>Raphaël RENEAU, docteur en droit public</b>	
• Extension de la responsabilité du fait de la garde et de ses conséquences contentieuses, CE, 18 mars 2019, n° 411462, <i>commentaire</i> .....	2317 (45)
• Les instruments juridiques du « crowdsourcing » des activités administratives « emportées par la foule » !, <i>étude</i> .....	2357 (50)
<b>Quentin RICORDEL, ATER à l'université de Limoges (OMIJ)</b>	
• Le décret du 7 février 2019, nouvelle manifestation de l'évolution constante de la justice administrative, <i>commentaire</i> .....	2103 (15)
<b>Agnès ROBLLOT-TROIZIER, déontologue de l'Assemblée nationale</b>	
• Un nouvel élan pour la déontologie parlementaire, <i>entretien</i> .....	2194 (26)
<b>Cyrille ROLLIN, avocat</b>	
• Les modalités de transfert des agents des CCI précisées, <i>aperçu rapide</i> .....	705 (46)
<b>Tiphaine ROMBAUTS-CHABROL, maître de conférences à l'université de Perpignan</b>	
• Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ?, <i>étude</i> .....	2184 (25)
<b>Sandra ROUGÉ-GUICHARD, université d'Auvergne, Centre Michel de l'Hospital, EA 4232</b>	
• Suppression de la taxe d'habitation : acte III, scène 19 - À regarder du balcon pour prendre de la hauteur, <i>libres propos</i> .....	637 (42)
<b>Christophe ROUX, professeur de droit public à l'université Jean-Moulin-Lyon 3</b>	
• Léger Elan domanial en faveur du logement, À noter également.....	2025 (4)
• Code de la commande publique et droit domanial, À noter également.....	2026 (4)
• Un « volume d'air » surplombant une dépendance du domaine public appartient au domaine privé, TA Dijon, 30 oct. 2018, n° 1702117, À noter également.....	2029 (4)
• L'encombrant « Mobilier national » : une institution (bientôt ?) placardisée, À noter également.....	2109 (16)
• L'externalisation de biens militaires au rapport, À noter également.....	2110 (16)
• Le droit de priorité des communes et EPCI ne concerne que les immeubles du domaine privé de l'État, À noter également.....	2111 (16)
• La jurisprudence CFDT Finances ne s'étend pas aux déclarations d'utilité publique, TA Poitiers, 14 mars 2019, n° 1702490 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003994, À noter également.....	2117 (16)
• Les marques culturelles ou l'or noir reclus du patrimoine immatériel public, À noter également.....	2207 (28)
• L'indemnisation d'une cession illégale de biens publics au crible des aides d'État : l'aficionados avisé en économie de marché, Trib. UE, 22 mai 2019, n° T-701/16, À noter également.....	2208 (28)

- Quand APREI en 2007, rencontre les critères domaniaux antérieurs à 2006, *CAA Lyon*, 2 sept. 2019, n° 17LY02937, À noter également..... 2284 (42)
  - Le retour des provisions : première application de la jurisprudence Électricité de Tahiti, *TA Poitiers*, 11 sept. 2019, n° 1702196 : *Juris-Data* n° 2019-015437, À noter également..... 2286 (42)
  - Au service (secret) de l'amélioration de la « condition militaire », À noter également..... 2288 (42)
- Mathieu ROUY**, *doctorant contractuel à l'université Lyon 3*
- Absence d'illégalité d'une décision d'un département de mettre fin à l'hébergement et à la mise à l'abri d'une mineure isolée, *CE*, 20 juill. 2018, n° 421870 : *Juris-Data* n° 2018-013442, À noter également..... 2091 (15)
  - Octroi du RSA pour un étranger et condition de présence sur le territoire français, *CE*, 22 oct. 2018, n° 413592 : *Juris-Data* n° 2018-018519, À noter également..... 2095 (15)
  - Interruption du délai de prescription de l'action publique en matière d'extradition en raison de la situation exceptionnelle du Kosovo, *CE*, 25 oct. 2018, n° 419865 : *Juris-Data* n° 2018-019145, À noter également..... 2098 (15)
  - Précisions sur l'obligation de motivation d'une décision de transfert d'un demandeur d'asile, *CE*, 7 déc. 2018, n° 420900 : *Juris-Data* n° 2018-022176, À noter également..... 2099 (15)
  - *CE*, 7 déc. 2018, n° 416823 : *Juris-Data* n° 2018-022088, À noter également..... 2099 (15)
  - Illégalité du refus d'un échange de permis de conduire d'un réfugié contre un permis de conduire français, *CE*, 17 déc. 2018, n° 411121 : *Juris-Data* n° 2018-023407, À noter également..... 2100 (15)
  - Précisions sur la notion de « fraude » à l'allocation pour demandeur d'asile, À noter également..... 2300 (43-44)
  - Applicabilité temporelle de la loi immigration et asile, À noter également..... 2301 (43-44)
  - Appréciation de la menace grave pour la sûreté de l'État et retrait du statut de réfugié, À noter également..... 2302 (43-44)
  - Droit de séjour, bénéfice du RSA et chômage involontaire, À noter également..... 2303 (43-44)
  - Obligation de possession d'un titre de séjour pour un travailleur détaché non européen, À noter également..... 2305 (43-44)
- Philippe S. HANSEN**
- Les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité devant le Conseil constitutionnel, *Cons. const.*, 26 oct. 2018, n° 2018-742 QPC, *commentaire*..... 2009 (2)
  - Conflit de compétences et modalités de passation d'un marché de mobilier urbain, *CE*, 30 nov. 2018, n° 414377 : *Juris-Data* n° 2018-021345, *commentaire*..... 2163 (22)
  - Les restitutions du patrimoine culturel africain à l'aune du droit de la propriété des personnes publiques, *commentaire*..... 2164 (22)
  - Les modalités de détermination des indemnités d'occupation sans titre du domaine public, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 421403 : *Juris-Data* n° 2019-011585, *commentaire*..... 2289 (42)
  - L'épilogue judiciaire de l'action en revendication de l'État portant sur le fragment du jubé de la cathédrale de Chartres, *Cass.*, 13 févr. 2019, n° 18-17.748, *commentaire*..... 2323 (46)
- Walter SALAMAND**, *avocat associé, C'M'S' Bureau Francis Lefebvre Lyon*
- Des outils d'aménagement modernes et modernisés qui ne font pas l'artisan, *étude*..... 2014 (3)
- Emmanuel SALAUN**, *chargé d'études juridiques*
- Nécessité et caractéristiques de l'enquête publique préalable aux décisions de classement/déclassement de voies communales, *essentiel sur*..... 2044 (6)
- Jean-Luc SAURON**, *maître des requêtes au Conseil d'État, professeur associé à l'université Paris IX-Dauphine*
- Droit des aides d'État - 1<sup>er</sup> septembre - 31 décembre 2018, *chronique*..... 2059 (9)
  - Droit des aides d'État - Décisions du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 avril 2019, *chronique*..... 2233 (30-34)
  - La nouvelle communication de la Commission européenne sur la récupération des aides d'État illégales et incompatibles : la Commission européenne a-t-elle vraiment les moyens de ses ambitions ?, *commentaire*..... 2290 (42)
  - Droit des aides d'État - Mai à juillet 2019, *chronique*..... 2332 (48)
- Katia de SCHOTTEN**, *magistrate des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*
- Loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, *commentaire*..... 2144 (21)
- Bertrand SEILLER**, *professeur à l'université Panthéon-Assas*
- L'ambition renouvelée du Master 2 Droit public approfondi de Paris II Panthéon-Assas, *entretien*..... 263 (16)
- Laurent SEUROT**, *professeur de droit public à l'université de Bourgogne Franche-Comté*
- Responsabilité de l'État en raison du refus de démolir un bâtiment construit sans autorisation, *CE*, 13 mars 2019, n° 408123 : *Juris-Data* n° 2019-003655, *commentaire*..... 2180 (24)
- Lucie SOURZAT**, *maître de conférences à l'université de Lille*
- Les effets du préjudice évolutif d'atteinte à la dignité du détenu sur la prescription quadriennale, *CE*, 3 déc. 2018, n° 412010 : *Juris-Data* n° 2018-022065, *commentaire*..... 2221 (28)
  - De la responsabilité d'un centre hospitalier pour le préjudice d'être né au sein d'une fratrie handicapée, *CAA Bordeaux*, 4 déc. 2018, n° 16BX02831 : *Juris-Data* n° 2018-023567, *commentaire*..... 2352 (49)
- Hélène SURREL**, *professeur, Sciences Po Lyon, IDEDH (EA 3976)*
- Condamnation des propos négationnistes d'un parlementaire, *CEDH*, 3 oct. 2019, n° 55225/14 : *Juris-Data* n° 2010-035304..... act. 656 (42)
- Olivier SUT**, *juriste chargé du contrôle de légalité des autorisations d'urbanisme dans une préfecture*
- Loi Littoral : le rôle renforcé du schéma de cohérence territoriale officialisé par la loi Elan, *pratique*..... 2084 (14)
- Marie-Suzel TABARD**, *doctorante contractuelle*
- Le droit public face à la vieillesse dépendante - Pour une application concrète des principes de dignité et de bonheur dans les établissements spécialisés, *étude*..... 2325 (46)
- Jean-Marc TALAU**, *docteur en droit, avocat*
- La clarification du régime contentieux du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, *CE*, 14 nov. 2018, n° 413246 : *Juris-Data* n° 2018-020273, *commentaire*..... 2036 (5)
  - *CE*, 14 nov. 2018, n° 409833 : *Juris-Data* n° 2018-020727, *commentaire*..... 2036 (5)

• CE, 5 déc. 2018, n° 412438 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-022805, commentaire.....	2036 (5)	• Du caractère préparatoire de mesures préalables à l'aménagement d'une ZAC, CAA Nantes, 11 janv. 2019, n° 17NT03556 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000406.....	act. 60 (4)
<b>François TAQUET</b> , professeur de Droit social (IESEG, ESCEM, Skema BS), avocat, spécialiste en droit du travail et protection sociale, directeur scientifique du réseau GESICA		• Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle, CAA Nantes, 4 janv. 2019, n° 17NT02468 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000407.....	act. 61 (4)
• La rupture conventionnelle dans la fonction publique... une équation à plusieurs inconnues, <i>étude</i> .....	2277 (41)	• L'assistant constructeur, CAA Nantes, 4 janv. 2019, n° 17NT03878 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000404.....	act. 62 (4)
<b>Fabien TESSON</b> , maître de conférences à l'université d'Angers		• Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local, CAA Nantes, 11 janv. 2019, n° 17NT00748 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000405.....	act. 63 (4)
• Limites à la possibilité de recruter un contractuel, CE, 19 déc. 2018, n° 401813 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023398.....	act. 10 (1)	• Injonction aux « gilets jaunes » bretons de quitter (notamment) leurs ronds-points !, TA Nantes, 10 janv. 2019, n° 1900069 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000403.....	act. 64 (4)
• Qualité d'agent public des architectes en chef des monuments historiques, CE, 19 déc. 2018, n° 408504 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023289.....	act. 11 (1)	• L'heure de l'interdiction de soumissionner, CE, 25 janv. 2019, n° 421844 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000855.....	act. 75 (5)
• Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires, CE, 28 déc. 2018, n° 417015 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023712.....	act. 12 (1)	• Décompte général tacite plus fort que l'avenant, CE, 25 janv. 2019, n° 423331 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000812.....	act. 76 (5)
• Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC, CE, 20 déc. 2018, n° 418637.....	act. 13 (1)	• Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation, CE, 25 janv. 2019, n° 424846 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000854.....	act. 77 (5)
• L'immunité d'exécution à l'épreuve du recours en cassation, CE, 28 déc. 2018, n° 418889.....	act. 14 (1)	• Identification de la clause d'assurance de protection juridique, CE, 25 janv. 2019, n° 423159 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000856.....	act. 78 (5)
• Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM, CE, 20 déc. 2018, n° 415991 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023430.....	act. 15 (1)	• PACS et pension de réversion, CE, 28 janv. 2019, n° 414805.....	act. 79 (5)
• Incompétence du juge administratif pour l'habilitation des sacrificateurs rituels, CE, 19 déc. 2018, n° 419773 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023403.....	act. 16 (1)	• CE, 28 janv. 2019, n° 414756 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000816.....	act. 79 (5)
• Dualité fonctionnelle du maire en matière de scolarisation, CE, 19 déc. 2018, n° 408710 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023400.....	act. 17 (1)	• Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université, CE, 18 janv. 2019, n° 426884 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000447.....	act. 80 (5)
• Inégalité dans l'allocation de rentrée scolaire, CE, 26 déc. 2018, n° 420104.....	act. 18 (1)	• Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension, CE, 25 janv. 2019, n° 424258 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000857.....	act. 81 (5)
• De l'articulation entre les différents modes de gestion des bois communaux, CE, 21 déc. 2018, n° 404912 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023408.....	act. 27 (2)	• Office du juge des référés face à une décision d'interrompre un traitement, CE, 17 janv. 2019, n° 424042 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000448.....	act. 82 (5)
• Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs, CE, 28 déc. 2018, n° 410113 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024211.....	act. 28 (2)	• Application dans le temps des dispositions relatives aux délais de recours, CE, 30 janv. 2019, n° 420797.....	act. 93 (6)
• Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile, CE, 28 déc. 2018, n° 410347 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024004.....	act. 29 (2)	• La nationalité par mariage peut être mise en échec notamment en cas d'indignité (C. civ., art. 21-4), CE, 30 janv. 2019, n° 417548.....	act. 94 (6)
• Missions confiées par le CNFPT à un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé, CE, 28 déc. 2018, n° 411695 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024005.....	act. 30 (2)	• De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPA présente une fiche « S », CE, 30 janv. 2019, n° 416013.....	act. 95 (6)
• Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes, CE, 21 déc. 2018, n° 409678 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023424.....	act. 31 (2)	• Ouverture de la protection fonctionnelle aux agents recrutés à l'étranger sous droit local, CE, 1 <sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694.....	act. 96 (6)
• Référé-suspension en matière de prolongation de l'ASE pour jeunes majeurs, CE, 21 déc. 2018, n° 421323.....	act. 32 (2)	• Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires et consultation de la commission administrative paritaire, CE, 30 janv. 2019, n° 409384.....	act. 97 (6)
• ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité, CE, 21 déc. 2018, n° 420393.....	act. 33 (2)	• Lanceur de balles de défense, le bien nommé, CE, 1 <sup>er</sup> févr. 2019, n° 427386.....	act. 98 (6)
• Revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du RSA, CE, 28 déc. 2018, n° 412401 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024049.....	act. 34 (2)	• La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution peut être le français exclusivement, CE, 8 févr. 2019, n° 420296.....	act. 105 (7)
• Immeuble sans destination et permis de construire, CE, 28 déc. 2018, n° 408743 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024209.....	act. 35 (2)	• Mutation et motivation de la délibération du conseil académique, CE, 30 janv. 2019, n° 412159 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001467.....	act. 106 (7)
• L'annulation du refus du permis de construire ne vaut autorisation tacite, CE, 28 déc. 2018, n° 402321 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024208.....	act. 36 (2)	• Publicité de la création ou de la vacance de poste, CE, 6 févr. 2019, n° 414066 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001651.....	act. 107 (7)
• Le lien fonctionnel du permis de construire unique, CE, 28 déc. 2018, n° 413955 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024213.....	act. 37 (2)	• Identification d'un accident de service, CE, 6 févr. 2019, n° 415975 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-001646.....	act. 108 (7)
• Intérêt à agir contre le certificat de projet, CAA Bordeaux, 27 déc. 2018, n° 17BX00034 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024515.....	act. 45 (3)		

- Du retrait implicite d'une sanction en matière disciplinaire, *CE*, 8 févr. 2019, n° 409669 : *Juris-Data* n° 2019-001658..... **act. 109** (7)
- De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue, *CE*, 4 févr. 2019, n° 417047 : *Juris-Data* n° 2019-001514..... **act. 110** (7)
- L'État est seul compétent pour agir en justice à propos des décisions rendues en matière d'APL, *CE*, 4 févr. 2019, n° 415561 : *Juris-Data* n° 2019-001625..... **act. 111** (7)
- Attaque du constructeur par la victime après réception sans réserve des travaux, *CE*, 6 févr. 2019, n° 414064 : *Juris-Data* n° 2019-001655..... **act. 112** (7)
- Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane, *Cons. const.*, 15 févr. 2019, n° 2018-764 QPC..... **act. 119** (8)
- Des conventions de prêt aux partis politiques comme documents administratifs communicables sous conditions, *CE*, 13 févr. 2019, n° 420467 : *Juris-Data* n° 2019-001979..... **act. 120** (8)
- La prohibition des moyens nouveaux, échu un certain délai, est propre à chaque instance, *CE*, 13 févr. 2019, n° 425568 : *Juris-Data* n° 2019-001992..... **act. 121** (8)
- La légalité du décret « JADE » examinée par son concepteur, *CE*, 13 févr. 2019, n° 406606..... **act. 122** (8)
- Transmission des requêtes et pièces par voie électronique : attention à l'intitulé des signets, *CE*, 6 févr. 2019, n° 415582 : *Juris-Data* n° 2019-001648..... **act. 123** (8)
- Précisions sur la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État, *CE*, 15 févr. 2019, n° 416590 : *Juris-Data* n° 2019-001983..... **act. 124** (8)
- Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie, *CE*, 13 févr. 2019, n° 422283 : *Juris-Data* n° 2019-001990..... **act. 125** (8)
- L'illégalité contagieuse du document d'urbanisme, *CE*, 18 févr. 2019, n° 414233..... **act. 126** (8)
- Électricité : l'ordre judiciaire l'emporte si le contrat litigieux n'est pas l'accessoire du contrat d'achat de l'électricité, *T. confl.*, 11 févr. 2019, n° C4148 : *Juris-Data* n° 2019-002053..... **act. 147** (9)
- Autorisation d'exploiter une installation de production électrique par contrat : l'association lésée, *CE*, 25 févr. 2019, n° 412493 : *Juris-Data* n° 2019-002640..... **act. 148** (9)
- Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement, *CE*, 18 févr. 2019, n° 417021 : *Juris-Data* n° 2019-002512..... **act. 149** (9)
- Le principe de précaution étendue aux activités d'extraction de sable marin, *CE*, 25 févr. 2019, n° 410170 : *Juris-Data* n° 2019-002641..... **act. 150** (9)
- Appel contre les jugements relatifs aux décisions octroyant le concours de la force publique, *CE*, 20 févr. 2019, n° 423024 : *Juris-Data* n° 2019-002509..... **act. 151** (9)
- Procédure en matière de contentieux sociaux et communication de l'ensemble du dossier, *CE*, 18 févr. 2019, n° 414022 : *Juris-Data* n° 2019-002510..... **act. 152** (9)
- Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant, *CE*, 20 févr. 2019, n° 422499 : *Juris-Data* n° 2019-002508..... **act. 153** (9)
- Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout, *CE*, 18 févr. 2019, n° 416043 : *Juris-Data* n° 2019-002511..... **act. 154** (9)
- Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment, *CE*, 25 févr. 2019, n° 416610 : *Juris-Data* n° 2019-002639..... **act. 155** (9)
- Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant, *CE*, 27 févr. 2019, n° 410537 : *Juris-Data* n° 2019-002864..... **act. 163** (10-11)
- Le terme du contrat trouble le contentieux de la résiliation, *CE*, 27 févr. 2019, n° 414114 : *Juris-Data* n° 2019-002860..... **act. 164** (10-11)
- Le doute pénal ne profite pas au candidat à l'asile, *CE*, 28 févr. 2019, n° 414821 : *Juris-Data* n° 2019-002908..... **act. 165** (10-11)
- Jurisprudence Czabaj et contestation par voie d'exception d'un acte administratif individuel, *CE*, 27 févr. 2019, n° 418950 : *Juris-Data* n° 2019-002912..... **act. 166** (10-11)
- La réaffirmation du caractère subsidiaire du référé conservatoire, *CE*, 28 févr. 2019, n° 424005 : *Juris-Data* n° 2019-002911..... **act. 167** (10-11)
- Avocat absent, requérant oui, *CE*, 27 févr. 2019, n° 404966 : *Juris-Data* n° 2019-002870..... **act. 168** (10-11)
- Compétence de la section disciplinaire pour des faits commis en dehors de l'établissement, *CE*, 27 févr. 2019, n° 410644 : *Juris-Data* n° 2019-002863..... **act. 169** (10-11)
- Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg, *CE*, 13 mars 2019, n° 418994 : *Juris-Data* n° 2019-003687..... **act. 175** (12)
- La loi du pays promulguée n'est plus illégale, *CE*, 13 mars 2019, n° 426435 : *Juris-Data* n° 2019-003723..... **act. 176** (12)
- Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences, *CE*, 15 mars 2019, n° 413584 : *Juris-Data* n° 2019-003863..... **act. 177** (12)
- Pas d'édifice culturel dans un local communal, *CE*, 7 mars 2019, n° 417629 : *Juris-Data* n° 2019-003344..... **act. 178** (12)
- Invocabilité des directives de 2001 et 2011 sur l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement : pas au stade de la concertation préalable l, *CE*, 13 mars 2019, n° 414930 : *Juris-Data* n° 2019-003659..... **act. 179** (12)
- Contrôle de l'étude d'impact d'une demande d'autorisation pour une installation classée, *CE*, 13 mars 2019, n° 418949 : *Juris-Data* n° 2019-003665..... **act. 180** (12)
- Précisions sur l'imputabilité d'une maladie au service, *CE*, 13 mars 2019, n° 407795 : *Juris-Data* n° 2019-003656..... **act. 181** (12)
- Appréciation de l'utilité de la mesure dans le cadre du référé constat, *CE*, 13 mars 2019, n° 418101 : *Juris-Data* n° 2019-003660..... **act. 182** (12)
- Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement, *CE*, 15 mars 2019, n° 414751 : *Juris-Data* n° 2019-003721..... **act. 183** (12)
- Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension, *CE*, 13 mars 2019, n° 420514 : *Juris-Data* n° 2019-003693..... **act. 184** (12)
- Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés, *CE*, 13 mars 2019, n° 406867 : *Juris-Data* n° 2019-003657..... **act. 185** (12)
- Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État, *CE*, 13 mars 2019, n° 418469 : *Juris-Data* n° 2019-003663..... **act. 186** (12)
- Irrégularité de l'enquête publique, à qui la faute ?, *CE*, 13 mars 2019, n° 418170 : *Juris-Data* n° 2019-003662..... **act. 187** (12)
- La démolition n'est jamais une fatalité, *CE*, 13 mars 2019, n° 408123 : *Juris-Data* n° 2019-003655..... **act. 188** (12)
- Communication du protocole transactionnel : oui, mais, *CE*, 18 mars 2019, n° 403465 : *Juris-Data* n° 2018-020137..... **act. 205** (13)
- Contrôle des décisions du comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE, *CE*, 18 mars 2019, n° 410628..... **act. 206** (13)

• Caractère réglementaire d'une mesure favorable, <i>CE</i> , 20 mars 2019, n° 404405 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004121.....	act. 207 (13)	• Une délégation négociée en commission, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 425373.....	act. 250 (15)
• La publication d'une circulaire sur un support dématérialisé peut être suffisante, <i>CE</i> , 20 mars 2019, n° 401774 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004122.....	act. 208 (13)	• Majoration d'office d'une astreinte provisoire prononcée contre l'administration, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 405532 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004999.....	act. 251 (15)
• Du droit d'opposition à la collecte des données à caractère personnel, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 406313 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004085.....	act. 209 (13)	• Le juge annulé reste impartial, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 426830.....	act. 252 (15)
• Cahiers des clauses, le juge du fond souverain, <i>CE</i> , 15 mars 2019, n° 416571 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003730.....	act. 210 (13)	• Choix entre la déduction forfaitaire ou les frais réels pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 421160 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005213.....	act. 253 (15)
• L'offre - globalement - anormalement basse, <i>CE</i> , 13 mars 2019, n° 425191 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003860.....	act. 211 (13)	• L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 427729.....	act. 254 (15)
• Renouvellement de la prolongation d'activité d'un praticien hospitalier, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 414219 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004082.....	act. 212 (13)	• La péréquation garantie des communes nouvelles, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 412701 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005531.....	act. 271 (16)
• Les décisions implicites czabajisées, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 417270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004138.....	act. 213 (13)	• Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et le déferé préfectoral, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 418906 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005605.....	act. 272 (16)
• Faute, cause exclusive du dommage et réparation intégrale du préjudice, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 417635 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004080.....	act. 214 (13)	• Conditions de maintien de l'autorisation de création d'une installation nucléaire, <i>CE</i> , 11 avr. 2019, n° 413548 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005586.....	act. 273 (16)
• Responsabilité des services de santé, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 418985 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004078.....	act. 215 (13)	• Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation, <i>CE</i> , 11 avr. 2019, n° 411903 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005666.....	act. 274 (16)
• Faculté encadrée du pouvoir d'injonction en matière de responsabilité sans faute, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 411462.....	act. 216 (13)	• Délai de recours et maladie contractée en service : les fonctions publiques se distinguent, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 426281 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005217.....	act. 275 (16)
• Prise en charge d'un jeune étranger en situation irrégulière, <i>CE</i> , 15 mars 2019, n° 422488 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-003736.....	act. 217 (13)	• Compétences ministérielles et décharge syndicale de service, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 410956 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005228.....	act. 276 (16)
• Nouvelle précision sur l'intérêt à agir d'un voisin contre une autorisation d'urbanisme, <i>CE</i> , 18 mars 2019, n° 422460 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004077.....	act. 218 (13)	• Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1), <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 420608 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005221.....	act. 277 (16)
• Emploi supérieur à la décision du Gouvernement et nomination au poste de consul, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 424394 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004567.....	act. 231 (14)	• Prise en compte (ou non !) des droits d'ancienneté militaire, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 413252 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005599.....	act. 278 (16)
• Droit au recours contre les valeurs locatives, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 427758.....	act. 232 (14)	• Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2), <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 413712 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005215.....	act. 279 (16)
• Qualification d'enseigne, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 416919.....	act. 233 (14)	• L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 411961 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005602.....	act. 280 (16)
• Liaison du contentieux : le Conseil d'État défait partiellement son décret JADE, <i>CE</i> , 27 mars 2019, n° 426472 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004524.....	act. 234 (14)	• Conditions de l'octroi de la pension de réversion pour l'enfant de plus de 21 ans atteint d'une infirmité, <i>CE</i> , 10 avr. 2019, n° 412651 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005601.....	act. 281 (16)
• La chronologie de l'instruction, <i>CE</i> , 1 <sup>er</sup> avr. 2019, n° 422807.....	act. 235 (14)	• L'office du juge de l'urbanisme commercial, <i>CE</i> , 15 avr. 2019, n° 425854.....	act. 282 (16)
• « Satisfaction totale ou partielle » : des conclusions au sens indéterminé, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 415103 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004560.....	act. 236 (14)	• Constitutionnalité de la validation des conventions relatives à l'accès aux réseaux conclues entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs d'électricité, <i>Cons. const.</i> , 19 avr. 2019, n° 2019-776 QPC.....	act. 288 (17)
• Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction, <i>CE</i> , 26 mars 2019, n° 428371 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004535.....	act. 237 (14)	• Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement, <i>Cons. const.</i> , 19 avr. 2019, n° 2019-777 QPC.....	act. 289 (17)
• Le contentieux du droit au logement et les recours indemnitaires afférents, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 414709 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004568.....	act. 238 (14)	• Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique, <i>CE</i> , 17 avr. 2019, n° 422575 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-006128.....	act. 290 (17)
• Compétence du préfet en cas de saisie d'armes, <i>CE</i> , 28 mars 2019, n° 421468 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004558.....	act. 239 (14)	• La contestation du titre exécutoire n'est toujours pas éternelle, <i>CE</i> , 16 avr. 2019, n° 422004 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-006179.....	act. 291 (17)
• Les avancées de la protection fonctionnelle, <i>étude</i> .....	2087 (14)		
• Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer, <i>CE</i> , 5 avr. 2019, n° 416542 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-005220.....	act. 247 (15)		
• Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée, <i>CE</i> , 4 avr. 2019, n° 429370 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-004920.....	act. 248 (15)		
• Les marchés globaux hors du champ de l'allotissement, <i>CE</i> , 8 avr. 2019, n° 426096.....	act. 249 (15)		

- Non applicabilité des voies d'exécution judiciaire hors domaine public mais en présence du service public, *CE*, 16 avr. 2019, n° 426074 : *Juris-Data* n° 2019-006132 ..... **act. 292** (17)
- Contrôle des décisions d'attribution des aides au cinéma, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419910 : *Juris-Data* n° 2019-006517 ..... **act. 302** (18-19)
- Taxe d'aménagement, un taux éternel, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417980 : *Juris-Data* n° 2019-006374 ..... **act. 303** (18-19)
- L'amortissement d'usage d'un bien singulier, *CE*, 24 avr. 2019, n° 411242 : *Juris-Data* n° 2019-006419 ..... **act. 304** (18-19)
- Procédure consultative en cas de retrait d'une communauté de communes, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419842 : *Juris-Data* n° 2019-006518 ..... **act. 305** (18-19)
- Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire, *CE*, 24 avr. 2019, n° 409270 : *Juris-Data* n° 2019-006522 ..... **act. 306** (18-19)
- Conditions de la perte du droit d'eau, *CE*, 24 avr. 2019, n° 420764 : *Juris-Data* n° 2019-006515 ..... **act. 307** (18-19)
- Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417175 : *Juris-Data* n° 2019-006519 ..... **act. 308** (18-19)
- La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur, *CE*, 30 avr. 2019, n° 426698 : *Juris-Data* n° 2019-006915 ..... **act. 321** (20)
- Le barrage du décompte général et définitif, *CE*, 6 mai 2019, n° 420765 : *Juris-Data* n° 2019-007363 ..... **act. 322** (20)
- Non rétroactivité des décisions d'admission à la retraite, *CE*, 6 mai 2019, n° 418482 : *Juris-Data* n° 2019-007304 ..... **act. 323** (20)
- Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU, *CE*, 6 mai 2019, n° 408531 : *Juris-Data* n° 2019-007323 ..... **act. 324** (20)
- Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt, *CE*, 6 mai 2019, n° 413615 : *Juris-Data* n° 2019-007313 ..... **act. 325** (20)
- L'ONIAM face à ses créances, *CE*, 9 mai 2019, n° 426321 : *Juris-Data* n° 2019-007535 ..... **act. 326** (20)
- L'ONIAM face à ses créances... de sang, *CE*, 9 mai 2019, n° 426365 ..... **act. 327** (20)
- Il faut consentir aux soins... sauf s'ils sont obligatoires à l'instar des 11 vaccinations nouvelles, *CE*, 6 mai 2019, n° 419242 : *Juris-Data* n° 2019-007299 ..... **act. 328** (20)
- Les 11 vaccins obligatoires peuvent, en l'état des connaissances scientifiques, utiliser des adjuvants aluminiques, *CE*, 6 mai 2019, n° 415694 : *Juris-Data* n° 2019-007301 ..... **act. 329** (20)
- Distinction entre publicités, enseignes et préenseignes, *TA Paris*, 3 mai 2019, n° 1719904 : *Juris-Data* n° 2019-007112 ..... **act. 330** (20)
- Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond, *CE*, 15 mai 2019, n° 428478 : *Juris-Data* n° 2019-007711 ..... **act. 346** (21)
- Plein contrôle des juges du fond sur la bonne foi d'un demandeur de logement prioritaire, *CE*, 13 mai 2019, n° 417190 : *Juris-Data* n° 2019-007844 ..... **act. 347** (21)
- Motivation de la décision refusant de reconnaître l'imputabilité au service d'un accident, *TA Bordeaux*, 7 mai 2019, n° 1701712 : *Juris-Data* n° 2019-007710 ..... **act. 350** (21)
- Droits de la défense devant le conseil de discipline, *TA Poitiers*, 7 mai 2019, n° 1700566 : *Juris-Data* n° 2019-007703 ..... **act. 351** (21)
- Les recommandations du Défenseur des droits placées en dehors du champ contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 414410 : *Juris-Data* n° 2019-008469 ..... **act. 372** (22)
- RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 423273 : *Juris-Data* n° 2019-008460 ..... **act. 373** (22)
- La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence, *CE*, 22 mai 2019, n° 423230 : *Juris-Data* n° 2019-008464 ..... **act. 374** (22)
- Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne, *CE*, 29 mai 2019, n° 428040 : *Juris-Data* n° 2019-008912 ..... **act. 388** (23)
- Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social, *CE*, 3 juin 2019, n° 415040 ..... **act. 389** (23)
- Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social, *CE*, 29 mai 2019, n° 419424 : *Juris-Data* n° 2019-008937 ..... **act. 390** (23)
- Contrôle du refus d'une allocation, *CE*, 29 mai 2019, n° 417467 : *Juris-Data* n° 2019-008938 ..... **act. 391** (23)
- Aide sociale à l'enfance : l'examen individuel ne peut être sacrifié par l'édition de critères du département, *CE*, 29 mai 2019, n° 417406 : *Juris-Data* n° 2019-008939 ..... **act. 392** (23)
- La seconde chance de l'avis soumis au public, *CE*, 27 mai 2019, n° 420554 : *Juris-Data* n° 2019-008914 ..... **act. 393** (23)
- L'amiante, un document de communication, *CE*, 7 juin 2019, n° 422569 : *Juris-Data* n° 2019-009678 ..... **act. 406** (24)
- Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales, *CE*, 7 juin 2019, n° 414426 : *Juris-Data* n° 2019-009680 ..... **act. 407** (24)
- Examen d'une QPC par le Conseil d'État nonobstant son incompétence interne, *CE*, 3 juin 2019, n° 424377 ..... **act. 408** (24)
- Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints, *CE*, 3 juin 2019, n° 414098 : *Juris-Data* n° 2019-009517 ..... **act. 409** (24)
- Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation, *CE*, 5 juin 2019, n° 424886 : *Juris-Data* n° 2019-009772 ..... **act. 410** (24)
- Précisions sur l'expérimentation mise en place par le pouvoir réglementaire autonome, *CE*, 17 juin 2019, n° 421871 ..... **act. 420** (25)
- Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement, *CE*, 14 juin 2019, n° 411444 : *Juris-Data* n° 2019-009982 ..... **act. 421** (25)
- Dans le jury de concours académique : l'ancien amant ? Oui ! L'ancien directeur de thèse ? Non !, *CE*, 12 juin 2019, n° 409394 : *Juris-Data* n° 2019-009929 ..... **act. 422** (25)
- La responsabilité ignore le délai raisonnable de recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413097 ..... **act. 423** (25)
- Contrôle en cassation sur une ordonnance relative au maintien des conclusions, *CE*, 17 juin 2019, n° 419770 ..... **act. 424** (25)
- Précisions sur la présentation des pièces jointes en série transmises via Télérecours, *CE*, 14 juin 2019, n° 420861 : *Juris-Data* n° 2019-009981 ..... **act. 425** (25)
- Contrôle sur la nomination du président de Polytechnique, *CE*, 17 juin 2019, n° 424326 : *Juris-Data* n° 2019-009984 ..... **act. 426** (25)
- Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction, *CE*, 17 juin 2019, n° 427921 ..... **act. 427** (25)
- Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ?, *CE*, 17 juin 2019, n° 410876 ..... **act. 428** (25)
- Compétence et décision administrative portant atteinte à la propriété privée, *CE*, 14 juin 2019, n° 414458 : *Juris-Data* n° 2019-009986 ..... **act. 429** (25)
- La prise en compte des manquements actuels et passés du candidat, *CE*, 24 juin 2019, n° 428866 ..... **act. 446** (26)

- De la rémunération d'un fonctionnaire déchargé pour motif syndical, *CE, 4 juin 2019, n° 426404 : Juris-Data n° 2019-010218*..... **act. 447** (26)
- Délai et comportement de l'administration relatif aux conditions d'exercice du droit au recours, *CE, 17 juin 2019, n° 413797 : Juris-Data n° 2019-010508*..... **act. 448** (26)
- Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur, *CE, 24 juin 2019, n° 407059*..... **act. 449** (26)
- Non appréciation préfectorale de la validité du commandement de quitter les lieux, *CE, 17 juin 2019, n° 414002 : Juris-Data n° 2019-010507*..... **act. 450** (26)
- Restauration en collège : le service public qu'on croyait facultatif !, *CE, 24 juin 2019, n° 409659*..... **act. 451** (26)
- Toute la taxe d'aménagement pour un débiteur, *CE, 19 juin 2019, n° 413967 : Juris-Data n° 2019-010438*..... **act. 452** (26)
- Loi ESSOC : l'expérimentation du rescrit juridictionnel est conforme à la Constitution, *Cons. const., 28 juin 2019, n° 2019-794 QPC*..... **act. 464** (27)
- Contrôle de deux lois organique et ordinaire relatives à la Polynésie française, *Cons. const., 27 juin 2019, n° 2019-784 DC*..... **act. 465** (27)
- Transparence et compétence administratives pour constater la non-communication des relevés de comptes d'IRFM : l'acte de Gouvernement bien vivant, *CE, 27 juin 2019, n° 427725 : Juris-Data n° 2019-011057*..... **act. 466** (27)
- Notion de recettes publiques quand la perception en est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ?, *CE, 26 juin 2019, n° 417386 : Juris-Data n° 2019-011016*..... **act. 467** (27)
- Intrusion d'une commune dans les compétences transférées à un EPCI (à propos du compteur Linky), *CE, 28 juin 2019, n° 425975 : Juris-Data n° 2019-011062*..... **act. 468** (27)
- Le vice du consentement ne se cache pas dans la méthode de notation, *CE, 28 juin 2019, n° 420776 : Juris-Data n° 2019-011066*..... **act. 469** (27)
- Une évaluation environnementale pour toutes les unités touristiques nouvelles, *CE, 26 juin 2019, n° 414931 : Juris-Data n° 2019-011018*..... **act. 470** (27)
- ICPE et pouvoir du préfet, *CE, 26 juin 2019, n° 413898 : Juris-Data n° 2019-011030*..... **act. 471** (27)
- Application dans le temps de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, *CE, 26 juin 2019, n° 416924 : Juris-Data n° 2019-011029*..... **act. 472** (27)
- Cumul de responsabilité en cas de harcèlement moral, *CE, 28 juin 2019, n° 415863 : Juris-Data n° 2019-011296*..... **act. 473** (27)
- Appréciation des conditions du bénéfice d'un CDI, *CE, 28 juin 2019, n° 421458 : Juris-Data n° 2019-011065*..... **act. 474** (27)
- Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État, *CE, 28 juin 2019, n° 422920 : Juris-Data n° 2019-011064*..... **act. 475** (27)
- Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention, *CE, 28 juin 2019, n° 416735 : Juris-Data n° 2019-011067*..... **act. 476** (27)
- Refus de permis de construire et atteinte nécessairement insurmontable à la sécurité, *CE, 26 juin 2019, n° 412429 : Juris-Data n° 2019-011019*..... **act. 477** (27)
- L'illégalité du taux de l'impôt local, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 427067 : Juris-Data n° 2019-011515*..... **act. 485** (28)
- La volonté du propriétaire détermine le classement de la parcelle en terrain à bâtir, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 423609 : Juris-Data n° 2019-011513*..... **act. 486** (28)
- Recours contre la validité du contrat (Béziers I) : action ouverte pendant toute sa durée d'exécution, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 412243 : Juris-Data n° 2018-011826*..... **act. 487** (28)
- Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 421403 : Juris-Data n° 2019-011585*..... **act. 488** (28)
- L'acqureur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 420200 : Juris-Data n° 2019-011587*..... **act. 489** (28)
- Application de la jurisprudence Guisset aux arrrages d'une pension de retraite, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 413995 : Juris-Data n° 2019-011824*..... **act. 490** (28)
- L'avantage du quartier urbain à problèmes pour les fonctionnaires de l'État, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 424794 : Juris-Data n° 2019-011584*..... **act. 491** (28)
- Discipline et recevabilité des pourvois en cassation, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 411263 : Juris-Data n° 2019-011827*..... **act. 492** (28)
- Du contrôle par le juge des enquêtes conduites sur les bénéficiaires du RSA, *CE, 8 juill. 2019, n° 422162*..... **act. 493** (28)
- Motivation et droit de la défense en matière de répétition de l'indu du RSA, *CE, 8 juill. 2019, n° 420732*..... **act. 494** (28)
- Du calcul de la distance minimum entre un débit de boissons et un établissement protégé, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 419287 : Juris-Data n° 2019-011588*..... **act. 495** (28)
- Permis de construire modificatif : l'avis des pompiers rouvre l'instruction, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418110 : Juris-Data n° 2019-011588*..... **act. 496** (28)
- L'exemption facultative de logements sociaux, *CE, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418568 : Juris-Data n° 2019-011589*..... **act. 497** (28)
- Convention entre une collectivité et un éco-organisme en charge des DDS : des relations contractuelles sous un régime exorbitant, *T. confl., 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 4162*..... **act. 501** (29)
- Une majoration illégale de redevances, *CE, 11 juill. 2019, n° 422577*..... **act. 502** (29)
- Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation, *CE, 11 juill. 2019, n° 417168 : Juris-Data n° 2019-012265*..... **act. 503** (29)
- Précisions sur ce que recouvrent les litiges en matière de pension, *CE, 10 juill. 2019, n° 416754 : Juris-Data n° 2019-012204*..... **act. 504** (29)
- L'affectation non exclusive à une activité agricole, *CE, 12 juill. 2019, n° 422542 : Juris-Data n° 2019-012267*..... **act. 505** (29)
- Le Conseil d'État rejette le recours de M<sup>me</sup> Le Pen contre l'appréciation de la HATVP sur sa déclaration de patrimoine, *CE, 19 juill. 2019, n° 426389*..... **act. 518** (30-34)
- Compétence et procédure pour le contentieux relatif à l'admission à l'aide sociale, *CE, 18 juill. 2019, n° 419964 : Juris-Data n° 2018-022731*..... **act. 519** (30-34)
- Le parent hors la loi de la GPA, mais pas l'enfant, *CE, 31 juill. 2019, n° 411984*..... **act. 542** (35)
- Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées), *CE, 24 juill. 2019, n° 427638*..... **act. 543** (35)
- Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle, *CE, 24 juill. 2019, n° 427192*..... **act. 544** (35)
- Majorations après plafonds des indemnités des conseillers municipaux, *CE, 24 juill. 2019, n° 411004*..... **act. 545** (35)
- Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc, *CE, 24 juill. 2019*..... **act. 546** (35)
- *CE, 24 juill. 2019, n° 416862*..... **act. 546** (35)
- Légalité du décret prolongeant la durée de validité des autorisations de défrichement, *CE, 24 juill. 2019, n° 425973*..... **act. 547** (35)
- Protection fonctionnelle appréciée in concreto et par droit de réponse médiatique, *CE, 24 juill. 2019*..... **act. 548** (35)

• Fonctionnaire privé, dans l'étude de sa situation, de « garanties » au sens de la jurisprudence Danthony, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417902.....	act. 549 (35)	• Congé de longue maladie et décision de maintien en activité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 423639 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016016.....	act. 607 (40)
• Utilité et légalité d'une liste complémentaire de lauréats d'un concours d'emploi public, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 408358.....	act. 550 (35)	• Pas de pouvoir du président d'université de ne pas donner suite à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 422962 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015767.....	act. 608 (40)
• Une demande abusive de mémoire récapitulatif, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 423177.....	act. 551 (35)	• Pensions, remariage, indu et prescription, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420406 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016003.....	act. 609 (40)
• La clôture d'instruction n'efface pas le débat, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 419598.....	act. 552 (35)	• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419659 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015996.....	act. 609 (40)
• Une copie de la décision contestée dans le dossier de première instance suffit, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 420423.....	act. 553 (35)	• <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 420489 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016009.....	act. 609 (40)
• Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'Etat, <i>CE</i> , 31 juill. 2019, n° 420460.....	act. 554 (35)	• Pour la mise en oeuvre du RIFSEEP, l'ENM est une administration déconcentrée !, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 422437 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016469.....	act. 610 (40)
• <i>CE</i> , 31 juill. 2019, n° 417109.....	act. 554 (35)	• Obligation de faire naître une décision administrative préalable et référé-provision, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 427923 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016211.....	act. 611 (40)
• La perte de revenus de la jeune victime, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 408624.....	act. 555 (35)	• Les travaux continuent malgré le PLU méconnu, <i>CE</i> , 23 sept. 2019, n° 424270 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016206.....	act. 612 (40)
• Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 421189.....	act. 556 (35)	• Les câbles des éoliennes ne sont pas une construction, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 417870 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016531.....	act. 613 (40)
• Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 426527.....	act. 557 (35)	• Article L. 600-3 du Code de l'urbanisme : le nouveau délai du référé suspension, pour maintenant, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 429680 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016440.....	act. 614 (40)
• Des concubins peuvent être débiteurs solidaires d'un indu versé au titre du RMI, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417399.....	act. 558 (35)	• Reconstitution non obligatoire d'archives publiques.....	act. 623 (41)
• Légalité sans inégalité du « nouveau » baccalauréat même dans les établissements hors contrat, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 424260.....	act. 559 (35)	• La prescription d'assiette des créances publiques.....	act. 624 (41)
• Incidences de la nature réglementaire des clauses du cahier des charges d'un lotissement, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 430362.....	act. 560 (35)	• Responsabilité publique, potentiellement engagée à double titre, lors du blocage continu d'un domaine public portuaire.....	act. 625 (41)
• Suspension de l'exécution d'une décision de préemption, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 428552.....	act. 561 (35)	• Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement.....	act. 626 (41)
• Organisation danthonysée (sic) du service public judiciaire, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 418061.....	act. 568 (36)	• Critères supplémentaires en matière de mutation.....	act. 627 (41)
• La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 414353 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013610.....	act. 569 (36)	• Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden.....	act. 628 (41)
• Légalité - presque obsolète - de la limitation de vitesse à 80 km/h ou la mise en avant de trois phénomènes bidirectionnels (les routes, la décision politique et le Conseil d'Etat), <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 421603 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013427.....	act. 570 (36)	• Précisions contentieuses sur le contentieux des chèques énergie.....	act. 629 (41)
• Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel, <i>CE</i> , 24 juill. 2019, n° 417915 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-013451.....	act. 571 (36)	• Malgré la « phobie administrative », pour bénéficier d'aides sociales, il convient a minima de les solliciter !.....	act. 630 (41)
• Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale », <i>CE</i> , 3 sept. 2019, n° 434072 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015064.....	act. 579 (37)	• La protection relative des autorisations de lotir.....	act. 631 (41)
• Police en matière d'aires d'accueil des gens du voyage : censure « en tant que ne pas », <i>Cons. const.</i> , 27 sept. 2019, n° 2019-805 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016540.....	act. 601 (40)	• L'indifférence de la source d'illégalité du document d'urbanisme.....	act. 632 (41)
• Le sous-traitant et le mandataire du maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 18 sept. 2019, n° 425716 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015772.....	act. 602 (40)	• Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble.....	act. 633 (41)
• Règlement de consultation : l'utilité de l'information n'emporte pas forcément la nécessité, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 421075 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016014.....	act. 603 (40)	• Pas de discrimination quand la différence de traitement bénéficie à ceux qui la contestent, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 418521 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017431.....	act. 640 (42)
• La conciliation n'exclut pas les prérogatives de l'acheteur public, <i>CE</i> , 20 sept. 2019, n° 419381 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-015991.....	act. 604 (40)	• Soins psychiatriques sans consentement sous traitement informatique, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 421329 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017174.....	act. 641 (42)
• Autorité compétente en matière d'évaluation environnementale, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 427145 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016526.....	act. 605 (40)	• Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence, <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 422992.....	act. 642 (42)
• Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE, <i>CE</i> , 25 sept. 2019, n° 418658 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016530.....	act. 606 (40)	• Le juge de l'intérêt général sauve une privatisation ruineuse, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 430538 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017522.....	act. 643 (42)
		• L'évaluation environnementale du PLU couvre le projet, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 420804 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017386.....	act. 644 (42)
		• Exploitation des installations éoliennes : plénitude de juridiction des CAA, <i>CE</i> , 9 oct. 2019, n° 432722 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-017373.....	act. 645 (42)

- Contrariété au principe d'égalité de l'article R. 35 du Code des pensions, *CE*, 9 oct. 2019, n° 416771 : *Juris-Data* n° 2019-017521..... **act. 646** (42)
- Faisceau d'indices pour obtenir la transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422874 : *Juris-Data* n° 2019-017379..... **act. 647** (42)
- Faisceau d'indices et durée nécessaire de services publics effectifs auprès d'un employeur unique, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422866 : *Juris-Data* n° 2019-017380..... **act. 648** (42)
- Différence de traitement et bénéfice d'un départ anticipé à la retraite, *CE*, 9 oct. 2019, n° 428634 : *Juris-Data* n° 2019-017375..... **act. 649** (42)
- Le Conseil d'État au secours de la bonification de dépaysement, *CE*, 9 oct. 2019, n° 416334 : *Juris-Data* n° 2019-017387..... **act. 650** (42)
- Clôture d'inscription par Télérecours et non prise en compte conséquente d'un mémoire arrivé à tort 45 minutes plus tard, *CE*, 9 oct. 2019, n° 422712 : *Juris-Data* n° 2019-017382..... **act. 651** (42)
- Descartes au Conseil d'État, *CE*, 4 oct. 2019, n° 423647 : *Juris-Data* n° 2019-017074..... **act. 652** (42)
- Sanction au coeur du service public footballistique néo-calédonien, *CE*, 9 oct. 2019, n° 421367 : *Juris-Data* n° 2019-017385..... **act. 653** (42)
- Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom..... **act. 664** (43-44)
- Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif »..... **act. 665** (43-44)
- Recouvrement affouagiste d'office..... **act. 666** (43-44)
- DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667** (43-44)
- Exigences liées à Télérecours et contentieux sociaux..... **act. 668** (43-44)
- L'affichage indifférent à la légalité du projet..... **act. 669** (43-44)
- La disparition implicite de l'interruption de travaux..... **act. 670** (43-44)
- La démocratie administrative en suspicion, *CE*, 24 oct. 2019, n° 427204 : *Juris-Data* n° 2019-018476..... **act. 690** (45)
- Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne..., *CE*, 4 oct. 2019, n° 421991 : *Juris-Data* n° 2019-016902..... **act. 691** (45)
- L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation, *CE*, 21 oct. 2019, n° 419155 : *Juris-Data* n° 2019-018542..... **act. 692** (45)
- Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat, *CE*, 21 oct. 2019, n° 420086 : *Juris-Data* n° 2019-018540..... **act. 693** (45)
- Conséquences du retrait de la décision admettant un agent à la retraite, *CE*, 21 oct. 2019, n° 422299 : *Juris-Data* n° 2019-018497..... **act. 694** (45)
- Pouvoirs du juge de cassation et droit de communication, *CE*, 24 oct. 2019, n° 425546 : *Juris-Data* n° 2019-018477..... **act. 695** (45)
- Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière, *CE*, 24 oct. 2019, n° 407932 : *Juris-Data* n° 2019-018475..... **act. 696** (45)
- Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO, *CE*, 23 oct. 2019, n° 422023 : *Juris-Data* n° 2019-018479..... **act. 697** (45)
- Validation des dispositions expérimentales relatives aux demandes d'asile en Guyane, *CE*, 6 nov. 2019, n° 422207 : *Juris-Data* n° 2019-019540..... **act. 709** (46)
- Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII, *CE*, 6 nov. 2019, n° 434376 : *Juris-Data* n° 2019-019520..... **act. 710** (46)
- Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'EPCI, *CE*, 7 nov. 2019, n° 431146 : *Juris-Data* n° 2019-019584..... **act. 711** (46)
- Sursis à exécution et autorisation environnementale, *CE*, 6 nov. 2019, n° 430352 : *Juris-Data* n° 2019-019535..... **act. 712** (46)
- Différence de traitement justifiée entre les agents d'un même corps, *CE*, 6 nov. 2019, n° 424391 : *Juris-Data* n° 2019-019539..... **act. 713** (46)
- Ne se pourvoit pas en cassation qui veut : le cas particulier des parties assimilées, *CE*, 8 nov. 2019, n° 425177 : *Juris-Data* n° 2019-019683..... **act. 714** (46)
- Rémunération des formations Pôle emploi, qui juge ?, *CE*, 21 oct. 2019, n° 421250 : *Juris-Data* n° 2019-018539..... **act. 715** (46)
- Contrôle de cassation sur l'existence d'intérêts concordants, *CE*, 21 oct. 2019, n° 419153 : *Juris-Data* n° 2019-018544..... **act. 716** (46)
- Rappel sur les garanties procédurales assortissant une expertise, *CE*, 23 oct. 2019, n° 419274 : *Juris-Data* n° 2019-018474..... **act. 717** (46)
- *CE*, 23 oct. 2019, n° 423630 : *Juris-Data* n° 2019-018478..... **act. 717** (46)
- Harmonisation du contrôle exercé sur les suspensions de permis de conduire, *CE*, 23 oct. 2019, n° 427431 : *Juris-Data* n° 2019-018472..... **act. 718** (46)
- Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade, *CE*, 7 nov. 2019, n° 409330..... **act. 719** (46)
- Clarification sur les responsabilités en matière d'orientation des personnes handicapées, *CE*, 8 nov. 2019, n° 412440 : *Juris-Data* n° 2019-019668..... **act. 720** (46)
- Droit à provision dans le cadre de responsabilité(s) médicale(s), *CE*, 23 oct. 2019, n° 420485 : *Juris-Data* n° 2019-018481..... **act. 721** (46)
- L'ouverture d'un établissement privé mobilise les libertés fondamentales, *CE*, 31 oct. 2019, n° 435435 : *Juris-Data* n° 2019-019670..... **act. 722** (46)
- L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement, *CE*, 8 nov. 2019, n° 420324 : *Juris-Data* n° 2019-019671..... **act. 723** (46)
- Vérification des charges grevant un don en faveur de la « Paysanne bretonne », *CE*, 8 nov. 2019, n° 421867 : *Juris-Data* n° 2019-019674..... **act. 731** (47)
- Mise aux normes de certains établissements recevant du public : annulation des nouveaux formulaires de demande d'autorisation, *CE*, 13 nov. 2019, n° 425543..... **act. 732** (47)
- Pas de « balle neuve » pour l'association du tennis seynois qui doit quitter le domaine public, *CE*, 8 nov. 2019, n° 421491 : *Juris-Data* n° 2019-019672..... **act. 733** (47)
- Refus de CDI et agent involontairement privé d'emploi, *CE*, 8 nov. 2019, n° 408514..... **act. 734** (47)
- Actes de procédure, mandataire et requérant, *CE*, 13 nov. 2019, n° 417855..... **act. 735** (47)
- Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE, *CE*, 13 nov. 2019, n° 416860..... **act. 736** (47)
- Versement d'une prime indue, la responsabilité du comptable, *CE*, 13 nov. 2019, n° 421299..... **act. 737** (47)
- La pièce indue face au refus d'autorisation d'urbanisme, *CE*, 13 nov. 2019, n° 419067..... **act. 738** (47)
- Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer, *CE*, 22 nov. 2019, n° 418460 : *Juris-Data* n° 2019-020724..... **act. 748** (48)
- L'administration doit prouver que la notification d'une décision a été régulièrement adressée, *CE*, 15 nov. 2019, n° 420509..... **act. 749** (48)
- Désistement d'office d'un requérant et contrôle du juge d'appel, *CE*, 22 nov. 2019, n° 420067..... **act. 750** (48)

• Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 422655 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020624	act. 751 (48)	<b>Pascal TOUHARI</b> , directeur juridique de la ville de Villeurbanne	• Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, <i>entretien</i>	2328 (47)
• L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre, <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417631 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-020630	act. 752 (48)		• Conclusion, <i>étude</i>	2331 (47)
• L'information précoce du public permet une modification du permis de construire, <i>CE</i> , 20 nov. 2019, n° 419776	act. 753 (48)		<b>Mathieu TOUZEIL-DIVINA</b> , professeur de droit public à l'université Toulouse 1 Capitole	
• Rappel du caractère facultatif du téléservice, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422516 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021117	act. 765 (49)		• Limites à la possibilité de recruter un contractuel, <i>CE</i> , 19 déc. 2018, n° 401813 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023398	act. 10 (1)
• La notion de « différend » dans les CCAG, précisée, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 422600 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021116	act. 766 (49)		• Qualité d'agent public des architectes en chef des monuments historiques, <i>CE</i> , 19 déc. 2018, n° 408504 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023289	act. 11 (1)
• <i>CE</i> , 22 nov. 2019, n° 417752 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021112	act. 766 (49)		• Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 417015 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023712	act. 12 (1)
• Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé, <i>CE</i> , 27 nov. 2019, n° 432996	act. 767 (49)		• Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC, <i>CE</i> , 20 déc. 2018, n° 418637	act. 13 (1)
• Le bruit des circuits automobiles sous une garde abondante, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 423847 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021173	act. 768 (49)		• L'immunité d'exécution à l'épreuve du recours en cassation, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 418889	act. 14 (1)
• Attaquer le refus de démolir ou demander au juge d'enjoindre la démolition ?, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 410689 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021157	act. 769 (49)		• Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM, <i>CE</i> , 20 déc. 2018, n° 415991 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023430	act. 15 (1)
• Délai raisonnable et décret de libération des liens d'allégeance, <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 411145	act. 770 (49)		• Incompétence du juge administratif pour l'habilitation des sacrificateurs rituels, <i>CE</i> , 19 déc. 2018, n° 419773 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023403	act. 16 (1)
• <i>CE</i> , 29 nov. 2019, n° 426372 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021152	act. 770 (49)		• Dualité fonctionnelle du maire en matière de scolarisation, <i>CE</i> , 19 déc. 2018, n° 408710 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023400	act. 17 (1)
• L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 418741	act. 779 (50)		• Inégalité dans l'allocation de rentrée scolaire, <i>CE</i> , 26 déc. 2018, n° 420104	act. 18 (1)
• <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 425542	act. 779 (50)		• De l'articulation entre les différents modes de gestion des bois communaux, <i>CE</i> , 21 déc. 2018, n° 404912 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023408	act. 27 (2)
• Contribution au budget du SDIS, le plafonnement inclut le volontariat, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 418026 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-021459	act. 780 (50)		• Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 410113 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024211	act. 28 (2)
• Entreprise évincée : l'éventualité de la reconduction tacite freine l'indemnisation, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423936	act. 781 (50)		• Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 410347 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024004	act. 29 (2)
• Fin des rapports contractuels entre le maître d'oeuvre et le maître de l'ouvrage, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 423544	act. 782 (50)		• Missions confiées par le CNFPT à un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 411695 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024005	act. 30 (2)
• Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422307	act. 783 (50)		• Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes, <i>CE</i> , 21 déc. 2018, n° 409678 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-023424	act. 31 (2)
• Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2), <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 425204	act. 784 (50)		• Référé-suspension en matière de prolongation de l'ASE pour jeunes majeurs, <i>CE</i> , 21 déc. 2018, n° 421323	act. 32 (2)
• Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 422615	act. 785 (50)		• ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité, <i>CE</i> , 21 déc. 2018, n° 420393	act. 33 (2)
• Reprise en régie et continuité contractuelle des conditions de rémunération, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 421715	act. 786 (50)		• Revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du RSA, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 412401 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024049	act. 34 (2)
• Actes déterminés multiples répondant à un besoin permanent de l'administration et qualité d'agent non titulaire, <i>CE</i> , 2 déc. 2019, n° 412941	act. 787 (50)		• Immeuble sans destination et permis de construire, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 408743 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024209	act. 35 (2)
• L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation, <i>CE</i> , 6 déc. 2019, n° 417167	act. 788 (50)		• L'annulation du refus du permis de construire ne vaut autorisation tacite, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 402321 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024208	act. 36 (2)
• Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération, <i>CE</i> , 11 déc. 2019, n° 410760	act. 799 (51-52)		• Le lien fonctionnel du permis de construire unique, <i>CE</i> , 28 déc. 2018, n° 413955 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-024213	act. 37 (2)
• L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj, <i>CE</i> , 16 déc. 2019, n° 419220	act. 800 (51-52)		• Sanction (tardive mais sanction) de la tentative de bâillonner des élus locaux d'opposition, <i>TA Cergy-Pontoise</i> , 10 janv. 2019, n° 1601230 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-000082	act. 46 (3)
• La révocation du maire	act. 801 (51-52)			
• Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie, <i>CE</i> , n° 427522	act. 802 (51-52)			
<b>Manon THUAULT</b> , avocate				
• Le renforcement du dispositif d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique, <i>étude</i>	2278 (41)			

- Du caractère préparatoire de mesures préalables à l'aménagement d'une ZAC, *CAA Nantes*, 11 janv. 2019, n° 17NT03556 : *Juris-Data* n° 2019-000406..... **act. 60** (4)
- Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle, *CAA Nantes*, 4 janv. 2019, n° 17NT02468 : *Juris-Data* n° 2019-000407..... **act. 61** (4)
- L'assistant constructeur, *CAA Nantes*, 4 janv. 2019, n° 17NT03878 : *Juris-Data* n° 2019-000404..... **act. 62** (4)
- Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local, *CAA Nantes*, 11 janv. 2019, n° 17NT00748 : *Juris-Data* n° 2019-000405..... **act. 63** (4)
- Injonction aux « gilets jaunes » bretons de quitter (notamment) leurs ronds-points !, *TA Nantes*, 10 janv. 2019, n° 1900069 : *Juris-Data* n° 2019-000403..... **act. 64** (4)
- L'heure de l'interdiction de soumissionner, *CE*, 25 janv. 2019, n° 421844 : *Juris-Data* n° 2019-000855..... **act. 75** (5)
- Décompte général tacite plus fort que l'avenant, *CE*, 25 janv. 2019, n° 423331 : *Juris-Data* n° 2019-000812..... **act. 76** (5)
- Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation, *CE*, 25 janv. 2019, n° 424846 : *Juris-Data* n° 2019-000854..... **act. 77** (5)
- Identification de la clause d'assurance de protection juridique, *CE*, 25 janv. 2019, n° 423159 : *Juris-Data* n° 2019-000856..... **act. 78** (5)
- PACS et pension de réversion, *CE*, 28 janv. 2019, n° 414805..... **act. 79** (5)
- *CE*, 28 janv. 2019, n° 414756 : *Juris-Data* n° 2019-000816..... **act. 79** (5)
- Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université, *CE*, 18 janv. 2019, n° 426884 : *Juris-Data* n° 2019-000447..... **act. 80** (5)
- Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension, *CE*, 25 janv. 2019, n° 424258 : *Juris-Data* n° 2019-000857..... **act. 81** (5)
- Office du juge des référés face à une décision d'interrompre un traitement, *CE*, 17 janv. 2019, n° 424042 : *Juris-Data* n° 2019-000448..... **act. 82** (5)
- Application dans le temps des dispositions relatives aux délais de recours, *CE*, 30 janv. 2019, n° 420797..... **act. 93** (6)
- La nationalité par mariage peut être mise en échec notamment en cas d'indignité (C. civ., art. 21-4), *CE*, 30 janv. 2019, n° 417548..... **act. 94** (6)
- De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPA présente une fiche « S », *CE*, 30 janv. 2019, n° 416013..... **act. 95** (6)
- Ouverture de la protection fonctionnelle aux agents recrutés à l'étranger sous droit local, *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 421694..... **act. 96** (6)
- Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires et consultation de la commission administrative paritaire, *CE*, 30 janv. 2019, n° 409384..... **act. 97** (6)
- Lanceur de balles de défense, le bien nommé, *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 427386..... **act. 98** (6)
- La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution peut être le français exclusivement, *CE*, 8 févr. 2019, n° 420296..... **act. 105** (7)
- Mutation et motivation de la délibération du conseil académique, *CE*, 30 janv. 2019, n° 412159 : *Juris-Data* n° 2019-001467..... **act. 106** (7)
- Publicité de la création ou de la vacance de poste, *CE*, 6 févr. 2019, n° 414066 : *Juris-Data* n° 2019-001651..... **act. 107** (7)
- Identification d'un accident de service, *CE*, 6 févr. 2019, n° 415975 : *Juris-Data* n° 2019-001646..... **act. 108** (7)
- Du retrait implicite d'une sanction en matière disciplinaire, *CE*, 8 févr. 2019, n° 409669 : *Juris-Data* n° 2019-001658..... **act. 109** (7)
- De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue, *CE*, 4 févr. 2019, n° 417047 : *Juris-Data* n° 2019-001514..... **act. 110** (7)
- L'État est seul compétent pour agir en justice à propos des décisions rendues en matière d'APL, *CE*, 4 févr. 2019, n° 415561 : *Juris-Data* n° 2019-001625..... **act. 111** (7)
- Attaque du constructeur par la victime après réception sans réserve des travaux, *CE*, 6 févr. 2019, n° 414064 : *Juris-Data* n° 2019-001655..... **act. 112** (7)
- Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane, *Cons. const.*, 15 févr. 2019, n° 2018-764 QPC..... **act. 119** (8)
- Des conventions de prêt aux partis politiques comme documents administratifs communicables sous conditions, *CE*, 13 févr. 2019, n° 420467 : *Juris-Data* n° 2019-001979..... **act. 120** (8)
- La prohibition des moyens nouveaux, échoué un certain délai, est propre à chaque instance, *CE*, 13 févr. 2019, n° 425568 : *Juris-Data* n° 2019-001992..... **act. 121** (8)
- La légalité du décret « JADE » examinée par son concepteur, *CE*, 13 févr. 2019, n° 406606..... **act. 122** (8)
- Transmission des requêtes et pièces par voie électronique : attention à l'intitulé des signets, *CE*, 6 févr. 2019, n° 415582 : *Juris-Data* n° 2019-001648..... **act. 123** (8)
- Précisions sur la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État, *CE*, 15 févr. 2019, n° 416590 : *Juris-Data* n° 2019-001983..... **act. 124** (8)
- Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie, *CE*, 13 févr. 2019, n° 422283 : *Juris-Data* n° 2019-001990..... **act. 125** (8)
- L'illégalité contagieuse du document d'urbanisme, *CE*, 18 févr. 2019, n° 414233..... **act. 126** (8)
- Référé-provision : rejet pour tardiveté d'une action en fixation définitive du montant de la dette (CJA, art. R. 541-4), *TA Amiens*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 1702428 : *Juris-Data* n° 2019-001778..... **act. 128** (8)
- Inaliénabilité conforme à la CEDH d'une pierre domaniale et publique, *Cass. 1<sup>re</sup> civ.*, 13 févr. 2019, n° 18-13.748 : *Juris-Data* n° 2019-001949..... **act. 130** (8)
- Électricité : l'ordre judiciaire l'emporte si le contrat litigieux n'est pas l'accessoire du contrat d'achat de l'électricité, *T. confl.*, 11 févr. 2019, n° C4148 : *Juris-Data* n° 2019-002053..... **act. 147** (9)
- Autorisation d'exploiter une installation de production électrique par contrat : l'association lésée, *CE*, 25 févr. 2019, n° 412493 : *Juris-Data* n° 2019-002640..... **act. 148** (9)
- Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement, *CE*, 18 févr. 2019, n° 417021 : *Juris-Data* n° 2019-002512..... **act. 149** (9)
- Le principe de précaution étendu aux activités d'extraction de sable marin, *CE*, 25 févr. 2019, n° 410170 : *Juris-Data* n° 2019-002641..... **act. 150** (9)
- Appel contre les jugements relatifs aux décisions octroyant le concours de la force publique, *CE*, 20 févr. 2019, n° 423024 : *Juris-Data* n° 2019-002509..... **act. 151** (9)
- Procédure en matière de contentieux sociaux et communication de l'ensemble du dossier, *CE*, 18 févr. 2019, n° 414022 : *Juris-Data* n° 2019-002510..... **act. 152** (9)
- Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant, *CE*, 20 févr. 2019, n° 422499 : *Juris-Data* n° 2019-002508..... **act. 153** (9)

- Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout, *CE*, 18 févr. 2019, n° 416043 : *Juris-Data* n° 2019-002511 ..... **act. 154 (9)**
- Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment, *CE*, 25 févr. 2019, n° 416610 : *Juris-Data* n° 2019-002639 ..... **act. 155 (9)**
- Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant, *CE*, 27 févr. 2019, n° 410537 : *Juris-Data* n° 2019-002864 ..... **act. 163 (10-11)**
- Le terme du contrat trouble le contentieux de la résiliation, *CE*, 27 févr. 2019, n° 414114 : *Juris-Data* n° 2019-002860 ..... **act. 164 (10-11)**
- Le doute pénal ne profite pas au candidat à l'asile, *CE*, 28 févr. 2019, n° 414821 : *Juris-Data* n° 2019-002908 ..... **act. 165 (10-11)**
- Jurisprudence Czabaj et contestation par voie d'exception d'un acte administratif individuel, *CE*, 27 févr. 2019, n° 418950 : *Juris-Data* n° 2019-002912 ..... **act. 166 (10-11)**
- La réaffirmation du caractère subsidiaire du référé conservatoire, *CE*, 28 févr. 2019, n° 424005 : *Juris-Data* n° 2019-002911 ..... **act. 167 (10-11)**
- Avocat absent, requérant oui, *CE*, 27 févr. 2019, n° 404966 : *Juris-Data* n° 2019-002870 ..... **act. 168 (10-11)**
- Compétence de la section disciplinaire pour des faits commis en dehors de l'établissement, *CE*, 27 févr. 2019, n° 410644 : *Juris-Data* n° 2019-002863 ..... **act. 169 (10-11)**
- Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg, *CE*, 13 mars 2019, n° 418994 : *Juris-Data* n° 2019-003687 ..... **act. 175 (12)**
- La loi du pays promulguée n'est plus illégale, *CE*, 13 mars 2019, n° 426435 : *Juris-Data* n° 2019-003723 ..... **act. 176 (12)**
- Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences, *CE*, 15 mars 2019, n° 413584 : *Juris-Data* n° 2019-003863 ..... **act. 177 (12)**
- Pas d'édifice cultuel dans un local communal, *CE*, 7 mars 2019, n° 417629 : *Juris-Data* n° 2019-003344 ..... **act. 178 (12)**
- Invocabilité des directives de 2001 et 2011 sur l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement : pas au stade de la concertation préalable !, *CE*, 13 mars 2019, n° 414930 : *Juris-Data* n° 2019-003659 ..... **act. 179 (12)**
- Contrôle de l'étude d'impact d'une demande d'autorisation pour une installation classée, *CE*, 13 mars 2019, n° 418949 : *Juris-Data* n° 2019-003665 ..... **act. 180 (12)**
- Précisions sur l'imputabilité d'une maladie au service, *CE*, 13 mars 2019, n° 407795 : *Juris-Data* n° 2019-003656 ..... **act. 181 (12)**
- Appréciation de l'utilité de la mesure dans le cadre du référé constat, *CE*, 13 mars 2019, n° 418101 : *Juris-Data* n° 2019-003660 ..... **act. 182 (12)**
- Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement, *CE*, 15 mars 2019, n° 414751 : *Juris-Data* n° 2019-003721 ..... **act. 183 (12)**
- Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension, *CE*, 13 mars 2019, n° 420514 : *Juris-Data* n° 2019-003693 ..... **act. 184 (12)**
- Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés, *CE*, 13 mars 2019, n° 406867 : *Juris-Data* n° 2019-003657 ..... **act. 185 (12)**
- Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État, *CE*, 13 mars 2019, n° 418469 : *Juris-Data* n° 2019-003663 ..... **act. 186 (12)**
- Irrégularité de l'enquête publique, à qui la faute ?, *CE*, 13 mars 2019, n° 418170 : *Juris-Data* n° 2019-003662 ..... **act. 187 (12)**
- La démolition n'est jamais une fatalité, *CE*, 13 mars 2019, n° 408123 : *Juris-Data* n° 2019-003655 ..... **act. 188 (12)**
- Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer, *CE*, 5 avr. 2019, n° 416542 : *Juris-Data* n° 2019-005220 ..... **act. 247 (15)**
- Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée, *CE*, 4 avr. 2019, n° 429370 : *Juris-Data* n° 2019-004920 ..... **act. 248 (15)**
- Les marchés globaux hors du champ de l'allotissement, *CE*, 8 avr. 2019, n° 426096 ..... **act. 249 (15)**
- Une délégation négociée en commission, *CE*, 8 avr. 2019, n° 425373 ..... **act. 250 (15)**
- Majoration d'office d'une astreinte provisoire prononcée contre l'administration, *CE*, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 405532 : *Juris-Data* n° 2019-004999 ..... **act. 251 (15)**
- Le juge annulé reste impartial, *CE*, 8 avr. 2019, n° 426830 ..... **act. 252 (15)**
- Choix entre la déduction forfaitaire ou les frais réels pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, *CE*, 1<sup>er</sup> avr. 2019, n° 421160 : *Juris-Data* n° 2019-005213 ..... **act. 253 (15)**
- L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation, *CE*, 8 avr. 2019, n° 427729 ..... **act. 254 (15)**
- La péréquation garantie des communes nouvelles, *CE*, 5 avr. 2019, n° 412701 : *Juris-Data* n° 2019-005531 ..... **act. 271 (16)**
- Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et le déféré préfectoral, *CE*, 5 avr. 2019, n° 418906 : *Juris-Data* n° 2019-005605 ..... **act. 272 (16)**
- Conditions de maintien de l'autorisation de création d'une installation nucléaire, *CE*, 11 avr. 2019, n° 413548 : *Juris-Data* n° 2019-005586 ..... **act. 273 (16)**
- Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation, *CE*, 11 avr. 2019, n° 411903 : *Juris-Data* n° 2019-005666 ..... **act. 274 (16)**
- Délai de recours et maladie contractée en service : les fonctions publiques se distinguent, *CE*, 5 avr. 2019, n° 426281 : *Juris-Data* n° 2019-005217 ..... **act. 275 (16)**
- Compétences ministérielles et décharge syndicale de service, *CE*, 5 avr. 2019, n° 410956 : *Juris-Data* n° 2019-005228 ..... **act. 276 (16)**
- Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1), *CE*, 5 avr. 2019, n° 420608 : *Juris-Data* n° 2019-005221 ..... **act. 277 (16)**
- Prise en compte (ou non !) des droits d'ancienneté militaire, *CE*, 10 avr. 2019, n° 413252 : *Juris-Data* n° 2019-005599 ..... **act. 278 (16)**
- Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2), *CE*, 5 avr. 2019, n° 413712 : *Juris-Data* n° 2019-005215 ..... **act. 279 (16)**
- L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public, *CE*, 10 avr. 2019, n° 411961 : *Juris-Data* n° 2019-005602 ..... **act. 280 (16)**
- Conditions de l'octroi de la pension de réversion pour l'enfant de plus de 21 ans atteint d'une infirmité, *CE*, 10 avr. 2019, n° 412651 : *Juris-Data* n° 2019-005601 ..... **act. 281 (16)**
- L'office du juge de l'urbanisme commercial, *CE*, 15 avr. 2019, n° 425854 ..... **act. 282 (16)**
- Constitutionnalité de la validation des conventions relatives à l'accès aux réseaux conclus entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs d'électricité, *Cons. const.*, 19 avr. 2019, n° 2019-776 QPC ..... **act. 288 (17)**
- Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des

- pièces nécessaires au jugement, *Cons. const.*, 19 avr. 2019, n° 2019-777 QPC..... **act. 289** (17)
- Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique, *CE*, 17 avr. 2019, n° 422575 : *Juris-Data* n° 2019-006128..... **act. 290** (17)
  - La contestation du titre exécutoire n'est toujours pas éternelle, *CE*, 16 avr. 2019, n° 422004 : *Juris-Data* n° 2019-006179..... **act. 291** (17)
  - Non applicabilité des voies d'exécution judiciaire hors domaine public mais en présence du service public, *CE*, 16 avr. 2019, n° 426074 : *Juris-Data* n° 2019-006132..... **act. 292** (17)
  - Contrôle des décisions d'attribution des aides au cinéma, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419910 : *Juris-Data* n° 2019-006517..... **act. 302** (18-19)
  - Taxe d'aménagement, un taux éternel, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417980 : *Juris-Data* n° 2019-006374..... **act. 303** (18-19)
  - L'amortissement d'usage d'un bien singulier, *CE*, 24 avr. 2019, n° 411242 : *Juris-Data* n° 2019-006419..... **act. 304** (18-19)
  - Procédure consultative en cas de retrait d'une communauté de communes, *CE*, 24 avr. 2019, n° 419842 : *Juris-Data* n° 2019-006518..... **act. 305** (18-19)
  - Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire, *CE*, 24 avr. 2019, n° 409270 : *Juris-Data* n° 2019-006522..... **act. 306** (18-19)
  - Conditions de la perte du droit d'eau, *CE*, 24 avr. 2019, n° 420764 : *Juris-Data* n° 2019-006515..... **act. 307** (18-19)
  - Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens, *CE*, 24 avr. 2019, n° 417175 : *Juris-Data* n° 2019-006519..... **act. 308** (18-19)
  - La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur, *CE*, 30 avr. 2019, n° 426698 : *Juris-Data* n° 2019-006915..... **act. 321** (20)
  - Le barrage du décompte général et définitif, *CE*, 6 mai 2019, n° 420765, : *Juris-Data* n° 2019-007363..... **act. 322** (20)
  - Non rétroactivité des décisions d'admission à la retraite, *CE*, 6 mai 2019, n° 418482 : *Juris-Data* n° 2019-007304..... **act. 323** (20)
  - Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU, *CE*, 6 mai 2019, n° 408531 : *Juris-Data* n° 2019-007323..... **act. 324** (20)
  - Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt, *CE*, 6 mai 2019, n° 413615 : *Juris-Data* n° 2019-007313..... **act. 325** (20)
  - L'ONIAM face à ses créances, *CE*, 9 mai 2019, n° 426321 : *Juris-Data* n° 2019-007535..... **act. 326** (20)
  - L'ONIAM face à ses créances... de sang, *CE*, 9 mai 2019, n° 426365..... **act. 327** (20)
  - Il faut consentir aux soins... sauf s'ils sont obligatoires à l'instar des 11 vaccinations nouvelles, *CE*, 6 mai 2019, n° 419242 : *Juris-Data* n° 2019-007299..... **act. 328** (20)
  - Les 11 vaccins obligatoires peuvent, en l'état des connaissances scientifiques, utiliser des adjuvants aluminiques, *CE*, 6 mai 2019, n° 415694 : *Juris-Data* n° 2019-007301..... **act. 329** (20)
  - Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond, *CE*, 15 mai 2019, n° 428478 : *Juris-Data* n° 2019-007711..... **act. 346** (21)
  - Plein contrôle des juges du fond sur la bonne foi d'un demandeur de logement prioritaire, *CE*, 13 mai 2019, n° 417190 : *Juris-Data* n° 2019-007844..... **act. 347** (21)
  - Défense itérative est faite au « pouvoir » judiciaire d'administrer !, *Cass. 3<sup>e</sup> civ.*, 16 mai 2019, n° 17-26.210 : *Juris-Data* n° 2019-007891..... **act. 356** (21)
  - Les recommandations du Défenseur des droits placées en dehors du champ contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 414410 : *Juris-Data* n° 2019-008469..... **act. 372** (22)
  - RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux, *CE*, 22 mai 2019, n° 423273 : *Juris-Data* n° 2019-008460..... **act. 373** (22)
  - La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence, *CE*, 22 mai 2019, n° 423230 : *Juris-Data* n° 2019-008464..... **act. 374** (22)
  - Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne, *CE*, 29 mai 2019, n° 428040 : *Juris-Data* n° 2019-008912..... **act. 388** (23)
  - Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social, *CE*, 3 juin 2019, n° 415040..... **act. 389** (23)
  - Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social, *CE*, 29 mai 2019, n° 419424 : *Juris-Data* n° 2019-008937..... **act. 390** (23)
  - Contrôle du refus d'une allocation, *CE*, 29 mai 2019, n° 417467 : *Juris-Data* n° 2019-008938..... **act. 391** (23)
  - Aide sociale à l'enfance : l'examen individuel ne peut être sacrifié par l'édition de critères du département, *CE*, 29 mai 2019, n° 417406 : *Juris-Data* n° 2019-008939..... **act. 392** (23)
  - La seconde chance de l'avis soumis au public, *CE*, 27 mai 2019, n° 420554 : *Juris-Data* n° 2019-008914..... **act. 393** (23)
  - Légalité d'un prix de vente pourtant non conforme à l'estimation du service des domaines, *CAA Bordeaux*, 9 mai 2019, n° 17BX01308..... **act. 394** (23)
  - Conditions quadriptyques d'octroi du droit à l'hébergement opposable, *TA Cergy-Pontoise*, 29 mai 2019, n° 1705556..... **act. 396** (23)
  - L'amiante, un document de communication, *CE*, 7 juin 2019, n° 422569 : *Juris-Data* n° 2019-009678..... **act. 406** (24)
  - Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales, *CE*, 7 juin 2019, n° 414426 : *Juris-Data* n° 2019-009680..... **act. 407** (24)
  - Examen d'une QPC par le Conseil d'État nonobstant son incompétence interne, *CE*, 3 juin 2019, n° 424377..... **act. 408** (24)
  - Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints, *CE*, 3 juin 2019, n° 414098 : *Juris-Data* n° 2019-009517..... **act. 409** (24)
  - Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation, *CE*, 5 juin 2019, n° 424886 : *Juris-Data* n° 2019-009772..... **act. 410** (24)
  - Quand la continuité du service public d'incendie prime sur celle du logement social, *TA Montpellier*, 6 juin 2019, n° 1703048 : *Juris-Data* n° 2019-009560..... **act. 414** (24)
  - Précisions sur l'expérimentation mise en place par le pouvoir réglementaire autonome, *CE*, 17 juin 2019, n° 421871..... **act. 420** (25)
  - Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement, *CE*, 14 juin 2019, n° 411444 : *Juris-Data* n° 2019-009982..... **act. 421** (25)
  - Dans le jury de concours académique : l'ancien amant ? Oui ! L'ancien directeur de thèse ? Non !, *CE*, 12 juin 2019, n° 409394 : *Juris-Data* n° 2019-009929..... **act. 422** (25)
  - La responsabilité ignore le délai raisonnable de recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413097..... **act. 423** (25)
  - Contrôle en cassation sur une ordonnance relative au maintien des conclusions, *CE*, 17 juin 2019, n° 419770..... **act. 424** (25)
  - Précisions sur la présentation des pièces jointes en série transmises via Télérecours, *CE*, 14 juin 2019, n° 420861 : *Juris-Data* n° 2019-009981..... **act. 425** (25)
  - Contrôle sur la nomination du président de Polytechnique, *CE*, 17 juin 2019, n° 424326 : *Juris-Data* n° 2019-009984..... **act. 426** (25)

- Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction, *CE*, 17 juin 2019, n° 427921..... **act. 427 (25)**
- Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ?, *CE*, 17 juin 2019, n° 410876..... **act. 428 (25)**
- Compétence et décision administrative portant atteinte à la propriété privée, *CE*, 14 juin 2019, n° 414458 : *Juris-Data* n° 2019-009986..... **act. 429 (25)**
- La prise en compte des manquements actuels et passés du candidat, *CE*, 24 juin 2019, n° 428866..... **act. 446 (26)**
- De la rémunération d'un fonctionnaire déchargé pour motif syndical, *CE*, 4 juin 2019, n° 426404 : *Juris-Data* n° 2019-010218..... **act. 447 (26)**
- Délai et comportement de l'administration relatif aux conditions d'exercice du droit au recours, *CE*, 17 juin 2019, n° 413797 : *Juris-Data* n° 2019-010508..... **act. 448 (26)**
- Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur, *CE*, 24 juin 2019, n° 407059..... **act. 449 (26)**
- Non appréciation préfectorale de la validité du commandement de quitter les lieux, *CE*, 17 juin 2019, n° 414002 : *Juris-Data* n° 2019-010507..... **act. 450 (26)**
- Restauration en collège : le service public qu'on croyait facultatif !, *CE*, 24 juin 2019, n° 409659..... **act. 451 (26)**
- Toute la taxe d'aménagement pour un débiteur, *CE*, 19 juin 2019, n° 413967 : *Juris-Data* n° 2019-010438..... **act. 452 (26)**
- Fonctionnaires et contractuels de droit public : plus de différences quand le grade devient l'emploi ?, *CJUE*, 20 juin 2019, n° C-72/18..... **act. 457 (26)**
- Le maintien juridictionnel des menus sans porc en cantines scolaires, *CAA Lyon*, 23 oct. 2018, n° 16LY03088, *commentaire*..... **2198 (26)**
- *CAA Lyon*, 23 oct. 2018, n° 17LY03323 : *Juris-Data* n° 2018-018151, *commentaire*..... **2198 (26)**
- Loi ESSOC : l'expérimentation du rescrit juridictionnel est conforme à la Constitution, *Cons. const.*, 28 juin 2019, n° 2019-794 QPC..... **act. 464 (27)**
- Contrôle de deux lois organique et ordinaire relatives à la Polynésie française, *Cons. const.*, 27 juin 2019, n° 2019-784 DC..... **act. 465 (27)**
- Transparence et compétences administratives pour constater la non-communication des relevés de comptes d'IREM : l'acte de Gouvernement bien vivant, *CE*, 27 juin 2019, n° 427725 : *Juris-Data* n° 2019-011057..... **act. 466 (27)**
- Notion de recettes publiques quand la perception est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ?, *CE*, 26 juin 2019, n° 417386 : *Juris-Data* n° 2019-011016..... **act. 467 (27)**
- Intrusion d'une commune dans les compétences transférées à un EPCI (à propos du compteur Linky), *CE*, 28 juin 2019, n° 425975 : *Juris-Data* n° 2019-011062..... **act. 468 (27)**
- Le vice du consentement ne se cache pas dans la méthode de notation, *CE*, 28 juin 2019, n° 420776 : *Juris-Data* n° 2019-011066..... **act. 469 (27)**
- Une évaluation environnementale pour toutes les unités touristiques nouvelles, *CE*, 26 juin 2019, n° 414931 : *Juris-Data* n° 2019-011018..... **act. 470 (27)**
- ICPE et pouvoir du préfet, *CE*, 26 juin 2019, n° 413898 : *Juris-Data* n° 2019-011030..... **act. 471 (27)**
- Application dans le temps de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, *CE*, 26 juin 2019, n° 416924 : *Juris-Data* n° 2019-011029..... **act. 472 (27)**
- Cumul de responsabilité en cas de harcèlement moral, *CE*, 28 juin 2019, n° 415863 : *Juris-Data* n° 2019-011296..... **act. 473 (27)**
- Appréciation des conditions du bénéfice d'un CDI, *CE*, 28 juin 2019, n° 421458 : *Juris-Data* n° 2019-011065..... **act. 474 (27)**
- Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État, *CE*, 28 juin 2019, n° 422920 : *Juris-Data* n° 2019-011064..... **act. 475 (27)**
- Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention, *CE*, 28 juin 2019, n° 416735 : *Juris-Data* n° 2019-011067..... **act. 476 (27)**
- Refus de permis de construire et atteinte nécessairement insurmontable à la sécurité, *CE*, 26 juin 2019, n° 412429 : *Juris-Data* n° 2019-011019..... **act. 477 (27)**
- L'illégalité du taux de l'impôt local, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 427067 : *Juris-Data* n° 2019-011515..... **act. 485 (28)**
- La volonté du propriétaire détermine le classement de la parcelle en terrain à bâtir, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 423609 : *Juris-Data* n° 2019-011513..... **act. 486 (28)**
- Recours contre la validité du contrat (Béziers I) : action ouverte pendant toute sa durée d'exécution, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 412243 : *Juris-Data* n° 2018-011826..... **act. 487 (28)**
- Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 421403 : *Juris-Data* n° 2019-011585..... **act. 488 (28)**
- L'acquéreur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 420200 : *Juris-Data* n° 2019-011587..... **act. 489 (28)**
- Application de la jurisprudence Guisset aux arrérages d'une pension de retraite, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 413995 : *Juris-Data* n° 2019-011824..... **act. 490 (28)**
- L'avantage du quartier urbain à problèmes pour les fonctionnaires de l'État, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 424794 : *Juris-Data* n° 2019-011584..... **act. 491 (28)**
- Discipline et recevabilité des pourvois en cassation, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 411263 : *Juris-Data* n° 2019-011827..... **act. 492 (28)**
- Du contrôle par le juge des enquêtes conduites sur les bénéficiaires du RSA, *CE*, 8 juill. 2019, n° 422162..... **act. 493 (28)**
- Motivation et droit de la défense en matière de répétition de l'indu du RSA, *CE*, 8 juill. 2019, n° 420732..... **act. 494 (28)**
- Du calcul de la distance minimum entre un débit de boissons et un établissement protégé, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 419287 : *Juris-Data* n° 2019-011588..... **act. 495 (28)**
- Permis de construire modificatif : l'avis des pompiers rouvre l'instruction, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418110 : *Juris-Data* n° 2019-011588..... **act. 496 (28)**
- L'exemption facultative de logements sociaux, *CE*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 418568 : *Juris-Data* n° 2019-011589..... **act. 497 (28)**
- L'utilisateur fiscalement contraint n'est pas un consommateur contractuel comme les autres !, *Cass.*, 4 juill. 2019, n° 19-13.494 : *Juris-Data* n° 2019-011608..... **act. 498 (28)**
- Convention entre une collectivité et un éco-organisme en charge des DDS : des relations contractuelles sous un régime exorbitant, *T. confl.*, 1<sup>er</sup> juill. 2019, n° 4162..... **act. 501 (29)**
- Une majoration illégale de redevances, *CE*, 11 juill. 2019, n° 422577..... **act. 502 (29)**
- Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation, *CE*, 11 juill. 2019, n° 417168 : *Juris-Data* n° 2019-012265..... **act. 503 (29)**
- Précisions sur ce que recouvrent les litiges en matière de pension, *CE*, 10 juill. 2019, n° 416754 : *Juris-Data* n° 2019-012204..... **act. 504 (29)**
- L'affectation non exclusive à une activité agricole, *CE*, 12 juill. 2019, n° 422542 : *Juris-Data* n° 2019-012267..... **act. 505 (29)**
- Le Conseil d'État rejette le recours de M<sup>me</sup> Le Pen contre l'appréciation de la HATVP sur sa déclaration de patrimoine, *CE*, 19 juill. 2019, n° 426389..... **act. 518 (30-34)**

- Compétence et procédure pour le contentieux relatif à l'admission à l'aide sociale, *CE*, 18 juill. 2019, n° 419964 : *Juris-Data* n° 2018-022731..... **act. 519** (30-34)
- Le parent hors la loi de la GPA, mais pas l'enfant, *CE*, 31 juill. 2019, n° 411984..... **act. 542** (35)
- Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées), *CE*, 24 juill. 2019, n° 427638..... **act. 543** (35)
- Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle, *CE*, 24 juill. 2019, n° 427192..... **act. 544** (35)
- Majorations après plafonds des indemnités des conseillers municipaux, *CE*, 24 juill. 2019, n° 411004..... **act. 545** (35)
- Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc, *CE*, 24 juill. 2019..... **act. 546** (35)
- *CE*, 24 juill. 2019, n° 416862..... **act. 546** (35)
- Légalité du décret prolongeant la durée de validité des autorisations de défrichement, *CE*, 24 juill. 2019, n° 425973..... **act. 547** (35)
- Protection fonctionnelle appréciée in concreto et par droit de réponse médiatique, *CE*, 24 juill. 2019..... **act. 548** (35)
- Fonctionnaire privé, dans l'étude de sa situation, de « garanties » au sens de la jurisprudence Danthony, *CE*, 24 juill. 2019, n° 417902..... **act. 549** (35)
- Utilité et légalité d'une liste complémentaire de lauréats d'un concours d'emploi public, *CE*, 24 juill. 2019, n° 408358..... **act. 550** (35)
- Une demande abusive de mémoire récapitulatif, *CE*, 24 juill. 2019, n° 423177..... **act. 551** (35)
- La clôture d'instruction n'efface pas le débat, *CE*, 24 juill. 2019, n° 419598..... **act. 552** (35)
- Une copie de la décision contestée dans le dossier de première instance suffit, *CE*, 24 juill. 2019, n° 420423..... **act. 553** (35)
- Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'État, *CE*, 31 juill. 2019, n° 420460..... **act. 554** (35)
- *CE*, 31 juill. 2019, n° 417109..... **act. 554** (35)
- La perte de revenus de la jeune victime, *CE*, 24 juill. 2019, n° 408624..... **act. 555** (35)
- Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO, *CE*, 24 juill. 2019, n° 421189..... **act. 556** (35)
- Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle, *CE*, 24 juill. 2019, n° 426527..... **act. 557** (35)
- Des concubins peuvent être débiteurs solidaires d'un indu versé au titre du RMI, *CE*, 24 juill. 2019, n° 417399..... **act. 558** (35)
- Légalité sans inégalité du « nouveau » baccalauréat même dans les établissements hors contrat, *CE*, 24 juill. 2019, n° 424260..... **act. 559** (35)
- Incidences de la nature réglementaire des clauses du cahier des charges d'un lotissement, *CE*, 24 juill. 2019, n° 430362..... **act. 560** (35)
- Suspension de l'exécution d'une décision de préemption, *CE*, 24 juill. 2019, n° 428552..... **act. 561** (35)
- Organisation danthonysée (sic) du service public judiciaire, *CE*, 24 juill. 2019, n° 418061..... **act. 568** (36)
- La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?, *CE*, 24 juill. 2019, n° 414353 : *Juris-Data* n° 2019-013610..... **act. 569** (36)
- Légalité - presque obsolète - de la limitation de vitesse à 80 km/h ou la mise en avant de trois phénomènes bidirectionnels (les routes, la décision politique et le Conseil d'État), *CE*, 24 juill. 2019, n° 421603 : *Juris-Data* n° 2019-013427..... **act. 570** (36)
- Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel, *CE*, 24 juill. 2019, n° 417915 : *Juris-Data* n° 2019-013451..... **act. 571** (36)
- La difficile mise en jeu de la responsabilité publique à la suite d'attitudes racistes en milieu scolaire : accompagner et réparer les préjudices subis, *TA Lyon*, 7 nov. 2018, n° 1604613 : *Juris-Data* n° 2018-019800, *commentaire*..... **2249** (36)
- Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale », *CE*, 3 sept. 2019, n° 434072 : *Juris-Data* n° 2019-015064..... **act. 579** (37)
- Le maire (qui souhaitait interdire la nuit les épiceries de nuit) et le juge pédagogue, *TA Toulon*, 21 août 2019, n° 1902954 : *Juris-Data* n° 2019-015071..... **act. 583** (37)
- Police en matière d'aires d'accueil des gens du voyage : censure « en tant que ne pas », *Cons. const.*, 27 sept. 2019, n° 2019-805 QPC : *Juris-Data* n° 2019-016540..... **act. 601** (40)
- Le sous-traitant et le mandataire du maître de l'ouvrage, *CE*, 18 sept. 2019, n° 425716 : *Juris-Data* n° 2019-015772..... **act. 602** (40)
- Règlement de consultation : l'utilité de l'information n'emporte pas forcément la nécessité, *CE*, 20 sept. 2019, n° 421075 : *Juris-Data* n° 2019-016014..... **act. 603** (40)
- La conciliation n'exclut pas les prérogatives de l'acheteur public, *CE*, 20 sept. 2019, n° 419381 : *Juris-Data* n° 2019-015991..... **act. 604** (40)
- Autorité compétente en matière d'évaluation environnementale, *CE*, 25 sept. 2019, n° 427145 : *Juris-Data* n° 2019-016526..... **act. 605** (40)
- Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE, *CE*, 25 sept. 2019, n° 418658 : *Juris-Data* n° 2019-016530..... **act. 606** (40)
- Congé de longue maladie et décision de maintien en activité, *CE*, 20 sept. 2019, n° 423639 : *Juris-Data* n° 2019-016016..... **act. 607** (40)
- Pas de pouvoir du président d'université de ne pas donner suite à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur, *CE*, 18 sept. 2019, n° 422962 : *Juris-Data* n° 2019-015767..... **act. 608** (40)
- Pensions, remariage, indu et prescription, *CE*, 20 sept. 2019, n° 420406 : *Juris-Data* n° 2019-016003..... **act. 609** (40)
- *CE*, 20 sept. 2019, n° 420489 : *Juris-Data* n° 2019-016009..... **act. 609** (40)
- *CE*, 20 sept. 2019, n° 419659 : *Juris-Data* n° 2019-015996..... **act. 609** (40)
- Pour la mise en oeuvre du RIFSEEP, l'ENM est une administration déconcentrée !, *CE*, 25 sept. 2019, n° 422437 : *Juris-Data* n° 2019-016469..... **act. 610** (40)
- Obligation de faire naître une décision administrative préalable et référé-provision, *CE*, 23 sept. 2019, n° 427923 : *Juris-Data* n° 2019-016211..... **act. 611** (40)
- Les travaux continuent malgré le PLU méconnu, *CE*, 23 sept. 2019, n° 424270 : *Juris-Data* n° 2019-016206..... **act. 612** (40)
- Les câbles des éoliennes ne sont pas une construction, *CE*, 25 sept. 2019, n° 417870 : *Juris-Data* n° 2019-016531..... **act. 613** (40)
- Article L. 600-3 du Code de l'urbanisme : le nouveau délai du référé suspension, pour maintenant, *CE*, 25 sept. 2019, n° 429680 : *Juris-Data* n° 2019-016440..... **act. 614** (40)
- Reconstitution non obligatoire d'archives publiques..... **act. 623** (41)
- La prescription d'assiette des créances publiques..... **act. 624** (41)
- Responsabilité publique, potentiellement engagée à double titre, lors du blocage continu d'un domaine public portuaire..... **act. 625** (41)

- Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement..... **act. 626 (41)**
- Critères supplémentaires en matière de mutation..... **act. 627 (41)**
- Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden..... **act. 628 (41)**
- Précisions contentieuses sur le contentieux des chèques énergie..... **act. 629 (41)**
- Malgré la « phobie administrative », pour bénéficier d'aides sociales, il convient a minima de les solliciter !..... **act. 630 (41)**
- La protection relative des autorisations de lotir..... **act. 631 (41)**
- L'indifférence de la source d'illégalité du document d'urbanisme..... **act. 632 (41)**
- Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble..... **act. 633 (41)**
- Pas de discrimination quand la différence de traitement bénéficie à ceux qui la contestent, *CE, 4 oct. 2019, n° 418521 : Juris-Data n° 2019-017431*..... **act. 640 (42)**
- Soins psychiatriques sans consentement sous traitement informatique, *CE, 4 oct. 2019, n° 421329 : Juris-Data n° 2019-017174*..... **act. 641 (42)**
- Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence, *CE, 4 oct. 2019, n° 422992*..... **act. 642 (42)**
- Le juge de l'intérêt général sauve une privatisation ruineuse, *CE, 9 oct. 2019, n° 430538 : Juris-Data n° 2019-017522*..... **act. 643 (42)**
- L'évaluation environnementale du PLU couvre le projet, *CE, 9 oct. 2019, n° 420804 : Juris-Data n° 2019-017386*..... **act. 644 (42)**
- Exploitation des installations éoliennes : plénitude de juridiction des CAA, *CE, 9 oct. 2019, n° 432722 : Juris-Data n° 2019-017373*..... **act. 645 (42)**
- Contrariété au principe d'égalité de l'article R. 35 du Code des pensions, *CE, 9 oct. 2019, n° 416771 : Juris-Data n° 2019-017521*..... **act. 646 (42)**
- Faisceau d'indices pour obtenir la transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée, *CE, 9 oct. 2019, n° 422874 : Juris-Data n° 2019-017379*..... **act. 647 (42)**
- Faisceau d'indices et durée nécessaire de services publics effectifs auprès d'un employeur unique, *CE, 9 oct. 2019, n° 422866 : Juris-Data n° 2019-017380*..... **act. 648 (42)**
- Différence de traitement et bénéfice d'un départ anticipé à la retraite, *CE, 9 oct. 2019, n° 428634 : Juris-Data n° 2019-017375*..... **act. 649 (42)**
- Le Conseil d'État au secours de la bonification de dépaysement, *CE, 9 oct. 2019, n° 416334 : Juris-Data n° 2019-017387*..... **act. 650 (42)**
- Clôture d'inscription par Télérecours et non prise en compte conséquente d'un mémoire arrivé à tort 45 minutes plus tard, *CE, 9 oct. 2019, n° 422712 : Juris-Data n° 2019-017382*..... **act. 651 (42)**
- Descartes au Conseil d'État, *CE, 4 oct. 2019, n° 423647 : Juris-Data n° 2019-017074*..... **act. 652 (42)**
- Sanction au coeur du service public footballistique néo-calédonien, *CE, 9 oct. 2019, n° 421367 : Juris-Data n° 2019-017385*..... **act. 653 (42)**
- Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom..... **act. 664 (43-44)**
- Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif »..... **act. 665 (43-44)**
- Recouvrement affouagiste d'office..... **act. 666 (43-44)**
- DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667 (43-44)**
- Exigences liées à Télérecours et contentieux sociaux..... **act. 668 (43-44)**
- L'affichage indifférent à la légalité du projet..... **act. 669 (43-44)**
- La disparition implicite de l'interruption de travaux..... **act. 670 (43-44)**
- La démocratie administrative en suspicion, *CE, 24 oct. 2019, n° 427204 : Juris-Data n° 2019-018476*..... **act. 690 (45)**
- Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne..., *CE, 4 oct. 2019, n° 421991 : Juris-Data n° 2019-016902*..... **act. 691 (45)**
- L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation, *CE, 21 oct. 2019, n° 419155 : Juris-Data n° 2019-018542*..... **act. 692 (45)**
- Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat, *CE, 21 oct. 2019, n° 420086 : Juris-Data n° 2019-018540*..... **act. 693 (45)**
- Conséquences du retrait de la décision admettant un agent à la retraite, *CE, 21 oct. 2019, n° 422299 : Juris-Data n° 2019-018497*..... **act. 694 (45)**
- Pouvoirs du juge de cassation et droit de communication, *CE, 24 oct. 2019, n° 425546 : Juris-Data n° 2019-018477*..... **act. 695 (45)**
- Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière, *CE, 24 oct. 2019, n° 407932 : Juris-Data n° 2019-018475*..... **act. 696 (45)**
- Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO, *CE, 23 oct. 2019, n° 422023 : Juris-Data n° 2019-018479*..... **act. 697 (45)**
- Radiation sanction confirmée du fonctionnaire malade, joueur (Koh lanta) et menteur ou quand un rapporteur public ne devrait pas dire ça !, *TA Clermont-Ferrand, n° 1702333 : Juris-Data n° 2019-018703*..... **act. 698 (45)**
- Validation des dispositions expérimentales relatives aux demandes d'asile en Guyane, *CE, 6 nov. 2019, n° 422207 : Juris-Data n° 2019-019540*..... **act. 709 (46)**
- Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII, *CE, 6 nov. 2019, n° 434376 : Juris-Data n° 2019-019520*..... **act. 710 (46)**
- Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'EPCL, *CE, 7 nov. 2019, n° 431146 : Juris-Data n° 2019-019584*..... **act. 711 (46)**
- Sursis à exécution et autorisation environnementale, *CE, 6 nov. 2019, n° 430352 : Juris-Data n° 2019-019535*..... **act. 712 (46)**
- Différence de traitement justifiée entre les agents d'un même corps, *CE, 6 nov. 2019, n° 424391 : Juris-Data n° 2019-019539*..... **act. 713 (46)**
- Ne se pourvoit pas en cassation qui veut : le cas particulier des parties assimilées, *CE, 8 nov. 2019, n° 425177 : Juris-Data n° 2019-019683*..... **act. 714 (46)**
- Rémunération des formations Pôle emploi, qui juge ?, *CE, 21 oct. 2019, n° 421250 : Juris-Data n° 2019-018539*..... **act. 715 (46)**
- Contrôle de cassation sur l'existence d'intérêts concordants, *CE, 21 oct. 2019, n° 419153 : Juris-Data n° 2019-018544*..... **act. 716 (46)**
- Rappel sur les garanties procédurales assortissant une expertise, *CE, 23 oct. 2019, n° 423630 : Juris-Data n° 2019-018478*..... **act. 717 (46)**
- *CE, 23 oct. 2019, n° 419274 : Juris-Data n° 2019-018474*..... **act. 717 (46)**

- Harmonisation du contrôle exercé sur les suspensions de permis de conduire, *CE*, 23 oct. 2019, n° 427431 : *Juris-Data* n° 2019-018472..... **act. 718 (46)**
  - Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade, *CE*, 7 nov. 2019, n° 409330..... **act. 719 (46)**
  - Clarification sur les responsabilités en matière d'orientation des personnes handicapées, *CE*, 8 nov. 2019, n° 412440 : *Juris-Data* n° 2019-019668..... **act. 720 (46)**
  - Droit à provision dans le cadre de responsabilité(s) médicale(s), *CE*, 23 oct. 2019, n° 420485 : *Juris-Data* n° 2019-018481..... **act. 721 (46)**
  - L'ouverture d'un établissement privé mobilise les libertés fondamentales, *CE*, 31 oct. 2019, n° 435435 : *Juris-Data* n° 2019-019670..... **act. 722 (46)**
  - L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement, *CE*, 8 nov. 2019, n° 420324 : *Juris-Data* n° 2019-019671..... **act. 723 (46)**
  - Vérification des charges grevant un don en faveur de la « Paysanne bretonne », *CE*, 8 nov. 2019, n° 421867 : *Juris-Data* n° 2019-019674..... **act. 731 (47)**
  - Mise aux normes de certains établissements recevant du public : annulation des nouveaux formulaires de demande d'autorisation, *CE*, 13 nov. 2019, n° 425543..... **act. 732 (47)**
  - Pas de « balle neuve » pour l'association du tennis seynois qui doit quitter le domaine public, *CE*, 8 nov. 2019, n° 421491 : *Juris-Data* n° 2019-019672..... **act. 733 (47)**
  - Refus de CDI et agent involontairement privé d'emploi, *CE*, 8 nov. 2019, n° 408514..... **act. 734 (47)**
  - Actes de procédure, mandataire et requérant, *CE*, 13 nov. 2019, n° 417855..... **act. 735 (47)**
  - Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE, *CE*, 13 nov. 2019, n° 416860..... **act. 736 (47)**
  - Versement d'une prime indue, la responsabilité du comptable, *CE*, 13 nov. 2019, n° 421299..... **act. 737 (47)**
  - La pièce indue face au refus d'autorisation d'urbanisme, *CE*, 13 nov. 2019, n° 419067..... **act. 738 (47)**
  - Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer, *CE*, 22 nov. 2019, n° 418460 : *Juris-Data* n° 2019-020724..... **act. 748 (48)**
  - L'administration doit prouver que la notification d'une décision a été régulièrement adressée, *CE*, 15 nov. 2019, n° 420509..... **act. 749 (48)**
  - Désistement d'office d'un requérant et contrôle du juge d'appel, *CE*, 22 nov. 2019, n° 420067..... **act. 750 (48)**
  - Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs, *CE*, 22 nov. 2019, n° 422655 : *Juris-Data* n° 2019-020624..... **act. 751 (48)**
  - L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre, *CE*, 22 nov. 2019, n° 417631 : *Juris-Data* n° 2019-020630..... **act. 752 (48)**
  - L'information précoce du public permet une modification du permis de construire, *CE*, 20 nov. 2019, n° 419776..... **act. 753 (48)**
  - Rappel du caractère facultatif du téléservice, *CE*, 27 nov. 2019, n° 422516 : *Juris-Data* n° 2019-021117..... **act. 765 (49)**
  - La notion de « différend » dans les CCAG, précisée, *CE*, 27 nov. 2019, n° 422600 : *Juris-Data* n° 2019-021116..... **act. 766 (49)**
  - *CE*, 22 nov. 2019, n° 417752 : *Juris-Data* n° 2019-021112..... **act. 766 (49)**
  - Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé, *CE*, 27 nov. 2019, n° 432996..... **act. 767 (49)**
  - Le bruit des circuits automobiles sous une garde abondante, *CE*, 29 nov. 2019, n° 423847 : *Juris-Data* n° 2019-021173..... **act. 768 (49)**
  - Attaquer le refus de démolir ou demander au juge d'enjoindre la démolition ?, *CE*, 29 nov. 2019, n° 410689 : *Juris-Data* n° 2019-021157..... **act. 769 (49)**
  - Délai raisonnable et décret de libération des liens d'allégeance, *CE*, 29 nov. 2019, n° 426372 : *Juris-Data* n° 2019-021152..... **act. 770 (49)**
  - *CE*, 29 nov. 2019, n° 411145..... **act. 770 (49)**
  - L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier, *CE*, 6 déc. 2019, n° 425542..... **act. 779 (50)**
  - *CE*, 6 déc. 2019, n° 418741..... **act. 779 (50)**
  - Contribution au budget du SDIS, le plafonnement inclut le volontariat, *CE*, 2 déc. 2019, n° 418026 : *Juris-Data* n° 2019-021459..... **act. 780 (50)**
  - Entreprise évincée : l'éventualité de la reconduction tacite freine l'indemnisation, *CE*, 2 déc. 2019, n° 423936..... **act. 781 (50)**
  - Fin des rapports contractuels entre le maître d'oeuvre et le maître de l'ouvrage, *CE*, 2 déc. 2019, n° 423544..... **act. 782 (50)**
  - Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1), *CE*, 2 déc. 2019, n° 422307..... **act. 783 (50)**
  - Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2), *CE*, 2 déc. 2019, n° 425204..... **act. 784 (50)**
  - Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités, *CE*, 2 déc. 2019, n° 422615..... **act. 785 (50)**
  - Reprise en régie et continuité contractuelle des conditions de rémunération, *CE*, 2 déc. 2019, n° 421715..... **act. 786 (50)**
  - Actes déterminés multiples répondant à un besoin permanent de l'administration et qualité d'agent non titulaire, *CE*, 2 déc. 2019, n° 412941..... **act. 787 (50)**
  - L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation, *CE*, 6 déc. 2019, n° 417167..... **act. 788 (50)**
  - Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération, *CE*, 11 déc. 2019, n° 410760..... **act. 799 (51-52)**
  - L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj, *CE*, 16 déc. 2019, n° 419220..... **act. 800 (51-52)**
  - La révocation du maire..... **act. 801 (51-52)**
  - Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie, *CE*, n° 427522..... **act. 802 (51-52)**
- Marion TRAVERS**, chargée d'enseignement à la faculté de droit de Tours
- Les enjeux de l'asymétrie normative au niveau local, étude..... **2347 (49)**
- Élise UNTERMAIER-KERLÉO**, maître de conférences à l'université Jean-Moulin Lyon 3
- Une politique immobilière de l'État désormais soutenable et efficace ?, À noter également..... **2287 (42)**
- Christian VALLAR**, professeur de droit public
- Armes de force intermédiaire et maintien de l'ordre : l'aval nuancé du Conseil d'État, *CE*, 1<sup>er</sup> févr. 2019, n° 427386 : *Juris-Data* n° 2019-001487, commentaire..... **2105 (15)**
- Roland VANDERMEEREN**, Conseiller d'État honoraire, avocat au barreau de Paris, Gide Loyrette Nouel
- Une nouvelle réforme pour l'urbanisme commercial, étude..... **2016 (3)**
  - Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions janvier à juin 2019 (1<sup>re</sup> partie), *chronique*..... **2292 (43-44)**
  - Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions janvier à juin 2019 (2<sup>e</sup> partie), *chronique*..... **2308 (45)**

**Léo VANIER**, professeur de droit public

- Vers le crowd-service public ?, *étude*..... 2354 (50)

**Emma VARENNE**, expert technique, direction  
Marchés SMACL Assurances

- Transfert de compétences, transfert de personnel, transfert de contrats : transferts de responsabilités ?, *entretien*..... 2068 (10-11)

**Thomas VASEUX**, avocat au Barreau de Paris

- Les contrats de sous-occupation du domaine public doivent-ils être précédés d'une procédure de sélection préalable ?, *étude*..... 2177 (24)

**Michel VERPEAUX**, professeur à l'université  
Panthéon-Sorbonne

- Peut-on contrôler les listes de candidats aux élections municipales ?, *libres propos*..... 746 (48)

**François VIALLA**, professeur des universités,  
directeur du Centre européen d'études et de recherche  
Droit et Santé, UMR 5815, SFR ASMES

- Affaire Vincent Lambert : l'Administration retrouve son juge, *Cass. ass. plén, 28 juin 2019, n° 19-17.330 : Juris-Data n° 2019-011090*..... act. 480 (27)

**Jean-Christophe VIDELIN**, maître de conférences en  
droit public

- Droit public économique 1/2, *chronique*..... 2127 (18-19)
- Droit public économique 2/2, *chronique*..... 2133 (20)
- Le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises : un pacte aussi pour le secteur public, *étude*..... 2247 (36)

**Juliette VIELH**, avocate, cabinet Goutal, Alibert &  
Associés

- Communication électorale et réseaux sociaux, *entretien*..... 2329 (47)

**Jean-Baptiste VILA**, maître de conférences en droit  
public, université Bordeaux IV Montesquieu,  
laboratoire du CERDARE

- Les vicissitudes de la disparition anticipée des contrats « Commune d'Olivet », *CAA Bordeaux, 9 mai 2018, n° 15BX02770 : Juris-Data n° 2018-009435, commentaire*..... 2056 (8)
- Les contrats de DSP et la problématique des provisions pour renouvellement, *CE, 18 oct. 2018, n° 420097 : Juris-Data n° 2018-018042, commentaire*..... 2130 (18-19)
- Réflexions sur le sort des biens financés par le cocontractant avant la signature d'un contrat de DSP, *CE, 29 juin 2018, n° 402251 : Juris-Data n° 2018-011426, commentaire*..... 2224 (29)
- Le droit à indemnisation du concessionnaire face à l'aléa contentieux et aux décisions publiques qui en résultent, *CE, 27 févr. 2019, n° 410537 : Juris-Data n° 2019-002864, commentaire*..... 2315 (45)

**Pierre VILLENEUVE**, directeur des affaires  
juridiques, de l'évaluation et du contrôle interne,  
conseil régional de Bretagne

- Demain, tous contractuels ? - À propos du projet de loi de transformation de la fonction publique du 14 février 2019, *libres propos*..... 117 (8)
- Réaliser des achats innovants : conseils et méthodes pour les acheteurs publics, *pratique*..... 2134 (20)
- Les nouvelles frontières de l'exemplarité gouvernementale à propos de la circulaire du 23 juillet 2019..... act. 523 (30-34)

- Réforme de l'administration territoriale de l'État : vers un nouvel État territorial ?..... act. 540 (35)

- Détecter et traiter une offre anormalement basse : mode d'emploi pour les acheteurs publics, *pratique*..... 2245 (36)

- Projet de décret modifiant le Code de la commande publique - Les mots pour le dire, *libres propos*..... 588 (38-39)

- L'acheteur public, un lanceur d'alerte presque comme les autres, *commentaire*..... 2269 (40)

- La promotion d'un nouveau management ministériel : à propos du décret du 2 octobre 2019..... act. 622 (41)

- Transformation de l'action publique et suivi des réformes, des ministres et des préfets de région évalués ! ..... act. 658 (42)

- Cumuls d'activités et contrôles déontologiques : entre allègement procédural et renforcement du contrôle déontologique (projet de décret)..... act. 686 (45)

- Modification de la liste des emplois soumis à l'obligation de transmettre des déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale (projet de décret)..... act. 687 (45)

- Modalités de passation et d'exécution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs : une mise en concurrence encadrée..... act. 707 (46)

- Réseaux sociaux et déontologie du fonctionnaire territorial en période électorale, *entretien*..... 2330 (47)

- Mise en oeuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État en Corse, une REATE à la carte..... act. 755 (48)

- Transparence des élus, stop ou encore ? - À propos de la proposition de loi instaurant le devoir de transparence et d'exemplarité des élus, *libres propos*..... 763 (49)

**Marie-Caroline VINCENT-LEGOUX**, maître de  
conférences en droit public à l'université de  
Bourgogne membre du Centre de recherche et d'étude  
en droit et science politique (CREDESPO)

- La délibération approuvant le principe du recours à un marché de partenariat soumise à un contrôle rigoureux du juge de l'excès de pouvoir, *TA Marseille, 12 févr. 2019, n° 1709848 : Juris-Data n° 2019-001661, commentaire*..... 2281 (42)

**Vincent VIOUJAS**, Directeur d'hôpital

- Le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé, *libres propos*..... 102 (7)

- La réforme du système de santé, ou l'art du puzzle, *étude*..... 2257 (37)

- L'absence d'effet immédiat en matière d'assurance chômage de la transformation des établissements publics de santé en établissements publics de l'État, *Cass., 11 juill. 2019, n° 17-27.540 : Juris-Data n° 2019-012110, commentaire*..... 2319 (46)

**Aurélien VIROT-LANDAIS**, maître de conférences

- La convention de prêt bancaire d'un parti politique transmise à la CNCCFP est-elle réellement une pièce comptable communicable aux tiers comme les autres ?, *CE, 13 févr. 2019, n° 420467 : Juris-Data n° 2019-001979, commentaire*..... 2191 (26)

- De la communicabilité d'un protocole transactionnel conclu par l'État avec les sociétés concessionnaires d'autoroutes, *CE, 18 mars 2019, n° 403465 : Juris-Data n° 2018-020137, commentaire*..... 2240 (35)

**Anne WALGENWITZ**, avocat associé

- La rupture conventionnelle : un dispositif attendu dans un contexte de contractualisation croissante du droit de la fonction publique, *étude*..... 2276 (41)

- Le projet de décret relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique..... act. 685 (45)

• Le projet de décret relatif à l'indemnité de rupture conventionnelle dans la fonction publique, <i>aperçu rapide</i> .....	729 (47)	• Conventonnement des sites naturels d'escalade : la fin des « Trente Glorieuses », <i>CA Toulouse</i> , 21 janv. 2019, n° 16/02863, <i>commentaire</i> .....	2120 (16)
<b>François WERNER</b> , maire de Villers-lès-Nancy et vice-président de la métropole du Grand Nancy et de la région Grand-Est		• Nature juridique de l'Institut de France : le sexe des anges, <i>Cass. crim.</i> , 19 févr. 2019, n° 17-85.115 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-002396, <i>commentaire</i> .....	2166 (22)
• État des lieux et perspectives, <i>entretien</i> .....	2067 (10-11)	• Remontées mécaniques en régie directe : pas de chômage partiel avant la loi « Montagne 2 », <i>CAA Lyon</i> , 6 mai 2019, n° 18LY03336, <i>commentaire</i> .....	2204 (27)
<b>Philippe YOLKA</b> , professeur de droit public, université Grenoble-Alpes		• <i>CAA Lyon</i> , 6 mai 2019, n° 18LY00833, <i>commentaire</i> .....	2204 (27)
• « Noli me tangere » (sur l'irréductible intangibilité de l'ouvrage public mal planté), <i>CAA Lyon</i> , 23 oct. 2018, n° 17LY04341, <i>À noter également</i> .....	2030 (4)	• Prises de vues depuis les monuments publics : photographe n'est pas occuper, <i>TA Paris</i> , 3 mai 2019, n° 188220, <i>À noter également</i> .....	2209 (28)
• Contravention de grande voirie « environnementale » : qui est vu est - parfois - pris, <i>CAA Marseille</i> , 14 sept. 2018, n° 16MA03248, <i>À noter également</i> .....	2031 (4)	• Pas de gérance salariée des fonds de commerce publics, <i>À noter également</i> .....	2210 (28)
• Les transferts de biens entre domaines publics : naissance d'un contentieux, <i>CAA Versailles</i> , 6 déc. 2018, n° 17VE00334 : <i>Juris-Data</i> n° 2018-022996, <i>commentaire</i> .....	2039 (5)	• Demandeurs d'asile : quitter Montauban ?, <i>TA Toulouse</i> , 28 mai 2019, n° 1902794, <i>À noter également</i> .....	2211 (28)
• Collectivités territoriales et ventes immobilières « complexes » : quelques (in)certitudes, <i>essentiel sur</i> .....	2062 (9)	• Contentieux de la résolution des baux commerciaux conclus sur le domaine privé : le juge judiciaire est, sans surprise, compétent, <i>Cass. 1<sup>re</sup> civ.</i> , 4 juill. 2019, n° 18-20.842 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-011609, <i>À noter également</i> .....	2283 (42)
• Annulation de l'acte détachable du contrat de vente immobilière : un « tigre de papier » ?, <i>CAA Versailles</i> , 18 oct. 2018, n° 17VE00406, <i>commentaire</i> .....	2063 (9)	• Les techniques d'incorporation au domaine public : quelques problèmes d'articulation, <i>libres propos</i> .....	661 (43-44)
• « Gilets jaunes » : qui expulse ?, <i>libres propos</i> .....	161 (10-11)	• Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne..., <i>CE</i> , 4 oct. 2019, n° 421991 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-016902.....	act. 691 (45)
• Fonds de commerce sur le domaine public : vers une application de la loi « Pinel » aux titres antérieurs ?, <i>À noter également</i> .....	2112 (16)	• Les collectivités territoriales à l'épreuve du cybersquatting, <i>Cass.</i> , 5 juin 2019, n° 17-22.132 : <i>Juris-Data</i> n° 2019-009705, <i>commentaire</i> .....	2321 (46)
		• Statut domanial des sites nordiques : le juge du (ski de) fond hors-piste ?, <i>CAA Lyon</i> 17LY02627, 10 oct. 2019, n° 19LY00270, <i>commentaire</i> .....	2343 (48)



# Table alphabétique générale



### Actes administratifs

#### ACCORD INTERNATIONAL

Les relations entre droit interne et droit international :  
harmonie ou divergence ?, commentaire ..... **2141 (21)**

#### ACTE DE GOUVERNEMENT

Les relations entre droit interne et droit international :  
harmonie ou divergence ?, commentaire ..... **2141 (21)**

#### ACTE PRÉPARATOIRE

Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de  
l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et  
le déféré préfectoral ..... **act. 272 (16)**

#### ACTION DE L'ADMINISTRATION

Organisation danthonysée (sic) du service public judi-  
ciaire ..... **act. 568 (36)**

#### AMIANTE

L'amiante, un document de communication ..... **act. 406 (24)**

#### ARCHIVES PUBLIQUES

Reconstitution non obligatoire d'archives publiques ..... **act. 623 (41)**

#### AUTORITÉ ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE

Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom ..... **act. 664 (43-44)**

#### CERTIFICAT D'EXPORTATION

Documents administratifs et définition du caractère  
abusif de la demande : quel sort pour l'accès aux  
certificats d'exportation ?, commentaire ..... **2174 (24)**

#### CIRCULAIRE

La publication d'une circulaire sur un support dématé-  
rialisé peut être suffisante ..... **act. 208 (13)**

Non obligation de publication des instructions « LBD  
40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre  
public (et donc non abrogées) ..... **act. 543 (35)**

#### COMITÉ DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES SANCTIONS

Contrôle des décisions du comité de règlement des  
différends et des sanctions de la CRE ..... **act. 206 (13)**

#### COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom ..... **act. 664 (43-44)**

#### COMMUNICATION

Pouvoirs du juge de cassation et droit de communi-  
cation ..... **act. 695 (45)**

#### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un droit souple qui n'a jamais porté aussi bien son nom ..... **act. 664 (43-44)**

#### COMPTABLE PUBLIC

Le comptable public et le contrôle de la compétence de  
l'auteur d'un acte administratif, commentaire ..... **2083 (14)**

#### COMPTES DE CAMPAGNE

Des conventions de prêt aux partis politiques comme  
documents administratifs communicables sous condi-  
tions ..... **act. 120 (8)**

#### CONTRÔLE

Le comptable public et le contrôle de la compétence de  
l'auteur d'un acte administratif, commentaire ..... **2083 (14)**

#### CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Le contrôle de légalité, la jurisprudence et l'intelligence  
artificielle ..... **act. 528 (30-34)**

#### CONVENTION

Constitutionnalité de la validation des conventions  
relatives à l'accès aux réseaux conclues entre les gestion-  
naires de réseaux de distribution et les fournisseurs  
d'électricité ..... **act. 288 (17)**

#### CONVENTION DE PRÊT BANCAIRE

La convention de prêt bancaire d'un parti politique  
transmise à la CNCCFP est-elle réellement une pièce  
comptable communicable aux tiers comme les autres ?,  
commentaire ..... **2191 (26)**

#### DÉCISION IMPLICITE DE REJET

Application dans le temps du nouveau délai de recours  
de deux mois courant contre les décisions implicites  
relevant du plein contentieux, commentaire ..... **2071 (12)**

#### DÉCISION MINISTÉRIELLE

Caractère réglementaire d'une mesure favorable ..... **act. 207 (13)**

#### DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du  
grand contournement de Strasbourg ..... **act. 175 (12)**

#### DÉLAI DE RECOURS

Application dans le temps du nouveau délai de recours  
de deux mois courant contre les décisions implicites  
relevant du plein contentieux, commentaire ..... **2071 (12)**

#### DÉLAIS DE RECOURS

Application dans le temps des dispositions relatives aux  
délais de recours ..... **act. 93 (6)**

#### DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Du droit d'opposition à la collecte des données à  
caractère personnel ..... **act. 209 (13)**

#### DONS

Vérification des charges grevant un don en faveur de la  
« Paysanne bretonne » ..... **act. 731 (47)**

#### EXPÉRIMENTATION

Validation des dispositions expérimentales relatives  
aux demandes d'asile en Guyane ..... **act. 709 (46)**

#### FOURNISSEURS D'ÉLECTRICITÉ

Constitutionnalité de la validation des conventions  
relatives à l'accès aux réseaux conclues entre les gestion-  
naires de réseaux de distribution et les fournisseurs  
d'électricité ..... **act. 288 (17)**

#### HARKIS

Pas de discrimination quand la différence de traitement  
bénéficie à ceux qui la contestent ..... **act. 640 (42)**

#### IMMUNITÉ D'EXÉCUTION

L'immunité d'exécution à l'épreuve du recours en  
cassation ..... **act. 14 (1)**

**INSTRUCTION**

Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées) ..... **act. 543 (35)**

**INTÉRÊT À AGIR**

La fermeture illégale des services publics locaux à fin de contestation politique, commentaire ..... **2318 (45)**

**LEGS**

Vérification des charges grevant un don en faveur de la « Paysanne bretonne » ..... **act. 731 (47)**

**LIBÉRALITÉ PUBLIQUE**

Pour en finir avec le principe de prohibition des libéralités publiques, étude ..... **2128 (18-19)**

**LOI DU PAYS**

La loi du pays promulguée n'est plus illégale ..... **act. 176 (12)**

**MESURE GRACIEUSE**

Caractère réglementaire d'une mesure favorable ..... **act. 207 (13)**

**PIÈCE COMPTABLE**

La convention de prêt bancaire d'un parti politique transmise à la CNCCFP est-elle réellement une pièce comptable communicable aux tiers comme les autres ?, commentaire ..... **2191 (26)**

**PROROGATION**

Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg ..... **act. 175 (12)**

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL**

Communication du protocole transactionnel : oui, mais ..... **act. 205 (13)**

De la communicabilité d'un protocole transactionnel conclu par l'État avec les sociétés concessionnaires d'autoroutes, commentaire ..... **2240 (35)**

**PUBLICATION**

La publication d'une circulaire sur un support dématérialisé peut être suffisante ..... **act. 208 (13)**

Non obligation de publication des instructions « LBD 40 » destinées aux seuls services du maintien de l'ordre public (et donc non abrogées) ..... **act. 543 (35)**

**PUBLICITÉ**

La publicité des actes réglementaires des collectivités territoriales : de complexes subtilités en subtiles complexités, commentaire ..... **2106 (16)**

**RESCRIT**

De nouveaux cas de rescrit (fiscalité de l'aménagement et de l'urbanisme) ..... **act. 2 (1)**

**SOINS PSYCHIATRIQUES SANS CONSENTEMENT**

Soins psychiatriques sans consentement sous traitement informatique ..... **act. 641 (42)**

**SUBVENTION**

Contrôle des décisions d'attribution des aides au cinéma ..... **act. 302 (18-19)**

**Administration / Citoyens****ACTE D'ÉTAT CIVIL**

Transcriptions par l'état civil des noms patronymiques comportant des accents ..... **act. 20 (1)**

**ACTUALITÉ LÉGISLATIVE**

Les propositions / projets de lois attendus au cours de l'été ..... **act. 524 (30-34)**

**APPRENTISSAGE**

Apprentissage dans les SPNIC : compétence professionnelle du maître d'apprentissage et service compétent en cas de rupture ..... **act. 59 (4)**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404 (24)**

**ASSURANCE CHÔMAGE**

L'absence d'effet immédiat en matière d'assurance chômage de la transformation des établissements publics de santé en établissements publics de l'État, commentaire ..... **2319 (46)**

**AUDIENCE**

Conformité à la Constitution de l'interdiction de capter ou de transmettre la parole ou l'image dans les salles d'audience ..... **act. 778 (50)**

**AUTORISATION D'URBANISME**

Mise en oeuvre de la téléprocédure de réception et d'instruction dématérialisées des demandes d'urbanisme par les communes : quelle visibilité ? ..... **act. 617 (40)**

**AVOCAT**

La condamnation d'un avocat à des dommages et intérêts d'un montant excessif emporte violation de sa liberté d'expression ..... **act. 114 (7)**

Soutane et robe ne sont pas incompatibles dans l'UE ..... **act. 334 (20)**

**BLOCKCHAIN**

Blockchain : la mission d'information de l'Assemblée nationale publie son rapport ..... **act. 24 (1)**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**

Les modalités de transfert des agents des CCI précisées, aperçu rapide ..... **705 (46)**

**CHANGEMENT DE PATRONYME**

Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif » ..... **act. 665 (43-44)**

**CIRCULAIRE**

Entrées en vigueur entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 mai 2019 ..... **act. 301 (18-19)**

**CNIL**

La violation des obligations du RGPD sera désormais sanctionnée ..... **act. 341 (20)**

Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique ..... **act. 290 (17)**

L'ordonnance du 12 décembre 2018 et la nouvelle loi Informatique et libertés, commentaire ..... **2047 (7)**

**CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT**

Le conseil de développement à la lumière des récentes lois de décentralisation : le renouveau dans la continuité, étude ..... **2007 (2)**

**CONTRÔLE DE L'APPLICATION DES LOIS**

Conformité de la résolution renforçant les capacités de contrôle de l'application des lois par le Sénat ..... **act. 405 (24)**

**CULTE STATUTAIRE**

Alsace-Moselle : déconcentration et simplification de procédures administratives relatives au fonctionnement des cultes statutaires ..... **act. 777 (50)**

## DÉCISION IMPLICITE

Précisions sur le délai de recours contre les décisions implicites, commentaire ..... 2346 (49)

## DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... 404 (24)

## DÉFENSEUR DES DROITS

Le service public à la française se dégrade ..... act. 198 (12)

## DOMICILE

Élection de domicile dans l'assignation en cas de fusion de communes ..... act. 129 (8)

## DONNÉE PERSONNELLE

Traitement de données personnelles : détermination de la base de licéité et conséquences, étude ..... 2048 (7)

## DONNÉES

ESSOC : expérimentation du « Dites-le nous une fois » dans trois régions ..... act. 58 (4)

## DONNÉES PERSONNELLES

Données personnelles : la responsabilité d'un utilisateur des services proposés par Facebook, commentaire ..... 2256 (37)

La démocratie administrative en suspicion ..... act. 690 (45)

## DONNÉES PUBLIQUES

Open data des données publiques : la CNIL et la CADA lancent une consultation publique sur leur projet de guide pratique ..... act. 160 (9)

## DROIT AU DÉRÉFÉREMENT

La CJUE précise l'étendue et les modalités du droit au déréfèrement sur les moteurs de recherche, commentaire ..... 2360 (51-52)

## DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Une pierre nouvelle à la construction du régime juridique de l'administration indirecte de l'Union européenne, commentaire ..... 2146 (22)

## ÉCRITURE INCLUSIVE

Les textes publiés au Journal officiel le sont sans « écriture inclusive », commentaire ..... 2072 (12)

## ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Mise aux normes de certains établissements recevant du public : annulation des nouveaux formulaires de demande d'autorisation ..... act. 732 (47)

## ÉTAT CIVIL

Circonstances exceptionnelles et changement de patronyme : quand le juge administratif révèle un « intérêt légitime » sur des motifs « d'ordre affectif » ..... act. 665 (43-44)

GPA, parentalité d'intention et transcription sur les registres d'état civil : la CEDH rend son premier avis consultatif ..... act. 258 (15)

## FACEBOOK

Données personnelles : la responsabilité d'un utilisateur des services proposés par Facebook, commentaire ..... 2256 (37)

## FORMATION

Lutte contre le chômage et accompagnement écologique et numérique : les préfets de régions et les présidents des conseils régionaux mobilisés ..... act. 360 (21)

## FRANCE SERVICE

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... 404 (24)

## HAUTE AUTORITÉ POUR LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

Rapport d'activité 2018 de la HATVP : première année pleine auprès des représentants d'intérêt ..... act. 415 (24)

## HISTOIRE

EMPREINTES D'HISTOIRE, tome 2 ..... act. 762 (48)

## INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE FRAIS DE MANDAT

Transparence et compétence administratives pour constater la non-communication des relevés de comptes d'IRFM : l'acte de Gouvernement bien vivant ..... act. 466 (27)

## INTÉRÊT À AGIR

Autorisation d'exploiter une installation de production électrique par contrat : l'association lésée ..... act. 148 (9)

Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc ..... act. 546 (35)

## INTÉRÊT DU PUBLIC

Précisions sur la notion d'intérêt du public à accéder aux informations relatives aux émissions dans l'environnement ..... act. 191 (12)

## JOURNAL OFFICIEL

Les textes publiés au Journal officiel le sont sans « écriture inclusive », commentaire ..... 2072 (12)

## LANCEUR D'ALERTE

Protection des lanceurs d'alerte dans l'UE : le Conseil adopte définitivement la directive ..... act. 659 (42)

## LOI POUR UNE RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE

Le pouvoir de sanction de la CNIL issu de la loi pour une République numérique ..... act. 290 (17)

## MÉDIATION

La médiation sous léger contrôle ..... act. 580 (37)

Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves, commentaire ..... 2266 (40)

## MÉDIATION ADMINISTRATIVE

La médiation en droit public : d'une chimère à une obligation ?, étude ..... 2060 (9)

L'An II de la médiation administrative, étude ..... 2061 (9)

## NOTIFICATION

L'administration doit prouver que la notification d'une décision a été régulièrement adressée ..... act. 749 (48)

## OPEN DATA

Open Data : 10 % des collectivités concernées par la loi pour une République numérique ont publié a minima un jeu de données ..... act. 774 (49)

Open data des données publiques : la CNIL et la CADA lancent une consultation publique sur leur projet de guide pratique ..... act. 160 (9)

## PAIEMENT EN LIGNE

Entrées en vigueur entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2019 ..... act. 418 (25)

## PARLEMENT

Les textes qui seront débattus en session extraordinaire du 10 septembre 2019 ..... act. 563 (35)

## PARTICIPATION CITOYENNE

Lancement par l'État du Centre de la participation citoyenne ..... act. 759 (48)

## PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide..... 404 (24)

## PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'État..... act. 554 (35)

Légalité du partage de données relatives aux demandeurs d'asile entre les SIAO et l'OFII..... act. 710 (46)

## PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Google sanctionné par la CNIL : les leçons pour les autorités publiques, commentaire..... 2049 (7)

Le Conseil d'État précise le mode d'emploi du droit au déréférencement, aperçu rapide..... 795 (51-52)

Le nouveau décret d'application de la loi Informatique et Libertés, aperçu rapide..... 387 (23)

L'ordonnance du 12 décembre 2018 et la nouvelle loi Informatique et libertés, commentaire..... 2047 (7)

Présentation du projet de loi ratifiant l'ordonnance réécrivant la loi Informatique et libertés..... act. 240 (14)

RGPD : de l'importance du processus de détermination de la base de licéité, aperçu rapide..... 681 (45)

RGPD : un guide CNIL pour les collectivités territoriales, aperçu rapide..... 598 (40)

## RECONNAISSANCE FACIALE

Expérimentation de la reconnaissance faciale dans deux lycées : la CNIL précise sa position..... act. 703 (45)

## RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE PARTAGÉE

La mise en oeuvre du référendum d'initiative partagée validée pour la première fois par le Conseil constitutionnel..... act. 318 (20)

Une primeur, une gageure : le défi démocratique du « RIP Aéroports de Paris », libres propos..... 514 (30-34)

## RÉFÉRENT UNIQUE

Référent unique auprès des usagers : une expérimentation est prévue..... act. 3 (1)

## RESCRIT JURIDICTIONNEL

Loi ESSOC : l'expérimentation du rescrit juridictionnel est conforme à la Constitution..... act. 464 (27)

## RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Développement des instruments de démocratie directe et participative : les propositions de sénateurs..... act. 199 (12)

## RGPD

La CNIL lance son MOOC sur le RGPD..... act. 202 (12)

Le Conseil d'État précise le mode d'emploi du droit au déréférencement, aperçu rapide..... 795 (51-52)

RGPD : de l'importance du processus de détermination de la base de licéité, aperçu rapide..... 681 (45)

## SÉNAT

Conformité de la résolution renforçant les capacités de contrôle de l'application des lois par le Sénat..... act. 405 (24)

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide..... 404 (24)

## SOINS PSYCHIATRIQUES SANS CONSENTEMENT

Soins psychiatriques sans consentement : la Cour de cassation rappelle l'articulation des délais..... act. 192 (12)

## SPORT

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide..... 590 (38-39)

« 21 propositions pour une politique publique du sport ambitieuse »..... act. 660 (42)

## TÉLÉSERVICE

Rappel du caractère facultatif du téléservice..... act. 765 (49)

## TRANSACTION

Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves, commentaire..... 2266 (40)

## TRANSFERT

Les modalités de transfert des agents des CCI précisées, aperçu rapide..... 705 (46)

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Lutte contre le chômage et accompagnement écologique et numérique : les préfets de régions et les présidents des conseils régionaux mobilisés..... act. 360 (21)

## UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide..... 590 (38-39)

UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU 1<sup>ER</sup> DEGRÉ

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide..... 590 (38-39)

## Aménagement du territoire

## AUTORISATION D'EXPLOITATION COMMERCIALE

La clarification du régime contentieux du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, commentaire..... 2036 (5)

L'intérêt à agir d'un concurrent contre une autorisation d'exploitation commerciale en cas de recoupement de zones de chalandise, commentaire..... 2078 (13)

## CESSION DE TERRAIN

Dispositif de décote et délégation de l'exercice du droit de priorité : parution de 2 décrets d'application de la loi ELAN..... act. 316 (20)

## COMMISSION D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

En matière de permis de construire un magasin, le juge se fie aux apparences, commentaire..... 2037 (5)

## COÛT DU FONCIER

Légiférer pour (essayer de) répondre à la crise du logement, aperçu rapide..... 728 (47)

## DÉTOURNEMENT DE BIENS PUBLICS

Substitution de travaux en connaissance de cause et caractérisation du délit de détournement de biens publics, commentaire..... 2019 (4)

## DROIT DE PRÉEMPTION

L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj... act. 800 (51-52)

## DROIT DE PRIORITÉ

Dispositif de décote et délégation de l'exercice du droit de priorité : parution de 2 décrets d'application de la loi ELAN..... act. 316 (20)

## EXPROPRIATION

Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération..... act. 799 (51-52)

## FISAC

Quelle est la définition d'un centre bourg au sens de l'article L. 750-1-1 du Code de commerce ? ..... **act. 219 (13)**

## LITTORAL

Loi Littoral : le rôle renforcé du schéma de cohérence territoriale officialisé par la loi Elan, pratique ..... **2084 (14)**

## LOI ELAN

Loi Littoral : le rôle renforcé du schéma de cohérence territoriale officialisé par la loi Elan, pratique ..... **2084 (14)**

## PERMIS DE CONSTRUIRE TENANT LIEU

### D'AUTORISATION D'EXPLOITATION COMMERCIALE

La clarification du régime contentieux du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, commentaire ..... **2036 (5)**

## POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT

Le dispositif Pinel épinglé ..... **act. 739 (47)**

## QUARTIERS PRIORITAIRES

Quartiers prioritaires : précisions sur les mesures que les collectivités territoriales doivent mettre en oeuvre ..... **act. 85 (5)**

## REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS

Quelle est la définition d'un centre bourg au sens de l'article L. 750-1-1 du Code de commerce ? ..... **act. 219 (13)**

## SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

Loi Littoral : le rôle renforcé du schéma de cohérence territoriale officialisé par la loi Elan, pratique ..... **2084 (14)**

## URBANISME COMMERCIAL

La clarification du régime contentieux du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale, commentaire ..... **2036 (5)**

L'intérêt à agir d'un concurrent contre une autorisation d'exploitation commerciale en cas de recoupement de zones de chalandise, commentaire ..... **2078 (13)**

## VILLAGE

Loi Littoral : le rôle renforcé du schéma de cohérence territoriale officialisé par la loi Elan, pratique ..... **2084 (14)**

## Budget / Finances / Fiscalité

### AMORTISSEMENT

L'amortissement d'usage d'un bien singulier ..... **act. 304 (18-19)**

### BUDGET DE L'ÉTAT

Le rapport sur le budget de l'État en 2018 ..... **act. 364 (21)**

### CERTIFICATION DES COMPTES

Certification des comptes 2018 de l'État, du Sénat et de l'Assemblée nationale ..... **act. 363 (21)**

Journal officiel du 22 au 28 novembre 2019 ..... **act. 747 (48)**

### CERTIFICATION DES COMPTES LOCAUX

Bilan intermédiaire de l'expérimentation de la certification des comptes locaux ..... **act. 437 (25)**

### CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES

Participation aux charges de fonctionnement des écoles pour les enfants scolarisés hors de leur commune de résidence ..... **act. 642 (42)**

### COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les finances des collectivités locales en 2019 ..... **act. 595 (38-39)**

### COMMUNE NOUVELLE

La péréquation garantie des communes nouvelles ..... **act. 271 (16)**

### COMPTABLE

Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ? ..... **act. 428 (25)**

L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier ..... **act. 779 (50)**

### COMPTABLE PUBLIC

Conditions de la portée des réserves émises par le comptable entrant sur la gestion de son prédécesseur, commentaire ..... **2280 (42)**

### COMPTE FINANCIER UNIQUE

Expérimentation du compte financier unique pour les collectivités territoriales : appel à candidatures ..... **act. 54 (3)**

### COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

Des pistes de ski au prétoire du juge fiscal : où ça amène, la benne... ..... **act. 691 (45)**

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les finances des collectivités locales en 2019 ..... **act. 595 (38-39)**

### DETTE

Les finances des collectivités locales en 2019 ..... **act. 595 (38-39)**

### DOTATION DE PÉRÉQUATION COMMUNALE

La péréquation garantie des communes nouvelles ..... **act. 271 (16)**

### DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE

Répartition de la dotation politique de la ville pour l'exercice 2019 ..... **act. 260 (15)**

### DROIT À RECTIFICATION

Observations des chambres régionales des comptes et droit à rectification, commentaire ..... **2267 (40)**

### DROITS DE MUTATION

Anomalie dans la comptabilisation des droits de mutation (exercice 2017) : le traitement des formalités d'enregistrement doit changer ..... **act. 68 (4)**

### EMPRUNT

Assouplissement des conditions de renégociation des emprunts des collectivités territoriales : quelles perspectives législatives ? ..... **act. 259 (15)**

### FARDEAU ADMINISTRATIF

Le « fardeau administratif » : fatalité de l'action publique ou arbitrage politique et budgétaire qui ne dit pas son nom ?, libres propos ..... **565 (36)**

### FCTVA

Biens indivis des habitants de plusieurs communes exclus du FCTVA ..... **act. 520 (30-34)**

### FINANCES LOCALES

La situation financière des collectivités du bloc communal s'améliore selon la Cour des comptes ..... **act. 458 (26)**

### FINANCES PUBLIQUES LOCALES

Les finances publiques locales 2019 ..... **act. 619 (40)**

### FISCALITÉ AFFECTÉE

Fiscalité comportementale et fiscalité affectée : vers un mariage de raison ?, libres propos ..... **343 (21)**

### FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

La fiscalité directe locale en 2018 ..... **act. 311 (18-19)**

**FISCALITÉ LOCALE**

La fiscalité locale dans le projet de loi de finances pour 2020..... **act. 618 (40)**

**GESTION DE FAIT**

Notion de recettes publiques quand la perception en est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ?..... **act. 467 (27)**

**IMMOBILISATION**

L'amortissement d'usage d'un bien singulier..... **act. 304 (18-19)**

**IMPÔT LOCAL**

L'illégalité du taux de l'impôt local..... **act. 485 (28)**

**INVESTISSEMENT**

Publication du 6<sup>e</sup> numéro de Cap sur : l'investissement des communes et des intercommunalités depuis 2014..... **act. 69 (4)**

**MÉDIATION ADMINISTRATIVE**

Les frais et honoraires de médiation administrative ordonnée à l'initiative du juge sont soumis à la TVA ..... **act. 676 (43-44)**

**OBSERVATION DES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES**

Observations des chambres régionales des comptes et droit à rectification, commentaire ..... **2267 (40)**

**PARLEMENT**

Certification des comptes 2018 de l'État, du Sénat et de l'Assemblée nationale ..... **act. 363 (21)**

**PRESCRIPTION D'ASSIETTE**

La prescription d'assiette des créances publiques ..... **act. 624 (41)**

**RAPPORT ANNUEL 2019**

La Cour des comptes publie son rapport public annuel pour 2019 ..... **act. 100 (6)**

**RECETTES PUBLIQUES**

Notion de recettes publiques quand la perception en est confiée à une personne avec laquelle l'administration a passé le contrat : gestion de fait ? ..... **act. 467 (27)**

**REDEVANCE POUR SERVICE RENDU**

Une majoration illégale de redevances ..... **act. 502 (29)**

**RÉSERVES**

Les réserves du comptable entrant sur les opérations de son prédécesseur : quelle responsabilité ? ..... **act. 428 (25)**

**REVUE DU GESTIONNAIRE PUBLIC**

Dans la Revue du gestionnaire public n° 4-2019 ..... **act. 745 (47)**

**SDIS**

Contribution au budget du SDIS, le plafonnement inclut le volontariat ..... **act. 780 (50)**

**SÉNAT**

Les comptes du Sénat de l'exercice 2018 ..... **act. 384 (22)**

**TASCOM**

Tascom et maîtrise du temps contentieux par le juge administratif, étude ..... **2136 (20)**

**TAXE D'AMÉNAGEMENT**

Taxe d'aménagement, un taux éternel ..... **act. 303 (18-19)**

**TAXE DE SÉJOUR**

Taxes de séjour : publication de la mise à jour du guide pratique ..... **act. 335 (20)**

**TAXE D'HABITATION**

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404 (24)**

La fiscalité locale dans le projet de loi de finances pour 2020 ..... **act. 618 (40)**

Suppression de la taxe d'habitation : acte III, scène 19, libres propos..... **637 (42)**

**TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES**

Une résidence autonomie échappe à la taxe foncière..... **act. 572 (36)**

**TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES**

Report du délai d'institution de la taxe GEMAPI..... **act. 50 (3)**

**TAXE SUR LE FONCIER BÂTI**

Taxe sur le foncier bâti : quelles disparités entre collectivités ? ..... **act. 227 (13)**

**TITRE EXÉCUTOIRE**

La contestation du titre exécutoire n'est toujours pas éternelle ..... **act. 291 (17)**

**VALEUR LOCATIVE**

Droit au recours contre les valeurs locatives ..... **act. 232 (14)**

**VALEUR LOCATIVE DES TERRAINS NON BÂTIS**

La volonté du propriétaire détermine le classement de la parcelle en terrain à bâtir ..... **act. 486 (28)**

**Collectivités territoriales****ACTES**

L'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, aperçu rapide ..... **515 (30-34)**

**AFFOUAGE**

Recouvrement affouagiste d'office ..... **act. 666 (43-44)**

**AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES**

Journal officiel du 15 au 21 novembre 2019 ..... **act. 730 (47)**

Quelques précisions sur le fonctionnement de la future Agence nationale de cohésion des territoires, aperçu rapide ..... **776 (50)**

Une Agence nationale de la cohésion des territoires au service de l'ingénierie et de la simplification ?, commentaire ..... **2234 (30-34)**

**ASSAINISSEMENT**

Gestion des eaux pluviales par les communautés d'agglomération : pas de report de l'échéance ..... **act. 381 (22)**

**ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE**

Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer ..... **act. 247 (15)**

**ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ÉTAT**

Point sur l'assistance technique de l'État pour des raisons de solidarité et d'aménagement ..... **act. 52 (3)**

**BOIS COMMUNAL**

De l'articulation entre les différents modes de gestion des bois communaux ..... **act. 27 (2)**

**CATASTROPHE NATURELLE**

Quelle Indemnisation des collectivités locales en cas de catastrophe naturelle ? ..... **act. 295 (17)**

<b>CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES</b>	
Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire.....	act. 306 (18-19)
<b>CIRQUE</b>	
Le maire, le conseil municipal et les cirques : de l'art de prendre position sans faire grief..., commentaire.....	2055 (8)
<b>COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE</b>	
La Collectivité européenne d'Alsace naîtra en 2021.....	act. 158 (9)
Le modèle de la future collectivité européenne d'Alsace peut-il s'étendre à d'autres régions ?.....	act. 133 (8)
Préfiguration alsacienne du principe de différenciation des compétences des collectivités territoriales : la loi est promulguée.....	act. 533 (35)
<b>COLONIES ISRAËLIENNES</b>	
Les conseils municipaux à l'heure du boycott des produits des colonies israéliennes : l'exemple de Clermont-Ferrand, commentaire.....	2002 (1)
<b>COMITÉ TECHNIQUE</b>	
Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle.....	act. 61 (4)
<b>COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</b>	
Procédure consultative en cas de retrait d'une communauté de communes.....	act. 305 (18-19)
<b>COMMUNE NOUVELLE</b>	
Adaptation des communes nouvelles à la diversité des territoires : vers l'adoption définitive de la proposition de loi.....	act. 526 (30-34)
Communes nouvelles : un nouvel encouragement législatif !, aperçu rapide.....	44 (3)
Communes nouvelles : vers un nouvel essor ?, aperçu rapide.....	578 (37)
Consultation des comités techniques pour la création d'une commune nouvelle.....	act. 61 (4)
Intercommunalité : vers un retour en force des communes ?, aperçu rapide.....	599 (40)
Plus de souplesse pour les communes nouvelles.....	act. 532 (35)
Remplacement d'un élu démissionnaire au conseil municipal d'une commune nouvelle.....	act. 430 (25)
<b>COMMUNE/COMMUNAUTÉ</b>	
Communes nouvelles : un nouvel encouragement législatif !, aperçu rapide.....	44 (3)
Communes nouvelles : vers un nouvel essor ?, aperçu rapide.....	578 (37)
<b>COMMUNICATION DE DOCUMENTS</b>	
Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer.....	act. 247 (15)
<b>COMPÉTENCE</b>	
Journal officiel du 26 juillet au 29 août 2019.....	act. 537 (35)
<b>COMPÉTENCE DU MAIRE</b>	
Pas de Béziers I pour les contrats privés des personnes publiques.....	act. 193 (12)
<b>COMPLIANCE</b>	
Compliance dans les collectivités : l'Agence française anticorruption pointe l'insuffisance des dispositifs mis en place, étude.....	2042 (6)
<b>COMPTABLE</b>	
Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs.....	act. 28 (2)
<b>COMPTEUR LINKY</b>	
Compteurs Linky : le maire n'est décidément pas compétent !, aperçu rapide.....	500 (29)
<b>CONSEIL COMMUNAUTAIRE</b>	
Composition des conseils communautaires et métropolitains : le compte à rebours a commencé !, aperçu rapide.....	174 (12)
Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires, aperçu rapide.....	368 (22)
<b>CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT</b>	
Quel avenir pour les conseils de développement ?.....	act. 791 (50)
<b>CONSEIL MÉTROPOLITAIN</b>	
Composition des conseils communautaires et métropolitains : le compte à rebours a commencé !, aperçu rapide.....	174 (12)
<b>CONSEIL MUNICIPAL</b>	
Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur.....	2293 (43-44)
Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires, aperçu rapide.....	368 (22)
<b>CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE</b>	
Attentats de Nice : la commune ne peut pas se constituer partie civile.....	act. 223 (13)
<b>CONTRÔLE DE LÉGALITÉ</b>	
Autorisation tacite d'urbanisme et contrôle de légalité : précisions sur la substance de la transmission au préfet, commentaire.....	2043 (6)
<b>CORSE</b>	
Circulaires et instructions.....	act. 756 (48)
<b>CRÈCHE</b>	
Annulation de décisions d'un maire d'installer une crèche de la nativité dans le vestibule de l'accueil de l'hôtel de ville.....	act. 411 (24)
<b>CRÉMATORIUM</b>	
Précisions sur la création et exploitation des crématoriums par les collectivités territoriales.....	act. 584 (37)
<b>DÉCENTRALISATION</b>	
Aperçu de quelques annonces présidentielles à l'issue du grand débat national : démocratie et territoires, aperçu rapide.....	300 (18-19)
« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide.....	404 (24)
Le quinquennat du président Macron et la décentralisation : inflexions ou « Révolution » ?, étude.....	2223 (29)
<b>DÉFÉRÉ PRÉFECTORAL</b>	
Suspension d'un acte préparatoire d'un EPCI : de l'articulation entre la jurisprudence Préfet de l'Eure et le déféré préfectoral.....	act. 272 (16)
<b>DÉLIBÉRATION</b>	
Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer.....	act. 247 (15)

**DÉMOCRATIE LOCALE**

Le quinquennat du président Macron et la décentralisation : inflexions ou « Révolution » ?, étude ..... 2223 (29)

**DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**

Aperçu de quelques annonces présidentielles à l'issue du grand débat national : démocratie et territoires, aperçu rapide ..... 300 (18-19)

Le quinquennat du président Macron et la décentralisation : inflexions ou « Révolution » ?, étude ..... 2223 (29)

**DÉONTOLOGIE**

Compliance dans les collectivités : l'Agence française anticorruption pointe l'insuffisance des dispositifs mis en place, étude ..... 2042 (6)

**DÉSFFECTATION**

Désaffectation de biens mis à disposition, accord préalable de l'affectataire ..... act. 672 (43-44)

Désaffectation de biens mis à disposition, une mesure préparatoire ..... act. 671 (43-44)

**DIFFÉRENCIATION**

Les enjeux de l'asymétrie normative au niveau local, étude ..... 2347 (49)

Pour une méthodologie des expérimentations au service de l'innovation des politiques publiques, aperçu rapide ..... 621 (41)

**DIFFÉRENCIATION TERRITORIALE**

Aperçu de quelques annonces présidentielles à l'issue du grand débat national : démocratie et territoires, aperçu rapide ..... 300 (18-19)

La réforme des institutions de nouveau relancée ..... act. 564 (35)

Le quinquennat du président Macron et la décentralisation : inflexions ou « Révolution » ?, étude ..... 2223 (29)

**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES**

Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer ..... act. 247 (15)

**DOMAINE ROUTIER**

Dégradations du domaine public : quelle(s) action(s) pour la commune ?, aperçu rapide ..... 25 (2)

**DONNÉES CHIFFRÉES**

Les collectivités locales en chiffres 2019 ..... act. 398 (23)

**DROIT À LA DIFFÉRENCIATION**

Possibilités ouvertes par l'inscription d'un droit à la différenciation territoriale dans la Constitution ..... act. 242 (14)

Vers un droit constitutionnel (?) à la différenciation pour les collectivités territoriales ..... act. 138 (8)

**DROIT DE PÉTITION**

Aperçu de quelques annonces présidentielles à l'issue du grand débat national : démocratie et territoires, aperçu rapide ..... 300 (18-19)

**DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN**

La décision de déléguer son DPU doit demeurer de la seule appréciation de l'EPCI au regard des enjeux du PLU ..... act. 86 (5)

**DROIT LOCAL ALSACIEN MOSELLAN**

CODE DU DROIT LOCAL ALSACIEN-MOSELLAN ..... act. 794 (50)

**EAU ET ASSAINISSEMENT**

L'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, aperçu rapide ..... 515 (30-34)

Projet de loi Engagement et Proximité : de nouvelles avancées en matière d'intercommunalité ? ..... act. 509 (29)

**ÉCONOMIE MIXTE LOCALE**

Le livre blanc sur l'économie mixte locale : des progrès mais peut mieux faire, commentaire ..... 2320 (46)

**ÉLU INTERCOMMUNAL**

Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, commentaire ..... 2201 (27)

Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité, commentaire ..... 2038 (5)

**ENCADREMENT DES LOYERS**

Expérimentation de l'encadrement du niveau des loyers : modalités d'application des mises en demeure et des procédures de recouvrement des amendes ..... act. 317 (20)

**ENTENTE COMMUNAUTAIRE**

Du bon usage de l'entente intercommunautaire, pratique ..... 2200 (27)

**ENTREPRISE PUBLIQUE LOCALE**

Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?, aperçu rapide ..... 369 (22)

**EPCI**

Communes et communautés, un divorce pas toujours amiable..., fiche pratique ..... 2129 (18-19)

Composition des conseils communautaires et métropolitains : le compte à rebours a commencé !, aperçu rapide ..... 174 (12)

Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, commentaire ..... 2201 (27)

De quelques perspectives de réforme (rassurantes) pour l'intercommunalité... ..... act. 704 (45)

Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer ..... act. 247 (15)

Du bon usage de l'entente intercommunautaire, pratique ..... 2200 (27)

Faut-il rétrocéder aux communes membres la compétence communautaire en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ?, étude ..... 2142 (21)

Fusion d'EPCI suivant la procédure dérogatoire, attention à la motivation..., commentaire ..... 2361 (51-52)

L'affectation partielle des équipements communaux gérés par l'intercommunalité : une autre forme de libéralisation des relations contractuelles au sein du bloc local, étude ..... 2260 (38-39)

L'appréciation de l'intérêt pour agir en excès de pouvoir des EPCI, commentaire ..... 2085 (14)

Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'EPCI ..... act. 711 (46)

Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur ..... 2293 (43-44)

Modification du périmètre d'un EPCI et orientations du schéma départemental de coopération intercommunale ..... act. 38 (2)

Projet de loi Engagement et Proximité : de nouvelles avancées en matière d'intercommunalité ? ..... act. 509 (29)

Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires, aperçu rapide ..... 368 (22)

Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité, commentaire ..... 2038 (5)

## ÉQUIPEMENT

L'affectation partielle des équipements communaux gérés par l'intercommunalité : une autre forme de libéralisation des relations contractuelles au sein du bloc local, étude ..... **2260** (38-39)

## ÉQUIPEMENT SPORTIF

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide ..... **590** (38-39)

## ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION

### INTERCOMMUNALE

Intrusion d'une commune dans les compétences transférées à un EPCI (à propos du compteur Linky) ..... **act. 468** (27)

### EXPÉRIMENTATION

L'encadrement de la faculté reconnue aux préfets de déroger à titre expérimental aux normes réglementaires, commentaire ..... **2348** (49)

Les enjeux de l'asymétrie normative au niveau local, étude ..... **2347** (49)

Pour une méthodologie des expérimentations au service de l'innovation des politiques publiques, aperçu rapide ..... **621** (41)

Précisions sur l'expérimentation mise en place par le pouvoir réglementaire autonome ..... **act. 420** (25)

## FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES

### INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES

Publication de la répartition du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales pour 2019 ..... **act. 402** (23)

Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité, commentaire ..... **2038** (5)

## FONDS NATIONALE DE PÉRÉQUATION DES

### RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES

Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, commentaire ..... **2201** (27)

## FUSION DE COMMUNES

Élection de domicile dans l'assignation en cas de fusion de communes ..... **act. 129** (8)

## GEMAPI

Compétence GEMAPI et charges transférées ..... **act. 39** (2)

Prévention des inondations : régime dérogatoire de gestion des ouvrages hydrauliques par les départements et les régions ..... **act. 144** (9)

## GENS DU VOYAGE

Actualisation de la procédure d'agrément d'emplacements provisoires pour les gens du voyage ..... **act. 534** (35)

L'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites, étude ..... **2054** (8)

## GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA

### PRÉVENTION DES INONDATIONS

Prévention des risques naturels et hydrauliques : les thèmes prioritaires d'actions pour 2019 à 2021 ..... **act. 137** (8)

## IN HOUSE

Le livre blanc sur l'économie mixte locale : des progrès mais peut mieux faire, commentaire ..... **2320** (46)

## INHUMATION

Poursuite des inhumations dans les cimetières fermés, commentaire ..... **2001** (1)

## INSTALLATION ILLICITE

L'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites, étude ..... **2054** (8)

## INTERCOMMUNALITÉ

Décentralisation : l'AdCF remet ses recommandations à la ministre de la Cohésion des territoires et des Collectivités locales ..... **act. 513** (29)

Intercommunalité : vers un retour en force des communes ?, aperçu rapide ..... **599** (40)

Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur ..... **2293** (43-44)

## INTÉRÊT À AGIR

L'appréciation de l'intérêt pour agir en excès de pouvoir des EPCI, commentaire ..... **2085** (14)

## INTÉRÊT LOCAL

Les conseils municipaux à l'heure du boycott des produits des colonies israéliennes : l'exemple de Clermont-Ferrand, commentaire ..... **2002** (1)

## INVESTISSEMENT

Investissement des collectivités territoriales ..... **act. 241** (14)

## JOURNAL MUNICIPAL

Sanction (tardive mais sanction) de la tentative de bâillonner des élus locaux d'opposition ..... **act. 46** (3)

## LINKY

Compteurs électriques : le transfert de compétence entraîne le transfert de propriété, commentaire ..... **2254** (37)

## LOCATION DE MEUBLÉ DE TOURISME

Location de meublés de tourisme : les communes peuvent demander la liste des logements loués aux intermédiaires de location ..... **act. 683** (45)

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Compliance dans les collectivités : l'Agence française anticorruption pointe l'insuffisance des dispositifs mis en place, étude ..... **2042** (6)

## MAIRE

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404** (24)

## MÉCÉNAT

Pas de possibilité d'accès au mécénat pour les sociétés de capitaux détenues exclusivement par des collectivités territoriales ..... **act. 51** (3)

## MÉDIATEUR

Un cadre juridique pour les médiateurs territoriaux ..... **act. 436** (25)

## MÉDIATION

Le contrat se poursuit après le retrait de la compétence transférée à l'EPCI ..... **act. 711** (46)

## MÉTROPOLE

Les métropoles : plus d'apports que de limites pour les territoires ?, aperçu rapide ..... **682** (45)

## MÉTROPOLE DE LYON

La métropole de Lyon, un modèle difficilement transposable..., aperçu rapide ..... **440** (26)

## MOBILITÉ

Déplacements domicile-travail : discussion engagée avec les partenaires sociaux et les collectivités locales ..... **act. 101** (6)

**MONUMENT HISTORIQUE**

Le rôle partagé des collectivités locales et de l'ABF aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux, aperçu rapide..... 516 (30-34)

**MUTUALISATION**

Guide des coopérations à l'usage des collectivités locales et de leurs groupements..... act. 506 (29)

**NOM DE DOMAINE**

Les collectivités territoriales à l'épreuve du cybersquatting, commentaire..... 2321 (46)

**NORME**

Bilan des coûts générés par les projets de texte pour les collectivités territoriales en 2018..... act. 773 (49)

**NORMES**

Premier bilan (partiel) d'une stratégie de contournement du problème d'inflation normative : interprétation facilitatrice et pouvoir de dérogation aux normes..... act. 499 (28)

**NOUVELLE-CALÉDONIE**

L'avenir de la collectivité de Nouvelle-Calédonie après le référendum, libres propos..... 118 (8)

**OBSERVATION DÉFINITIVE**

Rectification des observations définitives d'une CRC et procédure contradictoire..... act. 306 (18-19)

**OFFICE DE TOURISME**

Faut-il rétrocéder aux communes membres la compétence communautaire en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ?, étude..... 2142 (21)

**POLICE SPÉCIALE**

La police spéciale des pesticides échappe au maire..... act. 562 (35)

**POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Contrôle de deux lois organique et ordinaire relatives à la Polynésie française..... act. 465 (27)

**POUVOIR DE POLICE DU MAIRE**

L'avis du Conseil d'État sur la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, aperçu rapide..... 589 (38-39)

Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique..... act. 586 (37)

**PROJET DE LOI ENGAGEMENT ET PROXIMITÉ**

Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur..... 2293 (43-44)

Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement)..... act. 741 (47)

**PROMOTION DU TOURISME**

Faut-il rétrocéder aux communes membres la compétence communautaire en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ?, étude..... 2142 (21)

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

La publicité des actes réglementaires des collectivités territoriales : de complexes subtilités en subtiles complexités, commentaire..... 2106 (16)

**RÉGION**

Réforme régionale : un bilan critique de la Cour des comptes face à des impératifs contradictoires, aperçu rapide..... 600 (40)

**RÉSEAUX SOCIAUX**

Données personnelles : la responsabilité d'un utilisateur des services proposés par Facebook, commentaire..... 2256 (37)

**RETRAIT**

Communes et communautés, un divorce pas toujours amiable..., fiche pratique..... 2129 (18-19)

**SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE**

Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, commentaire..... 2201 (27)

Modification du périmètre d'un EPCI et orientations du schéma départemental de coopération intercommunale..... act. 38 (2)

Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité, commentaire..... 2038 (5)

**SECTION DE COMMUNE**

Quand le Conseil constitutionnel bat la campagne : l'application singulière du principe d'égalité au fonctionnement des sections de commune, étude..... 2205 (28)

Vente de biens sectionaux : pas de rupture d'égalité entre les membres de la section de commune inscrits ou pas sur les listes électorales..... act. 319 (20)

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Précisions sur le pouvoir de contrôle du comptable exercé sur les actes administratifs..... act. 28 (2)

**SERVICE MUNICIPAL DU LOGEMENT**

Le pouvoir des agents municipaux de pénétrer dans les locaux, en l'absence et sans l'accord de l'occupant et sans autorisation préalable du juge, n'est pas conforme à la constitution..... act. 246 (15)

Pouvoir des agents du service municipal du logement de visiter les locaux d'habitation : renvoi d'une QPC..... act. 65 (4)

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE**

Conditions d'application de l'article L. 423-1-1 du CCH aux SEM de construction et de gestion de logements sociaux (loi ELAN)..... act. 792 (50)

Les sociétés publiques locales (SPL) au pied du mur des compétences, étude..... 2020 (4)

Sociétés d'économies mixte et sociétés publiques locales : quel régime applicable ?..... act. 194 (12)

Sociétés publiques locales et sociétés d'économie mixte : va-t-on rejouer « En attendant Godot » ?, aperçu rapide..... 264 (16)

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE À OPÉRATION UNIQUE**

Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?, aperçu rapide..... 369 (22)

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE**

Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?, aperçu rapide..... 369 (22)

**SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE**

Compétences interactives des sociétés publiques locales..... act. 220 (13)

Le concurrent seulement potentiel d'une société publique locale a un intérêt à agir suffisant pour contester la légalité de sa création, commentaire..... 2022 (4)

Les nouveaux maux du in house à la française, étude..... 2021 (4)

Les sociétés publiques locales sauvées..... act. 338 (20)

Les sociétés publiques locales (SPL) au pied du mur des compétences, étude..... 2020 (4)

Pas de possibilité d'accès au mécénat pour les sociétés de capitaux détenues exclusivement par des collectivités territoriales.....	act. 51 (3)	Expérimentation « achats innovants » : mode d'emploi .....	act. 226 (13)
Sociétés d'économies mixte et sociétés publiques locales : quel régime applicable ?.....	act. 194 (12)	Réaliser des achats innovants : conseils et méthodes pour les acheteurs publics, pratique.....	2134 (20)
Sociétés publiques locales et sociétés d'économie mixte : va-t-on rejouer « En attendant Godot » ?, aperçu rapide.....	264 (16)	<b>ACHAT PUBLIC INNOVANT</b>	
Vers un Acte III de l'économie mixte locale ?, aperçu rapide.....	369 (22)	Publication du guide pratique de l'achat public innovant.....	act. 397 (23)
<b>SOUHAIT</b>		<b>ACHETEUR PUBLIC</b>	
Les conseils municipaux à l'heure du boycott des produits des colonies israéliennes : l'exemple de Clermont-Ferrand, commentaire.....	2002 (1)	L'acheteur public, un lanceur d'alerte presque comme les autres, commentaire.....	2269 (40)
<b>SPORT</b>		<b>ACTE DÉTACHABLE</b>	
Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide.....	590 (38-39)	Annulation de l'acte détachable du contrat de vente immobilière : un « tigre de papier » ?, commentaire.....	2063 (9)
<b>STATION D'ÉPURATION</b>		<b>ACTION INDEMNITAIRE</b>	
Responsabilité pénale de la personne morale de droit public : l'organe ou le représentant doit être identifié .....	act. 310 (18-19)	Tarn et Garonne - Action indemnitaire - Absence de délai de deux mois - Délai d'un an non déraisonnable, À noter également .....	2337 (48)
<b>TASCOM</b>		<b>ALLOTISSEMENT</b>	
Contentieux intercommunal : jurisprudences de septembre 2018 à janvier 2019, commentaire .....	2201 (27)	Les marchés globaux hors du champ de l'allotissement .....	act. 249 (15)
Un an de jurisprudence de droit de l'intercommunalité, commentaire .....	2038 (5)	<b>AMORTISSEMENT</b>	
<b>TAXE DE SÉJOUR</b>		Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement .....	act. 421 (25)
Journal officiel du 18 au 23 octobre 2019 .....	act. 663 (43-44)	<b>ANNULATION</b>	
<b>TOURISME</b>		Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences .....	act. 177 (12)
Projet de loi Engagement et Proximité : de nouvelles avancées en matière d'intercommunalité ? .....	act. 509 (29)	<b>ASSISTANCE JURIDIQUE</b>	
<b>TRANSFERT DE COMPÉTENCE</b>		Le CNB obtient l'annulation d'un marché public ayant pour objet une mission d'assistance juridique conclu avec un non professionnel du droit .....	act. 189 (12)
Allocution d'ouverture, étude .....	2066 (10-11)	<b>AVANCE</b>	
Conclusion, étude .....	2070 (10-11)	Diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique .....	act. 4 (1)
État des lieux et perspectives, entretien .....	2067 (10-11)	Marché public : le nouveau seuil de 40 000 euros entre en vigueur .....	act. 796 (51-52)
Mot d'accueil aux entretiens de l'Observatoire SMACL de la vie territoriale, étude .....	2065 (10-11)	<b>AVENANT</b>	
Pacte fiscal et financier et gestion mutualisée des ressources humaines : quelles bonnes pratiques dans un cadre budgétaire contraint ?, entretien .....	2069 (10-11)	Actualisation des guides sur la dématérialisation et de fiches techniques .....	act. 67 (4)
Transfert de compétences, transfert de personnel, transfert de contrats : transferts de responsabilités ?, entretien .....	2068 (10-11)	Décompte général tacite plus fort que l'avenant .....	act. 76 (5)
<b>VOEUX</b>		<b>AVENANT INTERPRÉTATIF</b>	
Les conseils municipaux à l'heure du boycott des produits des colonies israéliennes : l'exemple de Clermont-Ferrand, commentaire .....	2002 (1)	L'avenant interprétatif, pis-aller de la détermination des conséquences indemnitaires de la résiliation précoce des concessions ?, commentaire .....	2168 (23)
<b>ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ</b>		<b>BESOINS</b>	
Du caractère préparatoire de mesures préalables à l'aménagement d'une ZAC .....	act. 60 (4)	Accords-cadres : variations autour de l'expression de l'étendue des besoins, commentaire .....	2246 (36)
<b>Contrats / Marchés publics</b>		<b>BIENS DE RETOUR</b>	
<b>ABUS DE CONFIANCE</b>		La preuve des comptes en fin de concession .....	act. 592 (38-39)
Travaux excessifs de rénovation du logement de fonction d'un directeur d'hôpital et fractionnement artificiel des contrats : condamnation pour favoritisme et abus de confiance, commentaire .....	2176 (24)	Le concessionnaire remplace des « biens de retour » .....	act. 724 (46)
<b>ACHAT INNOVANT</b>		Les vicissitudes de la disparition anticipée des contrats « Commune d'Olivet », commentaire .....	2056 (8)
Diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique .....	act. 4 (1)	Récupération des provisions pour travaux de renouvellement : le juge au secours des collectivités territoriales déléguées, commentaire .....	2294 (43-44)
		Réflexions sur le sort des biens financés par le cocontractant avant la signature d'un contrat de DSP, commentaire .....	2224 (29)

<b>CAHIER DES CLAUSES</b>			
Cahiers des clauses, le juge du fond souverain.....	act. 210	(13)	
<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES</b>			
Le CCAG et la dure loi de la réclamation.....	act. 581	(37)	
<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</b>			
Identification de la clause d'assurance de protection juridique.....	act. 78	(5)	
<b>CANDIDAT</b>			
La prise en compte des manquements actuels et passés du candidat.....	act. 446	(26)	
<b>CANDIDAT ÉVINCÉ</b>			
Marge bénéficiaire nette - Marché de travaux, À noter également.....	2159	(22)	
<b>CANDIDATURE</b>			
Candidature d'une personne publique - Prix justifié par l'amortissement des installations - conditions, À noter également.....	2311	(45)	
Régularité d'une candidature publique à l'attribution d'un contrat administratif : le Conseil d'État précise la notion d'amortissement.....	act. 421	(25)	
<b>CAPACITÉ TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE</b>			
L'heure de l'interdiction de soumissionner.....	act. 75	(5)	
<b>CCAG</b>			
De nouveaux CCAG attendus au printemps 2020.....	act. 597	(38-39)	
La notion de « différend » dans les CCAG, précisée.....	act. 766	(49)	
<b>CHANTIER MASQUÉ</b>			
Le « chantier masqué » se dévoile.....	act. 376	(22)	
<b>CLAUSE ANTISPÉCULATIVE</b>			
Clause antispéculative et compétence juridictionnelle, commentaire.....	2008	(2)	
<b>CLAUSE D'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE</b>			
Identification de la clause d'assurance de protection juridique.....	act. 78	(5)	
<b>COCONTRACTANT PRIVÉ</b>			
La résiliation du contrat administratif par le cocontractant privé, étude.....	2107	(16)	
<b>CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE</b>			
Choisir un mode de gestion du service public après l'adoption du Code de la commande publique, étude.....	2192	(26)	
Derniers ajustements avant l'entrée en vigueur du Code de la commande publique.....	act. 230	(14)	
Le nouveau Code de la commande publique : mode d'emploi, essentiel sur.....	2079	(13)	
Nouveau Code de la commande publique : publication des tables de concordance.....	act. 21	(1)	
Projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique.....	act. 139	(8)	
<b>COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION JUDICIAIRE</b>			
Électricité : l'ordre judiciaire l'emporte si le contrat litigieux n'est pas l'accessoire du contrat d'achat de l'électricité.....	act. 147	(9)	
<b>CONCESSION</b>			
L'avenant interprétatif, pis-aller de la détermination des conséquences indemnitaires de la résiliation précoce des concessions ?, commentaire.....	2168	(23)	
			Recours en contestation de la validité d'un contrat : Le Conseil d'État joue le gendarme à Saint-Tropez, commentaire..... 2175 (24)
<b>CONCILIATION</b>			
La conciliation n'exclut pas les prérogatives de l'acheteur public.....	act. 604	(40)	
<b>CONFLIT D'INTÉRÊTS</b>			
Exclusions « facultatives » : la présomption d'innocence à l'épreuve du juge du référé précontractuel, commentaire.....	2295	(43-44)	
<b>CONSTRUCTEUR</b>			
L'assistant constructeur.....	act. 62	(4)	
<b>CONTRAT D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE</b>			
L'assistant constructeur.....	act. 62	(4)	
<b>CONTRAT DE CONCESSION</b>			
Des effets anticoncurrentiels de la procédure de négociation des offres dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, étude.....	2073	(12)	
Le concessionnaire remplace des « biens de retour ».....	act. 724	(46)	
Règlement de la consultation : « À l'inutile, nul n'est tenu », commentaire.....	2235	(30-34)	
<b>CONTRAT DE PARTENARIAT</b>			
La délibération approuvant le principe du recours à un marché de partenariat soumise à un contrôle rigoureux du juge de l'excès de pouvoir, commentaire.....	2281	(42)	
Un marché de partenariat, à quoi bon ?.....	act. 127	(8)	
<b>CONTRAT DE PRÊT</b>			
Pas de Béziers I pour les contrats privés des personnes publiques.....	act. 193	(12)	
<b>CONTRIBUABLE LOCAL</b>			
Une association de contribuables locaux à l'assaut du contrat.....	act. 255	(15)	
<b>CONTRÔLE DE LÉGALITÉ</b>			
Marché public : le seuil de transmission au contrôle de légalité est modifié.....	act. 797	(51-52)	
<b>CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES</b>			
Concurrence et conventions de gestion d'équipements entre collectivités territoriales.....	act. 170	(10-11)	
<b>CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL</b>			
Application de la jurisprudence Tarn-et-Garonne aux conventions de projet urbain partenarial (PUP), commentaire.....	2003	(1)	
<b>COOPÉRATION PUBLIC-PUBLIC</b>			
Actualisation des guides sur la dématérialisation et de fiches techniques.....	act. 67	(4)	
<b>CRÉANCE</b>			
Une réserve au décompte doit être précise pour être valable, commentaire.....	2023	(4)	
<b>CRITÈRES</b>			
Contrat - Critère de l'initiative - Inexistence, À noter également.....	2310	(45)	
Discussion de la pertinence des critères, À noter également.....	2334	(48)	
<b>CRITÈRES QUANTITATIFS ET QUALITATIFS</b>			
Valeur d'usage et critère valeur technique ?, À noter également.....	2151	(22)	

## DÉCHETS D'ACTIVITÉS DE SOINS À RISQUES

### INFECTIEUX

Déchets dangereux à collecter et non-respect des règles de la commande publique..... **act. 131 (8)**

### DÉCHETS MÉNAGERS

Nature de la convention de collecte de déchets ménagers entre un organisme agréé et un EPCI..... **act. 284 (16)**

### DÉCOMPTE

Une réserve au décompte doit être précise pour être valable, commentaire..... **2023 (4)**

### DÉCOMPTE GÉNÉRAL

Décompte général tacite plus fort que l'avenant..... **act. 76 (5)**

Le barrage du décompte général et définitif..... **act. 322 (20)**

Le formalisme allégé du décompte général..... **act. 349 (21)**

### DÉFÉRÉ PRÉFECTORAL

Contrôle de l'adéquation de la notation pratiquée au critère annoncé, À noter également..... **2335 (48)**

### DÉLAIS DE PAIEMENT

Rapport 2018 de l'Observatoire des délais de paiement : stabilisation des retards..... **act. 298 (17)**

### DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Délégation de service public : le feuillet de la desserte maritime de la Corse se poursuit..... **act. 573 (36)**

Des effets anticoncurrentiels de la procédure de négociation des offres dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, étude..... **2073 (12)**

DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667 (43-44)**

Les contrats de DSP et la problématique des provisions pour renouvellement, commentaire..... **2130 (18-19)**

Pas de responsabilité pénale sans DSP..... **act. 66 (4)**

Récupération des provisions pour travaux de renouvellement : le juge au secours des collectivités territoriales délégantes, commentaire..... **2294 (43-44)**

Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation..... **act. 77 (5)**

Réflexions sur le sort des biens financés par le cocontractant avant la signature d'un contrat de DSP, commentaire..... **2224 (29)**

### DÉLIT DE FAVORITISME

Travaux excessifs de rénovation du logement de fonction d'un directeur d'hôpital et fractionnement artificiel des contrats : condamnation pour favoritisme et abus de confiance, commentaire..... **2176 (24)**

### DÉMATÉRIALISATION

Commande publique : la DAJ publie la 4<sup>e</sup> version de ses guides sur la dématérialisation..... **act. 336 (20)**

### DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF

Quand le détail quantitatif estimatif doit être également « représentatif », commentaire..... **2333 (48)**

### DIALOGUE COMPÉTITIF

Dialogue compétitif et précision du besoin..... **act. 19 (1)**

### DIFFÉREND

La notion de « différend » dans les CCAG, précisée..... **act. 766 (49)**

### DOCUMENT DE LA CONSULTATION

DSP : une proposition alternative régulière..... **act. 667 (43-44)**

## ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

Une délégation négociée en commission..... **act. 250 (15)**

### ÉLAGAGE

Marché d'élagage (travaux, autres ?) - Critère du « barrièrage », À noter également..... **2152 (22)**

### ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

Enrichissement sans cause - Condition tenant à l'absence d'opposition de la commune aux travaux réalisés - Dépenses utiles, À noter également..... **2341 (48)**

### ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Contrôle des motifs d'exclusion par l'acheteur public et candidature des entreprises en redressement judiciaire à des marchés publics, commentaire..... **2123 (17)**

### FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Codification de la facturation électronique dans la commande publique..... **act. 517 (30-34)**

Commande publique : impact de la loi PACTE, aperçu rapide..... **370 (22)**

### FAVORITISME

Favoritisme et prise illégale d'intérêt : le cumul est possible..... **act. 309 (18-19)**

Favoritisme : pas de tentative punissable sans un acte contraire aux dispositions garantissant la liberté et l'égalité des candidats..... **act. 49 (3)**

Le lien d'affaires, la prise illégale d'intérêt et le favoritisme, commentaire..... **2350 (49)**

Recours en contestation de la validité d'un contrat : Le Conseil d'État joue le gendarme à Saint-Tropez, commentaire..... **2175 (24)**

### FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE

Archéologie préventive, soupçons de subventions croisées et libre concurrence, commentaire..... **2086 (14)**

### GROUPEMENT CONJOINT

Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités..... **act. 785 (50)**

### GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac : annulation de la décision de cession au consortium irrégulièrement modifié..... **act. 293 (17)**

### IMPRÉVISION

L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation..... **act. 692 (45)**

### IN HOUSE

Le droit interne peut subordonner la conclusion de contrats « in house » à des conditions supplémentaires..... **act. 700 (45)**

Les nouveaux maux du in house à la française, étude..... **2021 (4)**

Sociétés publiques locales et sociétés d'économie mixte : va-t-on rejouer « En attendant Godot » ?, aperçu rapide..... **264 (16)**

### INDEMNISATION

Candidat évincé - Indemnisation de la marge nette multiplié par les reconductions possibles (première reconduction seulement), À noter également..... **2338 (48)**

Entreprise évincée : l'éventualité de la reconduction tacite freine l'indemnisation..... **act. 781 (50)**

Indemnisation du candidat évincé - Perte d'une chance - Rejet, À noter également..... **2340 (48)**

Le droit à indemnisation du concessionnaire face à l'aléa contentieux et aux décisions publiques qui en résultent, commentaire.....	2315 (45)
L'indemnité d'imprévision exige un déficit d'exploitation.....	act. 692 (45)
Publicité Tropic-Tarn et Garonne - Impossibilité de la remplacer par une notification, À noter également.....	2339 (48)
Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant.....	act. 163 (10-11)
<b>INTERDICTION DE SOUMISSIONNER</b>	
L'heure de l'interdiction de soumissionner.....	act. 75 (5)
<b>INTÉRÊT À AGIR</b>	
Une association de contribuables locaux à l'assaut du contrat.....	act. 255 (15)
<b>INTÉRÊT LÉSÉ</b>	
Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé.....	act. 767 (49)
<b>INVESTISSEMENT SIGNIFICATIF</b>	
L'investissement significatif du candidat.....	act. 522 (30-34)
<b>JURISPRUDENCE TARN-ET-GARONNE</b>	
Tarn-et-Garonne, trou noir du droit administratif?, commentaire.....	2362 (51-52)
<b>LABEL</b>	
La labellisation des candidats prépare le marché.....	act. 521 (30-34)
<b>LANGUE FRANÇAISE</b>	
La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution peut être le français exclusivement.....	act. 105 (7)
<b>LOI PACTE</b>	
Commande publique : impact de la loi PACTE, aperçu rapide.....	370 (22)
<b>MANDATAIRE</b>	
Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités.....	act. 785 (50)
<b>MANQUE À GAGNER</b>	
Marge bénéficiaire nette - Marché de travaux, À noter également.....	2159 (22)
<b>MARCHÉ DE MOBILIER URBAIN</b>	
Conflit de compétences et modalités de passation d'un marché de mobilier urbain, commentaire.....	2163 (22)
<b>MARCHÉ DE PRESTATION D'ÉTUDES JURIDIQUES</b>	
Annulation d'un marché de prestation d'études juridiques attribué à une société non habilitée à exercer le droit.....	act. 348 (21)
<b>MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS JURIDIQUES</b>	
Le libre-choix de l'avocat dans les marchés publics de prestations juridiques, commentaire.....	2349 (49)
<b>MÉMOIRE TECHNIQUE</b>	
Caractère non communicable du mémoire technique des autres candidats, À noter également.....	2157 (22)
<b>MESURES DE PROPHYLAXIE</b>	
Mesures de prophylaxie élément d'appréciation du critère « méthodologie d'exécution des chantiers d'élagage et d'abattage », À noter également.....	2153 (22)
<b>MISE EN CONCURRENCE VOLONTAIRE</b>	
Mise en concurrence volontaire - Notion de « pourparlers », À noter également.....	2312 (45)
<b>MODIFICATION SUBSTANTIELLE DE L'OFFRE</b>	
Mise au point - Irrégularité en cas de modification substantielle de l'offre - Caractère substantiel apprécié au regard du règlement de consultation, À noter également.....	2314 (45)
<b>MOYENS HUMAINS MIS À DISPOSITION</b>	
Critère tiré du personnel dédié : le contrat de travail signé n'est pas nécessaire lorsque l'entreprise dispose du CV et a achevé la procédure de recrutement terminée, À noter également.....	2149 (22)
<b>NÉGOCIATION</b>	
Des effets anticoncurrentiels de la procédure de négociation des offres dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, étude.....	2073 (12)
Une délégation négociée en commission.....	act. 250 (15)
<b>NOTATION</b>	
Contentieux de la notation - Informations insuffisantes ou incomplètes justifiant la note de 7/10, À noter également.....	2155 (22)
Déféré préfectoral - Limitation des moyens dans le cadre du recours Tarn et Garonne - Notion de vice d'une particulière gravité, À noter également.....	2336 (48)
Le vice du consentement ne se cache pas dans la méthode de notation.....	act. 469 (27)
Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer.....	act. 748 (48)
Valeur d'usage et critère valeur technique ?, À noter également.....	2151 (22)
<b>NOTE ZÉRO</b>	
Offre incomplète et validation de la note « 0 », le Conseil d'État pose ses conditions, commentaire.....	2309 (45)
<b>OBLIGATIONS FISCALE ET SOCIALE</b>	
Le contournement des obligations fiscales et sociales.....	act. 593 (38-39)
<b>OFFRE ANORMALEMENT BASSE</b>	
Des effets anticoncurrentiels de la procédure de négociation des offres dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, étude.....	2073 (12)
Détecter et traiter une offre anormalement basse : mode d'emploi pour les acheteurs publics, pratique.....	2245 (36)
L'offre - globalement - anormalement basse.....	act. 211 (13)
<b>OFFRE INCOMPLÈTE</b>	
Offre incomplète et validation de la note « 0 », le Conseil d'État pose ses conditions, commentaire.....	2309 (45)
Offre incomplète ou inexistante - Impossibilité de régularisation dans le second cas, À noter également.....	2313 (45)
<b>OFFRE INEXISTANTE</b>	
Offre incomplète ou inexistante - Impossibilité de régularisation dans le second cas, À noter également.....	2313 (45)
<b>PAIEMENT</b>	
Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2).....	act. 784 (50)
Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1).....	act. 783 (50)
<b>PARC ÉOLIEN</b>	
Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc.....	act. 546 (35)

**PÉNALITÉ**

Le mandataire du groupement conjoint, maître des pénalités..... **act. 785 (50)**

**PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DU DÉLAI**

Défense et illustration du critère de la pénalité pour dépassement du délai fixé dans l'acte d'engagement, commentaire..... **2147 (22)**

**PERSONNEL DÉDIÉ**

Critère tiré du personnel dédié : le contrat de travail signé n'est pas nécessaire lorsque l'entreprise dispose du CV et a achevé la procédure de recrutement terminée, À noter également..... **2149 (22)**

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur..... **act. 321 (20)**

**PRESTATION DE SERVICE JURIDIQUE**

La CJUE valide l'exclusion de certains services juridiques, d'arbitrage et de conciliation de la directive Marchés publics..... **act. 435 (25)**

**PRINCIPE DE LOYAUTÉ CONTRACTUELLE**

L'erreur sur TVA ne constitue pas un vice du consentement, À noter également..... **2156 (22)**

**PRISE EN CHARGE DU CONTRAT**

Nouveau critère - Notion de « prise en charge du contrat », À noter également..... **2150 (22)**

**PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊT**

Favoritisme et prise illégale d'intérêt : le cumul est possible..... **act. 309 (18-19)**

**PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS**

Le lien d'affaires, la prise illégale d'intérêt et le favoritisme, commentaire..... **2350 (49)**

**PRIVATISATION**

Le juge de l'intérêt général sauve une privatisation ruineuse..... **act. 643 (42)**

**PRIX**

Actualisation des guides sur la dématérialisation et de fiches techniques..... **act. 67 (4)**

Candidature d'une personne publique - Prix justifié par l'amortissement des installations - conditions, À noter également..... **2311 (45)**

Un critère prix nuancé..... **act. 615 (40)**

**PUBLICATION**

Journal officiel du 8 au 14 novembre 2019 et JOUE du 25 octobre 2019..... **act. 708 (46)**

**PUBLICITÉ**

Tarn et Garonne - Action indemnitaire - Absence de délai de deux mois - Délai d'un an non déraisonnable, À noter également..... **2337 (48)**

**QUALITÉ DES INTERVENANTS**

Offre économiquement la plus avantageuse : critère de la formation et la qualité des intervenants, À noter également..... **2148 (22)**

**QUASI-RÉGIE**

Actualisation des guides sur la dématérialisation et de fiches techniques..... **act. 67 (4)**

**RECENSEMENT**

Nouvelle version du guide du recensement des contrats de la commande publique, obligatoire à partir de 90 000 € HT..... **act. 760 (48)**

Recensement économique des contrats de la commande publique 2018 : vous avez jusqu'au 31 mai 2019..... **act. 55 (3)**

Recensement économique des contrats de la commande publique 2019 : la date butoir est fixée au 31 mai 2020..... **act. 636 (41)**

**RECENSEMENT ÉCONOMIQUE**

Actualisation du guide du recensement économique des contrats de la commande publique applicable aux données 2018 et 2019..... **act. 261 (15)**

**RECOURS EN VALIDITÉ DU CONTRAT**

Recours contre la validité du contrat (Béziers I) : action ouverte pendant toute sa durée d'exécution..... **act. 487 (28)**

**RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR**

Le recours du tiers contre une mesure de résiliation désormais devant le juge du contrat, commentaire..... **2143 (21)**

**RECOURS TARN ET GARONNE**

Contrôle de l'adéquation de la notation pratiquée au critère annoncé, À noter également..... **2335 (48)**

Recours Tarn et Garonne - Contenu illicite du contrat (définition), À noter également..... **2162 (22)**

Recours Tarn et Garonne - Refus d'annulation en cas d'atteinte excessive à l'intérêt général tiré de la santé publique, À noter également..... **2161 (22)**

Tarn et Garonne - Contrôle de la mise en oeuvre des critères, À noter également..... **2158 (22)**

Tarn-et-Garonne - Conclusions limitées à une demande d'indemnisation, À noter également..... **2160 (22)**

**RÉFÉRÉ-PRÉCONTRACTUEL**

Le juge du référé précontractuel doit - toujours - rechercher l'intérêt lésé..... **act. 767 (49)**

**RÉGIME EXORBITANT DU DROIT COMMUN**

Convention entre une collectivité et un éco-organisme en charge des DDS : des relations contractuelles sous un régime exorbitant..... **act. 501 (29)**

**RÈGLEMENT AMIABLE**

De l'intérêt d'une rédaction précise et non équivoque des clauses de règlement amiable dans les contrats administratifs, commentaire..... **2342 (48)**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

Règlement de consultation : l'utilité de l'information n'emporte pas forcément la nécessité..... **act. 603 (40)**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Règlement de la consultation : « À l'inutile, nul n'est tenu », commentaire..... **2235 (30-34)**

**RÉGULARISATION**

Offre incomplète ou inexistante - Impossibilité de régularisation dans le second cas, À noter également..... **2313 (45)**

**REMUNICIPALISATION**

Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation..... **act. 77 (5)**

Variations autour de l'intérêt général dans le référé Béziers II, commentaire..... **2080 (13)**

**RÉSERVE**

Réserve du candidat... conforme à ce que prévoyait le projet de marché, À noter également..... **2154 (22)**

Une réserve au décompte doit être précise pour être valable, commentaire.....	2023 (4)	<b>STATIONNEMENT</b>	Référé suspension et juge du contrat face à une remunicipalisation.....	act. 77 (5)
<b>RÉSILIATION</b>		<b>STATISTIQUE</b>	Les statistiques 2017 de la commande publique.....	act. 88 (5)
La résiliation du contrat administratif par le cocontractant privé, étude.....	2107 (16)	<b>TARN-ET-GARONNE</b>	Déféré « Tarn-et-Garonne » : une irrégularité ayant influé sur le choix de l'attributaire ne constitue pas un vice du consentement, commentaire.....	2261 (38-39)
Le fondement illégal de la clause contractuelle.....	act. 377 (22)	<b>TENTATIVE D'INFLUENCE</b>	Exclusions « facultatives » : la présomption d'innocence à l'épreuve du juge du référé précontractuel, commentaire.....	2295 (43-44)
Le recours du tiers contre une mesure de résiliation désormais devant le juge du contrat, commentaire.....	2143 (21)	<b>TIERS</b>	Le recours du tiers contre une mesure de résiliation désormais devant le juge du contrat, commentaire.....	2143 (21)
Le terme du contrat trouble le contentieux de la résiliation.....	act. 164 (10-11)	<b>TIERS AU CONTRAT</b>	Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat.....	act. 693 (45)
Résiliation d'un contrat en exécution d'un jugement annulé et indemnisation du cocontractant.....	act. 163 (10-11)	<b>TRANSACTION</b>	Les tiers toujours extérieurs aux clauses non réglementaires du contrat.....	act. 693 (45)
Variations autour de l'intérêt général dans le référé Béziers II, commentaire.....	2080 (13)	Refus d'homologation d'une transaction par le juge administratif, commentaire.....	2268 (40)	
<b>RÉSILIATION TACITE</b>		<b>TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	Modalités de passation et d'exécution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs : une mise en concurrence encadrée.....	act. 707 (46)
La reconnaissance de la résiliation tacite des contrats administratifs, commentaire.....	2193 (26)	<b>TVA</b>	L'erreur sur TVA ne constitue pas un vice du consentement, À noter également.....	2156 (22)
<b>RESPONSABILITÉ</b>		<b>VALEUR D'USAGE</b>	Valeur d'usage et critère valeur technique ?, À noter également.....	2151 (22)
Marché public : le juge judiciaire doit surseoir à statuer sur l'action directe de la victime contre l'assureur de l'auteur du dommage.....	act. 803 (51-52)	<b>VICE</b>	Recours en contestation de la validité d'un contrat : Le Conseil d'État joue le gendarme à Saint-Tropez, commentaire.....	2175 (24)
<b>RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE</b>		<b>VICE DE CONSENTEMENT</b>	Déféré « Tarn-et-Garonne » : une irrégularité ayant influé sur le choix de l'attributaire ne constitue pas un vice du consentement, commentaire.....	2261 (38-39)
Fin des rapports contractuels entre le maître d'oeuvre et le maître de l'ouvrage.....	act. 782 (50)	<b>VICE D'UNE PARTICULIÈRE GRAVITÉ</b>	Contrôle de l'adéquation de la notation pratiquée au critère annoncé, À noter également.....	2335 (48)
<b>SERVICES DE SECOURS</b>		<b>VICES</b>	Vices entachant la validité du contrat : importance et conséquences.....	act. 177 (12)
Marchés publics et services de transport de patients en situation d'urgence fournis par des associations à but non lucratif.....	act. 221 (13)	<b>Domaine / Patrimoine</b>		
<b>SEUILS</b>		<b>ACCESSOIRE DU DOMAINE PUBLIC</b>	La définition unique de la notion de l'accessoire du domaine public, avant comme après le CGPPP, commentaire.....	2089 (15)
Marché public : le nouveau seuil de 40 000 euros entre en vigueur.....	act. 796 (51-52)			
Projet de décret modifiant le Code de la commande publique, libres propos.....	588 (38-39)			
Relèvement des seuils : une bouffée d'air pour les marchés publics ?, libres propos.....	577 (37)			
<b>SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE D'AUTOROUTE</b>				
La société concessionnaire d'autoroute n'est pas un pouvoir adjudicateur.....	act. 321 (20)			
<b>SOURCING</b>				
Sourcing opérationnel : un guide de l'achat public à la disposition des acheteurs publics.....	act. 195 (12)			
<b>SOUS-CRITÈRE</b>				
Notation des offres : le candidat ne peut s'auto-évaluer.....	act. 748 (48)			
<b>SOUS-TRAITANCE</b>				
Le sous-traitant doit présenter sa demande de paiement avant le décompte général (2).....	act. 784 (50)			
Paiement de la sous-traitance d'un marché public : cas du dépassement du montant maximum (1).....	act. 783 (50)			
<b>SOUS-TRAITANCE OCCULTE</b>				
Absence d'exclusion automatique en cas de sous-traitance occulte dans un précédent marché.....	act. 674 (43-44)			
<b>SOUS-TRAITANT</b>				
Le sous-traitant et le mandataire du maître de l'ouvrage.....	act. 602 (40)			
Voies de recours ouvertes aux tiers à un contrat administratif : le recours du sous-traitant à l'encontre de la décision du maître d'ouvrage visant à abroger son agrément, commentaire.....	2262 (38-39)			

### ACTION EN REVENDEICATION

L'épilogue judiciaire de l'action en revendication de l'État portant sur le fragment du jubé de la cathédrale de Chartres, commentaire..... 2323 (46)

### AFFECTATION AU SERVICE PUBLIC

Quand APREI en 2007, rencontre les critères domaniaux antérieurs à 2006, À noter également..... 2284 (42)

### AIDE D'ÉTAT

L'indemnisation d'une cession illégale de biens publics au crible des aides d'État : l'aficionados avisé en économie de marché, À noter également..... 2208 (28)

### ALIÉNATION

L'acquéreur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune..... act. 489 (28)

### AMÉNAGEMENT DOMANIAL

Statut domanial des sites nordiques : le juge du (ski de) fond hors-piste ?, commentaire..... 2343 (48)

### ASSOCIATION CULTUELLE

Location pérenne d'un bien du domaine privé communal à une association culturelle ou le piège de l'analyse domaniale, commentaire..... 2108 (16)

### AUTOROUTE

Juge compétent et recours applicable pour la passation d'un contrat d'occupation du domaine public entre deux personnes privées, commentaire..... 2206 (28)

### BAIL

Location pérenne d'un bien du domaine privé communal à une association culturelle ou le piège de l'analyse domaniale, commentaire..... 2108 (16)

### BAIL COMMERCIAL

Contentieux de la résolution des baux commerciaux conclus sur le domaine privé : le juge judiciaire est, sans surprise, compétent, À noter également..... 2283 (42)

### BIEN SANS MAÎTRE

Biens sans maître : oser l'acquisition par les communes de propriétés oubliées, étude..... 2270 (40)

### CERTIFICAT D'EXPORTATION

Première application de la jurisprudence Danthony à la procédure de classement des trésors nationaux : illustration d'un caravagisme juridique, commentaire..... 2010 (2)

### CESSION

Pas de « balle neuve » pour l'association du tennis seynois qui doit quitter le domaine public..... act. 733 (47)

### CESSION IMMOBILIÈRE

Cession entre personnes publiques : des contreparties significatives exigées, commentaire..... 2282 (42)

### CHEMIN RURAL

L'acquéreur d'un bien communal partage un intérêt concordant avec la commune..... act. 489 (28)

### CIRCULATION PUBLIQUE

Randonnée à quad sur un chemin privé non ouvert à la circulation publique..... act. 225 (13)

### CLASSEMENT

Défense itérative est faite au « pouvoir » judiciaire d'administrer !..... act. 356 (21)

Les techniques d'incorporation au domaine public : quelques problèmes d'articulation, libres propos..... 661 (43-44)

Première application de la jurisprudence Danthony à la procédure de classement des trésors nationaux : illustration d'un caravagisme juridique, commentaire..... 2010 (2)

### CLASSEMENT DE VOIRIE

Nécessité et caractéristiques de l'enquête publique préalable aux décisions de classement/déclassement de voies communales, essentiel sur..... 2044 (6)

### CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Code de la commande publique et droit domanial, À noter également..... 2026 (4)

### CONTRAVENTION DE GRANDE VOIRIE

Contravention de grande voirie « environnementale » : qui est vu est - parfois - pris, À noter également..... 2031 (4)

### CONVENTION D'OCCUPATION

Juge compétent et recours applicable pour la passation d'un contrat d'occupation du domaine public entre deux personnes privées, commentaire..... 2206 (28)

### COPROPRIÉTÉ

Toujours pas de coup de chaud sur l'incompatibilité entre le domaine public et la copropriété, À noter également..... 2285 (42)

### COURS D'EAUX NON DOMANIAUX

Les droits d'eau fondés en titre sur les cours d'eau non domaniaux : un vestige de l'Ancien Régime qui perdure, commentaire..... 2242 (35)

### CULTE

La Vierge, La Séparation, et le domaine public affecté au culte, commentaire..... 2322 (46)

### DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

La jurisprudence CFDT Finances ne s'étend pas aux déclarations d'utilité publique, À noter également..... 2117 (16)

### DÉCLASSEMENT

Le déclassement portant par lui-même désaffectation : plaider pour un retour à l'orthodoxie domaniale, commentaire..... 2178 (24)

### DÉGRADATION

Dégradations du domaine public : quelle(s) action(s) pour la commune ?, aperçu rapide..... 25 (2)

### DÉPENDANCE

Chute d'un arbre sur une voie publique : qui est responsable ?, À noter également..... 2113 (16)

### DÉPRÉCIATION DU SURPLUS

Expropriation : le réalisme de l'indemnisation..... act. 257 (15)

### DÉSFFECTATION

Le déclassement portant par lui-même désaffectation : plaider pour un retour à l'orthodoxie domaniale, commentaire..... 2178 (24)

### DIRECTION DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT

Une politique immobilière de l'État désormais soutenable et efficace ?, À noter également..... 2287 (42)

### DOMAINE PRIVÉ

Domaine privé et mise en concurrence : quand le ministre se trompe, commentaire..... 2081 (13)

Randonnée à quad sur un chemin privé non ouvert à la circulation publique..... act. 225 (13)

**DOMAINE PUBLIC**

Conflit de compétences et modalités de passation d'un marché de mobilier urbain, commentaire ..... 2163 (22)

Dégradations du domaine public : quelle(s) action(s) pour la commune ?, aperçu rapide ..... 25 (2)

Les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité devant le Conseil constitutionnel, commentaire ..... 2009 (2)

Les restitutions du patrimoine culturel africain à l'aune du droit de la propriété des personnes publiques, commentaire ..... 2164 (22)

**DOMAINE PUBLIC MOBILIER**

L'épilogue judiciaire de l'action en revendication de l'État portant sur le fragment du jubé de la cathédrale de Chartres, commentaire ..... 2323 (46)

**DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE**

Responsabilité publique, potentiellement engagée à double titre, lors du blocage continu d'un domaine public portuaire ..... act. 625 (41)

**DOMAINE PUBLIC ROUTIER**

Chute d'un arbre sur une voie publique : qui est responsable ?, À noter également ..... 2113 (16)

**DOMAINE PUBLIC SCOLAIRE**

Utilisation privative du domaine public scolaire : le conseil d'école doit être saisi, À noter également ..... 2215 (28)

**DONS**

L'État s'engage pour le réemploi des biens mobiliers de ses administrations ..... act. 742 (47)

**DROIT DE PRÉEMPTION**

La commune ayant préempté des parcelles et refusé de réitérer l'acte authentique doit indemniser le vendeur ..... act. 283 (16)

**DROIT DE PRIORITÉ**

Le droit de priorité des communes et EPCI ne concerne que les immeubles du domaine privé de l'État, À noter également ..... 2111 (16)

**ÉDIFICE CULTUEL**

Les archives au secours de la sainte statue ..... act. 654 (42)

Pas d'édifice cultuel dans un local communal ..... act. 178 (12)

Un contrat d'occupation d'une église est un document administratif communicable, À noter également ..... 2115 (16)

**ENQUÊTE PUBLIQUE**

Nécessité et caractéristiques de l'enquête publique préalable aux décisions de classement/déclassement de voies communales, essentiel sur ..... 2044 (6)

**ENSEMBLE IMMOBILIER**

Distinction du domaine public et du domaine privé sur une même parcelle cadastrale entre des biens ne formant pas un ensemble immobilier et n'ayant pas de lien fonctionnel, À noter également ..... 2216 (28)

**ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT HORS CONTRAT**

Utilisation privative du domaine public scolaire : le conseil d'école doit être saisi, À noter également ..... 2215 (28)

**EXPROPRIATION**

Expropriation des immeubles insalubres ou menaçant ruine : l'occupant exproprié bénéficie des droits de priorité et de préférence ..... act. 433 (25)

Expropriation : le réalisme de l'indemnisation ..... act. 257 (15)

Expropriation partielle modifiant les limites des terrains : un document d'arpentage doit être réalisé ..... act. 434 (25)

Expropriation pour cause d'utilité publique : application à un projet de restructuration d'une entrée d'agglomération ..... act. 799 (51-52)

Expropriation : précision sur la date de référence pour le calcul de la valeur du bien exproprié ..... act. 432 (25)

Expropriation : précisions sur les formalités d'envoi du dossier au propriétaire exproprié ..... act. 431 (25)

Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg ..... act. 175 (12)

**EXPULSION**

Expulsion d'un pavillon du Bois de Vincennes : la promenade désenchantée, À noter également ..... 2213 (28)

« Gilets jaunes » : qui expulse ?, libres propos ..... 161 (10-11)

**EXTERNALISATION**

L'externalisation de biens militaires au rapport, À noter également ..... 2110 (16)

**FONDS DE COMMERCE**

Fonds de commerce sur le domaine public : vers une application de la loi « Pinel » aux titres antérieurs ?, À noter également ..... 2112 (16)

Pas de gérance salariée des fonds de commerce publics, À noter également ..... 2210 (28)

Un maire peut-il s'opposer à la constitution d'un fonds de commerce sur le domaine public communal ?, À noter également ..... 2033 (4)

**FRANCE DOMAINE**

Avis de France Domaine : il peut porter sur un projet non sensiblement différent de celui finalement adopté, À noter également ..... 2114 (16)

**FREE FLOATING**

Trottinettes électriques en libre-service : une délibération et des questions, libres propos ..... 245 (15)

**IMMEUBLE ILLÉGALEMENT OCCUPÉ**

Demandeurs d'asile : quitter Montauban ?, À noter également ..... 2211 (28)

**IMPRESCRIPTIBILITÉ**

Les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité devant le Conseil constitutionnel, commentaire ..... 2009 (2)

**INALIÉNABILITÉ**

Inaliénabilité conforme à la CEDH d'une pierre domaniale et publique ..... act. 130 (8)

Les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité devant le Conseil constitutionnel, commentaire ..... 2009 (2)

**INDEMNITÉ**

Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public ..... act. 488 (28)

Les modalités de détermination des indemnités d'occupation sans titre du domaine public, commentaire ..... 2289 (42)

**LOCAL COMMUNAL**

Un député peut-il disposer de locaux dans une mairie pour l'exercice de son mandat ?, À noter également ..... 2028 (4)

**LOCATION**

Location pérenne d'un bien du domaine privé communal à une association culturelle ou le piège de l'analyse domaniale, commentaire ..... 2108 (16)

**LOCAUX COMMUNAUX**

Location pérenne d'un bien du domaine privé communal à une association culturelle ou le piège de l'analyse domaniale, commentaire ..... 2108 (16)

### LOGEMENT

Au service (secret) de l'amélioration de la « condition militaire », À noter également ..... 2288 (42)

### LOI DE FINANCES

Loi de finances 2019 et droit des propriétés publiques, À noter également ..... 2034 (4)

### LOI ELAN

Léger Elan domanial en faveur du logement, À noter également ..... 2025 (4)

### MAIRIE

Un député peut-il disposer de locaux dans une mairie pour l'exercice de son mandat ?, À noter également ..... 2028 (4)

### MARCHÉ DE MOBILIER URBAIN

Conflit de compétences et modalités de passation d'un marché de mobilier urbain, commentaire ..... 2163 (22)

### MARQUE CULTURELLE

Les marques culturelles ou l'or noir reclus du patrimoine immatériel public, À noter également ..... 2207 (28)

### MISE EN CONCURRENCE

Domaine privé et mise en concurrence : quand le ministre se trompe, commentaire ..... 2081 (13)

### MOBILIER NATIONAL

L'encombrant « Mobilier national » : une institution (bientôt ?) placardisée, À noter également ..... 2109 (16)

### MONUMENT

Prises de vues depuis les monuments publics : photographe n'est pas occupé, À noter également ..... 2209 (28)

### MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE

Domanialité publique du Muséum d'histoire naturelle et servitude d'alignement : un siècle après, À noter également ..... 2032 (4)

### NAMING

Le naming (mal) saisi par les personnes publiques, aperçu rapide ..... 1 (1)

### NOUVELLES MOBILITÉS ÉLECTRIQUES

Trottinettes électriques, droits de LOM et Marabout, À noter également ..... 2116 (16)

### OCCUPANT SANS TITRE

Expulsion d'un pavillon du Bois de Vincennes : la promenade désenchantée, À noter également ..... 2213 (28)

Mesure d'expulsion d'un occupant sans droit ni titre : ingérence non disproportionnée dans le droit au respect du domicile ..... act. 771 (49)

### OCCUPATION

La tenue d'un salon sur le Champs-de-Mars est compatible avec son affectation, À noter également ..... 2214 (28)

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La police domaniale pour assurer la continuité des services publics, À noter également ..... 2027 (4)

Trottinettes électriques en libre-service : une délibération et des questions, libres propos ..... 245 (15)

### OCCUPATION IRRÉGULIÈRE

Du calcul de l'indemnité due au titre de l'occupation irrégulière du domaine public ..... act. 488 (28)

### OCCUPATION SANS TITRE

Les modalités de détermination des indemnités d'occupation sans titre du domaine public, commentaire ..... 2289 (42)

### PARCELLE CADASTRALE

Distinction du domaine public et du domaine privé sur une même parcelle cadastrale entre des biens ne formant pas un ensemble immobilier et n'ayant pas de lien fonctionnel, À noter également ..... 2216 (28)

### PATRIMOINE CULTUREL

Notre-Dame du Droit, libres propos ..... 285 (17)

### PATRIMOINE CULTUREL AFRICAÏN

Les restitutions du patrimoine culturel africain à l'aune du droit de la propriété des personnes publiques, commentaire ..... 2164 (22)

### PATRIMOINE SENSORIEL

Enfin gaulois le coq ..... act. 620 (40)

### PISTE DE SKI DE FOND

Statut domanial des sites nordiques : le juge du (ski de) fond hors-piste ?, commentaire ..... 2343 (48)

### POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT

Une politique immobilière de l'État désormais soutenable et efficace ?, À noter également ..... 2287 (42)

### PRESCRIPTION QUINQUENNALE

Prescription quinquennale : l'interruption par une action en justice, À noter également ..... 2212 (28)

### PROVISION

Le retour des provisions : première application de la jurisprudence Électricité de Tahiti, À noter également ..... 2286 (42)

### PUBLICITÉ ET MISE EN CONCURRENCE

Les contrats de sous-occupation du domaine public doivent-ils être précédés d'une procédure de sélection préalable ?, étude ..... 2177 (24)

### REDEVANCE

Trottinettes électriques en libre-service : une délibération et des questions, libres propos ..... 245 (15)

### RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE

« Noli me tangere » (sur l'irréductible intangibilité de l'ouvrage public mal planté), À noter également ..... 2030 (4)

### SERVICE DES DOMAINES

Légalité d'un prix de vente pourtant non conforme à l'estimation du service des domaines ..... act. 394 (23)

### SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE D'AUTOROUTE

Juge compétent et recours applicable pour la passation d'un contrat d'occupation du domaine public entre deux personnes privées, commentaire ..... 2206 (28)

### SOUS-OCCUPATION

Les contrats de sous-occupation du domaine public doivent-ils être précédés d'une procédure de sélection préalable ?, étude ..... 2177 (24)

### SUCCESSION

Biens sans maître : oser l'acquisition par les communes de propriétés oubliées, étude ..... 2270 (40)

### SURPLOMB

Un « volume d'air » surplombant une dépendance du domaine public appartient au domaine privé, À noter également ..... 2029 (4)

**TITRE DE PROPRIÉTÉ**

Défense itérative est faite au « pouvoir » judiciaire d'administrer !..... **act. 356 (21)**

**TITRE D'OCCUPATION DOMANIALE**

Domaine privé et mise en concurrence : quand le ministre se trompe, commentaire..... **2081 (13)**

**TRANSFERT**

Les transferts de biens entre domaines publics : naissance d'un contentieux, commentaire..... **2039 (5)**

**VALORISATION**

Sur la valorisation du programme de travaux dans le droit domanial de la concurrence, étude..... **2241 (35)**

**VENTE**

L'accord sur le prix ne peut valoir vente parfaite que dans le respect des compétences des organes des collectivités territoriales, commentaire..... **2024 (4)**

Légalité d'un prix de vente pourtant non conforme à l'estimation du service des domaines ..... **act. 394 (23)**

**VENTE D'UN BIEN COMMUNAL**

Vade-Mecum jurisprudentiel de la vente d'un bien communal, À noter également ..... **2118 (16)**

**VENTE IMMOBILIÈRE**

Annulation de l'acte détachable du contrat de vente immobilière : un « tigre de papier » ?, commentaire ..... **2063 (9)**

**VENTE IMMOBILIÈRE COMPLEXE**

Collectivités territoriales et ventes immobilières « complexes » : quelques (in)certitudes, essentiel sur ..... **2062 (9)**

**Élections / Élus****AGENT PUBLIC**

Le concours d'agents publics à la campagne électorale, essentiel sur ..... **2218 (28)**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

Un nouvel élan pour la déontologie parlementaire, entretien ..... **2194 (26)**

**CAMPAGNE ÉLECTORALE**

Allocution de Lætitia Avia, députée de Paris, entretien ..... **2327 (47)**

Communication électorale et réseaux sociaux, entretien ..... **2329 (47)**

Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, essentiel sur ..... **2217 (28)**

Ouverture par Jean-Luc de Boissieu, président du Conseil d'administration de SMACL Assurances, étude ..... **2326 (47)**

**CAMPAGNE MUNICIPALE**

Conclusion, étude ..... **2331 (47)**

**COMMUNE NOUVELLE**

Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle ..... **act. 544 (35)**

**COMMUNICATION**

Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, essentiel sur ..... **2217 (28)**

**DÉBAT ÉLECTORAL**

Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée ..... **act. 248 (15)**

**DÉCLARATION DE PATRIMOINE**

Entrées en vigueur entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 mai 2019..... **act. 301 (18-19)**

Le Conseil d'État rejette le recours de M<sup>me</sup> Le Pen contre l'appréciation de la HATVP sur sa déclaration de patrimoine..... **act. 518 (30-34)**

**DÉLIT DE FAUX**

Les fausses procurations de vote et le délit de faux commis dans un document délivré par une administration publique de l'article 441-2 du Code pénal, commentaire..... **2135 (20)**

**DÉMISSION**

Exclusion du droit commun pour le conseil municipal d'une commune nouvelle ..... **act. 544 (35)**

**DÉONTOLOGIE**

« La déontologie politique favorise la confiance, indispensable à la démocratie », entretien..... **2195 (26)**

La déontologie politique : base du fonctionnement de la démocratie, libres propos ..... **314 (20)**

La modification du règlement de l'Assemblée nationale, de petites innovations sur la déontologie, commentaire ..... **2196 (26)**

Réseaux sociaux et déontologie du fonctionnaire territorial en période électorale, entretien ..... **2330 (47)**

**DÉONTOLOGUE**

Un nouvel élan pour la déontologie parlementaire, entretien ..... **2194 (26)**

**DÉPUTÉ**

La modification du règlement de l'Assemblée nationale, de petites innovations sur la déontologie, commentaire ..... **2196 (26)**

**DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS**

Détournement par un sénateur de fonds publics destinés à rémunérer les collaborateurs de son groupe parlementaire, commentaire ..... **2082 (13)**

**DIFFAMATION**

Compétence judiciaire en cas de diffamation commise par un maire depuis Facebook ..... **act. 481 (27)**

Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, entretien ..... **2328 (47)**

**DON**

Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, essentiel sur ..... **2217 (28)**

**DROIT À L'INFORMATION**

Droit à l'information des élus locaux : précisions sur l'obligation du maire ou du président de l'EPCI de communiquer ..... **act. 247 (15)**

**DROIT ÉLECTORAL**

Journal officiel du 29 novembre au 5 décembre 2019 et JOUE du 26 novembre 2019 ..... **act. 764 (49)**

**ÉLECTION MUNICIPALE**

Élections municipales et communautaires de mars 2020 : communiquer sereinement en période préélectorale, essentiel sur ..... **2217 (28)**

Le concours d'agents publics à la campagne électorale, essentiel sur ..... **2218 (28)**

**ÉLECTIONS EUROPÉENNES**

Hors période électorale officielle, primauté du choix éditorial encadré de la presse télévisée ..... **act. 248 (15)**

## FAKE NEWS

Loi « fake news » : première action en référé visant à faire cesser la diffusion d'un tweet litigieux ..... **act. 379 (22)**

## FAKE-NEWS

Publication de la loi « fake-news » ..... **act. 5 (1)**

## FRAIS DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Dépassement de frais de campagne électorale : le cumul des sanctions financière et pénale ne viole pas le principe non bis in idem ..... **act. 345 (21)**

## INCIVILITÉ

Traitement judiciaire des infractions commises à l'encontre des parlementaires et des élus locaux ..... **act. 772 (49)**

## INDEMNITÉ

Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ..... **act. 586 (37)**

## INDEMNITÉS

Majorations après plafonds des indemnités des conseillers municipaux ..... **act. 545 (35)**

## INÉLIGIBILITÉ

Cumul de sanctions d'inéligibilité : l'échec annoncé de non bis in idem ..... **act. 675 (43-44)**

## INJURE

Diffamations et injures : les réseaux sociaux, zones de non-droit ?, entretien ..... **2328 (47)**

## LISTE ÉLECTORALE

Peut-on contrôler les listes de candidats aux élections municipales ?, libres propos ..... **746 (48)**

## MAIRE

Compétence judiciaire en cas de diffamation commise par un maire depuis Facebook ..... **act. 481 (27)**

La révocation du maire ..... **act. 801 (51-52)**

Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale » ..... **act. 579 (37)**

## MANDAT

La réforme des institutions de nouveau relancée ..... **act. 564 (35)**

Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur ..... **2293 (43-44)**

## MILITAIRE

Journal officiel du 20 décembre 2018 au 4 janvier 2019 ..... **act. 9 (1)**

## NUANCE POLITIQUE

Nuance politique attribuée aux maires des communes de moins de 3 500 habitants : le Gouvernement relèvera le seuil ..... **act. 793 (50)**

## PARLEMENTAIRE

Condamnation des propos négationnistes d'un parlementaire ..... **act. 656 (42)**

## PROBITÉ

Transparence des élus, stop ou encore ?, libres propos ..... **763 (49)**

## RÉSEAUX SOCIAUX

Communication électorale et réseaux sociaux, entretien ..... **2329 (47)**

Ouverture par Jean-Luc de Boissieu, président du Conseil d'administration de SMACL Assurances, étude ..... **2326 (47)**

## RÉVOCACTION

La révocation du maire ..... **act. 801 (51-52)**

Révocation d'un maire : « la procédure disciplinaire est indépendante de la procédure pénale » ..... **act. 579 (37)**

## TRANSPARENCE

Propositions de l'OEP pour plus de transparence dans le train de vie du Gouvernement et des parlementaires. **act. 527 (30-34)**

Transparence des élus, stop ou encore ?, libres propos ..... **763 (49)**

## VOTE PAR PROCURATION

L'avis du Conseil d'État sur la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, aperçu rapide ..... **589 (38-39)**

## Environnement

### AÉRODROME

Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation ..... **act. 274 (16)**

Portée juridique des parties grisées séparant les différentes zones définies par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport, commentaire ..... **2202 (27)**

### ARRÊTÉ ANTI-PESTICIDE

Pas de glyphosate dans la commune ..... **act. 725 (46)**

### AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : objectifs et modalités de l'expérimentation permettant de déroger à l'obligation d'enquête publique (loi Essoc) ..... **act. 171 (10-11)**

Sursis à exécution et autorisation environnementale ..... **act. 712 (46)**

### AUTORITÉ COMPÉTENTE EN MATIÈRE

#### D'ENVIRONNEMENT

Autorité compétente en matière d'évaluation environnementale ..... **act. 605 (40)**

### AUTORITÉ DÉCISIONNAIRE

Autorité environnementale : quand la double compétence « autorité environnementale » et « autorité décisionnaire » des préfets de région n'encourt pas la critique, aperçu rapide ..... **143 (9)**

### AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Autorité environnementale : le préfet de région ne peut être à la fois autorité décisionnelle et environnementale pour le même dossier d'ICPE, commentaire ..... **2363 (51-52)**

Autorité environnementale : quand la double compétence « autorité environnementale » et « autorité décisionnaire » des préfets de région n'encourt pas la critique, aperçu rapide ..... **143 (9)**

### BIODÉCHETS

Application dans le temps de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ..... **act. 472 (27)**

### BRUIT

Le bruit des circuits automobiles sous une garde abondante ..... **act. 768 (49)**

### CERTIFICAT DE PROJET

Intérêt à agir contre le certificat de projet ..... **act. 45 (3)**

### CHARTRE DÉPARTEMENTALE

Pesticides : la consultation sur les zones d'épandage est ouverte ..... **act. 587 (37)**

### CHASSE À L'OIE

Le jeu de l'oie au Conseil d'État, aperçu rapide ..... **142 (9)**

<b>COMMISSION NATIONALE DU DÉBAT PUBLIC</b>	
Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales.....	act. 407 (24)
<b>CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE</b>	
Les préfets doivent s'impliquer dans les Contrats de transition écologique.....	act. 677 (43-44)
<b>DÉCHETS</b>	
Le juge autorise l'exploitation de l'installation de stockage de déchets.....	act. 634 (41)
<b>DÉFRICHEMENT</b>	
Légalité du décret prolongeant la durée de validité des autorisations de défrichage.....	act. 547 (35)
<b>DIGUE</b>	
Journal officiel du 18 au 23 octobre 2019.....	act. 663 (43-44)
<b>DROIT D'EAU</b>	
Conditions de la perte du droit d'eau.....	act. 307 (18-19)
<b>ÉMISSIONS</b>	
Précisions sur la notion d'intérêt du public à accéder aux informations relatives aux émissions dans l'environnement.....	act. 191 (12)
<b>ÉNERGIE</b>	
Contrôle des décisions du comité de règlement des différends et des sanctions de la CRE.....	act. 206 (13)
<b>ENQUÊTE PUBLIQUE</b>	
Participation du public vs enquête publique : lancement de l'expérimentation en Bretagne et Hauts-de-France.....	act. 6 (1)
Possibilité de photographier l'ensemble des pièces d'un dossier soumis à l'enquête publique.....	act. 22 (1)
Rejet du recours contre la prorogation de la DUP du grand contournement de Strasbourg.....	act. 175 (12)
<b>ENSEIGNES</b>	
Qualification d'enseigne.....	act. 233 (14)
<b>ENSEIGNES ET PRÉENSEIGNES</b>	
Distinction entre publicités, enseignes et préenseignes.....	act. 330 (20)
<b>ÉOLIENNE</b>	
Des éoliennes à l'air libre des formalités environnementales.....	act. 407 (24)
<b>ÉROSION DU LITTORAL</b>	
Le principe de précaution étendue aux activités d'extraction de sable marin.....	act. 150 (9)
<b>ESPACE ANIMALE PROTÉGÉE</b>	
La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?.....	act. 569 (36)
<b>ESPACE REMARQUABLE</b>	
Les espaces remarquables du littoral doivent faire l'objet d'un zonage protecteur adapté dans le PLU, commentaire.....	2258 (37)
<b>ÉTUDE D'IMPACT</b>	
Contrôle de l'étude d'impact d'une demande d'autorisation pour une installation classée.....	act. 180 (12)
<b>ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b>	
L'évaluation environnementale du PLU couvre le projet.....	act. 644 (42)
	Principe de non-régression : quand l'évaluation environnementale en amont commande l'aval, commentaire.....
	2324 (46)
<b>GEMAPI</b>	
Journal officiel du 30 août au 5 septembre 2019.....	act. 567 (36)
<b>GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS</b>	
Prévention des risques naturels et hydrauliques : les thèmes prioritaires d'actions pour 2019 à 2021.....	act. 137 (8)
<b>GLYPHOSATE</b>	
Précisions sur la notion d'intérêt du public à accéder aux informations relatives aux émissions dans l'environnement.....	act. 191 (12)
<b>INFORMATION DU PUBLIC</b>	
Autorité environnementale : quand la double compétence « autorité environnementale » et « autorité décisionnaire » des préfets de région n'encourt pas la critique, aperçu rapide.....	143 (9)
<b>INONDATIONS</b>	
Lutte contre les inondations : une boîte à outils à destination des élus locaux.....	act. 576 (36)
<b>INSTALLATION CLASSÉE</b>	
Autorité environnementale : quand la double compétence « autorité environnementale » et « autorité décisionnaire » des préfets de région n'encourt pas la critique, aperçu rapide.....	143 (9)
Même sans permis l'exploitation continue.....	act. 413 (24)
<b>INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
ICPE et pouvoir du préfet.....	act. 471 (27)
<b>INSTALLATION DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ</b>	
Exploitation des installations éoliennes : plénitude de juridiction des CAA.....	act. 645 (42)
<b>INSTALLATION NUCLÉAIRE</b>	
Conditions de maintien de l'autorisation de création d'une installation nucléaire.....	act. 273 (16)
<b>INSTALLATIONS CLASSÉES</b>	
Le juge autorise l'exploitation de l'installation de stockage de déchets.....	act. 634 (41)
<b>LOI LITTORAL</b>	
Les espaces remarquables du littoral doivent faire l'objet d'un zonage protecteur adapté dans le PLU, commentaire.....	2258 (37)
<b>LUTTE CONTRE LES INONDATIONS</b>	
Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés.....	act. 185 (12)
<b>MOBILITÉ</b>	
Lettre rectificative au projet de loi d'orientation des mobilités.....	act. 140 (8)
<b>NUISANCE LUMINEUSE</b>	
La complémentarité réglementation/régulation en matière environnementale : l'exemple du droit de la nuit, étude.....	2344 (48)
<b>NUISANCES SONORES</b>	
Exclusion du bénéfice de l'aide à l'insonorisation.....	act. 274 (16)
<b>PARC ÉOLIEN</b>	
Même sans permis l'exploitation continue.....	act. 413 (24)

Rejet des recours contre la création d'un parc éolien au large de Saint-Brieuc..... **act. 546 (35)**

**PARTICIPATION DU PUBLIC**

Invocabilité des directives de 2001 et 2011 sur l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement : pas au stade de la concertation préalable !..... **act. 179 (12)**

Participation du public vs enquête publique : lancement de l'expérimentation en Bretagne et Hauts-de-France..... **act. 6 (1)**

**PESTICIDE**

Interdiction des pesticides : des circonstances locales peuvent justifier des mesures plus rigoureuses ou en cas de péril imminent s'il y a carence de la police spéciale..... **act. 616 (40)**

La police spéciale des pesticides échappe au maire..... **act. 562 (35)**

Pesticides : la consultation sur les zones d'épandage est ouverte..... **act. 587 (37)**

**PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT**

Portée juridique des parties grisées séparant les différentes zones définies par un plan d'exposition au bruit d'un aérodrome, commentaire ..... **2202 (27)**

**PLASTIQUE**

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404 (24)**

**POLICE DE L'EAU**

Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE ..... **act. 606 (40)**

**POLLUTION**

Pollution : possibilité pour les collectivités territoriales de restreindre la circulation des véhicules de transport en commun ..... **act. 463 (27)**

**POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

Pollution atmosphérique en région francilienne : responsable mais pas coupable ..... **act. 453 (26)**

**PRÉENSEIGNES**

Qualification d'enseigne ..... **act. 233 (14)**

**PRINCIPE DE PRÉCAUTION**

De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, étude ..... **2316 (45)**

Le principe de précaution étendue aux activités d'extraction de sable marin ..... **act. 150 (9)**

Pas de glyphosate dans la commune ..... **act. 725 (46)**

**PROCÉDURE D'AUTORISATION**

Journal officiel du 13 au 19 décembre 2019 ..... **act. 798 (51-52)**

**RAISON IMPÉRATIVE D'INTÉRÊT PUBLIC MAJEUR**

La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ? ..... **act. 569 (36)**

**SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX**

Compatibilité des autorisations délivrées en matière de police de l'eau avec le SDAGE ..... **act. 606 (40)**

**TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES**

Conséquences de la hausse de la TGAP sur les collectivités locales ..... **act. 40 (2)**

**TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Mobilisation nationale pour l'emploi et la transition écologique : mesures en faveur des territoires et objectifs à atteindre ..... **act. 539 (35)**

**TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

Présentation du projet de loi relatif à l'énergie et au climat ..... **act. 312 (18-19)**

**TRANSPORT FERROVIAIRE**

Lettre rectificative au projet de loi d'orientation des mobilités ..... **act. 140 (8)**

**UNITÉ TOURISTIQUE NOUVELLE**

Une évaluation environnementale pour toutes les unités touristiques nouvelles ..... **act. 470 (27)**

**ZONE GRISÉE**

Portée juridique des parties grisées séparant les différentes zones définies par un plan d'exposition au bruit d'un aérodrome, commentaire ..... **2202 (27)**

## Étrangers

**AIDE SOCIALE À L'ENFANCE**

Absence d'illégalité d'une décision d'un département de mettre fin à l'hébergement et à la mise à l'abri d'une mineure isolée, À noter également ..... **2091 (15)**

**ALLOCATION D'ATTENTE**

Insuffisance du montant de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), À noter également ..... **2297 (43-44)**

**ALLOCATION POUR DEMANDEUR D'ASILE**

Précisions sur la notion de « fraude » à l'allocation pour demandeur d'asile, À noter également ..... **2300 (43-44)**

**ASILE**

Applicabilité temporelle de la loi immigration et asile, À noter également ..... **2301 (43-44)**

Appréciation de la menace grave pour la sûreté de l'État et retrait du statut de réfugié, À noter également ..... **2302 (43-44)**

De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPA présente une fiche « S » ..... **act. 95 (6)**

Fichage « S » et retrait du statut de réfugié, À noter également ..... **2304 (43-44)**

Illégalité du refus d'un échange de permis de conduire d'un réfugié contre un permis de conduire français, À noter également ..... **2100 (15)**

Insuffisance du montant de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), À noter également ..... **2297 (43-44)**

La condamnation de la France pour violation de l'article 3 de la Convention EDH oblige l'administration à octroyer la protection subsidiaire, commentaire ..... **2090 (15)**

Le doute pénal ne profite pas au candidat à l'asile ..... **act. 165 (10-11)**

L'illégalité de l'assignation à résidence des « dublinés » excédant le délai de transfert de 6 mois, À noter également ..... **2093 (15)**

Maintien en rétention en cas de demande d'asile à des fins dilatoires : le droit français conforme à la directive Accueil, commentaire ..... **2296 (43-44)**

Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile ..... **act. 29 (2)**

Nouveau calcul du délai de transfert en cas de recours juridictionnel dirigé contre la décision de transfert, À noter également ..... **2094 (15)**

Précisions sur la notion de « fraude » à l'allocation pour demandeur d'asile, À noter également ..... **2300 (43-44)**

Précisions sur l'obligation de motivation d'une décision de transfert d'un demandeur d'asile, À noter également ..... **2099 (15)**

**ASSIGNATION À RÉSIDENCE**

Assignation à résidence des personnes dublinées : unification de la compétence du juge des 72 heures, À noter également ..... 2097 (15)

L'illégalité de l'assignation à résidence des « dublinés » excédant le délai de transfert de 6 mois, À noter également ..... 2093 (15)

**CONJOINT DE FRANÇAIS**

Délivrance d'une carte de séjour au conjoint de français entré irrégulièrement sur le territoire, À noter également ..... 2092 (15)

**DÉLAI**

Mise en oeuvre de l'obligation de résultat en matière de délais d'enregistrement des demandes d'asile ..... act. 29 (2)

**DÉLAI DE TRANSFERT**

Nouveau calcul du délai de transfert en cas de recours juridictionnel dirigé contre la décision de transfert, À noter également ..... 2094 (15)

**DIRECTIVE ACCUEIL**

Maintien en rétention en cas de demande d'asile à des fins dilatoires : le droit français conforme à la directive Accueil, commentaire ..... 2296 (43-44)

**DROIT AU SÉJOUR**

Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement ..... act. 149 (9)

**DROIT D'ASILE**

Loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, commentaire ..... 2144 (21)

**DROIT DE SÉJOUR**

Droit de séjour, bénéfice du RSA et chômage involontaire, À noter également ..... 2303 (43-44)

**DROIT DE SÉJOUR DE PLUS DE TROIS MOIS**

Absence de délivrance automatique d'un droit de séjour de plus de trois mois au partenaire enregistré d'un citoyen de l'Union, À noter également ..... 2096 (15)

**EXTRADITION**

Interruption du délai de prescription de l'action publique en matière d'extradition en raison de la situation exceptionnelle du Kosovo, À noter également ..... 2098 (15)

**FICHE « S »**

Fichage « S » et retrait du statut de réfugié, À noter également ..... 2304 (43-44)

**FICHÉ « S »**

De l'office du juge d'asile à qui l'OFPPA présente une fiche « S » ..... act. 95 (6)

**IMMIGRATION**

Loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, commentaire ..... 2144 (21)

**INDIGNITÉ**

La nationalité par mariage peut être mise en échec notamment en cas d'indignité (C. civ., art. 21-4) ..... act. 94 (6)

**JUGE DES 72 HEURES**

Assignation à résidence des personnes dublinées : unification de la compétence du juge des 72 heures, À noter également ..... 2097 (15)

**MENACE POUR LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT**

Appréciation de la menace grave pour la sûreté de l'État et retrait du statut de réfugié, À noter également ..... 2302 (43-44)

**MENACE POUR L'ORDRE PUBLIC**

Fichage « S » et retrait du statut de réfugié, À noter également ..... 2304 (43-44)

**MINEUR**

Absence d'illégalité d'une décision d'un département de mettre fin à l'hébergement et à la mise à l'abri d'une mineure isolée, À noter également ..... 2091 (15)

**OQTF**

Refus d'entrée en France et OQTF de l'étranger non ressortissant UE en transit, À noter également ..... 2298 (43-44)

Régime contentieux des OQTF, À noter également ..... 2299 (43-44)

**PACS**

Absence de délivrance automatique d'un droit de séjour de plus de trois mois au partenaire enregistré d'un citoyen de l'Union, À noter également ..... 2096 (15)

**PERMIS DE CONDUIRE**

Illégalité du refus d'un échange de permis de conduire d'un réfugié contre un permis de conduire français, À noter également ..... 2100 (15)

**PRESCRIPTION**

Interruption du délai de prescription de l'action publique en matière d'extradition en raison de la situation exceptionnelle du Kosovo, À noter également ..... 2098 (15)

**PROTECTION SUBSIDIAIRE**

La condamnation de la France pour violation de l'article 3 de la Convention EDH oblige l'administration à octroyer la protection subsidiaire, commentaire ..... 2090 (15)

**RÉFUGIÉ**

Circulaires et instructions ..... act. 756 (48)

**RÈGLEMENT DUBLIN**

Précisions sur l'obligation de motivation d'une décision de transfert d'un demandeur d'asile, À noter également ..... 2099 (15)

**RÈGLEMENT DUBLIN III**

Assignation à résidence des personnes dublinées : unification de la compétence du juge des 72 heures, À noter également ..... 2097 (15)

L'illégalité de l'assignation à résidence des « dublinés » excédant le délai de transfert de 6 mois, À noter également ..... 2093 (15)

Nouveau calcul du délai de transfert en cas de recours juridictionnel dirigé contre la décision de transfert, À noter également ..... 2094 (15)

**RENOUVELLEMENT DE TITRE DE SÉJOUR**

Délivrance d'une carte de séjour au conjoint de français entré irrégulièrement sur le territoire, À noter également ..... 2092 (15)

**RÉTENTION**

Maintien en rétention en cas de demande d'asile à des fins dilatoires : le droit français conforme à la directive Accueil, commentaire ..... 2296 (43-44)

**REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE**

Octroi du RSA pour un étranger et condition de présence sur le territoire français, À noter également ..... 2095 (15)

<b>RSA</b>		
Droit de séjour, bénéfice du RSA et chômage involontaire, À noter également.....	2303	(43-44)
<b>TITRE DE SÉJOUR</b>		
Obligation de possession d'un titre de séjour pour un travailleur détaché non européen, À noter également.....	2305	(43-44)
<b>TRANSIT</b>		
Refus d'entrée en France et OQTF de l'étranger non ressortissant UE en transit, À noter également.....	2298	(43-44)
<b>TRAVAILLEUR DÉTACHÉ NON EUROPÉEN</b>		
Obligation de possession d'un titre de séjour pour un travailleur détaché non européen, À noter également.....	2305	(43-44)
<b>VISA LONG SÉJOUR</b>		
Délivrance d'une carte de séjour au conjoint de français entré irrégulièrement sur le territoire, À noter également.....	2092	(15)
<b>ZONE D'ATTENTE</b>		
Refus d'entrée en France et OQTF de l'étranger non ressortissant UE en transit, À noter également.....	2298	(43-44)
<b>Fonctions publiques</b>		
<b>ABSENTÉISME</b>		
Santé, sécurité, qualité de vie au travail dans la fonction publique : un plan d'action pour 2020.....	act. 701	(45)
<b>ACCIDENT</b>		
L'imputabilité au service d'un accident suppose la démonstration d'un fait accidentel, commentaire.....	2011	(2)
<b>ACCIDENT DE SERVICE</b>		
Congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique de l'État.....	act. 145	(9)
Identification d'un accident de service.....	act. 108	(7)
La garantie procédurale doit être utile (à propos de l'omission d'information du médecin de prévention).....	act. 726	(46)
La succession d'événements fait l'accident de service.....	act. 574	(36)
Motivation de la décision refusant de reconnaître l'imputabilité au service d'un accident.....	act. 350	(21)
<b>AGENT NON TITULAIRE</b>		
Actes déterminés multiples répondant à un besoin permanent de l'administration et qualité d'agent non titulaire.....	act. 787	(50)
<b>AGENT PÉNITENTIAIRE</b>		
La sanction des agents pénitentiaires en dehors des garanties disciplinaires est contraire à la Constitution.....	act. 320	(20)
<b>ARCHITECTE EN CHEF</b>		
Qualité d'agent public des architectes en chef des monuments historiques.....	act. 11	(1)
<b>ARTISTES</b>		
Condition de la mise en disponibilité des artistes en CDD employés par les collectivités territoriales.....	act. 585	(37)
<b>AVANCEMENT</b>		
Droit à l'avancement du fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité : liste des pièces à fournir.....	act. 442	(26)
<b>AVERTISSEMENT</b>		
Organisation danthonysée (sic) du service public judiciaire.....	act. 568	(36)
<b>CDI</b>		
Refus de CDI et agent involontairement privé d'emploi.....	act. 734	(47)
<b>CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE</b>		
Missions confiées par le CNFPT à un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé.....	act. 30	(2)
<b>CHEF DE POSTE CONSULAIRE</b>		
Emploi supérieur à la décision du Gouvernement et nomination au poste de consul.....	act. 231	(14)
<b>COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE</b>		
Demain, tous contractuels ?, libres propos.....	117	(8)
Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires et consultation de la commission administrative paritaire.....	act. 97	(6)
Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation.....	act. 503	(29)
<b>COMMISSION DE DÉONTOLOGIE DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>		
Rapport d'activité 2017 de la Commission de déontologie de la fonction publique.....	act. 70	(4)
<b>COMMISSION DE RÉFORME</b>		
Fonctionnaire privé, dans l'étude de sa situation, de « garanties » au sens de la jurisprudence Danthony.....	act. 549	(35)
La garantie procédurale doit être utile (à propos de l'omission d'information du médecin de prévention).....	act. 726	(46)
<b>COMPTE ÉPARGNE TEMPS</b>		
Compte épargne temps et congés maladie.....	act. 173	(10-11)
<b>COMPTE ÉPARGNE-TEMPS</b>		
Compte épargne-temps et mobilité : les conditions de transfert des droits épargnés précisées.....	act. 7	(1)
<b>CONCOURS</b>		
Utilité et légalité d'une liste complémentaire de lauréats d'un concours d'emploi public.....	act. 550	(35)
<b>CONFLIT D'INTÉRÊT</b>		
Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt.....	act. 325	(20)
<b>CONGÉ DE LONGUE MALADIE</b>		
Congé de longue maladie et décision de maintien en activité.....	act. 607	(40)
<b>CONGÉ POUR INVALIDITÉ TEMPORAIRE</b>		
Congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique de l'État.....	act. 145	(9)
Modification du régime du congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique territoriale.....	act. 266	(16)
<b>CONSEIL ACADÉMIQUE</b>		
Mutation et motivation de la délibération du conseil académique.....	act. 106	(7)
<b>CONSEIL DE DISCIPLINE</b>		
Droits de la défense devant le conseil de discipline.....	act. 351	(21)
<b>CONSEIL NATIONAL DES UNIVERSITÉS</b>		
Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU.....	act. 324	(20)
<b>CONSUL</b>		
Emploi supérieur à la décision du Gouvernement et nomination au poste de consul.....	act. 231	(14)

**CONTENTIEUX**

Bilan 2018 du contentieux du droit de la fonction publique et des ressources humaines, chronique ..... 2122 (17)

**CONTRACTUEL**

Agents contractuels : un changement d'affectation pour des raisons médicales ne constitue pas nécessairement un reclassement, commentaire ..... 2119 (16)

Demain, tous contractuels ?, libres propos ..... 117 (8)

La gestion des contractuels en ressources humaines dans la fonction publique d'État, étude ..... 2227 (29)

La gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique hospitalière, étude ..... 2229 (29)

La gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique territoriale, étude ..... 2228 (29)

Le contentieux des agents contractuels - point de vue de l'avocat, commentaire ..... 2230 (29)

Le contentieux des contractuels : point de vue du juge, commentaire ..... 2231 (29)

Limites à la possibilité de recruter un contractuel ..... act. 10 (1)

Quelle(s) gestion(s) des contractuels en ressources humaines dans la fonction publique ?, commentaire ..... 2225 (29)

Questionnements autour de la gestion des contractuels dans la fonction publique, commentaire ..... 2226 (29)

Recrutement des agents contractuels : un acte d'engagement soumis à publicité et mise en concurrence préalable (projet de décret) ..... act. 684 (45)

Transformation de la fonction publique et flexicurité, étude ..... 2364 (51-52)

**CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE**

Pas de prime de fin de contrat pour les praticiens hospitaliers retraités ..... act. 478 (27)

**CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE**

Appréciation des conditions du bénéfice d'un CDI ..... act. 474 (27)

**CONTRAT DE PROJET**

Transformation de la fonction publique et flexicurité, étude ..... 2364 (51-52)

**CUMUL D'ACTIVITÉS**

Cumuls d'activités et contrôles déontologiques : entre allègement procédural et renforcement du contrôle déontologique (projet de décret) ..... act. 686 (45)

Illustration d'une activité accessoire dont le cumul est interdit aux agents publics ..... act. 412 (24)

**DÉCHARGE DE SERVICE**

De la rémunération d'un fonctionnaire déchargé pour motif syndical ..... act. 447 (26)

**DÉCHARGE SYNDICALE DE SERVICE**

Compétences ministérielles et décharge syndicale de service ..... act. 276 (16)

**DÉCISION IMPLICITE**

Les décisions implicites czabajisées ..... act. 213 (13)

**DÉCLARATION DE PATRIMOINE**

Modification de la liste des emplois soumis à l'obligation de transmettre des déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale (projet de décret) ..... act. 687 (45)

**DÉCLARATION D'INTÉRÊTS**

Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires ..... act. 12 (1)

Modification de la liste des emplois soumis à l'obligation de transmettre des déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale (projet de décret) ..... act. 687 (45)

**DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE**

Les employeurs publics se préparent à passer à la déclaration sociale nominative ..... act. 416 (24)

**DÉFENSEUR DES DROITS**

Les recommandations du Défenseur des droits placées en dehors du champ contentieux ..... act. 372 (22)

**DÉONTOLOGIE**

« La déontologie politique favorise la confiance, indispensable à la démocratie », entretien ..... 2195 (26)

Cumuls d'activités et contrôles déontologiques : entre allègement procédural et renforcement du contrôle déontologique (projet de décret) ..... act. 686 (45)

Expression par un magistrat de son soutien à l'organisation d'un RIP : l'avis du Conseil de déontologie ..... act. 529 (30-34)

Rapport d'activité 2017 de la Commission de déontologie de la fonction publique ..... act. 70 (4)

Un magistrat administratif ne peut assurer des formations dans un cabinet d'avocats ..... act. 84 (5)

**DÉONTOLOGUE**

Cumuls d'activités et contrôles déontologiques : entre allègement procédural et renforcement du contrôle déontologique (projet de décret) ..... act. 686 (45)

**DÉPART**

Transformation de la fonction publique et flexicurité, étude ..... 2364 (51-52)

**DÉTACHEMENT**

La fin de détachement, essentiel sur ..... 2263 (38-39)

Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement ..... act. 626 (41)

**DIRECTEUR FONCTIONNEL DES SERVICES****PÉNITENTIAIRES**

Emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires et consultation de la commission administrative paritaire ..... act. 97 (6)

**DISCIPLINE**

Inopérance en matière disciplinaire d'une clause obligeant à une conciliation préalable ..... act. 454 (26)

Un fonctionnaire de CCI, à la croisée entre le disciplinaire et le conflit d'intérêt ..... act. 325 (20)

**DISCRIMINATION EN RAISON DE LA LANGUE**

Fonction publique européenne : interdiction des différences de traitement fondées sur la langue ..... act. 222 (13)

**DISPONIBILITÉ**

Droit à l'avancement du fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité : liste des pièces à fournir ..... act. 442 (26)

Mise en disponibilité volontaire de l'agent et absence d'allocations chômage ..... act. 156 (9)

Modification des conditions de la disponibilité dans la fonction publique : avis défavorable du CNEN ..... act. 42 (2)

**DISSOLUTION D'UN SYNDICAT MIXTE**

Dissolution d'un syndicat mixte et sort de ses agents ..... act. 296 (17)

**ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE**

Comité de suivi de l'accord relatif à l'égalité professionnelle femmes / hommes dans la fonction publique ..... act. 89 (5)

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Résultats des élections professionnelles pour les CAP et les CCP dans la fonction publique de l'État en 2018..... **act. 299** (17)

## EMPLOI

L'emploi dans la fonction publique en 2017..... **act. 399** (23)

## EMPLOI À TEMPS NON COMPLET

Avis défavorable du CSFPT sur les deux premiers décrets d'application de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique..... **act. 680** (43-44)

## EMPLOI VACANT

Obligation de publicité des emplois vacants sur un espace numérique commun aux trois fonctions publiques..... **act. 8** (1)

## ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Pas de pouvoir du président d'université de ne pas donner suite à une procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur..... **act. 608** (40)

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Principe d'impartialité et présence dans le comité de sélection du directeur de thèse d'un candidat, commentaire..... **2351** (49)

## EXCLUSION TEMPORAIRE DE FONCTIONS

Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction..... **act. 427** (25)

## FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Dérogations aux 35 heures dans la fonction publique de l'État : des pratiques pas toujours justifiées !, aperçu rapide..... **286** (17)

## FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

JO du 13 au 26 septembre 2019..... **act. 591** (38-39)

Les caractéristiques de l'emploi public dans la fonction publique territoriale..... **act. 313** (18-19)

## FONCTIONNAIRE HOSPITALIER

Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction..... **act. 427** (25)

## HANDICAP

Quatre projets de décrets pour améliorer l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique..... **act. 400** (23)

Vingt-huit propositions pour la politique du handicap dans la fonction publique..... **act. 365** (21)

## HARCÈLEMENT MORAL

Cumul de responsabilité en cas de harcèlement moral..... **act. 473** (27)

Harcèlement moral : l'administration doit réparer les préjudices même en l'absence de faute de sa part, commentaire..... **2345** (48)

## HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Mise en oeuvre de l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires dans la fonction publique..... **act. 146** (9)

## IMPARTIALITÉ

Principe d'impartialité et présence dans le comité de sélection du directeur de thèse d'un candidat, commentaire..... **2351** (49)

## IMPUTABILITÉ AU SERVICE

L'imputabilité au service d'une maladie, une décision attributive d'un droit ou purement reconnaitive d'un droit de créance préexistant ?, commentaire..... **2203** (27)

## IMPUTABILITÉ D'UNE MALADIE AU SERVICE

Précisions sur l'imputabilité d'une maladie au service..... **act. 181** (12)

## INAPTITUDE

Pas d'obligation de reclassement des sapeurs-pompiers volontaires inaptes physiquement..... **act. 352** (21)

## INDEMNITÉ DE FIN DE CONTRAT

Pas de prime de fin de contrat pour les praticiens hospitaliers retraités..... **act. 478** (27)

## INDEMNITÉ DE SUJÉTION GÉOGRAPHIQUE

Indemnité de sujétion géographique et égalité de traitement entre fonctionnaires, commentaire..... **2219** (28)

## INSTANCE MÉDICALE

Instances médicales de la fonction publique territoriale : spécificité de la composition de la commission de réforme, essentiel sur..... **2165** (22)

## JOUR DE CARENCE

1,5 million de jours de carence dans la fonction publique = 124,3 millions d'euros prélevés..... **act. 775** (49)

## JOURNÉE DE CARENCE

Application de la journée de carence aux agents territoriaux à temps non complet..... **act. 53** (3)

## JURY DE CONCOURS

Dans le jury de concours académique : l'ancien amant ? Oui ! L'ancien directeur de thèse ? Non !..... **act. 422** (25)

Principe d'impartialité et présence dans le comité de sélection du directeur de thèse d'un candidat, commentaire..... **2351** (49)

## LANCEUR D'ALERTE

Lanceur d'alerte : illustration d'un signalement hors de toute saisine préalable en interne..... **act. 331** (20)

## LICENCIEMENT

Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie..... **act. 802** (51-52)

## LIMITE D'ÂGE

Limite d'âge des instituteurs et non-discrimination en fonction de l'âge..... **act. 332** (20)

## LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

La rupture conventionnelle dans la fonction publique... une équation à plusieurs inconnues, étude..... **2277** (41)

La rupture conventionnelle : un dispositif attendu dans un contexte de contractualisation croissante du droit de la fonction publique, étude..... **2276** (41)

Le dialogue social redessiné par la loi de transformation de la fonction publique, étude..... **2273** (41)

Le renforcement de l'action disciplinaire par la loi du 6 août 2019, étude..... **2274** (41)

Le renforcement du dispositif d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique, étude..... **2278** (41)

« L'élargissement du recours au contrat sur l'ensemble des emplois permanents de la fonction publique représente pour la FA-FP une remise en cause sans précédent de la fonction publique de carrière », entretien..... **2272** (41)

Loi de transformation de la fonction publique, dossier..... **2271** (41)

Pantouflage et déontologie dans la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, étude..... **2275** (41)

Synthèses des modifications apportées par la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (LTFP), étude..... **2279** (41)

<b>MAGISTRAT</b>		<b>PENSIONS</b>	
Déclaration d'intérêts des magistrats judiciaires.....	act. 12 (1)	Pensions, remariage, indu et prescription.....	act. 609 (40)
Expression par un magistrat de son soutien à l'organisation d'un RIP : l'avis du Conseil de déontologie.....	act. 529 (30-34)	<b>PERSONNELS TERRITORIAUX DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES</b>	
<b>MAGISTRAT ADMINISTRATIF</b>		Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide.....	590 (38-39)
Un magistrat administratif ne peut assurer des formations dans un cabinet d'avocats.....	act. 84 (5)	<b>PRATICIEN HOSPITALIER</b>	
<b>MALADIE</b>		Pas de prime de fin de contrat pour les praticiens hospitaliers retraités.....	act. 478 (27)
Délai de recours et maladie contractée en service : les fonctions publiques se distinguent.....	act. 275 (16)	Renouvellement de la prolongation d'activité d'un praticien hospitalier.....	act. 212 (13)
<b>MALADIE PROFESSIONNELLE</b>		<b>PRÉJUDICE</b>	
Congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique de l'État.....	act. 145 (9)	Harcèlement moral : l'administration doit réparer les préjudices même en l'absence de faute de sa part, commentaire.....	2345 (48)
<b>MÉDIATION</b>		<b>PRESTATION D'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE</b>	
Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves, commentaire.....	2266 (40)	« CESU - garde d'enfants 0/6 ans » au profit des agents publics de l'État : diffusion d'une circulaire.....	act. 727 (46)
<b>MILITAIRE</b>		<b>PRIME D'ACTIVITÉ</b>	
Prise en compte (ou non !) des droits d'ancienneté militaire.....	act. 278 (16)	Augmentation du montant de la prime d'activité et du nombre de ses bénéficiaires à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2019.....	act. 43 (2)
Programmation militaire : reconversion dans la fonction publique civile et mesures d'incitation au départ des personnels militaires.....	act. 26 (2)	<b>PRIME D'INTÉRESSEMENT</b>	
<b>MISE EN DISPONIBILITÉ</b>		Journal officiel du 29 novembre au 5 décembre 2019 et JOUE du 26 novembre 2019.....	act. 764 (49)
L'écoulement rétroactif du délai de recours contentieux à propos d'une mise en disponibilité d'office.....	act. 754 (48)	<b>PROFESSEUR DE LA VILLE DE PARIS</b>	
<b>MISE EN RETRAITE D'OFFICE</b>		Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide.....	590 (38-39)
Limite d'âge des instituteurs et non-discrimination en fonction de l'âge.....	act. 332 (20)	<b>PROFESSEUR DE SPORT</b>	
<b>MOBILITÉ</b>		Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide.....	590 (38-39)
Demain, tous contractuels ?, libres propos.....	117 (8)	<b>PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ</b>	
Pour une gestion plus active de l'affectation et de la mobilité des fonctionnaires de l'État.....	act. 510 (29)	Légalité confirmée d'une décision peu formaliste du CNU.....	act. 324 (20)
<b>MUTATION</b>		<b>PROJET DE LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	
Critères supplémentaires en matière de mutation.....	act. 627 (41)	Le projet de loi de transformation de la fonction publique au coeur des débats.....	act. 200 (12)
Le chant du cygne des commissions administratives paritaires en matière de mutation.....	act. 503 (29)	<b>PROLONGATION D'ACTIVITÉ</b>	
<b>MUTUELLE</b>		Renouvellement de la prolongation d'activité d'un praticien hospitalier.....	act. 212 (13)
La participation des employeurs publics à la mutuelle des agents sous contrat de droit privé n'est pas une obligation.....	act. 115 (7)	<b>PROTECTION FONCTIONNELLE</b>	
<b>OBÉISSANCE HIÉRARCHIQUE</b>		Le Conseil d'État étend la protection fonctionnelle aux « recrutés locaux », commentaire.....	2088 (14)
Un fonctionnaire qui ne défère pas à une contre-visite médicale de contrôle ne manque pas à son devoir d'obéissance hiérarchique, commentaire.....	2050 (7)	Les avancées de la protection fonctionnelle, étude.....	2087 (14)
<b>PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ</b>		Ouverture de la protection fonctionnelle aux agents recrutés à l'étranger sous droit local.....	act. 96 (6)
PACS et pension de réversion.....	act. 79 (5)	Protection fonctionnelle appréciée in concreto et par droit de réponse médiatique.....	act. 548 (35)
<b>PENSION</b>		<b>QUARTIER PRIORITAIRE</b>	
Liquidation anticipée de pension et prise en compte d'un emploi classé en catégorie active occupé en position de détachement.....	act. 626 (41)	L'avantage du quartier urbain à problèmes pour les fonctionnaires de l'État.....	act. 491 (28)
<b>PENSION DE RETRAITE</b>		<b>RADIATION</b>	
Application de la jurisprudence Guisset aux arrérages d'une pension de retraite.....	act. 490 (28)	Radiation sanction confirmée du fonctionnaire malade, joueur (Koh lanta) et menteur ou quand un rapporteur public ne devrait pas dire ça !.....	act. 698 (45)
<b>PENSION DE RÉVERSION</b>			
PACS et pension de réversion.....	act. 79 (5)		

## RAPPORT ANNUEL

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique..... **act. 757 (48)**

## RECLASSEMENT

Agents contractuels : un changement d'affectation pour des raisons médicales ne constitue pas nécessairement un reclassement, commentaire..... **2119 (16)**

## RECRUTEMENT

Limites à la possibilité de recruter un contractuel..... **act. 10 (1)**  
 Recrutement des agents contractuels : un acte d'engagement soumis à publicité et mise en concurrence préalable (projet de décret)..... **act. 684 (45)**

## RÉFORME

Demain, tous contractuels ?, libres propos..... **117 (8)**

## RÉFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (1<sup>re</sup> partie), aperçu rapide..... **531 (35)**

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (2<sup>e</sup> partie), aperçu rapide..... **566 (36)**

Le projet de loi de transformation de la fonction publique voté par l'Assemblée nationale, aperçu rapide..... **371 (22)**

Projet de loi relatif à la transformation de la fonction publique : état des lieux après son adoption en Commission des lois et les premiers débats à l'Assemblée nationale, aperçu rapide..... **315 (20)**

## RÉGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES DE

### L'ÉTAT

Pour la mise en oeuvre du RIFSEEP, l'ENM est une administration déconcentrée !..... **act. 610 (40)**

## RÉGIMES SPÉCIAUX

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide..... **404 (24)**

## RÉMUNÉRATION

Fonctionnaires et contractuels de droit public : plus de différences quand le grade devient l'emploi ?..... **act. 457 (26)**

Rendez-vous salarial 2019..... **act. 484 (27)**

## REPRISE EN RÉGIE

Reprise en régie et continuité contractuelle des conditions de rémunération..... **act. 786 (50)**

## RETRAITE

Conséquences du retrait de la décision admettant un agent à la retraite..... **act. 694 (45)**

Non rétroactivité des décisions d'admission à la retraite..... **act. 323 (20)**

Obligations de versement et de déclaration des employeurs pour la retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires..... **act. 134 (8)**

## RIFSEEP

Agents des catégories A et B de la filière technique territoriale et décrets d'application RIFSEEP..... **act. 172 (10-11)**

## RUPTURE CONVENTIONNELLE

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique revisite largement les dispositions statutaires pour les employeurs et agents publics des trois versants (2<sup>e</sup> partie), aperçu rapide..... **566 (36)**

La rupture conventionnelle dans la fonction publique... une équation à plusieurs inconnues, étude..... **2277 (41)**

Le projet de décret relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique..... **act. 685 (45)**

Le projet de décret relatif à l'indemnité de rupture conventionnelle dans la fonction publique, aperçu rapide..... **729 (47)**

Transformation de la fonction publique et flexicurité, étude..... **2364 (51-52)**

## SALAIRES

Quatre projets de décrets pour améliorer l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique..... **act. 400 (23)**

## SANCTION

La sanction des agents pénitentiaires en dehors des garanties disciplinaires est contraire à la Constitution..... **act. 320 (20)**

## SANCTION DISCIPLINAIRE

Du retrait implicite d'une sanction en matière disciplinaire..... **act. 109 (7)**

Un fonctionnaire qui ne défère pas à une contre-visite médicale de contrôle ne manque pas à son devoir d'obéissance hiérarchique, commentaire..... **2050 (7)**

## SANTÉ

Santé, sécurité, qualité de vie au travail dans la fonction publique : un plan d'action pour 2020..... **act. 701 (45)**

## SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Pas d'obligation de reclassement des sapeurs-pompiers volontaires inaptes physiquement..... **act. 352 (21)**

## SDIS

Journal officiel du 25 octobre au 7 novembre 2019..... **act. 689 (45)**

Les personnels des SDIS et de la sécurité civile..... **act. 228 (13)**

## SÉCURITÉ DE L'EMPLOI

Transformation de la fonction publique et flexicurité, étude..... **2364 (51-52)**

## STAGE

Fin de stage et licenciement d'un agent en congé maladie..... **act. 802 (51-52)**

## SYNDICAT

Compétences ministérielles et décharge syndicale de service..... **act. 276 (16)**

## TÉLÉTRAVAIL

Bilan du déploiement du télétravail dans les trois versants de la fonction publique..... **act. 71 (4)**

Élargissement des agents pouvant bénéficier d'une dérogation à la quotité hebdomadaire de télétravail..... **act. 441 (26)**

## TEMPS DE TRAVAIL

Dérogations aux 35 heures dans la fonction publique de l'État : des pratiques pas toujours justifiées !, aperçu rapide..... **286 (17)**

## TRAITEMENT

Différence de traitement justifiée entre les agents d'un même corps..... **act. 713 (46)**

## TRANSACTION

Tout accord de médiation peut être homologué, sous réserves, commentaire..... **2266 (40)**

## TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Présentation du projet de loi de transformation de la fonction publique..... **act. 243 (14)**

## VACANCE D'EMPLOI

Publicité de la création ou de la vacance de poste..... act. 107 (7)

## In memoriam

## JACQUES MOREAU

In Memoriam Jacques Moreau (1931-2019), aperçu rapide..... 438 (26)

Un Grand Monsieur, aperçu rapide..... 439 (26)

## Interventions économiques

## AÉROPORTS DE PARIS

La privatisation d'aéroport de Paris en zone de turbulences, étude..... 2248 (36)

## AIDE AUX ENTREPRISES

Le Conseil d'État précise les garanties dont bénéficie une personne physique lorsqu'elle souscrit un engagement de caution au bénéfice d'une personne publique qui a octroyé un prêt, commentaire..... 2012 (2)

## AIDES D'ÉTAT

Application des règles européennes de concurrence relatives aux aides d'État..... act. 135 (8)

Droit des aides d'État, chronique..... 2233 (30-34)  
2332 (48)  
2059 (9)

Octroi d'une aide d'État illégale : l'État membre doit récupérer l'aide de sa propre initiative..... act. 190 (12)

Une aide illégale, même compatible, peut fonder un recours en dommages et intérêts..... act. 132 (8)

## AIDES D'ÉTAT ILLÉGALES

La nouvelle communication de la Commission européenne sur la récupération des aides d'État illégales et incompatibles : la Commission européenne a-t-elle vraiment les moyens de ses ambitions ?, commentaire..... 2290 (42)

## AIDES PUBLIQUES

Droit public économique 2/2, chronique..... 2133 (20)

## CAUTION

Le Conseil d'État précise les garanties dont bénéficie une personne physique lorsqu'elle souscrit un engagement de caution au bénéfice d'une personne publique qui a octroyé un prêt, commentaire..... 2012 (2)

## DROIT DES AIDES D'ÉTAT

MANUEL DE DROIT EUROPEEN DES AIDES D'ÉTAT..... act. 761 (48)

## FONDS EUROPÉENS

Un rapport sénatorial pour une mobilisation plus ambitieuse des fonds européens au service des territoires..... act. 635 (41)

## FONDS EUROPÉENS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT

La gestion des fonds européens structurels et d'investissement par les régions : un transfert mal anticipé, partiel et complexe..... act. 385 (22)

## PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT

Droit public économique 1/2, chronique..... 2127 (18-19)

## PLAN D'ACTION POUR LA CROISSANCE ET LA TRANSFORMATION DES ENTREPRISES

Le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises : un pacte aussi pour le secteur public, étude..... 2247 (36)

## POLITIQUE FISCALE

Droit public économique 2/2, chronique..... 2133 (20)

## PRIVATISATION

La privatisation d'aéroport de Paris en zone de turbulences, étude..... 2248 (36)

## PRIVATISATIONS

Droit public économique 1/2, chronique..... 2127 (18-19)

## RÉGULATION

Droit public économique 2/2, chronique..... 2133 (20)

## REVITALISATION DES CENTRES VILLES

Plan de soutien aux commerçants et aux collectivités territoriales impactés par les manifestations de « gilets jaunes »..... act. 197 (12)

## SOCIÉTÉ À CAPITAL PUBLIC LOCALE

Droit public économique 1/2, chronique..... 2127 (18-19)

## VALORISATION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES

Droit public économique 1/2, chronique..... 2127 (18-19)

## Libertés publiques

## AVOCAT

Liberté d'expression et critique de magistrats par des avocats agissant dans le cadre de leur fonction de représentation..... act. 657 (42)

## DONNÉES DE CONNEXION

Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane..... act. 119 (8)

## JUGE ADMINISTRATIF

Le juge administratif : gardien de la liberté d'aller et de venir : un marqueur d'efficacité, étude..... 2083 (13)

## LIBERTÉ D'ALLER ET DE VENIR

Le juge administratif : gardien de la liberté d'aller et de venir : un marqueur d'efficacité, étude..... 2083 (13)

Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université..... act. 80 (5)

## LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Le juge administratif : gardien de la liberté d'aller et de venir : un marqueur d'efficacité, étude..... 2083 (13)

## UNIVERSITÉ

Légalité de deux interdictions individuelles d'accès à l'Université..... act. 80 (5)

## VOIE DE FAIT

Le juge administratif : gardien de la liberté d'aller et de venir : un marqueur d'efficacité, étude..... 2083 (13)

## Organisation administrative

## ADMINISTRATION

La promotion d'un nouveau management ministériel : à propos du décret du 2 octobre 2019..... act. 622 (41)

## ADMINISTRATION CENTRALE

Moins de structures et de nouvelles méthodes de travail au sein de l'Administration centrale ?..... act. 361 (21)

## ADMINISTRATION DÉCONCENTRÉE

Réforme de l'administration territoriale de l'État : vers un nouvel État territorial ?..... act. 540 (35)

### AGENCE NATIONALE DU SPORT

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide ..... **590 (38-39)**

### CORSE

Mise en oeuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État en Corse, une REATE à la carte ..... **act. 755 (48)**

### DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DES DROITS

#### INDIRECTS

Les systèmes d'information de la DGFiP et de la DGDDI ..... **act. 401 (23)**

### DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Les systèmes d'information de la DGFiP et de la DGDDI ..... **act. 401 (23)**

Vers une transformation de la DGFiP ..... **act. 403 (23)**

### ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF

Nature juridique de l'Institut de France : le sexe des anges, commentaire ..... **2166 (22)**

### ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

L'absence d'effet immédiat en matière d'assurance chômage de la transformation des établissements publics de santé en établissements publics de l'État, commentaire ..... **2319 (46)**

### ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ÉTAT

La réforme de l'organisation territoriale de l'État et le nouvel acte de décentralisation se précisent ..... **act. 362 (21)**

### PRÉFECTURE NOUVELLE

Premier bilan pour les préfetures nouvelle génération, étude ..... **2101 (15)**

### PRÉFET

Transformation de l'action publique et suivi des réformes, des ministres et des préfets de région évalués ! ..... **act. 658 (42)**

### TRANSPARENCE

Les nouvelles frontières de l'exemplarité gouvernementale à propos de la circulaire du 23 juillet 2019 ..... **act. 523 (30-34)**

## Procédure contentieuse

### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Le décret du 7 février 2019, nouvelle manifestation de l'évolution constante de la justice administrative, commentaire ..... **2103 (15)**

### AIDE SOCIALE

Compétence et procédure pour le contentieux relatif à l'admission à l'aide sociale ..... **act. 519 (30-34)**

### ANNULATION

Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2) ..... **act. 279 (16)**

Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1) ..... **act. 277 (16)**

### ANNULATION D'UN TITRE EXÉCUTOIRE

Le préjudice né du recouvrement de la créance poursuivi sur le fondement d'un titre exécutoire annulé est-il indemnisable ?, commentaire ..... **2170 (23)**

### APPEL

Appel ou pourvoi en référé-provision : gare au jugement au fond !, essentiel sur ..... **2057 (8)**

Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude ..... **2183 (25)**

### ASTREINTE

Majoration d'office d'une astreinte provisoire prononcée contre l'administration ..... **act. 251 (15)**

### AUDIENCE

Contrôle en cassation des conditions de tenue d'une audience en cas d'indisponibilité du dispositif de visioconférence, commentaire ..... **2004 (1)**

Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension ..... **act. 81 (5)**

Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement ..... **act. 183 (12)**

### AVOCAT

Avocat absent, requérant oui ..... **act. 168 (10-11)**

### CHÈQUES ÉNERGIE

Précisions contentieuses sur le contentieux des chèques énergie ..... **act. 629 (41)**

### CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE

Modification de la partie réglementaire du Code de justice administrative ..... **act. 104 (7)**

### COMMISSION DES RECOURS DES MILITAIRES

RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux ..... **act. 373 (22)**

### COMMISSION DU CONTENTIEUX DU STATIONNEMENT

#### PAYANT

Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant ..... **act. 153 (9)**

### COMPÉTENCE JUDICIAIRE

Rémunération des formations Pôle emploi, qui juge ? ..... **act. 715 (46)**

### CONCLUSIONS

Contrôle en cassation sur une ordonnance relative au maintien des conclusions ..... **act. 424 (25)**

« Satisfaction totale ou partielle » : des conclusions au sens indéterminé ..... **act. 236 (14)**

### CONCLUSIONS PRINCIPALES

Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2) ..... **act. 279 (16)**

Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1) ..... **act. 277 (16)**

### CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES

Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2) ..... **act. 279 (16)**

Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1) ..... **act. 277 (16)**

### CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE

Appel contre les jugements relatifs aux décisions octroyant le concours de la force publique ..... **act. 151 (9)**

### CONSEIL D'ÉTAT

Bilan d'activités 2018 de la juridiction administrative ..... **act. 482 (27)**

Le pouvoir inquisiteur de la formation spécialisée du Conseil d'État ..... **act. 554 (35)**

<b>CONTENTIEUX SOCIAL</b>		<b>EXCEPTION D'ILLÉGALITÉ</b>	
Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social.....	act. 389 (23)	Les vices de forme et de procédure dont serait entachée une décision d'espèce peuvent toujours être utilement invoqués par voie d'exception, commentaire.....	2169 (23)
<b>CONTENTIEUX SOCIAUX</b>		<b>EXPERTISE</b>	
Procédure en matière de contentieux sociaux et communication de l'ensemble du dossier.....	act. 152 (9)	Rappel sur les garanties procédurales assortissant une expertise.....	act. 717 (46)
<b>CONVENTION DE SUBVENTION</b>		<b>IMPARTIALITÉ</b>	
Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne.....	act. 388 (23)	Le juge annulé reste impartial.....	act. 252 (15)
<b>COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL</b>		<b>INDEMNISATION</b>	
Le Conseil d'État annonce la création d'une nouvelle CAA à Toulouse.....	act. 743 (47)	Le préjudice né du recouvrement de la créance poursuivie sur le fondement d'un titre exécutoire annulé est-il indemnisable ?, commentaire.....	2170 (23)
<b>COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE</b>		<b>INSTRUCTION</b>	
Statistiques pour 2018 de la Cour de justice de l'Union européenne.....	act. 244 (14)	Chronique de contentieux administratif, chronique.....	2222 (29)
<b>CRISTALLISATION DES MOYENS</b>		La chronologie de l'instruction.....	act. 235 (14)
La cristallisation des moyens intervenue en première instance perd ses effets en cause d'appel, commentaire.....	2131 (18-19)	La clôture d'instruction n'efface pas le débat.....	act. 552 (35)
<b>DÉCISION</b>		<b>INTÉRÊT À AGIR</b>	
Une copie de la décision contestée dans le dossier de première instance suffit.....	act. 553 (35)	L'intérêt à agir des collectivités territoriales et leurs groupements contre un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, commentaire.....	2255 (37)
<b>DÉLAI</b>		L'intérêt à agir d'un concurrent contre une autorisation d'exploitation commerciale en cas de recoupement de zones de chalandise, commentaire.....	2078 (13)
Tascom et maîtrise du temps contentieux par le juge administratif, étude.....	2136 (20)	Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ?, étude.....	2184 (25)
<b>DÉLAI DE RECOURS</b>		<b>JUGE</b>	
Délai et comportement de l'administration relatif aux conditions d'exercice du droit au recours.....	act. 448 (26)	La restriction des moyens de légalité invocables : la mort programmée du vice de procédure et de l'exception d'illégalité, étude.....	2187 (25)
Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude.....	2183 (25)	L'altération du recours pour excès de pouvoir en urbanisme : quelles limites ?, étude.....	2190 (25)
<b>DÉLAI RAISONNABLE</b>		Le jugement et ses suites : quelles conséquences pour une décision d'annulation ?, étude.....	2189 (25)
La responsabilité ignore le délai raisonnable de recours.....	act. 423 (25)	L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ?, étude.....	2188 (25)
L'acquéreur évincé dans le listing de la notification de la préemption et application de la jurisprudence Czabaj.....	act. 800 (51-52)	Pour l'instauration de référés spéciaux en droit de l'urbanisme, étude.....	2186 (25)
<b>DÉLAI RAISONNABLE DE RECOURS</b>		Restriction des droits d'accès au juge : les droits conventionnels et constitutionnels au recours en renfort ?, étude.....	2185 (25)
La demande gracieuse n'entame pas le délai raisonnable de recours.....	act. 333 (20)	Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude.....	2183 (25)
<b>DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE D'UN INDU</b>		Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ?, étude.....	2184 (25)
Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social.....	act. 389 (23)	<b>JURIDICTION ADMINISTRATIVE</b>	
<b>DEMANDE PRINCIPALE</b>		La réforme de la justice est publiée au Journal officiel.....	act. 204 (13)
Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden.....	act. 628 (41)	<b>JUSTICE ADMINISTRATIVE</b>	
<b>DEMANDE SUBSIDIAIRE</b>		La légalité du décret « JADE » examinée par son concepteur.....	act. 122 (8)
Une définition libérale du cadre de la jurisprudence Société Eden.....	act. 628 (41)	Le décret du 7 février 2019, nouvelle manifestation de l'évolution constante de la justice administrative, commentaire.....	2103 (15)
<b>DÉSISTEMENT D'OFFICE</b>		Loi de programmation et de réforme de la justice : une ambition limitée pour la justice administrative, commentaire.....	2102 (15)
Désistement d'office d'un requérant et contrôle du juge d'appel.....	act. 750 (48)	<b>LIAISON DU CONTENTIEUX</b>	
<b>ÉCONOMIE DE MOYENS</b>		Liaison du contentieux : le Conseil d'État défait partiellement son décret JADE.....	act. 234 (14)
Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes.....	act. 31 (2)		
<b>ERREUR MATÉRIELLE</b>			
Pouvoirs du juge de cassation et droit de communication.....	act. 695 (45)		

### LOI DE PROGRAMMATION ET DE RÉFORME DE LA JUSTICE

Loi de programmation et de réforme de la justice : une ambition limitée pour la justice administrative, commentaire ..... **2102** (15)

### MAIRE

Changement irrégulier d'usage des locaux destinés à l'habitation : application immédiate de la loi Justice 21 aux instances en cours ..... **act. 357** (21)

### MANDATAIRE

Actes de procédure, mandataire et requérant ..... **act. 735** (47)

### MANQUEMENT

Une justice sourde aux exigences des sourds n'est pas rendue régulièrement ..... **act. 183** (12)

### MÉMOIRE EN DÉFENSE

La chronologie de l'instruction ..... **act. 235** (14)

### MÉMOIRE RÉCAPITULATIF

Une demande abusive de mémoire récapitulatif ..... **act. 551** (35)

### MESURE DE POLICE

Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction ..... **act. 427** (25)

### MESURE DE RÉGULARISATION

Loi ELAN et décision d'urbanisme modificative ou de régularisation : précisions sur les modalités de recours ..... **act. 270** (16)

### MOYEN

Un moyen doit être suffisamment précis ..... **act. 395** (23)

### MOYENS NOUVEAUX

La prohibition des moyens nouveaux, échu un certain délai, est propre à chaque instance ..... **act. 121** (8)

### NÉGOCIATION

D'une avancée inquiétante de la transaction en matière administrative, commentaire ..... **2243** (35)

### NOMINATION

Contrôle sur la nomination du président de Polytechnique ..... **act. 426** (25)

### NULLITÉ D'ORDRE PUBLIC

Pas de Béziers I pour les contrats privés des personnes publiques ..... **act. 193** (12)

### OFFICE DU JUGE

L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ?, étude ..... **2188** (25)

Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social ..... **act. 389** (23)

### OFFICE DU JUGE DE PLEIN CONTENTIEUX

Attaquer le refus de démolir ou demander au juge d'enjoindre la démolition ? ..... **act. 769** (49)

### OPÉRATION COMPLEXE

Les vices de forme et de procédure dont serait entachée une décision d'espèce peuvent toujours être utilement invoqués par voie d'exception, commentaire ..... **2169** (23)

### ORDONNANCE

La prohibition des moyens nouveaux, échu un certain délai, est propre à chaque instance ..... **act. 121** (8)

### PENSION DE RETRAITE

Précisions sur ce que recouvrent les litiges en matière de pension ..... **act. 504** (29)

### PERMIS DE CONDUIRE

Harmonisation du contrôle exercé sur les suspensions de permis de conduire ..... **act. 718** (46)

### PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT AUTORISATION COMMERCIALE

L'intérêt à agir des collectivités territoriales et leurs groupements contre un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, commentaire ..... **2255** (37)

### PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude ..... **2183** (25)

### PIÈCES NÉCESSAIRES AU JUGEMENT D'UNE AFFAIRE

Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement ..... **act. 289** (17)

### PLURALITÉ DE MOYENS

Office du juge de l'excès de pouvoir en cas d'annulation d'un titre de recette et de décharge de la somme réclamée (2) ..... **act. 279** (16)

Office du juge de l'excès de pouvoir et hiérarchisation des demandes du requérant en cas d'annulation d'une décision administrative contestée (1) ..... **act. 277** (16)

### POUVOIR D'INJONCTION

L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation ..... **act. 788** (50)

### PRÉSIDENT DE LA FORMATION DE JUGEMENT

La prohibition des moyens nouveaux, échu un certain délai, est propre à chaque instance ..... **act. 121** (8)

### PRISE DE POSITION FORMELLE

De nouveaux cas de rescrit (fiscalité de l'aménagement et de l'urbanisme) ..... **act. 2** (1)

### PROCÉDURE D'ADMISSION DES POURVOIS EN CASSATION

Précisions sur la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État ..... **act. 124** (8)

### PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

D'une avancée inquiétante de la transaction en matière administrative, commentaire ..... **2243** (35)

### QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Précisions sur le changement de circonstances causé par une interprétation jurisprudentielle dans le cadre d'une QPC ..... **act. 13** (1)

### QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Examen d'une QPC par le Conseil d'État nonobstant son incompétence interne ..... **act. 408** (24)

Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond ..... **act. 346** (21)

### RAPPORTEUR PUBLIC

« Satisfaction totale ou partielle » : des conclusions au sens indéterminé ..... **act. 236** (14)

### RECEVABILITÉ DES POURVOIS

Discipline et recevabilité des pourvois en cassation ..... **act. 492** (28)

**RÉCLAMATION**

De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue ..... **act. 110 (7)**

**RECOURS ADMINISTRATIF PRÉALABLE OBLIGATOIRE**

RAPO devant la commission des recours des militaires et délai de recours contentieux ..... **act. 373 (22)**

**RECOURS EN CONTESTATION**

Application de la jurisprudence Tarn-et-Garonne aux conventions de projet urbain partenarial (PUP), commentaire ..... **2003 (1)**

**RECOURS EN EXCÈS DE POUVOIR**

Office du juge du REP et hiérarchisation des demandes ..... **act. 31 (2)**

**RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR**

L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ?, étude ..... **2188 (25)**

Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond ..... **act. 346 (21)**

**RECOURS TARN-ET-GARONNE**

Exclusion des conventions de subvention du champ du recours Tarn-et-Garonne ..... **act. 388 (23)**

**RÉFÉRÉ CONSERVATOIRE**

La réaffirmation du caractère subsidiaire du référé conservatoire ..... **act. 167 (10-11)**

**RÉFÉRÉ CONSTAT**

Appréciation de l'utilité de la mesure dans le cadre du référé constat ..... **act. 182 (12)**

**RÉFÉRÉ LIBERTÉ**

Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension ..... **act. 184 (12)**

**RÉFÉRÉ MESURES-UTILES**

Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle ..... **act. 557 (35)**

**RÉFÉRÉ SUSPENSION**

Possibilité d'un même juge pour un référé liberté puis un référé suspension ..... **act. 184 (12)**

**RÉFÉRÉ-PROVISION**

Appel ou pourvoi en référé-provision : gare au jugement au fond !, essentiel sur ..... **2057 (8)**

Obligation de faire naître une décision administrative préalable et référé-provision ..... **act. 611 (40)**

Référé-provision : rejet pour tardiveté d'une action en fixation définitive du montant de la dette (CJA, art. R. 541-4) ..... **act. 128 (8)**

**RÉFÉRÉ-SUSPENSION**

Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction ..... **act. 427 (25)**

Pas de formalisme pour la convocation des parties à l'audience d'un référé-suspension ..... **act. 81 (5)**

Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude ..... **2183 (25)**

**RÉGULARISATION**

Liaison du contentieux : le Conseil d'État défait partiellement son décret JADE ..... **act. 234 (14)**

**RÉGULARISATION EN COURS D'INSTANCE**

La régularisation en cours d'instance du défaut de décision préalable, commentaire ..... **2179 (24)**

**SANCTION**

Effets différenciés du référé-suspension sur une mesure de police et une sanction ..... **act. 427 (25)**

**SÉCURITÉ JURIDIQUE**

Délai raisonnable et décret de libération des liens d'allégeance ..... **act. 770 (49)**

Jurisprudence Czabaj et contestation par voie d'exception d'un acte administratif individuel ..... **act. 166 (10-11)**

**SIGNET**

Transmission des requêtes et pièces par voie électronique : attention à l'intitulé des signets ..... **act. 123 (8)**

**SUBVENTION**

Régime juridique des subventions : l'exclusion du recours Département Tarn et Garonne, commentaire ..... **2236 (30-34)**

**TARN-ET-GARONNE**

Application de la jurisprudence Tarn-et-Garonne aux conventions de projet urbain partenarial (PUP), commentaire ..... **2003 (1)**

**TÉLÉRECOURS**

Clôture d'inscription par Télérecours et non prise en compte conséquente d'un mémoire arrivé à tort 45 minutes plus tard ..... **act. 651 (42)**

Précisions sur la présentation des pièces jointes en série transmises via Télérecours ..... **act. 425 (25)**

**TÉLÉRECOURS CITOYENS**

Télérecours citoyens : une application pour saisir le juge administratif par internet ..... **act. 229 (13)**

**TIERCE OPPOSITION**

Contrôle de cassation sur l'existence d'intérêts concordants ..... **act. 716 (46)**

**TRAVAUX PUBLICS**

De l'absence de liaison du contentieux en matière de travaux publics : dernier éclat d'une étoile disparue ..... **act. 110 (7)**

**URBANISME**

Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme, étude ..... **2182 (25)**

**URGENCE**

La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence ..... **act. 374 (22)**

**VOIE DE FAIT**

Affaire Vincent Lambert : l'Administration retrouve son juge ..... **act. 480 (27)**

**VOIE DE RECOURS**

Ne se pourvoit pas en cassation qui veut : le cas particulier des parties assimilées ..... **act. 714 (46)**

Voies de recours ouvertes aux tiers à un contrat administratif : le recours du sous-traitant à l'encontre de la décision du maître d'ouvrage visant à abroger son agrément, commentaire ..... **2262 (38-39)**

**Responsabilité****ACCIDENT DE SERVICE**

Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État ..... **act. 475 (27)**

**ACCIDENT MÉDICAL**

Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints ..... **act. 409 (24)**

<b>ACTION RÉCURSOIRE</b>	
Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM.....	act. 15 (1)
<b>ATTROUPEMENT</b>	
« Gilets jaunes » : l'État est-il responsable ?, étude.....	2051 (7)
<b>CARENCE</b>	
Carence fautive : responsabilité pour faute de la ville de Paris, commentaire.....	2220 (28)
<b>CARENCE FAUTIVE</b>	
Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO.....	act. 697 (45)
<b>COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</b>	
La commune est seule responsable des fautes commises par le commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique préalable à l'adoption de son PLU, commentaire.....	2172 (23)
<b>COMMISSION DE CONCILIATION ET D'INDEMNISATION</b>	
Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation.....	act. 410 (24)
<b>COMPÉTENCE</b>	
Compétence et décision administrative portant atteinte à la propriété privée.....	act. 429 (25)
Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur.....	act. 449 (26)
<b>COMPTABLE</b>	
L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier.....	act. 779 (50)
Versement d'une prime indue, la responsabilité du comptable.....	act. 737 (47)
<b>CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE</b>	
Refus de concours de la force publique : des précisions sur la détermination de la période de responsabilité de l'État, commentaire.....	2005 (1)
<b>DALO</b>	
Engagement de la responsabilité publique étatique pour carence en DALO.....	act. 697 (45)
Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO.....	act. 556 (35)
<b>DÉCÈS</b>	
Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local.....	act. 63 (4)
<b>DÉLAI D'ACTION CONTENTIEUSE</b>	
Mention non répétée des délais d'actions en responsabilité et conciliation.....	act. 410 (24)
<b>EAUX DE BAINADE</b>	
Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs.....	act. 751 (48)
<b>ÉGALITÉ DEVANT LE SERVICE PUBLIC</b>	
Réparation du préjudice moral résultant d'une rupture d'égalité devant le service public.....	act. 47 (3)
<b>ÉLU LOCAL</b>	
Responsabilité atténuée par la faute du collaborateur occasionnel d'un service public, élu local.....	act. 63 (4)
<b>ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE</b>	
La commune est seule responsable des fautes commises par le commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête	
publique préalable à l'adoption de son PLU, commentaire.....	2172 (23)
<b>ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG</b>	
L'ONIAM face aux assureurs.....	act. 378 (22)
<b>EXPULSION COUTUMIÈRE</b>	
Expulsion coutumière et responsabilité administrative, commentaire.....	2124 (17)
<b>FAUTE LOURDE</b>	
Carence fautive : responsabilité pour faute de la ville de Paris, commentaire.....	2220 (28)
La faute lourde écrase la clause de responsabilité.....	act. 699 (45)
<b>FRAUDE OU DOL</b>	
Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention.....	act. 476 (27)
<b>GILETS JAUNES</b>	
« Gilets jaunes » : l'État est-il responsable ?, étude.....	2051 (7)
<b>HARKI</b>	
Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière.....	act. 696 (45)
<b>HARKIS</b>	
Conditions d'accueil des harkis : la responsabilité de l'État (enfin) partiellement reconnue, commentaire.....	2074 (12)
<b>INDEMNISATION DES AYANTS DROIT</b>	
Prise en compte du préjudice moral des ayants droits : le cas des « nouveaux » conjoints.....	act. 409 (24)
<b>IRRÉGULARITÉ</b>	
Quand l'irrégularité porte sur l'incompétence de l'auteur.....	act. 449 (26)
<b>MISE EN FOURRIÈRE</b>	
La mise en fourrière dans un conflit de stationnement entre particuliers.....	act. 353 (21)
<b>OCCUPATION SANS TITRE</b>	
L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre.....	act. 752 (48)
<b>OFFICE NATIONAL D'INDEMNISATION DES ACCIDENTS MÉDICAUX, DES AFFECTIONS IATROGÈNES ET DES INFECTIONS NOSOCOMIALES</b>	
L'ONIAM face à ses créances.....	act. 326 (20)
L'ONIAM face à ses créances... de sang.....	act. 327 (20)
L'ONIAM face aux assureurs.....	act. 378 (22)
<b>ONIAM</b>	
Conditions de l'action récursoire de l'ONIAM.....	act. 15 (1)
<b>ORDRE PUBLIC</b>	
Carence fautive : responsabilité pour faute de la ville de Paris, commentaire.....	2220 (28)
<b>OUVRAGE PUBLIC</b>	
Extension de la responsabilité du fait de la garde et de ses conséquences contentieuses, commentaire.....	2317 (45)
L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public.....	act. 280 (16)
<b>PENSION D'INVALIDITÉ</b>	
Portée du caractère forfaitaire de l'indemnisation et responsabilité de l'État.....	act. 475 (27)

**PERSONNE HANDICAPÉE**

Clarification sur les responsabilités en matière d'orientation des personnes handicapées ..... **act. 720 (46)**

**PERTE DE CHANCE**

De la responsabilité d'un centre hospitalier pour le préjudice d'être né au sein d'une fratrie handicapée, commentaire ..... **2352 (49)**

**POLLUTION DES SOLS**

Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE ..... **act. 736 (47)**

**PRÉJUDICE**

De la responsabilité d'un centre hospitalier pour le préjudice d'être né au sein d'une fratrie handicapée, commentaire ..... **2352 (49)**

Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel ..... **act. 571 (36)**

La difficile mise en jeu de la responsabilité publique à la suite d'attitudes racistes en milieu scolaire : accompagner et réparer les préjudices subis, commentaire ..... **2249 (36)**

La perte de revenus de la jeune victime ..... **act. 555 (35)**

Négation du droit à l'incrimination pénale d'un interdit et de l'engagement de la responsabilité publique en la matière ..... **act. 696 (45)**

Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade ..... **act. 719 (46)**

Précisions sur les modalités d'évaluation du préjudice en matière de DALO ..... **act. 556 (35)**

**PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ**

Le préjudice d'anxiété dans la jurisprudence administrative, étude ..... **2171 (23)**

**PRESCRIPTION QUADRIENNALE**

Les effets du préjudice évolutif d'atteinte à la dignité du détenu sur la prescription quadriennale, commentaire ..... **2221 (28)**

**PRESCRIPTION TRENTENAIRE**

Sols pollués : action de la commune, prescription trentenaire et responsabilité en cas de cessation d'activité des IPCE ..... **act. 736 (47)**

**PROTECTION DES AGENTS PUBLICS**

La difficile mise en jeu de la responsabilité publique à la suite d'attitudes racistes en milieu scolaire : accompagner et réparer les préjudices subis, commentaire ..... **2249 (36)**

**PROTHÈSES PIP**

Prothèses PIP : une carence fautive de l'État, mais limitée, libres propos ..... **92 (6)**

**REFUS DE CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE**

L'indemnisation des préjudices nés de l'occupant sans titre ..... **act. 752 (48)**

**RÉPARATION**

Précision sur la réparation du pompier volontaire accidenté ou malade ..... **act. 719 (46)**

**RÉSEAUX SOCIAUX**

Données personnelles : la responsabilité d'un utilisateur des services proposés par Facebook, commentaire ..... **2256 (37)**

**RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNE**

La commune est seule responsable des fautes commises par le commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique préalable à l'adoption de son PLU, commentaire ..... **2172 (23)**

**RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT**

Carence fautive : responsabilité pour faute de la ville de Paris, commentaire ..... **2220 (28)**

« Gilets jaunes » : l'État est-il responsable ?, étude ..... **2051 (7)**

**RESPONSABILITÉ DÉCENNALE**

Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention ..... **act. 476 (27)**

Responsabilité décennale des constructeurs : un moyen pour tous les constructeurs ..... **act. 582 (37)**

**RESPONSABILITÉ DU FAIT DE LA GARDE**

Extension de la responsabilité du fait de la garde et de ses conséquences contentieuses, commentaire ..... **2317 (45)**

**RESPONSABILITÉ DU MAIRE**

Les obligations du maire en matière de sécurité des baigneurs ..... **act. 751 (48)**

**RESPONSABILITÉ EXTRA-CONTRACTUELLE**

L'injonction érigée en un pouvoir essentiel du juge de la réparation ..... **act. 788 (50)**

**RESPONSABILITÉ MÉDICALE**

Droit à provision dans le cadre de responsabilité(s) médicale(s) ..... **act. 721 (46)**

**RESPONSABILITÉ PÉNALE**

Responsabilité pénale de la personne morale de droit public : l'organe ou le représentant doit être identifié ..... **act. 310 (18-19)**

**RESPONSABILITÉ POUR FAUTE DE L'ÉTAT**

Responsabilité de l'État en raison du refus de démolir un bâtiment construit sans autorisation, commentaire ..... **2180 (24)**

**RESPONSABILITÉ SANS FAUTE**

« Gilets jaunes » : l'État est-il responsable ?, étude ..... **2051 (7)**

L'office du juge de cassation en matière de responsabilité sans faute tenant à un ouvrage public ..... **act. 280 (16)**

**RESPONSABILITÉ TRENTENAIRE**

Obligations contractuelles du constructeur : ni fraude, ni dol sans intention ..... **act. 476 (27)**

**SERVICE PUBLIC ADMINISTRATIF**

Dommages imputés aux services publics administratifs de l'État ..... **act. 113 (7)**

**SITE NATUREL D'ESCALADE**

Conventionnement des sites naturels d'escalade : la fin des « Trente Glorieuses », commentaire ..... **2120 (16)**

**TRAITEMENT MÉDICAL**

Office du juge des référés face à une décision d'interrompre un traitement ..... **act. 82 (5)**

**TRAVAUX PUBLICS**

Des dommages permanents de travaux publics effectués sur des ouvrages privés ..... **act. 185 (12)**

**Santé / Affaires sociales****AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT**

L'État est seul compétent pour agir en justice à propos des décisions rendues en matière d'APL ..... **act. 111 (7)**

**AIDE SOCIALE**

Contentieux de l'aide sociale : une subtile répartition des compétences, commentaire ..... **2365 (51-52)**

Contentieux sociaux : l'inexorable essor du juge de plein contentieux..., commentaire.....	2264 (38-39)	ÉTABLISSEMENT SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL	Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social.....	act. 390 (23)
<b>AIDE SOCIALE À L'ENFANCE</b>		<b>ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX</b>		
Aide sociale à l'enfance : l'examen individuel ne peut être sacrifié par l'édiction de critères du département.....	act. 392 (23)	Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction.....	act. 237 (14)	
La fin des « sorties sèches » de l'aide sociale à l'enfance ? .....	act. 339 (20)	<b>EXPULSION</b>		
Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social.....	act. 389 (23)	Un maire ne peut toujours pas prendre un arrêté anti-expulsion.....	act. 655 (42)	
Prise en charge d'un jeune étranger en situation irrégulière.....	act. 217 (13)	<b>FIN DE VIE</b>		
Référé-suspension en matière de prolongation de l'ASE pour jeunes majeurs.....	act. 32 (2)	Le droit public face à la vieillesse dépendante, étude.....	2325 (46)	
5 engagements pour les départements dont zéro sortie sèche de l'aide sociale à l'enfance en 2019.....	act. 141 (8)	<b>FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ</b>		
<b>ALLOCATION</b>		Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction.....	act. 237 (14)	
Contrôle du refus d'une allocation.....	act. 391 (23)	<b>FRAIS D'HÉBERGEMENT</b>		
<b>ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPÉS</b>		Prise en charge des frais d'hébergement des personnes accueillies dans un établissement social ou médico-social.....	act. 390 (23)	
Choix entre la déduction forfaitaire ou les frais réels pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés.....	act. 253 (15)	<b>FRAUDE</b>		
<b>ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE</b>		Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout.....	act. 154 (9)	
Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social.....	act. 389 (23)	Le droit à l'erreur et après ? : le Défenseur dresse le bilan des recommandations de son rapport sur la fraude aux prestations sociales.....	act. 262 (15)	
<b>ASSURANCE SANTÉ OBLIGATOIRE</b>		Respect du droit à la vie privée et droit à la communication des données de connexion.....	act. 419 (25)	
Poussée de fièvre libérale sur l'assurance santé obligatoire : retour sur l'arrêt SZP, étude.....	2021 (16)	<b>HABITAT INDIGNE</b>		
<b>CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES</b>		Lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil : signature d'une circulaire.....	act. 87 (5)	
Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État.....	act. 186 (12)	Remise du rapport pour une plus grande efficacité des actions menées en matière de lutte contre l'habitat indigne.....	act. 678 (43-44)	
<b>CAISSES DE MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE</b>		Une circulaire pour lutter contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil.....	act. 136 (8)	
Caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole et représentation de l'État.....	act. 186 (12)	<b>HABITAT INSALUBRE</b>		
<b>CARTE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES</b>		Une circulaire pour lutter contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil.....	act. 136 (8)	
Mise en cohérence de l'office des juges en matière de contentieux social.....	act. 389 (23)	<b>HANDICAPÉ</b>		
<b>DÉPARTEMENT</b>		Litiges relatifs aux établissements privés accueillant des personnes handicapées : répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction.....	act. 237 (14)	
Prise en charge de la dépendance : précisions sur la détermination du département responsable, commentaire.....	2064 (9)	<b>HÉBERGEMENT D'URGENCE</b>		
<b>DÉPENDANCE</b>		Loi ELAN : élargissement du dispositif de la réquisition avec attributaire au profit de l'hébergement d'urgence.....	act. 443 (26)	
Prise en charge de la dépendance : précisions sur la détermination du département responsable, commentaire.....	2064 (9)	<b>INDUS</b>		
<b>DIGNITÉ</b>		Des concubins peuvent être débiteurs solidaires d'un indu versé au titre du RMI.....	act. 558 (35)	
Le droit public face à la vieillesse dépendante, étude.....	2325 (46)	Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle.....	act. 557 (35)	
<b>DROIT AU LOGEMENT</b>		<b>LOGEMENT</b>		
Le contentieux du droit au logement et les recours indemnitaires afférents.....	act. 238 (14)	Mise en oeuvre de la politique du logement par les services déconcentrés de l'État : la Cour des comptes formule 2 recommandations.....	act. 72 (4)	
<b>DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE</b>				
Conditions quadriptyques d'octroi du droit à l'hébergement opposable.....	act. 396 (23)			
<b>ENCADREMENT DES LOYERS</b>				
Mise en place du dispositif expérimental d'encadrement du niveau des loyers sur l'ensemble du territoire de la ville de Paris.....	act. 267 (16)			

**LOGEMENT SOCIAL**

ELAN : décret d'application relatif aux organismes HLM et aux SEM de construction et de gestion de logements sociaux ..... **act. 444 (26)**

Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) : présentation du projet de loi de ratification de 4 ordonnances ..... **act. 512 (29)**

Modification de la procédure relative à l'inventaire des logements sociaux ..... **act. 460 (27)**

Modification du ratio de tension pour bénéficier de la procédure d'exemption relative à l'obligation de part minimale de logements sociaux pour la période 2020-2022 ..... **act. 461 (27)**

Plein contrôle des juges du fond sur la bonne foi d'un demandeur de logement prioritaire ..... **act. 347 (21)**

Un nouvel Elan pour le logement social, étude ..... **2013 (3)**

**LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

L'État et cinq départements normands signent le protocole de préfiguration des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. .... **act. 417 (24)**

**LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE**

L'amélioration de la lutte contre l'habitat indigne ..... **act. 386 (22)**

**MA SANTÉ 2022**

La réforme du système de santé, ou l'art du puzzle, étude ..... **2257 (37)**

**MINEUR ÉTRANGER ISOLÉ**

Le Conseil constitutionnel valide les tests osseux sur les mineurs, sous réserve des garanties nécessaires, aperçu rapide ..... **203 (13)**

**MINEUR ÉTRANGER NON ACCOMPAGNÉ**

Pour le Conseil d'État, la présomption de minorité impose d'agir !, commentaire ..... **2132 (18-19)**

**MINEUR PROTÉGÉ**

ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité ..... **act. 33 (2)**

**MINEURS NON ACCOMPAGNÉS**

Modification de la participation forfaitaire de l'État à la phase de mise à l'abri des mineurs non accompagnés ..... **act. 462 (27)**

Priorité d'examen des QPC sur les questions de recevabilité au fond ..... **act. 346 (21)**

**OBSTINATION THÉRAPEUTIQUE DÉRAISONNABLE**

L'obstination thérapeutique déraisonnable ..... **act. 99 (6)**

**ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE**

Respect du droit à la vie privée et droit à la communication des données de connexion ..... **act. 419 (25)**

**PENSION DE RÉVERSION**

Conditions de l'octroi de la pension de réversion pour l'enfant de plus de 21 ans atteint d'une infirmité ..... **act. 281 (16)**

**PERSONNES ÂGÉES**

Le droit public face à la vieillesse dépendante, étude ..... **2325 (46)**

**PROTECTION DE L'ENFANCE**

Quelques propositions d'amélioration de la politique publique de protection de l'enfance ..... **act. 511 (29)**

**PROTECTION DE L'ENFANT**

« Enfance et violence : la part des institutions publiques » ..... **act. 740 (47)**

Le Conseil constitutionnel valide les tests osseux sur les mineurs, sous réserve des garanties nécessaires, aperçu rapide ..... **203 (13)**

**RÈGLEMENT D'AIDE SOCIALE**

Règlement d'aide sociale : quelle marge de manoeuvre pour le département ?, aperçu rapide ..... **459 (27)**

**RÉQUISITION**

Loi ELAN : élargissement du dispositif de la réquisition avec attributaire au profit de l'hébergement d'urgence ..... **act. 443 (26)**

**RETRAITE**

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404 (24)**

**REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE**

Malgré la « phobie administrative », pour bénéficier d'aides sociales, il convient a minima de les solliciter ! ..... **act. 630 (41)**

**RSA**

Droit au séjour sans limitation de durée et appréciation du temps de travail d'un étranger au chômage involontairement ..... **act. 149 (9)**

Fraude et contrôle en matière de RSA : le pragmatisme avant tout ..... **act. 154 (9)**

Référé mesures-utiles : l'exécution illégale d'une décision n'y fait pas obstacle ..... **act. 557 (35)**

Revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du RSA ..... **act. 34 (2)**

2018-2019 : un panorama contentieux du revenu de solidarité active, étude ..... **2237 (30-34)**

**SERVICE DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE**

ASE : urgence à suspendre et accompagnement du jeune majeur pour terminer sa scolarité ..... **act. 33 (2)**

**SYSTÈME DE SANTÉ**

Le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé, libres propos ..... **102 (7)**

Réforme du système de santé et enjeux de territoires ..... **act. 535 (35)**

**TÉLÉRECOURS**

Exigences liées à Télérecours et contentieux sociaux ..... **act. 668 (43-44)**

**TEST OSSEUX**

Le Conseil constitutionnel valide les tests osseux sur les mineurs, sous réserve des garanties nécessaires, aperçu rapide ..... **203 (13)**

**VACCINS OBLIGATOIRES**

Il faut consentir aux soins... sauf s'ils sont obligatoires à l'instar des 11 vaccinations nouvelles ..... **act. 328 (20)**

Les 11 vaccins obligatoires peuvent, en l'état des connaissances scientifiques, utiliser des adjuvants aluminiques ..... **act. 329 (20)**

**VIEILLESSE**

Le droit public face à la vieillesse dépendante, étude ..... **2325 (46)**

**Sécurité / Police****ABATTOIR**

Descartes au Conseil d'État ..... **act. 652 (42)**

**AÉRODROME**

La motivation obligatoire de l'habilitation d'accès aux zones de sûreté des aérodromes, commentaire ..... **2145 (21)**

## ANIMAL ERRANT

Péril grave et imminent : le maire ne peut ordonner d'office l'euthanasie d'un animal errant ..... **act. 48 (3)**

## BAIGNADE ARTIFICIELLE

Les baignades artificielles désormais strictement réglementées ..... **act. 268 (16)**

## CAMÉRA INDIVIDUELLE

Les caméras individuelles des policiers municipaux : suite et fin de la définition du cadre juridique après le décret du 27 février 2019, étude ..... **2104 (15)**

## CAMÉRA MOBILE

La loi du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, étude ..... **2006 (1)**

## CAMÉRA-PIÉTON

Les caméras individuelles des policiers municipaux : suite et fin de la définition du cadre juridique après le décret du 27 février 2019, étude ..... **2104 (15)**

## CIRCULATION

La voiture gâche le paysage des voies sur berges ..... **act. 455 (26)**

## COMMANDEMENT DE QUITTER LES LIEUX

Non appréciation préfectorale de la validité du commandement de quitter les lieux ..... **act. 450 (26)**

## COMMISSION DU CONTENTIEUX DU STATIONNEMENT PAYANT

État des lieux du stationnement payant, étude ..... **2366 (51-52)**

## DÉBIT DE BOISSONS

Du calcul de la distance minimum entre un débit de boissons et un établissement protégé ..... **act. 495 (28)**

## DÉTENTION D'ARME

Compétence du préfet en cas de saisie d'armes ..... **act. 239 (14)**

## DONNÉES DE CONNEXION

Censure constitutionnelle du droit de communication des agents de la douane ..... **act. 119 (8)**

## ENGIN DE DÉPLACEMENT PERSONNEL

Les engins de déplacement personnels entrent dans le Code de la route ..... **act. 342 (20)**

## ÉQUIPEMENT SPORTIF

De l'interdiction par le maire de l'utilisation d'un équipement sportif dont la nue-propriété est détenue par la commune et l'usufruit détenu par le club de sport, étude ..... **2306 (43-44)**

## FEMMES

Lutte contre les violences faites aux femmes : 30 nouvelles mesures gouvernementales ..... **act. 758 (48)**

## FICHES S

L'accès des maires aux fiches S : des évolutions maîtrisées, une révolution évitée, aperçu rapide ..... **57 (4)**

## FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT

Compétence indemnitaire de la commission du contentieux du stationnement payant ..... **act. 153 (9)**

## FORFAIT POST-STATIONNEMENT

La réforme du recouvrement des forfaits de post-stationnement cale ..... **act. 596 (38-39)**

## GEMAPI

Impact du transfert de la compétence GEMAPI sur la sécurité civile ..... **act. 41 (2)**

## GENS DU VOYAGE

Police en matière d'aires d'accueil des gens du voyage : censure « en tant que ne pas » ..... **act. 601 (40)**

## INTERPELLATION

Personne blessée par un tir de policier lors d'une interpellation : la CEDH condamne la France pour enquête lacunaire et déficiente ..... **act. 380 (22)**

## LANCEUR DE BALLE DE DÉFENSE

Armes de force intermédiaire et maintien de l'ordre : l'aval nuancé du Conseil d'État, commentaire ..... **2105 (15)**

Lanceur de balles de défense, le bien nommé ..... **act. 98 (6)**

## MANIFESTATION

La loi du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations : une loi « anti-casseurs » ?, aperçu rapide ..... **265 (16)**

## ORDRE PUBLIC

De l'urgence de réviser le régime juridique d'emploi de la force en situation insurrectionnelle ou le petit matin après le Grand Soir, étude ..... **2052 (7)**

Injonction aux « gilets jaunes » bretons de quitter (notamment) leurs ronds-points ! ..... **act. 64 (4)**

La loi du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations : une loi « anti-casseurs » ?, aperçu rapide ..... **265 (16)**

## PARTICIPATION CITOYENNE

Le dispositif de participation citoyenne ..... **act. 337 (20)**

## PÉRIL GRAVE ET IMMINENT

Péril grave et imminent : le maire ne peut ordonner d'office l'euthanasie d'un animal errant ..... **act. 48 (3)**

## PESTICIDE

Interdiction des pesticides : des circonstances locales peuvent justifier des mesures plus rigoureuses ou en cas de péril imminent s'il y a carence de la police spéciale ..... **act. 616 (40)**

## POINTS D'EAU D'INCENDIE PUBLICS

Contrôle et charge financière des points d'eau d'incendie publics équipant une zone d'activités économiques ..... **act. 297 (17)**

## POLICE ADMINISTRATIVE

Le maire (qui souhaitait interdire la nuit les épiceries de nuit) et le juge pédagogue ..... **act. 583 (37)**

## POLICE DE CIRCULATION

Pollution : possibilité pour les collectivités territoriales de restreindre la circulation des véhicules de transport en commun ..... **act. 463 (27)**

## POLICE DES ONDES

De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, étude ..... **2316 (45)**

## POLICE MUNICIPALE

La création d'une police municipale à Paris, libres propos ..... **91 (6)**

Les caméras individuelles des policiers municipaux : suite et fin de la définition du cadre juridique après le décret du 27 février 2019, étude ..... **2104 (15)**

## POLICE SPÉCIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, étude ..... **2316 (45)**

**POUVOIR DE POLICE DU MAIRE**

Enfin gaulois le coq ..... **act. 620 (40)**

Interdiction des pesticides : des circonstances locales peuvent justifier des mesures plus rigoureuses ou en cas de péril imminent s'il y a carence de la police spéciale ..... **act. 616 (40)**

Le Sénat adopte le projet de loi « Engagement proximité » : la mairie est remise au centre du village, essentiel sur ..... **2293 (43-44)**

Péril grave et imminent : le maire ne peut ordonner d'office l'euthanasie d'un animal errant ..... **act. 48 (3)**

Vers la consécration d'un rôle d'alerte du maire dans la lutte contre la propagation du frelon asiatique ..... **act. 340 (20)**

**POUVOIR DE POLICE GÉNÉRALE**

Légalité - presque obsolète - de la limitation de vitesse à 80 km/h ou la mise en avant de trois phénomènes bidirectionnels (les routes, la décision politique et le Conseil d'État) ..... **act. 570 (36)**

**PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET HYDRAULIQUES**

Prévention des risques naturels et hydrauliques : les thèmes prioritaires d'actions pour 2019 à 2021 ..... **act. 137 (8)**

**SAISIE D'ARMES ET DE MUNITIONS**

Compétence du préfet en cas de saisie d'armes ..... **act. 239 (14)**

**SÉCURITÉ INTÉRIEURE**

Loi « Sécurité intérieure » : le Sénat dresse le bilan des mesures provisoires un an après ..... **act. 73 (4)**

**TIR DE POLICIER**

Personne blessée par un tir de policier lors d'une interpellation : la CEDH condamne la France pour enquête lacunaire et déficiente ..... **act. 380 (22)**

**TROTTINETTES**

Trottinettes : « Pas sur le trottoir ! » Sauf si le maire y consent... ..... **act. 688 (45)**

**UNIVERSITÉ**

La protection des établissements d'enseignement supérieur, étude ..... **2058 (8)**

**VISA D'EXPLOITATION D'UN FILM**

Interdiction d'un film documentaire aux mineurs : la diffusion de connaissances l'emporte sur celle de violences, commentaire ..... **2250 (36)**

**Services publics****ACCÈS**

Accès aux services publics : selon la Cour des comptes il faut nuancer le sentiment d'abandon qui s'exprime dans les territoires ruraux ..... **act. 201 (12)**

Évaluation de l'accès aux services publics, aperçu rapide ..... **662 (43-44)**

Le Défenseur des droits alerte sur les inégalités d'accès aux services publics ..... **act. 74 (4)**

**ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE**

Inégalité dans l'allocation de rentrée scolaire ..... **act. 18 (1)**

**CANTINE SCOLAIRE**

Cantine scolaire : vers une « alimentation saine, durable et accessible à tous » ? ..... **act. 287 (17)**

Composition des menus des cantines scolaires : expérimentation de l'affichage obligatoire ..... **act. 269 (16)**

Le maintien juridictionnel des menus sans porc en cantines scolaires, commentaire ..... **2198 (26)**

**CENTRE RÉGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**

La prise en compte des nécessités du service public du logement étudiant : bis repetita placent, commentaire ..... **2232 (29)**

**CONTINUITÉ**

La résiliation du contrat administratif par le cocontractant privé, étude ..... **2107 (16)**

Les pouvoirs d'injonction du juge des référés pour ordonner au cocontractant de l'administration les mesures nécessaires à la continuité du service public, commentaire ..... **2045 (6)**

**CRÈCHE PARENTALE**

La commune et le juge des référés précoces se voient rappeler la condition d'urgence ..... **act. 374 (22)**

**CROUS**

Non applicabilité des voies d'exécution judiciaire hors domaine public mais en présence du service public ..... **act. 292 (17)**

**CROWDSOURCING**

Crowdsourcing des communes françaises : contours, cas emblématiques et enjeux, étude ..... **2355 (50)**

Crowdsourcing : interconnexions participatives ou externalisation des activités administratives, étude ..... **2359 (50)**

Crowdsourcing : l'externalisation vers la foule des activités administratives, dossier ..... **2353 (50)**

Du service (pour le) public aux services par le public ?, étude ..... **2358 (50)**

Les instruments juridiques du « crowdsourcing » des activités administratives « emportées par la foule » !, étude ..... **2357 (50)**

Les leviers numériques du crowdsourcing des services publics, étude ..... **2356 (50)**

Vers le crowd-service public ?, étude ..... **2354 (50)**

**DÉMATÉRIALISATION**

Le Défenseur des droits alerte sur les inégalités d'accès aux services publics ..... **act. 74 (4)**

Le service public à la française se dégrade ..... **act. 198 (12)**

**ÉCOLE**

« Humanité et proximité » : Édouard Philippe lève le rideau sur l'Acte II du quinquennat, aperçu rapide ..... **404 (24)**

Petits déjeuners gratuits dans les écoles : quelle prise en charge financière ? ..... **act. 507 (29)**

**ÉCOLE DE LA CONFIANCE**

École de la confiance : un dispositif prêt pour la rentrée ..... **act. 536 (35)**

Le Sénat et le projet de loi pour une école de la confiance ..... **act. 366 (21)**

**ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide ..... **590 (38-39)**

**ÉGALITÉ**

Légalité sans inégalité du « nouveau » baccalauréat même dans les établissements hors contrat ..... **act. 559 (35)**

Réparation du préjudice moral résultant d'une rupture d'égalité devant le service public ..... **act. 47 (3)**

**ENSEIGNEMENT**

Structurer et évaluer la pratique du sport à l'école : un effort encore à produire, aperçu rapide ..... **590 (38-39)**

## EXTERNALISATION

Les instruments juridiques du « crowdsourcing » des activités administratives « emportées par la foule » !, étude ..... 2357 (50)

## FERMETURE

La fermeture illégale des services publics locaux à fin de contestation politique, commentaire ..... 2318 (45)

## GESTION DÉLÉGUÉE

Choisir un mode de gestion du service public après l'adoption du Code de la commande publique, étude ..... 2192 (26)

## GESTION DIRECTE

Choisir un mode de gestion du service public après l'adoption du Code de la commande publique, étude ..... 2192 (26)

## GRATUITÉ

Gratuité dans les transports : une décision politique aux effets nuancés, aperçu rapide ..... 638 (42)

L'exigence de gratuité de l'enseignement supérieur public est compatible avec « des droits d'inscription modiques » ..... act. 639 (42)

Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement) ..... act. 702 (45)

## LAÏCITÉ

Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, commentaire ..... 2307 (43-44)

## LIBERTÉ FONDAMENTALE

L'ouverture d'un établissement privé mobilise les libertés fondamentales ..... act. 722 (46)

## MENU DE SUBSTITUTION

Le maintien juridictionnel des menus sans porc en cantines scolaires, commentaire ..... 2198 (26)

## MODE DE GESTION

Choisir un mode de gestion du service public après l'adoption du Code de la commande publique, étude ..... 2192 (26)

## NEUTRALITÉ

Les parents intervenants dans les classes assimilés à des enseignants ..... act. 575 (36)

## PARCOURSUP

Communication à un tiers des procédés algorithmiques utilisés par Parcoursup : pas d'atteinte au secret des délibérations pédagogiques, aperçu rapide ..... 103 (7)

Traitements algorithmiques utilisés par les universités dans le cadre de « Parcoursup » : un droit d'accès limité et réservé aux seuls candidats, commentaire ..... 2238 (30-34)

## PARENTS D'ÉLÈVE

Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, commentaire ..... 2307 (43-44)

## POURSUITE DISCIPLINAIRE

Compétence de la section disciplinaire pour des faits commis en dehors de l'établissement ..... act. 169 (10-11)

## RADICALISATION

Les services publics face au(x) phénomène(s) de radicalisation : état des lieux et propositions ..... act. 483 (27)

## REDEVANCE

Légalité d'une redevance pour service rendu : à quelles conditions ?, commentaire ..... 2125 (17)

Quand la mésentente entre la commune et le délégataire du service public de ramassage et de traitement des ordures ménagères profite... à l'utilisateur, commentaire ..... 2173 (23)

## REMONTÉES MÉCANIQUES

Remontées mécaniques en régie directe : pas de chômage partiel avant la loi « Montagne 2 », commentaire ..... 2204 (27)

## RESTAURATION SCOLAIRE

Restauration dans les collèges : une compétence facultative pour les départements, commentaire ..... 2251 (36)

Restauration en collège : le service public qu'on croyait facultatif ! ..... act. 451 (26)

## RURALITÉ

Accès aux services publics : selon la Cour des comptes il faut nuancer le sentiment d'abandon qui s'exprime dans les territoires ruraux ..... act. 201 (12)

## SACRIFICATEUR RITUEL

Incompétence du juge administratif pour l'habilitation des sacrificateurs rituels ..... act. 16 (1)

## SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Quand la continuité du service public d'incendie prime sur celle du logement social ..... act. 414 (24)

## SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Fuites d'eau après compteur : la notion d'« accessoires de canalisation » reste à préciser ..... act. 116 (7)

Refus de dégrèvement d'une facture d'eau par une mairie à la suite d'une demande d'un syndic d'immeuble en raison d'une surconsommation ..... act. 744 (47)

## SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION

Dualité fonctionnelle du maire en matière de scolarisation ..... act. 17 (1)

Le placement d'un enfant autiste en institut médico-éducatif plutôt qu'en milieu scolaire ordinaire ne viole pas son droit à l'éducation ..... act. 83 (5)

## SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

L'utilisateur fiscalement contraint n'est pas un consommateur contractuel comme les autres ! ..... act. 498 (28)

## SERVICE PUBLIC SPORTIF

Sanction au coeur du service public footballistique néo-calédonien ..... act. 653 (42)

## SERVICE PUBLIC URBAIN

Services publics urbains : la prochaine tragédie des communs ?, libres propos ..... 56 (4)

## TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

Quand la mésentente entre la commune et le délégataire du service public de ramassage et de traitement des ordures ménagères profite... à l'utilisateur, commentaire ..... 2173 (23)

## TRANSPORT COLLECTIF

Rapports d'information, avis, études d'impact (Parlement) ..... act. 702 (45)

## TRANSPORT EN COMMUN

Gratuité dans les transports : une décision politique aux effets nuancés, aperçu rapide ..... 638 (42)

## TRANSPORT SCOLAIRE

Le transport scolaire doit toujours se faire assis, commentaire ..... 2197 (26)

**TRANSPORTS EXPRESS RÉGIONAUX**

Transports express régionaux : le rapport inquiétant de la Cour des comptes..... **act. 679 (43-44)**

**UNIVERSITÉ**

L'ambition renouvelée du Master 2 Droit public approfondi de Paris II Panthéon-Assas, entretien..... **263 (16)**

**USAGER**

Quand la mésentente entre la commune et le délégataire du service public de ramassage et de traitement des ordures ménagères profite... à l'utilisateur..... **2173 (23)**

**VOILE**

Les parents d'élèves peuvent-ils porter le voile à l'occasion de leur participation à des activités scolaires en classe ?, commentaire..... **2307 (43-44)**

**Urbanisme****ACHÈVEMENT**

Précisions sur la notion d'achèvement d'une construction..... **act. 673 (43-44)**

**AFFICHAGE**

Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie..... **act. 125 (8)**

L'affichage indifférent à la légalité du projet..... **act. 669 (43-44)**

**ANTENNE-RELAIS**

De la 3G à la 5G : vingt ans de régulation des antennes-relais, étude..... **2316 (45)**

**ARCHITECTE DES BÂTIMENTS DE FRANCE**

Nouvelle procédure de périmètre délimité des abords de monuments historiques..... **act. 445 (26)**

**ATTESTATION D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX**

Quelles sont les conséquences d'une non-remise en cause dans les délais de la conformité d'une construction ?, commentaire..... **2075 (12)**

**ATTESTATION DE CONFORMITÉ**

Quelles sont les conséquences d'une non-remise en cause dans les délais de la conformité d'une construction ?, commentaire..... **2075 (12)**

**AUTORISATION DE LOTIR**

La protection relative des autorisations de lotir..... **act. 631 (41)**

**AUTORISATION D'URBANISME**

L'appréciation de la légalité d'une autorisation d'urbanisme se fait-elle à l'aune des dispositions applicables au projet réalisé ?, commentaire..... **2244 (35)**

Le délai raisonnable est opposable aux recours des tiers contre une autorisation d'urbanisme, commentaire..... **2040 (5)**

Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, étude..... **2017 (3)**

Nouvelle précision sur l'intérêt à agir d'un voisin contre une autorisation d'urbanisme..... **act. 218 (13)**

**AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

La seconde chance de l'avis soumis au public..... **act. 393 (23)**

**AUTORISATION TACITE**

L'annulation du refus du permis de construire ne vaut autorisation tacite..... **act. 36 (2)**

**CAHIER DES CHARGES D'UN LOTISSEMENT**

Incidences de la nature réglementaire des clauses du cahier des charges d'un lotissement..... **act. 560 (35)**

**CERTIFICAT D'URBANISME**

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique..... **2308 (45)**

**CLASSEMENT**

L'illégalité contagieuse du document d'urbanisme..... **act. 126 (8)**

**COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL**

Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application, commentaire..... **2076 (12)**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL**

L'office du juge de l'urbanisme commercial..... **act. 282 (16)**

Une nouvelle réforme pour l'urbanisme commercial, étude..... **2016 (3)**

**COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL**

L'office du juge de l'urbanisme commercial..... **act. 282 (16)**

**COMMISSION NATIONALE DU DÉBAT PUBLIC**

Un immeuble de bureaux n'est pas un équipement touristique..... **act. 354 (21)**

**CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La seconde chance de l'avis soumis au public..... **act. 393 (23)**

**CONSTRUCTION ILLÉGALE**

L'avis du Conseil d'État sur la lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, aperçu rapide..... **589 (38-39)**

**CONTENTIEUX**

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique..... **2292 (43-44)**  
**2308 (45)**

Le délai raisonnable est opposable aux recours des tiers contre une autorisation d'urbanisme, commentaire..... **2040 (5)**

Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme, étude..... **2182 (25)**

Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, étude..... **2017 (3)**

**CONTRAT DE PROJET PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT**

Des outils d'aménagement modernes et modernisés qui ne font pas l'artisan, étude..... **2014 (3)**

**CRISTALLISATION DES MOYENS**

Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens..... **act. 308 (18-19)**

Limitation de la cristallisation des moyens et effets de la régularisation d'un permis de construire, commentaire..... **2239 (30-34)**

**DÉLAI RAISONNABLE**

Le délai raisonnable est opposable aux recours des tiers contre une autorisation d'urbanisme, commentaire..... **2040 (5)**

**DÉMOLITION**

Démolition par la commune d'une construction irrégulière : une procédure « autonome »..... **act. 358 (21)**

La démolition n'est jamais une fatalité..... **act. 188 (12)**

**DENTS CREUSES**

Comblement des dents creuses au sein des secteurs déjà urbanisés dans les communes littorales : précision sur l'application de l'article 42 de la loi ALUR..... **act. 541 (35)**

## DÉROGATION

La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ? ..... **act. 569 (36)**

## DOCUMENT D'URBANISME

Dans quelles conditions l'illégalité d'un document d'urbanisme peut-elle entacher d'illégalité le permis de construire ?, commentaire ..... **2367 (51-52)**

## DOCUMENTS D'URBANISME

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique ..... **2292 (43-44)**

## DOSSIER

Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application, commentaire ..... **2076 (12)**

## DROIT DE DÉLAISSEMENT

L'incompatibilité indemnisée du droit de délaissement et du droit de rétrocession ..... **act. 294 (17)**

## DROIT DE PRÉEMPTION

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique ..... **2308 (45)**

Suspension de l'exécution d'une décision de préemption ..... **act. 561 (35)**

## DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Modalités d'exercice du droit de préemption urbain intercommunal ..... **act. 508 (29)**

## DROIT DE RÉTROCESSION

L'incompatibilité indemnisée du droit de délaissement et du droit de rétrocession ..... **act. 294 (17)**

## ENQUÊTE PUBLIQUE

Irrégularité de l'enquête publique, à qui la faute ? ..... **act. 187 (12)**

## ENSEMBLE IMMOBILIER UNIQUE

Le Conseil d'État confirme l'interprétation stricte qu'il fait du lien fonctionnel entre deux constructions distinctes caractérisant un ensemble immobilier unique, commentaire ..... **2139 (20)**

## ENTIER DOSSIER

Autorisation tacite d'urbanisme et contrôle de légalité : précisions sur la substance de la transmission au préfet, commentaire ..... **2043 (6)**

## EOLIENNE

Les câbles des éoliennes ne sont pas une construction ..... **act. 613 (40)**

## ÉOLIENNE

La seconde chance de l'avis soumis au public ..... **act. 393 (23)**

## ÉOLIENNE TERRESTRE

De l'obligation de réexamen d'une demande d'autorisation d'urbanisme lorsque l'autorité compétente a changé ..... **act. 479 (27)**

## ÉQUIPEMENT PROPRE

Raccordement au réseau trop long pour être propre à la construction ..... **act. 375 (22)**

## ÉQUIPEMENT TOURISTIQUE

Un immeuble de bureaux n'est pas un équipement touristique ..... **act. 354 (21)**

## ESPACE REMARQUABLE

Consultation publique sur le projet de décret relatif aux aménagements légers autorisés dans les espaces remarquables ..... **act. 90 (5)**

## FRAIS DE RACCORDEMENT

Frais de raccordement au réseau électrique dans le cadre des demandes d'autorisations d'urbanisme ..... **act. 382 (22)**

## GRANDE OPÉRATION D'URBANISME

Des outils d'aménagement modernes et modernisés qui ne font pas l'artisan, étude ..... **2014 (3)**

## HAMEAU

Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble ..... **act. 633 (41)**

## ILLÉGALITÉ

Dans quelles conditions l'illégalité d'un document d'urbanisme peut-elle entacher d'illégalité le permis de construire ?, commentaire ..... **2367 (51-52)**

L'indifférence de la source d'illégalité du document d'urbanisme ..... **act. 632 (41)**

## IMMEUBLE DE GRANDE HAUTEUR

Locaux techniques des IGH, hauteur négligée ..... **act. 256 (15)**

## IMMEUBLE SANS DESTINATION

Immeuble sans destination et permis de construire ..... **act. 35 (2)**

## INFORMATION DU PUBLIC

L'information précoce du public permet une modification du permis de construire ..... **act. 753 (48)**

## INTÉRÊT À AGIR

Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme, dossier ..... **2181 (25)**

Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ?, étude ..... **2184 (25)**

Va-t-on vers une restriction de l'intérêt à agir des voisins contre les autorisations d'urbanisme ?, commentaire ..... **2167 (22)**

## INTERRUPTION DE TRAVAUX

La disparition implicite de l'interruption de travaux ..... **act. 670 (43-44)**

## JUGE

La restriction des moyens de légalité invocables : la mort programmée du vice de procédure et de l'exception d'illégalité, étude ..... **2187 (25)**

L'altération du recours pour excès de pouvoir en urbanisme : quelles limites ?, étude ..... **2190 (25)**

Le jugement et ses suites : quelles conséquences pour une décision d'annulation ?, étude ..... **2189 (25)**

L'office du juge de l'urbanisme : vers un juge-administrateur ?, étude ..... **2188 (25)**

Pour l'instauration de référés spéciaux en droit de l'urbanisme, étude ..... **2186 (25)**

Restriction des droits d'accès au juge : les droits conventionnels et constitutionnels au recours en renfort ?, étude ..... **2185 (25)**

Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude ..... **2183 (25)**

Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ?, étude ..... **2184 (25)**

## LIMITES SÉPARATIVES

L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement ..... **act. 723 (46)**

## LITTORAL

Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique ..... **2292 (43-44)**

La loi Elan et l'opportunité d'une refonte globale de la loi Littoral, étude.....	2015 (3)	<b>PANNEAU D’AFFICHAGE</b>	Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment.....	act. 155 (9)
<b>LOCAL TECHNIQUE</b>		<b>PERMIS DE CONSTRUIRE</b>	Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique.....	2308 (45)
Locaux techniques des IGH, hauteur négligée.....	act. 256 (15)	Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens.....	act. 308 (18-19)	
<b>LOGEMENT SOCIAL</b>		Dans quelles circonstances l'usage d'une construction se perd-il du fait de son abandon ?, commentaire.....	2137 (20)	
L'exemption facultative de logements sociaux.....	act. 497 (28)	Dans quelles conditions l'illégalité d'un document d'urbanisme peut-elle entacher d'illégalité le permis de construire ?, commentaire.....	2367 (51-52)	
Un nouvel Elan pour le logement social, étude.....	2013 (3)	Entre prescription et refus de permis, l'autorité compétente peut-elle choisir ?, commentaire.....	2252 (36)	
<b>LOI ELAN</b>		Illégalité d'un permis de construire et perte de valeur vénale : un préjudice actuel.....	act. 571 (36)	
Des outils d'aménagement modernes et modernisés qui ne font pas l'artisan, étude.....	2014 (3)	L'annulation d'un refus de permis ou d'un sursis à statuer ne déclenche pas à elle seule un nouveau délai de nature à faire naître une autorisation tacite, commentaire.....	2138 (20)	
Focus sur l'évolution des conditions de régularisation des autorisations d'urbanisme (C. urb., art. L. 600-5-1), étude.....	2018 (3)	Le lien fonctionnel du permis de construire unique.....	act. 37 (2)	
Journal officiel du 17 au 23 mai 2019.....	act. 344 (21)	Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, étude.....	2017 (3)	
La loi Elan et l'opportunité d'une refonte globale de la loi Littoral, étude.....	2015 (3)	Panneau d'affichage du permis de construire et précision sur la hauteur du bâtiment.....	act. 155 (9)	
Les évolutions du droit et du contentieux de l'urbanisme après la loi Elan, étude.....	2017 (3)	<b>PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF</b>	Permis de construire modificatif : l'avis des pompiers rouvre l'instruction.....	act. 496 (28)
Loi ELAN : échéancier des textes d'application.....	act. 162 (10-11)	<b>PERMIS DE CONSTRUIRE TACITE</b>	Compétence liée et permis de construire tacite, commentaire.....	2368 (51-52)
Loi ELAN et décision d'urbanisme modificative ou de régularisation : précisions sur les modalités de recours.....	act. 270 (16)	Le permis tacite ignore le changement d'adresse.....	act. 456 (26)	
Un nouvel Elan pour le logement social, étude.....	2013 (3)	<b>PERMIS DE FAIRE</b>	Le permis de faire est enfin opérationnel !, fiche pratique.....	2126 (17)
Une nouvelle réforme pour l'urbanisme commercial, étude.....	2016 (3)	<b>PERMIS D’EXPÉRIMENTER</b>	Le permis de faire est enfin opérationnel !, fiche pratique.....	2126 (17)
<b>LOTISSEMENT</b>		<b>PERMIS MODIFICATIF</b>	Loi ELAN et décision d'urbanisme modificative ou de régularisation : précisions sur les modalités de recours.....	act. 270 (16)
La protection relative des autorisations de lotir.....	act. 631 (41)	<b>PIÈCE COMPLÉMENTAIRE</b>	La pièce indue face au refus d'autorisation d'urbanisme.....	act. 738 (47)
Le serpent de mer de la contractualisation des règles d'urbanisme.....	act. 224 (13)	<b>PLAN D’OCCUPATION DES SOLS</b>	Caducité des plans d'occupation des sols au 31 décembre 2019.....	act. 383 (22)
<b>MARGE D’ISOLEMENT</b>		<b>PLAN LOCAL D’URBANISME</b>	Délibération portant approbation de la révision alléger d'un PLU et contrôle du juge administratif, commentaire.....	2291 (42)
L'implantation des constructions dans le respect des limites séparatives et de la marge d'isolement.....	act. 723 (46)	Les espaces remarquables du littoral doivent faire l'objet d'un zonage protecteur adapté dans le PLU, commentaire.....	2258 (37)	
<b>MONTAGNE</b>		Les travaux continuent malgré le PLU méconnu.....	act. 612 (40)	
Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique.....	2292 (43-44)	<b>PLU</b>	Comblement des dents creuses au sein des secteurs déjà urbanisés dans les communes littorales : précision sur l'application de l'article 42 de la loi ALUR.....	act. 541 (35)
Modalités d'application des dispositions particulières à la montagne du Code de l'urbanisme.....	act. 196 (12)			
<b>MONUMENT HISTORIQUE</b>				
Nouvelle procédure de périmètre délimité des abords de monuments historiques.....	act. 445 (26)			
<b>MOYENS NOUVEAUX</b>				
Contentieux des permis de construire : de nouvelles précisions sur la cristallisation des moyens.....	act. 308 (18-19)			
<b>NOTIFICATION</b>				
Notification du permis de construire et article 669 du Code de procédure civile.....	act. 23 (1)			
<b>NOUVELLE-CALÉDONIE</b>				
Contentieux sur les obligations d'affichage en Nouvelle-Calédonie.....	act. 125 (8)			
<b>OPÉRATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE</b>				
Une nouvelle réforme pour l'urbanisme commercial, étude.....	2016 (3)			
<b>OPÉRATIONS D’AMÉNAGEMENT</b>				
Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique.....	2308 (45)			

Exécution de travaux : la violation du PLU est distincte de celle du permis de construire.....	act. 789 (50)	ductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement.....	act. 289 (17)
La contrepartie de la procédure de révision simplifiée du PLU.....	act. 594 (38-39)	<b>RÉVISION SIMPLIFIÉE</b>	
Le serpent de mer de la contractualisation des règles d'urbanisme.....	act. 224 (13)	La contrepartie de la procédure de révision simplifiée du PLU.....	act. 594 (38-39)
<b>PLU</b>		<b>RISQUE</b>	
Les dispositions du projet de loi « Engagement et proximité » relatives à l'urbanisme et à l'aménagement, aperçu rapide.....	706 (46)	Refus de permis de construire et atteinte nécessairement insurmontable à la sécurité.....	act. 477 (27)
<b>RÉCEPTION DES TRAVAUX</b>		<b>SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL</b>	
Attaque du constructeur par la victime après réception sans réserve des travaux.....	act. 112 (7)	Lancement de la démarche « Planifions nos territoires ensemble ».....	act. 367 (21)
<b>RÉCOLEMENT DES TRAVAUX</b>		<b>SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE</b>	
Un récolement clandestin des travaux.....	act. 355 (21)	Comblement des dents creuses au sein des secteurs déjà urbanisées dans les communes littorales : précision sur l'application de l'article 42 de la loi ALUR.....	act. 541 (35)
<b>RECOURS</b>		La construction d'un centre commercial, raison impérieuse d'intérêt public majeur ?.....	act. 569 (36)
L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation.....	act. 254 (15)	Lancement de la démarche « Planifions nos territoires ensemble ».....	act. 367 (21)
<b>RÉFÉRÉ SUSPENSION</b>		<b>TAXE D'AMÉNAGEMENT</b>	
Article L. 600-3 du Code de l'urbanisme : le nouveau délai du référé suspension, pour maintenant.....	act. 614 (40)	Toute la taxe d'aménagement pour un débiteur.....	act. 452 (26)
<b>REFUS D'AUTORISATION D'URBANISME</b>		<b>URBANISME COMMERCIAL</b>	
L'injonction de l'autorisation n'est pas une autorisation.....	act. 254 (15)	En matière de permis de construire un magasin, le juge se fie aux apparences, commentaire.....	2037 (5)
<b>RÈGLES ALTERNATIVES</b>		L'office du juge de l'urbanisme commercial.....	act. 282 (16)
Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application, commentaire.....	2076 (12)	Une nouvelle réforme pour l'urbanisme commercial, étude.....	2016 (3)
<b>RÈGLES GÉNÉRALES D'URBANISME</b>		<b>URBANISME PUBLIC</b>	
Chronique de jurisprudence du Conseil d'État, chronique.....	2292 (43-44)	Le serpent de mer de la contractualisation des règles d'urbanisme.....	act. 224 (13)
<b>RÉGULARISATION</b>		<b>USAGE AGRICOLE</b>	
Limitation de la cristallisation des moyens et effets de la régularisation d'un permis de construire, commentaire.....	2239 (30-34)	L'affectation non exclusive à une activité agricole.....	act. 505 (29)
<b>RÉGULARISATION DE L'AUTORISATION D'URBANISME</b>		<b>VISITE DOMICILIAIRE</b>	
Focus sur l'évolution des conditions de régularisation des autorisations d'urbanisme (C. urb., art. L. 600-5-1), étude.....	2018 (3)	La visite domiciliaire du Code de l'urbanisme pour contrôler des travaux en l'absence et sans l'autorisation de l'occupant est contraire à la Convention.....	act. 359 (21)
<b>REMISE EN CONFORMITÉ</b>		<b>ZONE DE MONTAGNE</b>	
Remise en conformité : les conclusions de partie civile suffisent à caractériser la demande de l'Administration.....	act. 790 (50)	Les groupes de constructions ou d'habitations en montagne forment un même ensemble.....	act. 633 (41)
<b>REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE</b>		<b>ZONES TENDUES</b>	
Inconstitutionnalité des dispositions du Code de l'urbanisme relatives à la caducité de la requête intro-		Restrictions des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse en droit de l'urbanisme, étude.....	2183 (25)



# Table chronologique de jurisprudence



## 2013

### Janvier

CJUE, **23 janv. 2013**, n° C-387/17 (*Interventions économiques*)..... 2233 (30-34)

## 2018

### Janvier

CEDH, **9 janv. 2018** (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **26 janv. 2018**, n° 407356 : JurisData n° 2018-000577 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **26 janv. 2018**, n° 409618 : JurisData n° 2018-000579 (*Domaine / Patrimoine*)..... 2089 (15)  
 CE, **26 janv. 2018**, n° 401796 : JurisData n° 2018-000755 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **26 janv. 2018**, n° 408215 : JurisData n° 2018-000788 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)

### Février

CAA Paris, **6 févr. 2018**, n° 15PA03317 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **14 févr. 2018**, n° 399260 : JurisData n° 2018-002348 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **20 févr. 2018**, n° 401731 : JurisData n° 2018-002382 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **21 févr. 2018**, n° 396013 : JurisData n° 2018-002482 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CJUE, **21 févr. 2018**, n° aff C-518/15 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **22 févr. 2018**, n° 409251 : JurisData n° 2018-002342 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CEDH, **22 févr. 2018**, n° 588/13 : JurisData n° 2018-002784 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)

### Mars

CE, **7 mars 2018**, n° 415125 : JurisData n° 2018-003119 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CAA Nantes, **16 mars 2018** (*Contrats / Marchés publics*)..... 2008 (2)  
 CE, **26 mars 2018**, n° 401476 : JurisData n° 2018-004522 (*Procédure contentieuse*)..... 2170 (23)  
 Cass. soc., **28 mars 2018**, n° 16-29.106 : JurisData n° 2018-004764 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **28 mars 2018**, n° 398851 : JurisData n° 2018-004665 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **28 mars 2018**, n° 402913 : JurisData n° 2018-004674 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)

### Avril

Cass. soc., **4 avr. 2018**, n° 16-27.703 : JurisData n° 2018-005130 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 Cass. soc., **4 avr. 2018**, n° 17-11.814 : JurisData n° 2018-005135 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **4 avr. 2018**, n° 398069 : JurisData n° 2018-005604 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **13 avr. 2018**, n° 410411 : JurisData n° 2018-005831 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **26 avr. 2018**, n° 394398 : JurisData n° 2018-024965 (*Contrats / Marchés publics*)..... 2168 (23)

### Mai

CAA Bordeaux, **9 mai 2018**, n° 15BX02770 : JurisData n° 2018-009435 (*Contrats / Marchés publics*)..... 2056 (8)

CE, **18 mai 2018**, n° 411045 : JurisData n° 2018-008079 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **18 mai 2018**, n° 414583 : JurisData n° 2018-008095 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **23 mai 2018**, n° 416313 : JurisData n° 2018-008464 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **25 mai 2018**, n° 407336 : JurisData n° 2018-008463 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **25 mai 2018**, n° 406332 : JurisData n° 2018-008467 (*Interventions économiques*)..... 2012 (2)  
 CE, **25 mai 2018**, n° 410972 : JurisData n° 2018-008470 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **25 mai 2018**, n° 412223 : JurisData n° 2018-008665 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)

### Juin

CE, **1<sup>er</sup> juin 2018**, n° 405532 : JurisData n° 2018-009259 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CJUE, **5 juin 2018**, n° aff. C-210/16 : JurisData n° 2018-011039 (*Responsabilité*)..... 2256 (37)  
 CE, **6 juin 2018**, n° 405453 : JurisData n° 2018-009634 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **6 juin 2018**, n° 391860 : JurisData n° 2018-009649 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CAA Nantes, **8 juin 2018**, n° 17NT00091 (*Contrats / Marchés publics*)..... 2023 (4)  
 CAA Bordeaux, **18 juin 2018**, n° 16BX00898 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **18 juin 2018**, n° 406496 (*Responsabilité*)..... 2124 (17)  
 Cass. crim., **19 juin 2018**, n° 17-84.007 : JurisData n° 2018-010724 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **20 juin 2018**, n° 408299 : JurisData n° 2018-010667 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **20 juin 2018**, n° 406355 : JurisData n° 2018-010718 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **20 juin 2018**, n° 414528 : JurisData n° 2018-011319 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **25 juin 2018**, n° 418493 : JurisData n° 2018-011310 (*Services publics*)..... 2045 (6)  
 CAA Paris, **26 juin 2018**, n° 17PA02775 (*Domaine / Patrimoine*)..... 2010 (2)  
 TA Nice, **26 juin 2018**, n° 1601897 (*Domaine / Patrimoine*)..... 2033 (4)  
 Cass. crim., **27 juin 2018**, n° 18-80.069 : JurisData n° 2018-011202 (*Élections / Élus*)..... 2082 (13)  
 Cass. crim., **27 juin 2018**, n° 18-80.086 : JurisData n° 2018-011270 (*Élections / Élus*)..... 2082 (13)  
 CE, **27 juin 2018**, n° 419595 : JurisData n° 2018-011178 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **27 juin 2018**, n° 412541 : JurisData n° 2018-011201 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **27 juin 2018**, n° 415374 : JurisData n° 2018-011205 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **27 juin 2018**, n° 412039 : JurisData n° 2018-011314 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CE, **29 juin 2018**, n° 402251 : JurisData n° 2018-011426 (*Contrats / Marchés publics*)..... 2224 (29)

### Juillet

Cass. soc., **4 juill. 2018**, n° 17-18.241 : JurisData n° 2018-011774 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)  
 CAA Lyon, **10 juill. 2018**, n° 16LY04413 (*Fonctions publiques*)..... 2122 (17)



# Table de jurisprudence

## Novembre

CJUE, 6 nov. 2018, n° C-622/16 P ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
Cass. soc., 7 nov. 2018, n° 16-26.126 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CJUE, 7 nov. 2018, n° C-544/17 P ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
TA Lyon, 7 nov. 2018, n° 1604613 : JurisData n° 2018-019800 ( <i>Responsabilité</i> )	2249 (36)
TA Lyon, 7 nov. 2018, n° 1603883 : JurisData n° 2018-022417 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2050 (7)
CE, 9 nov. 2018, n° 420654 : JurisData n° 2018-019676 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2161 (22) 2162 (22) 2156 (22)
CE, 9 nov. 2018, n° 409872 : JurisData n° 2018-019686 ( <i>Urbanisme</i> )	2040 (5)
CE, 9 nov. 2018, n° 411626 : JurisData n° 2018-019688 ( <i>Responsabilité</i> )	2220 (28)
CE, 9 nov. 2018, n° 412640 : JurisData n° 2018-019691 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 9 nov. 2018, n° 412684 : JurisData n° 2018-019692 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 9 nov. 2018, n° 412696 : JurisData n° 2018-019693 ( <i>Responsabilité</i> )	2005 (1)
CE, 9 nov. 2018, n° 413533 : JurisData n° 2018-019732 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2147 (22)
CE, 9 nov. 2018, n° 414376 : JurisData n° 2018-019733 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 9 nov. 2018, n° 416683 : JurisData n° 2018-019736 ( <i>Collectivités territoriales</i> )	2001 (1)
CE, 14 nov. 2018, n° 406371 : JurisData n° 2018-020180 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 14 nov. 2018, n° 409936 : JurisData n° 2018-020190 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 14 nov. 2018, n° 413246 : JurisData n° 2018-020273 ( <i>Aménagement du territoire</i> )	2037 (5) 2036 (5)
CE, 14 nov. 2018, n° 420055 : JurisData n° 2018-020274 ( <i>Actes administratifs</i> )	2174 (24)
CE, 14 nov. 2018, n° 409833 : JurisData n° 2018-020727 ( <i>Aménagement du territoire</i> )	2036 (5)
CJUE, 14 nov. 2018, n° C-93/17 : JurisData n° 2018-023043 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
CAA Lyon, 15 nov. 2018, n° 15LY02742 : JurisData n° 2018-023564 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2155 (22) 2148 (22) 2149 (22) 2150 (22)
Trib. UE, 15 nov. 2018, n° T-793/14 : JurisData n° 2018-023046 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
Trib. UE, 15 nov. 2018, n° T-239/11 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
Trib. UE, 15 nov. 2018, n° T-207/10 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
CAA Bordeaux, 16 nov. 2018, n° 16BX01383 : JurisData n° 2018-022539 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2160 (22) 2159 (22) 2154 (22)
CE, 19 nov. 2018, n° 413492 : JurisData n° 2018-020819 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CJUE, 20 nov. 2018, n° aff. C-147/17 : JurisData n° 2018-022071 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 21 nov. 2018, n° 405702 : JurisData n° 2018-020737 ( <i>Collectivités territoriales</i> )	2022 (4)
TA Guyane, 22 nov. 2018, n° 1600538 : JurisData n° 2018-022861 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	2024 (4)
CE, 26 nov. 2018, n° 411991 : JurisData n° 2018-021336 ( <i>Urbanisme</i> )	2075 (12)
CE, 26 nov. 2018, n° 412584 : JurisData n° 2018-021338 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)

CE, 28 nov. 2018, n° 413839 : JurisData n° 2018-021171 ( <i>Services publics</i> )	2125 (17)
Trib. UE, 29 nov. 2018, n° T-720/1 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
CE, 30 nov. 2018, n° 414377 : JurisData n° 2018-021345 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	2163 (22)
CE, 30 nov. 2018, n° 416753 : JurisData n° 2018-021354 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)

## Décembre

CE, 3 déc. 2018, n° 412010 : JurisData n° 2018-022065 ( <i>Responsabilité</i> )	2221 (28)
CE, 3 déc. 2018, n° 409667 : JurisData n° 2018-022177 ( <i>Collectivités territoriales</i> )	2106 (16)
CE, 3 déc. 2018, n° 399115 : JurisData n° 2018-022332 ( <i>Interventions économiques</i> )	2233 (30-34)
CAA Bordeaux, 4 déc. 2018, n° 16BX02831 : JurisData n° 2018-023567 ( <i>Responsabilité</i> )	2352 (49)
Cass. crim., 5 déc. 2018, n° 17-86.798 : JurisData n° 2018-022147 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 49 (3)
CE, 5 déc. 2018, n° 412438 : JurisData n° 2018-022805 ( <i>Aménagement du territoire</i> )	2036 (5)
CAA Versailles, 6 déc. 2018, n° 17VE00334 : JurisData n° 2018-022996 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	2039 (5)
CE, 7 déc. 2018, n° 416823 : JurisData n° 2018-022088 ( <i>Étrangers</i> )	2099 (15)
CE, 7 déc. 2018, n° 401812 : JurisData n° 2018-022093 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17) 2119 (16)
CE, 7 déc. 2018, n° 420900 : JurisData n° 2018-022176 ( <i>Étrangers</i> )	2099 (15)
TA Versailles, 7 déc. 2018, n° 1504770 : JurisData n° 2018-024307 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2143 (21)
CE, 12 déc. 2018, n° 415765 : JurisData n° 2018-022735 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 14 déc. 2018, n° 419443 : JurisData n° 2018-022823 ( <i>Fonctions publiques</i> )	2122 (17)
CE, 17 déc. 2018, n° 411121 : JurisData n° 2018-023407 ( <i>Étrangers</i> )	2100 (15)
CAA Bordeaux, 19 déc. 2018, n° 16BX00178 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 19 (1)
Cass. crim., 19 déc. 2018, n° 18-81.328 : JurisData n° 2018-023771 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 66 (4)
CE, 19 déc. 2018, n° 408504 : JurisData n° 2018-023289 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 11 (1)
CE, 19 déc. 2018, n° 401813 : JurisData n° 2018-023398 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 10 (1) 2122 (17)
CE, 19 déc. 2018, n° 408710 : JurisData n° 2018-023400 ( <i>Services publics</i> )	act. 17 (1)
CE, 19 déc. 2018, n° 419773 : JurisData n° 2018-023403 ( <i>Services publics</i> )	act. 16 (1)
CE, 19 déc. 2018, n° 407707 : JurisData n° 2018-024120 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	2178 (24)
CJUE, 19 déc. 2018, n° C-374/17 ( <i>Aides d'État</i> )	2059 (9)
CAA Bordeaux, 20 déc. 2018, n° 18BX03674 : JurisData n° 2018-023926 ( <i>Collectivités territoriales</i> )	act. 38 (2)
CAA Lyon, 20 déc. 2018, n° 17LY01016 ( <i>Services publics</i> )	2318 (45)
CE, 20 déc. 2018, n° 415991 : JurisData n° 2018-023430 ( <i>Responsabilité</i> )	act. 15 (1)
CE, 20 déc. 2018, n° 418637 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 13 (1)
CE, 21 déc. 2018, n° 404912 : JurisData n° 2018-023408 ( <i>Collectivités territoriales</i> )	act. 27 (2)
CE, 21 déc. 2018, n° 409678 : JurisData n° 2018-023424 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 31 (2)





CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 418170 : JurisData n° 2019-003662 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)	CE, <b>20 mars 2019</b> , n° 404405 : JurisData n° 2019-004121 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 207 (13)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 418469 : JurisData n° 2019-003663 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 186 (12)	CE, <b>20 mars 2019</b> , n° 401774 : JurisData n° 2019-004122 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 208 (13)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 418949 : JurisData n° 2019-003665 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 180 (12)	TA Bordeaux, <b>20 mars 2019</b> , n° 1800539 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2113 (16)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 418994 : JurisData n° 2019-003687 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 175 (12)	Trib. UE, <b>20 mars 2019</b> , n° T-766/16 ( <i>Interventions économiques</i> ).....	2233 (30-34)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 420514 : JurisData n° 2019-003693 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 184 (12) 2222 (29)	CA Versailles, <b>21 mars 2019</b> , n° 15/01734 : JurisData n° 2019-004018 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 283 (16)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 426435 : JurisData n° 2019-003723 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 176 (12)	Cass. 3 <sup>e</sup> civ., <b>21 mars 2019</b> , n° 18-11.424 : JurisData n° 2019-004173 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 224 (13)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 419259 : JurisData n° 2019-003856 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2308 (45)	CJUE, <b>21 mars 2019</b> , n° aff. C-465/17 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 221 (13)
CE, <b>13 mars 2019</b> , n° 425191 : JurisData n° 2019-003860 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 211 (13)	Cons. const., <b>21 mars 2019</b> , n° 2019-778 : JurisData n° 2019-004275 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	2222 (29)
TA Lyon, <b>13 mars 2019</b> , n° 1705471 : JurisData n° 2019-004512 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	2203 (27)	TA Bastia, <b>21 mars 2019</b> , n° 1700678 : JurisData n° 2019-005090 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2115 (16)
TA Poitiers, <b>14 mars 2019</b> , n° 1702490 : JurisData n° 2019-003994 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2117 (16)	CE, <b>25 mars 2019</b> , n° 412836 : JurisData n° 2019-004283 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)
TA Poitiers, <b>14 mars 2019</b> , n° 1702490 : JurisData n° 2019-003994 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	2169 (23)	CE, <b>26 mars 2019</b> , n° 428371 : JurisData n° 2019-004535 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 237 (14)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 414751 : JurisData n° 2019-003721 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 183 (12) 2222 (29)	CJUE, <b>26 mars 2019</b> , n° aff. C-377/16 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 222 (13)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 416571 : JurisData n° 2019-003730 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 210 (13)	CJUE, <b>26 mars 2019</b> , n° aff. C-621/16 P ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 222 (13)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 422488 : JurisData n° 2019-003736 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 217 (13)	TA Amiens, <b>26 mars 2019</b> , n° 1700500 : JurisData n° 2019-007117 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 332 (20)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 413584 : JurisData n° 2019-003863 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 177 (12)	CE, <b>27 mars 2019</b> , n° 426472 : JurisData n° 2019-004524 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 234 (14) 2222 (29) 2179 (24)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 413584 : JurisData n° 2019-003863 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2308 (45)	CE, <b>27 mars 2019</b> , n° 424394 : JurisData n° 2019-004567 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 231 (14)
CE, <b>15 mars 2019</b> , n° 413584 : JurisData n° 2019-003863 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2175 (24)	CE, <b>27 mars 2019</b> , n° 427758 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 232 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 403465 : JurisData n° 2018-020137 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 205 (13) 2240 (35)	TA Lyon, <b>27 mars 2019</b> , n° 1704535 : JurisData n° 2019-015117 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	2266 (40)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 422460 : JurisData n° 2019-004077 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 218 (13)	CAA Nancy, <b>28 mars 2019</b> , n° 18NC01280 : JurisData n° 2019-005210 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2118 (16)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 422460 : JurisData n° 2019-004077 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	2222 (29)	CE, <b>28 mars 2019</b> , n° 421468 : JurisData n° 2019-004558 ( <i>Sécurité / Police</i> ).....	act. 239 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 422460 : JurisData n° 2019-004077 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2167 (22) 2308 (45)	CE, <b>28 mars 2019</b> , n° 415103 : JurisData n° 2019-004560 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 236 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 418985 : JurisData n° 2019-004078 ( <i>Responsabilités</i> ).....	act. 215 (13)	CE, <b>28 mars 2019</b> , n° 414709 : JurisData n° 2019-004568 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 238 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 417635 : JurisData n° 2019-004080 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 214 (13)	CJUE, <b>28 mars 2019</b> , n° C-405/16P ( <i>Interventions économiques</i> ).....	2233 (30-34)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 414219 : JurisData n° 2019-004082 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 212 (13)		
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 406313 : JurisData n° 2019-004085 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 209 (13)	<b>Avril</b>	
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 417270 : JurisData n° 2019-004138 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 213 (13)	CE, <b>1<sup>er</sup> avr. 2019</b> , n° 405532 : JurisData n° 2019-004999 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 251 (15)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 417270 : JurisData n° 2019-004138 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	2222 (29)	CE, <b>1<sup>er</sup> avr. 2019</b> , n° 421160 : JurisData n° 2019-005213 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 253 (15)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 411462 ( <i>Responsabilités</i> ).....	act. 216 (13)	CE, <b>1<sup>er</sup> avr. 2019</b> , n° 416919 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 233 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 410628 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 206 (13)	CE, <b>1<sup>er</sup> avr. 2019</b> , n° 422807 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 235 (14)
CE, <b>18 mars 2019</b> , n° 411462 ( <i>Responsabilité</i> ).....	2317 (45)	CE, <b>2 avr. 2019</b> , n° 376193 ( <i>Interventions économiques</i> ).....	2233 (30-34)
Trib. UE, <b>19 mars 2019</b> , n° T-282/16 ( <i>Interventions économiques</i> ).....	2233 (30-34)	Cass. 3 <sup>e</sup> civ., <b>4 avr. 2019</b> , n° 18-10.989 : JurisData n° 2019-005066 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 257 (15)
Trib. UE, <b>19 mars 2019</b> , n° T-9816, T-196 ( <i>Interventions économiques</i> ).....	2233 (30-34)	CE, <b>4 avr. 2019</b> , n° 429370 : JurisData n° 2019-004920 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 248 (15)
Cass. crim., <b>20 mars 2019</b> , n° 17-81.975 : JurisData n° 2019-004097 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2350 (49)	TA Lyon, <b>4 avr. 2019</b> , n° 1708840 : JurisData n° 2019-004976 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 255 (15)
		CE, <b>5 avr. 2019</b> , n° 413712 : JurisData n° 2019-005215 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 279 (16)
		CE, <b>5 avr. 2019</b> , n° 426281 : JurisData n° 2019-005217 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 275 (16)



TA Bordeaux, <b>7 mai 2019</b> , n° 1701712 : JurisData n° 2019-007710 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 350 (21)	TA Lyon, <b>28 mai 2019</b> , n° 1802506 : JurisData n° 2019-008925 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 395 (23)
CJUE, <b>8 mai 2019</b> , n° aff. C631 /17 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)	TA Toulouse, <b>28 mai 2019</b> , n° 1902794 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2211 (28)
CAA Bordeaux, <b>9 mai 2019</b> , n° 17BX01308 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 394 (23)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 428040 : JurisData n° 2019-008912 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 388 (23) 2236 (30-34)
CE, <b>9 mai 2019</b> , n° 426321 : JurisData n° 2019-007535 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 326 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 419921 : JurisData n° 2019-008936 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)
CE, <b>9 mai 2019</b> , n° 426365 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 327 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 419424 : JurisData n° 2019-008937 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 390 (23)
Cons. const., <b>9 mai 2019</b> , n° 2019-1 RIP ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 318 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 417467 : JurisData n° 2019-008938 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 459 (27) act. 391 (23)
TA Cergy-Pontoise, <b>9 mai 2019</b> , n° 1700610 : JurisData n° 2019-007169 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 333 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 417406 : JurisData n° 2019-008939 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 392 (23) act. 459 (27)
Cons. const., <b>10 mai 2019</b> , n° 2019-781 QPC ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 320 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 417012 : JurisData n° 2019-008992 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2216 (28)
Cons. const., <b>10 mai 2019</b> , n° 2019-778 QPC ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	act. 319 (20)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 426426, ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)
CE, <b>13 mai 2019</b> , n° 417190 : JurisData n° 2019-007844 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 347 (21)	CE, <b>29 mai 2019</b> , n° 428040 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)
TA Nîmes, <b>13 mai 2019</b> , n° 1901392 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 348 (21)	TA Lyon, <b>29 mai 2019</b> , n° 1806639 : JurisData n° 2019-009557 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 412 (24)
CAA Nancy, <b>14 mai 2019</b> , n° 18NC02042 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 352 (21)	TA Cergy-Pontoise, <b>29 mai 2019</b> , n° 1705556 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 396 (23)
TA Marseille, <b>14 mai 2019</b> , n° 1708445 : JurisData n° 2019-007878 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 349 (21)	<b>Juin</b>	
Trib. UE, <b>14 mai 2019</b> , n° aff. T-728/17 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 423001 : JurisData n° 2019-009510 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	2264 (38-39)
CE, <b>15 mai 2019</b> , n° 428478 : JurisData n° 2019-007711 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 346 (21)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 422873 : JurisData n° 2019-009513 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	2264 (38-39)
Cass. 3 <sup>e</sup> civ., <b>16 mai 2019</b> , n° 17-26.210 : JurisData n° 2019-007891 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 356 (21)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 419903 : JurisData n° 2019-009514 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	2264 (38-39)
Cass. 3 <sup>e</sup> civ., <b>16 mai 2019</b> , n° 17-31.757 : JurisData n° 2019-007943 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 358 (21)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 415020 : JurisData n° 2019-009515 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	2264 (38-39)
Cass. 3 <sup>e</sup> civ., <b>16 mai 2019</b> , n° 17-24.474 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 357 (21)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 414098 : JurisData n° 2019-009517 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 409 (24)
CEDH, <b>16 mai 2019</b> , n° 66554/14 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 359 (21)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 424377 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 408 (24)
CE, <b>17 mai 2019</b> , n° 416950 : JurisData n° 2019-008021 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2308 (45)	CE, <b>3 juin 2019</b> , n° 415040 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 389 (23)
Cons. const., <b>17 mai 2019</b> , n° 2019-783 QPC ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 345 (21)	CE, <b>4 juin 2019</b> , n° 426404 : JurisData n° 2019-010218 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 447 (26)
TA Paris, <b>17 mai 2019</b> , n° 1709925 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 355 (21)	Cass., <b>5 juin 2019</b> , n° 17-22.132 : JurisData n° 2019-009705 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	2321 (46)
TGI Paris, <b>17 mai 2019</b> , n° 19/53935 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 379 (22)	CE, <b>5 juin 2019</b> , n° 424886 : JurisData n° 2019-009772 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 410 (24)
CAA Nantes, <b>21 mai 2019</b> , n° 18NT00564 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2291 (42)	CE, <b>5 juin 2019</b> , n° 412732 : JurisData n° 2019-009773 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	2243 (35)
TA Nîmes, <b>21 mai 2019</b> , n° 1802305 : JurisData n° 2019-008255 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 375 (22)	CJUE, <b>6 juin 2019</b> , n° aff. C-264/18 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 435 (25)
TA Marseille, <b>21 mai 2019</b> , n° 1803190 : JurisData n° 2019-008257 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 376 (22)	CJUE, <b>6 juin 2019</b> , n° C-264/18 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2349 (49)
Cass. 1 <sup>re</sup> civ., <b>22 mai 2019</b> , n° 18-15.356 : JurisData n° 2019-008435 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 377 (22)	Cons. const., <b>6 juin 2019</b> , n° 2019-782 DC ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 405 (24)
Cass. 1 <sup>re</sup> civ., <b>22 mai 2019</b> , n° 18-13.934 : JurisData n° 2019-008480 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 378 (22)	TA Montpellier, <b>6 juin 2019</b> , n° 1703048 : JurisData n° 2019-009560 ( <i>Services publics</i> ).....	act. 414 (24)
CE, <b>22 mai 2019</b> , n° 423273 : JurisData n° 2019-008460 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 373 (22)	CAA Nantes, <b>7 juin 2019</b> , n° 18NT02340 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2258 (37)
CE, <b>22 mai 2019</b> , n° 423230 : JurisData n° 2019-008464 ( <i>Services publics</i> ).....	act. 374 (22)	CE, <b>7 juin 2019</b> , n° 426966 : JurisData n° 2019-009613 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)
CE, <b>22 mai 2019</b> , n° 414410 : JurisData n° 2019-008469 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 372 (22)	CE, <b>7 juin 2019</b> , n° 422569 : JurisData n° 2019-009678 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 406 (24)
CE, <b>22 mai 2019</b> , n° 426763 : JurisData n° 2019-008908 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2235 (30-34)	CE, <b>7 juin 2019</b> , n° 414426 : JurisData n° 2019-009680 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 407 (24)
Trib. UE, <b>22 mai 2019</b> , n° aff. T-701/16 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2208 (28)	CE, <b>7 juin 2019</b> , n° 412796 ( <i>Urbanisme</i> ).....	2292 (43-44)
Trib. UE, <b>22 mai 2019</b> , n° aff. T-791/1 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)	TA Dijon, <b>7 juin 2019</b> , n° 1603353 : JurisData n° 2019-009685 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	act. 411 (24)
CEDH, <b>23 mai 2019</b> , n° 542/13 ( <i>Sécurité / Police</i> ).....	act. 380 (22)	CE, <b>12 juin 2019</b> , n° 427916 : JurisData n° 2019-009860 ( <i>Services publics</i> ).....	2238 (30-34)
TA Poitiers, <b>23 mai 2019</b> , n° 1800785 : JurisData n° 2019-008527 ( <i>Services publics</i> ).....	2197 (26)		
CE, <b>27 mai 2019</b> , n° 420554 : JurisData n° 2019-008914 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 393 (23)		



CE, 1 <sup>er</sup> juill. 2019, n° 418568 : JurisData n° 2019-011589 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 497 (28)	CE, 24 juill. 2019, n° 414353 : JurisData n° 2019-013610 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 569 (36)
CE, 1 <sup>er</sup> juill. 2019, n° 413995 : JurisData n° 2019-011824 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 490 (28)	CE, 24 juill. 2019, n° 423177 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 551 (35)
CE, 1 <sup>er</sup> juill. 2019, n° 411263 : JurisData n° 2019-011827 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 492 (28)	CE, 24 juill. 2019, n° 425973 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 547 (35)
T. confl., 1 <sup>er</sup> juill. 2019, n° 4162 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 501 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 408358 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 550 (35)
CAA Douai, 3 juill. 2019, n° 17DA00090 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2334 (48)	CE, 24 juill. 2019, n° 426527 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 557 (35)
CAA Douai, 3 juill. 2019, n° 17DA00090 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2335 (48)	CE, 24 juill. 2019 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 546 (35)
Cass. 1 <sup>re</sup> civ., 4 juill. 2019, n° 18-20.842 : JurisData n° 2019-011609 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2283 (42)	CE, 24 juill. 2019, n° 420423 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 553 (35)
Cass., 4 juill. 2019, n° 19-13.494 : JurisData n° 2019-011608 ( <i>Services publics</i> ).....	act. 498 (28)	CE, 24 juill. 2019, n° 417902 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 549 (35)
TA Paris, 4 juill. 2019, n° 1712217 : JurisData n° 2019-012846 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 521 (30-34)	CE, 24 juill. 2019, n° 411004 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 545 (35)
CAA Paris, 5 juill. 2019, n° 17PA20496 : JurisData n° 2019-015177 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2285 (42)	CE, 24 juill. 2019, n° 430362 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 560 (35)
CE, 8 juill. 2019, n° 422162 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 493 (28)	CE, 24 juill. 2019 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 548 (35)
CE, 8 juill. 2019, n° 420732 ( <i>Santé/Affaires sociales</i> ).....	act. 494 (28)	CE, 24 juill. 2019, n° 427192 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 544 (35)
CAA Lyon, 9 juill. 2019, n° 17LY00882 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2282 (42)	CE, 24 juill. 2019, n° 408624 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 555 (35)
CAA Marseille, 10 juill. 2019, n° 18MA05507 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2339 (48) 2313 (45)	CE, 24 juill. 2019, n° 416862 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 546 (35)
CE, 10 juill. 2019, n° 416754 : JurisData n° 2019-012204 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 504 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 419598 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 552 (35)
Cass., 11 juill. 2019, n° 17-27.540 : JurisData n° 2019-012110 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	2319 (46)	CE, 24 juill. 2019, n° 421189 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 556 (35)
CE, 11 juill. 2019, n° 417168 : JurisData n° 2019-012265 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 503 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 418061 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 568 (36)
CE, 11 juill. 2019, n° 426060 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	act. 500 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 424260 ( <i>Services publics</i> ).....	act. 559 (35)
CE, 11 juill. 2019, n° 422577 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 502 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 428552 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 561 (35)
CE, 12 juill. 2019, n° 422542 : JurisData n° 2019-012267 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 505 (29)	CE, 24 juill. 2019, n° 417399 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	act. 558 (35)
CE, 12 juill. 2019, n° 429782 : JurisData n° 2019-012425 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2333 (48)	CE, 24 juill. 2019, n° 427638 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 543 (35)
TA Limoges, 12 juill. 2019, n° 1601509 : JurisData n° 2019-017213 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	2361 (51-52)	CAA Bordeaux, 25 juill. 2019, n° 17BX03405 : JurisData n° 2019-017512 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2338 (48) 2311 (45) 2337 (48)
Trib. UE, 12 juill. 2019, n° aff. T-738/17 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)	TA Bastia, 25 juill. 2019, n° 1900870 : JurisData n° 2019-014701 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 573 (36)
TA Versailles, 15 juill. 2019, n° 1707597 : JurisData n° 2019-012755 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 522 (30-34)	CJUE, 29 juill. 2019, n° aff. C-40/17 : JurisData n° 2019-014340 ( <i>Responsabilité</i> ).....	2256 (37)
TA Bordeaux, 15 juill. 2019, n° 1902219 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2268 (40)	CJUE, 29 juill. 2019, n° aff. C-659/17 ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)
TA Nantes, 17 juill. 2019, n° 1710388 : JurisData n° 2019-012756 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 520 (30-34)	CJUE, 29 juill. 2019, n° aff. C-654/17 P ( <i>Droit des aides d'État</i> ).....	2332 (48)
CE, 18 juill. 2019, n° 419964 : JurisData n° 2018-022731 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 519 (30-34)	CE, 31 juill. 2019, n° 417109 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 554 (35)
CE, 18 juill. 2019, n° 419964 : JurisData n° 2018-022731 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> ).....	2365 (51-52)	CE, 31 juill. 2019, n° 411984 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 542 (35)
CE, 19 juill. 2019, n° 426389 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 518 (30-34)	CE, 31 juill. 2019, n° 420460 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 554 (35)
CAA Lyon, 23 juill. 2019 : JurisData n° 2019-014830 ( <i>Services publics</i> ).....	act. 575 (36)		
TA Lille, 23 juill. 2019, n° 1901341 : JurisData n° 2019-015070 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 580 (37)	<b>Août</b>	
TA Lille, 23 juill. 2019, n° 1600265 : JurisData n° 2019-015072 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 581 (37)	TA Rouen, 12 août 2019, n° 173454 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 572 (36)
TA Lille, 23 juill. 2019, n° 1601795 : JurisData n° 2019-015073 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 582 (37)	TA Toulon, 21 août 2019, n° 1902954 : JurisData n° 2019-015071 ( <i>Sécurité / Police</i> ).....	act. 583 (37)
CE, 24 juill. 2019, n° 421603 : JurisData n° 2019-013427 ( <i>Sécurité / Police</i> ).....	act. 570 (36)	CAA Douai, 22 août 2019, n° 18DA02437 : JurisData n° 2019-014386 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2314 (45)
CE, 24 juill. 2019, n° 417915 : JurisData n° 2019-013451 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 571 (36)	CAA Douai, 22 août 2019, n° 17DA01020 : JurisData n° 2019-017539 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2310 (45)
		CAA Douai, 22 août 2019, n° 17DA01020, : JurisData n° 2019-017539 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	2341 (48)
		TA Caen, 22 août 2019, n° 1702257 : JurisData n° 2019-014696 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 574 (36)
		TA Rennes, 27 août 2019, n° 1904033 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 562 (35)
		<b>Septembre</b>	
		CAA Lyon, 2 sept. 2019, n° 17LY02937 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2284 (42)
		CE, 3 sept. 2019, n° 434072 : JurisData n° 2019-015064 ( <i>Élections / Élus</i> ).....	act. 579 (37)
		CE, 5 sept. 2019, n° 398312 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	act. 589 (38-39)
		TA Poitiers, 11 sept. 2019, n° 1702196 : JurisData n° 2019-015437 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 592 (38-39)
		TA Poitiers, 11 sept. 2019, n° 1702196 : JurisData n° 2019-015437 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	2286 (42)
		TA Bastia, 11 sept. 2019, n° 1901137 : JurisData n° 2019-015439 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 593 (38-39)

# Table de jurisprudence

CAA Marseille, 12 sept. 2019, n° 18MA04244 : JurisData n° 2019-015665 ( <i>Urbanisme</i> )	act. 594 (38-39)
TA Caen, 16 sept. 2019, n° 1901957 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 615 (40)
CE, 18 sept. 2019, n° 422962 : JurisData n° 2019-015767 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 608 (40)
CE, 18 sept. 2019, n° 425716 : JurisData n° 2019-015772 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 602 (40)
CE, 20 sept. 2019, n° 419381 : JurisData n° 2019-015991 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 604 (40) 2342 (48)
CE, 20 sept. 2019, n° 419659 : JurisData n° 2019-015996 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 609 (40)
CE, 20 sept. 2019, n° 420406 : JurisData n° 2019-016003 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 609 (40)
CE, 20 sept. 2019, n° 420489 : JurisData n° 2019-016009 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 609 (40)
CE, 20 sept. 2019, n° 421075 : JurisData n° 2019-016014 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 603 (40)
CE, 20 sept. 2019, n° 421075 : JurisData n° 2019-016014 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	2309 (45)
CE, 20 sept. 2019, n° 423639 : JurisData n° 2019-016016 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 607 (40)
TA Versailles, 20 sept. 2019, n° 19006708 : JurisData n° 2019-016282 ( <i>Sécurité / Police</i> )	act. 616 (40)
CE, 23 sept. 2019, n° 424270 : JurisData n° 2019-016206 ( <i>Urbanisme</i> )	act. 612 (40)
CE, 23 sept. 2019, n° 427923 : JurisData n° 2019-016211 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 611 (40)
CJUE, 24 sept. 2019, n° C-136/17 ( <i>Administration / Citoyens</i> )	2360 (51-52)
CJUE, 24 sept. 2019, n° C-507/17 ( <i>Administration / Citoyens</i> )	2360 (51-52)
CE, 25 sept. 2019, n° 429680 : JurisData n° 2019-016440 ( <i>Urbanisme</i> )	act. 614 (40)
CE, 25 sept. 2019, n° 422437 : JurisData n° 2019-016469 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 610 (40)
CE, 25 sept. 2019, n° 427145 : JurisData n° 2019-016526 ( <i>Environnement</i> )	act. 605 (40) 2363 (51-52)
CE, 25 sept. 2019, n° 418658 : JurisData n° 2019-016530 ( <i>Environnement</i> )	act. 606 (40)
CE, 25 sept. 2019, n° 417870 : JurisData n° 2019-016531 ( <i>Urbanisme</i> )	act. 613 (40)
Cons. const., 27 sept. 2019, n° 2019-805 QPC : JurisData n° 2019-016540 ( <i>Sécurité / Police</i> )	act. 601 (40)

## Octobre

CEDH, 3 oct. 2019, n° 55225/14 : JurisData n° 2010-035304 ( <i>Élections / Élus</i> )	act. 656 (42)
CJUE, 3 oct. 2019, n° C-285/18 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 700 (45)
CJUE, 3 oct. 2019, n° C. 267/18 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 674 (43-44)
TA Grenoble, 3 oct. 2019, n° 1603908 : JurisData n° 2019-017381 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	act. 654 (42) 2322 (46)
CE, 4 oct. 2019, n° 421991 : JurisData n° 2019-016902 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> )	act. 691 (45)
CE, 4 oct. 2019, n° 423647 : JurisData n° 2019-017074 ( <i>Sécurité / Police</i> )	act. 652 (42)
CE, 4 oct. 2019, n° 421329 : JurisData n° 2019-017174 ( <i>Actes administratifs</i> )	act. 641 (42)
CE, 4 oct. 2019, n° 418521 : JurisData n° 2019-017431 ( <i>Actes administratifs</i> )	act. 640 (42)
CE, 4 oct. 2019, n° 422992 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> )	act. 642 (42)
CEDH, 8 oct. 2019, n° 24845/13 ( <i>Libertés publiques</i> )	act. 657 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 432722 : JurisData n° 2019-017373 ( <i>Environnement</i> )	act. 645 (42)

CE, 9 oct. 2019, n° 428634 : JurisData n° 2019-017375 ( <i>Fonction publique</i> )	act. 649 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 422874 : JurisData n° 2019-017379 ( <i>Fonction publique</i> )	act. 647 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 422866 : JurisData n° 2019-017380 ( <i>Fonction publique</i> )	act. 648 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 422712 : JurisData n° 2019-017382 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 651 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 421367 : JurisData n° 2019-017385 ( <i>Services publics</i> )	act. 653 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 420804 : JurisData n° 2019-017386 ( <i>Environnement</i> )	act. 644 (42) 2324 (46)
CE, 9 oct. 2019, n° 416334 : JurisData n° 2019-017387 ( <i>Fonction publique</i> )	act. 650 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 416771 : JurisData n° 2019-017521 ( <i>Fonction publique</i> )	act. 646 (42)
CE, 9 oct. 2019, n° 430538 : JurisData n° 2019-017522 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 643 (42)
CAA Lyon, 17LY02627, 10 oct. 2019, n° 19LY00270 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> )	2343 (48)
TA Cergy-Pontoise, 10 oct. 2019, n° 1905643 : JurisData n° 2019-017563 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> )	act. 655 (42)
TA Cergy-Pontoise, 10 oct. 2019 ( <i>Santé / Affaires sociales</i> )	act. 655 (42)
Cons. const., 11 oct. 2019, n° 2019-809 QPC ( <i>Services publics</i> )	act. 639 (42)
TA Rennes, 17 oct. 2019, n° 1801938 : JurisData n° 2019-018615 ( <i>Responsabilité</i> )	act. 699 (45)
CE, 21 oct. 2019, n° 422299 : JurisData n° 2019-018497 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 694 (45)
CE, 21 oct. 2019, n° 421250 : JurisData n° 2019-018539 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 715 (46)
CE, 21 oct. 2019, n° 420086 : JurisData n° 2019-018540 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 693 (45)
CE, 21 oct. 2019, n° 419155 : JurisData n° 2019-018542 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 692 (45)
CE, 21 oct. 2019, n° 419153 : JurisData n° 2019-018544 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 716 (46)
CE, 23 oct. 2019, n° 427431 : JurisData n° 2019-018472 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 718 (46)
CE, 23 oct. 2019, n° 419274 : JurisData n° 2019-018474 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 717 (46)
CE, 23 oct. 2019, n° 423630 : JurisData n° 2019-018478 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 717 (46)
CE, 23 oct. 2019, n° 422023 : JurisData n° 2019-018479 ( <i>Responsabilité</i> )	act. 697 (45)
CE, 23 oct. 2019, n° 420485 : JurisData n° 2019-018481 ( <i>Responsabilité</i> )	act. 721 (46)
CE, 24 oct. 2019, n° 407932 : JurisData n° 2019-018475 ( <i>Responsabilité</i> )	act. 696 (45)
CE, 24 oct. 2019, n° 427204 : JurisData n° 2019-018476 ( <i>Administration / Citoyens</i> )	act. 690 (45)
CE, 24 oct. 2019, n° 425546 : JurisData n° 2019-018477 ( <i>Procédure contentieuse</i> )	act. 695 (45)
CE, 31 oct. 2019, n° 435435 : JurisData n° 2019-019670 ( <i>Services publics</i> )	act. 722 (46)

## Novembre

TA Versailles, 4 nov. 2019, n° 1807869 : JurisData n° 2019-019321 ( <i>Urbanisme</i> )	2368 (51-52)
TA Marseille, 4 nov. 2019, n° 1705915 : JurisData n° 2019-019389 ( <i>Fonctions publiques</i> )	act. 726 (46)
TA Marseille, 5 nov. 2019, n° 1706236 : JurisData n° 2019-019390 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> )	act. 724 (46)
CE, 6 nov. 2019, n° 434376 : JurisData n° 2019-019520 ( <i>Administration / Citoyens</i> )	act. 710 (46)

CE, <b>6 nov. 2019</b> , n° 430352 : JurisData n° 2019-019535 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 712 (46)	CE, <b>27 nov. 2019</b> , n° 422600 : JurisData n° 2019-021116 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 766 (49)
CE, <b>6 nov. 2019</b> , n° 424391 : JurisData n° 2019-019539 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 713 (46)	CE, <b>27 nov. 2019</b> , n° 422516 : JurisData n° 2019-021117 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 765 (49)
CE, <b>6 nov. 2019</b> , n° 422207 : JurisData n° 2019-019540 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 709 (46)	CE, <b>27 nov. 2019</b> , n° 432996 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 767 (49)
CE, <b>7 nov. 2019</b> , n° 431146 : JurisData n° 2019-019584 ( <i>Collectivités territoriales</i> ).....	act. 711 (46)	Cass., <b>28 nov. 2019</b> , n° 17-22.810 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 771 (49)
CE, <b>7 nov. 2019</b> , n° 409330 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 719 (46)	CE, <b>29 nov. 2019</b> , n° 426372 : JurisData n° 2019-021152 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 770 (49)
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 412440 : JurisData n° 2019-019668 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 720 (46)	CE, <b>29 nov. 2019</b> , n° 410689 : JurisData n° 2019-021157 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 769 (49)
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 420324 : JurisData n° 2019-019671 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 723 (46)	CE, <b>29 nov. 2019</b> , n° 423847 : JurisData n° 2019-021173 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 768 (49)
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 421491 : JurisData n° 2019-019672 ( <i>Domaine / Patrimoine</i> ).....	act. 733 (47)	CE, <b>29 nov. 2019</b> , n° 411145 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 770 (49)
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 421867 : JurisData n° 2019-019674 ( <i>Actes administratifs</i> ).....	act. 731 (47)		
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 425177 : JurisData n° 2019-019683 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 714 (46)	<b>Décembre</b>	
CE, <b>8 nov. 2019</b> , n° 408514 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 734 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 418026 : JurisData n° 2019-021459 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 780 (50)
TA Cergy-Pontoise, <b>8 nov. 2019</b> , n° 1912597 : JurisData n° 2019-019586 ( <i>Environnement</i> ).....	act. 725 (46)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 423544 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 782 (50)
CE, <b>13 nov. 2019</b> , n° 425543 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 732 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 423936 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 781 (50)
CE, <b>13 nov. 2019</b> , n° 417855 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 735 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 422307 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 783 (50)
CE, <b>13 nov. 2019</b> , n° 421299 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 737 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 422615 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 785 (50)
CE, <b>13 nov. 2019</b> , n° 419067 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 738 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 412941 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 787 (50)
CE, <b>13 nov. 2019</b> , n° 416860 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 736 (47)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 421715 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 786 (50)
CE, <b>15 nov. 2019</b> , n° 420509 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 749 (48)	CE, <b>2 déc. 2019</b> , n° 425204 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 784 (50)
TA Marseille, <b>18 nov. 2019</b> , n° 1703613 : JurisData n° 2019-020719 ( <i>Fonctions publiques</i> ).....	act. 754 (48)	Cass. crim., <b>3 déc. 2019</b> , n° 18-86.032 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 789 (50) act. 790 (50)
CE, <b>20 nov. 2019</b> , n° 419776 ( <i>Urbanisme</i> ).....	act. 753 (48)	CE, <b>6 déc. 2019</b> , n° 418741 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 779 (50)
CE, <b>22 nov. 2019</b> , n° 422655 : JurisData n° 2019-020624 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 751 (48)	CE, <b>6 déc. 2019</b> , n° 417167 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 788 (50)
CE, <b>22 nov. 2019</b> , n° 417631 : JurisData n° 2019-020630 ( <i>Responsabilité</i> ).....	act. 752 (48)	CE, <b>6 déc. 2019</b> , n° 425542 ( <i>Budget / Finances / Fiscalité</i> ).....	act. 779 (50)
CE, <b>22 nov. 2019</b> , n° 418460 : JurisData n° 2019-020724 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 748 (48)	CE, <b>6 déc. 2019</b> , n° 391000 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 795 (51-52)
CE, <b>22 nov. 2019</b> , n° 417752 : JurisData n° 2019-021112 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 766 (49)	Cons. const., <b>6 déc. 2019</b> , n° 2019-817 ( <i>Administration / Citoyens</i> ).....	act. 778 (50)
CE, <b>22 nov. 2019</b> , n° 420067 ( <i>Procédure contentieuse</i> ).....	act. 750 (48)	Cass., <b>11 déc. 2019</b> , n° 18-25.44 ( <i>Contrats / Marchés publics</i> ).....	act. 803 (51-52)
		CE, <b>11 déc. 2019</b> , n° 410760 ( <i>Aménagement du territoire</i> ).....	act. 799 (51-52)
		CE, <b>16 déc. 2019</b> , n° 419220 ( <i>Aménagement du territoire</i> ).....	act. 800 (51-52)



# Table chronologique de doctrine administrative



# Table de doctrine administrative

## 2018

### Octobre

Circ. n° TERL1826263J, 12 oct. 2018 (*Urbanisme*) ..... act. 196 (12)

### Décembre

Rép. min. n° 6331 (*Administration / Citoyens*) ..... act. 20 (1)  
Rép. min. n° 8824 (*Urbanisme*) ..... act. 23 (1)  
Rép. min. n° 5811 (*Environnement*) ..... act. 22 (1)

## 2019

### Janvier

Rép. min. n° 10412 : JOAN 8 janv. 2019, p. 86 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 39 (2)  
Rép. min. n° 11813 : JOAN 8 janv. 2019, p. 197 (*Environnement*) ..... act. 40 (2)  
Rép. min. n° 2923 : JOAN 8 janv. 2019, p. 157 (*Sécurité / Police*) ..... act. 41 (2)  
Rép. min. n° 6926 : JO Sénat 10 janv. 2019, p. 144 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 51 (3)  
Rép. min. n° 6442 : JO Sénat, 10 janv. 2019, p. 112 (*Fonctions publiques*) ..... act. 53 (3)  
Rép. min. n° 3749 : JOAN 15 janv. 2019, p. 318 (*Budget / Finances / Fiscalité*) ..... act. 50 (3)  
Rép. min. n° 4579 : JOAN 15 janv. 2019, p. 321 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 52 (3)  
Rép. min. n° 13285 : JOAN 15 janv. 2019, p. 333 (*Domaine / Patrimoine*) ..... 2111 (16)  
Circ. n° PRMX1902587C, 22 janv. 2019 (*Aménagement du territoire*) ..... act. 85 (5)  
Rép. min. n° 3028 : JO Sénat 24 janv. 2019, p. 411 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 86 (5)  
Rép. min. n° 12868 : JOAN 29 janv. 2019, p. 861 (*Domaine / Patrimoine*) ..... 2081 (13)  
Rép. min. n° 06432 : JO Sénat 31 janv. 2019, p. 550 (*Fonctions publiques*) ..... act. 115 (7)  
Rép. min. n° 05012 : JO Sénat 31 janv. 2019, p. 592 (*Services publics*) ..... act. 116 (7)

### Février

Circ. n° CPAE1904416C, 5 févr. 2019 (*Fonctions publiques*) ..... act. 134 (8)  
Circ. n° PRMX1904212C, 5 févr. 2019 (*Interventions économiques*) ..... act. 135 (8)  
Instr. TREP1901711J, 6 févr. 2019 (*Sécurité / Police*) ..... act. 137 (8)  
Circ. n° JUSD1904204C, 8 févr. 2019 (*Santé / Affaires sociales*) ..... act. 136 (8)  
Rép. min. n° 14079 : JOAN 19 févr. 2019, p. 1658 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 133 (8)  
Circ. n° TRED1902474N, 21 févr. 2019 (*Environnement*) ..... act. 171 (10-11)  
Circ. n° TERB1833158C, 27 févr. 2019 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 174 (12)  
Rép. min. n° 01970 : JO Sénat 28 févr. 2019, p. 1120 (*Contrats / Marchés publics*) ..... act. 170 (10-11)

### Mars

Rép. min. n° 13708 : JOAN 5 mars 2019, p. 2116 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 194 (12)

Rép. min. n° 15679 : JOAN 5 mars 2019, p. 2088 (*Fonctions publiques*) ..... act. 172 (10-11)  
Rép. min. n° 15680 : JOAN 5 mars 2019, p. 2089 (*Fonctions publiques*) ..... act. 173 (10-11)  
Circ. n° ECOI1907118C, 7 mars 2019 (*Interventions économiques*) ..... act. 197 (12)

### Avril

Rép. min. n° 4832 : JOAN 9 avr. 2019, p. 3241 (*Budget / Finances / Fiscalité*) ..... act. 259 (15)  
Rép. min. n° 5968 : JO Sénat 18 avr. 2019, p. 2108 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 295 (17)  
Rép. min. n° 8983 : JO Sénat 18 avr. 2019, p. 2111 (*Fonctions publiques*) ..... act. 296 (17)  
Rép. min. n° 6467 : JO Sénat 18 avr. 2019, p. 2109 (*Sécurité / Police*) ..... act. 297 (17)  
Circ. n° INTA1911441J, 30 avr. 2019 (*Sécurité / Police*) ..... act. 337 (20)

### Mai

Rép. min. n° 9109 : JO Sénat 23 mai 2019, p. 2743 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 381 (22)  
Rép. min. n° 7118 : JO Sénat 23 mai 2019, p. 2727 (*Urbanisme*) ..... act. 382 (22)  
Rép. min. n° 8788 : JO Sénat 23 mai 2019, p. 2729 (*Urbanisme*) ..... act. 383 (22)

### Juillet

Rép. min. n° 10109 (*Services publics*) ..... act. 507 (29)  
Rép. min. n° 9961 (*Urbanisme*) ..... act. 508 (29)  
Circ. n° INTA1919298J, 22 juill. 2019 (*Domaine / Patrimoine*) ..... act. 538 (35)  
Circ. n° 6100/SG, 23 juill. 2019 (*Organisation administrative*) ..... act. 523 (30-34)

### Août

Circ. n° PRMX1923448C, 2 août 2019 (*Environnement*) ..... act. 539 (35)  
Circ. n° PRMX1923456C, 2 août 2019 (*Organisation administrative*) ..... act. 540 (35)  
Rép. min. n° 09023 (*Urbanisme*) ..... act. 541 (35)

### Septembre

Rép. min. n° 7999 : JOAN 3 sept. 2019, p. 7845 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 584 (37)  
Rép. min. n° 15678 : JOAN 4 sept. 2019, p. 7866 (*Fonctions publiques*) ..... act. 585 (37)  
Rép. min. n° 11230 : JO Sénat 19 sept. 2019, p. 4828 (*Administration / Citoyens*) ..... act. 617 (40)

### Novembre

Circ. n° CPAF1920720C, 5 nov. 2019 (*Fonctions publiques*) ..... act. 727 (46)  
Circ. n° JUSD1931746C, 6 nov. 2019 (*Élections / Élus*) ..... act. 772 (49)  
Circ. n° 6130/SG, 20 nov. 2019 (*Organisation administrative*) ..... act. 755 (48)

### Décembre

Rép. min. n° 18060 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 792 (50)  
Rép. min. n° 21965 (*Collectivités territoriales*) ..... act. 791 (50)  
Rép. min. n° 16500 (*Élections / Élus*) ..... act. 793 (50)



# Table chronologique des textes



# Table des textes

## 2018

### Septembre

L. n° 2018-778, **10 sept. 2018** (Étrangers) ..... **2144** (21)

### Novembre

L. n° 2018-1021, **23 nov. 2018** (Domaine / Patrimoine) ..... **2025** (4)

Ord. n° 2018-1074, **26 nov. 2018** (Domaine / Patrimoine) ..... **2026** (4)

### Décembre

D. n° 2018-107, **3 déc. 2018** (Domaine / Patrimoine) ..... **2026** (4)

Ord. n° 2018-1125, **12 déc. 2018** (Administration / Citoyens) ..... **2047** (7)

L. n° 2018-1202, **22 déc. 2018** (Élections / Élus) ..... **act. 5** (1)

L. n° 2018-1201, **22 déc. 2018** (Élections / Élus) ..... **act. 5** (1)

D. n° 2018-1227, **24 déc. 2018** (Administration / Citoyens) ..... **act. 2** (1)

D. n° 2018-1225, **24 déc. 2018** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 4** (1)

D. n° 2018-1217, **24 déc. 2018** (Environnement) ..... **act. 6** (1)

A., **26 déc. 2018** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 4** (1)

D. n° 2018-1205, **27 déc. 2018** (Fonctions publiques) ..... **act. 7** (1)

D. n° 2018-1352, **28 déc. 2018** (Administration / Citoyens) ..... **act. 3** (1)

D. n° 2018-1351, **28 déc. 2018** (Fonctions publiques) ..... **act. 8** (1)

L. fin. n° 2018-1317, **28 déc. 2018** (Domaine / Patrimoine) ..... **2034** (4)

## 2019

### Janvier

Ord. n° 2019-3, **4 janv. 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 26** (2)

Ord. n° 2019-2, **4 janv. 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 26** (2)

D. n° 2019-31, **18 janv. 2019** (Administration / Citoyens) ..... **act. 58** (4)

D. n° 2019-32, **18 janv. 2019** (Administration / Citoyens) ..... **act. 59** (4)

### Février

D. n° 2019-82, **7 févr. 2019** (Procédure contentieuse) ..... **act. 104** (7)  
**2103** (15)

D. n° 2019-119, **21 févr. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 144** (9)

D. n° 2019-122, **21 févr. 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 145** (9)

D. n° 2019-133, **25 févr. 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 146** (9)

### Mars

L. n° 2019-221, **23 mars 2019** (Procédure contentieuse) ..... **act. 204** (13)

L. n° 2019-222, **23 mars 2019** (Procédure contentieuse) ..... **act. 204** (13)  
**2102** (15)

D. n° 2019-259, **29 mars 2019** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 230** (14)

## Avril

D. n° 2019-301, **10 avr. 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 266** (16)

D. n° 2019-299, **10 avr. 2019** (Sécurité / Police) ..... **act. 268** (16)

D. n° 2019-303, **10 avr. 2019** (Urbanisme) ..... **act. 270** (16)

L. n° 2019-290, **10 avr. 2019** (Sécurité / Police) ..... **act. 265** (16)

D. n° 2019-315, **12 avr. 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 267** (16)

D. n° 2019-325, **15 avr. 2019** (Services publics) ..... **act. 269** (16)

D. n° 2019-351, **23 avr. 2019** (Services publics) ..... **act. 287** (17)

## Mai

D. n° 2019-423, **9 mai 2019** (Aménagement du territoire) ..... **act. 316** (20)

D. n° 2019-424, **9 mai 2019** (Aménagement du territoire) ..... **act. 316** (20)

D. n° 2019-437, **13 mai 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 317** (20)

## Juin

A., **14 juin 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 442** (26)

D. n° 2019-617, **21 juin 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 516** (30-34)

D. n° 2019-617, **21 juin 2019** (Urbanisme) ..... **act. 445** (26)

D. n° 2019-635, **24 juin 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 443** (26)

D. n° 2019-634, **24 juin 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 444** (26)

D. n° 2019-637, **25 juin 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 441** (26)

D. n° 2019-662, **27 juin 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 461** (27)

D. n° 2019-670, **27 juin 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 462** (27)

D. n° 2019-663, **28 juin 2019** (Sécurité / Police) ..... **act. 463** (27)

## Juillet

D. n° 2019-748, **18 juill. 2019** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 517** (30-34)

L. n° 2019-753, **22 juill. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **2234** (30-34)

D. n° 2019-769, **24 juill. 2019** (Organisation administrative) ..... **act. 540** (35)

L. n° 2019-774, **24 juill. 2019** (Santé / Affaires sociales) ..... **act. 535** (35)

L. n° 2019-791, **26 juill. 2019** (Services publics) ..... **act. 536** (35)

L. n° 2019-803, **29 juill. 2019** (Domaine/Patrimoine) ..... **act. 530** (35)

D. n° 2019-815, **31 juill. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 534** (35)

## Août

L. n° 2019-809, **1<sup>er</sup> août 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 532** (35)

D. n° 2019-822, **2 août 2019** (Services publics) ..... **act. 536** (35)

L. n° 2019-816, **2 août 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 533** (35)

L. n° 2019-828, **6 août 2019** (Fonctions publiques) ..... **act. 531** (35)

## Octobre

D. n° 2019-1104, **30 oct. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 683** (45)

A. n° ECOI1930955A, **31 oct. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 683** (45)

## Novembre

D. n° 2019-1190, **18 nov. 2019** (Collectivités territoriales) ..... **act. 776** (50)

## Décembre

D. n° 2019-1330, **10 déc. 2019** (Administration / Citoyens) ..... **act. 777** (50)

D. n° 2019-1344, **12 déc. 2019** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 796** (51-52)

D. n° 2019-1375, **17 déc. 2019** (Contrats / Marchés publics) ..... **act. 797** (51-52)

